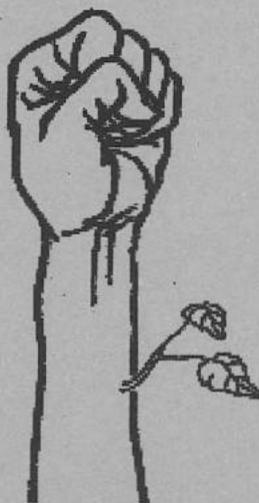


# Cahiers du mouvement ouvrier

- Rémy Janneau : la Révolution française, les métaphores d'une légende
- Gérard Lorigny : les comités secrets de la guerre 14-18
- Fiodor Dingelstedt : les bolcheviks de Petrograd en 1917
- Jean-Marc Schiappa : les racines vichyssoises de l'Union européenne
- Charles Allain : Stalingrad

C  
E  
R  
M  
T  
R  
I



C.E.R.M.T.R.I.

Centre d'Etudes et de Recherches  
sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux



# **Cahiers du mouvement ouvrier**

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine  
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,  
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie  
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie

Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine,  
Frank La Brasca, Jean-Jacques Marie, Pierre Roy, Jean-Marc Schiappa.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

Internet : [www.trotsky.com.fr](http://www.trotsky.com.fr)

E-mail : [cermtri@wanadoo.fr](mailto:cermtri@wanadoo.fr).

# Sommaire

- **Présentation** ..... p. 5
- **Rémy Janneau : la Révolution française, les métaphores d'une légende** ..... p. 9
- **Ryszard Rauba : Rosa Luxemburg et la discipline du parti** ..... p. 27
- **Gérard Lorigny : les comités secrets de la guerre 14-18** ..... p. 31
- **Fiodor Dingelstedt : les bolcheviks de Petrograd en 1917** ..... p. 39
- **Un ingénieur contre le contrôle ouvrier en Russie en 1918** ..... p. 49
- **Nicole Perron : Marcel Martinet, Romain Rolland, la lutte contre la guerre et contre le stalinisme** ..... p. 53
- **Maurice Thorez et le soutien à l'empire colonial français (1939)** ..... p. 71
- **Un rapport du chef du NKVD, Merkoulou, à Staline sur la propagande nazie... opposant Staline à Lénine !** ..... p. 75
- **Jean-Marc Schiappa : les racines vichyssoises de l'Union européenne** ..... p. 79
- **Charles Allain : Stalingrad** ..... p. 89
- **Jean-Paul Gady : Georges Guinguoin** ..... p. 103
- **Jean-Jacques Marie : les voitures des bureaucrates** ..... p. 109
- ***Les Cahiers du Cermtri*, n° 147 sur la grève des mineurs de 1963** ..... p. 111

- **Jean-Guillaume Lanuque : à propos des nouveaux programmes d'histoire ..... p. 113**
- **Notes de lecture ..... p. 119**
- **Chronique des falsifications ..... p. 139**
- **Perles ..... p. 140**
- **Communiqué du Comité international contre la répression (Cicr) : Russie : le syndicaliste Valentin Ourousov va être libéré ! ..... p. 143**

**CONSULTEZ LE SITE DU CERMTRI**

**[www.trotsky.com.fr](http://www.trotsky.com.fr)  
<<http://www.trotsky.com.fr>>**

**Consultez le blog  
“l’histoire défigurée,  
la géographie manipulée”**

---

***Cahiers du mouvement ouvrier***

(volume de 128 pages)

Prix du numéro : **9 euros (+ 1,50 euro de port)**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

— France : **32 euros** ;

— Etranger : Europe : **35 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **40 euros**.

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

Chèques à l’ordre du CERMTRI

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

# Présentation

Après trois séries de six numéros spéciaux consacrés à la Révolution française (n° 49 et n° 50), la révolution russe (n° 51 et n° 52) et à la guerre civile en Espagne (n° 55 et n° 56), nous reprenons la publication de numéros aux thèmes variés.

Ce numéro est d'abord consacré à la campagne déchaînée contre la révolution française, campagne dont Rémy Janneau retrace la longue histoire, campagne qui remonte aux premières années mêmes de la Révolution.

Ensuite, il publie un long article de Charles Allain consacré à la bataille de Stalingrad, dont nous célébrons le 70<sup>e</sup> anniversaire, bataille qui a marqué un tournant décisif dans la Seconde Guerre mondiale et qui, pour cette raison même, a systématiquement été utilisée pour nourrir le culte frénétique de Staline. Rappelons que sans les erreurs catastrophiques de Staline, « *le plus grand homme de tous les temps et de tous les peuples* », selon la propagande officielle, erreurs dont Charles Allain fait une recension éclairante, jamais les troupes allemandes n'auraient pu s'approcher de la ville. L'anniversaire de cette bataille qui a changé le cours de la guerre mérite donc que l'on regarde de plus près la réalité, à une époque où en Russie même une avalanche de publications célèbre le maréchal Staline comme le grand vainqueur de la guerre.

Parmi les autres articles, nous nous permettons d'attirer l'attention du lecteur sur les souvenirs du bolchevik Dingelstedt sur l'année 1917-1918 à Petrograd. Fiodor Dingelstedt, né en 1897, étudiant en sociologie, adhère au Parti social-démocrate russe en 1910, et appartient d'emblée à sa fraction bolchevique. Il est l'un des cadres bolcheviks à Cronstadt au printemps 1917. Il publie un ouvrage sur la question agraire aux Indes, rejoint l'Opposition de gauche dès sa formation en 1923, appartient à l'Opposition unifiée en 1926-1927.

Déporté en 1928, il organise plusieurs grèves de la faim. Il appartient à la direction de l'Opposition de gauche après l'exil forcé de Trotsky en février 1929.

En août 1937, les tueurs du NKVD l'abattent à Vorkouta.

Deux articles de ce numéro évoquent un aspect de la guerre de 1914 dont, par ailleurs, les gouvernants se préparent à célébrer le centenaire pour nous convaincre que l'Union européenne, sa politique de démantèlement des services publics et des Codes du travail, son combat acharné pour privatiser tous les secteurs de la vie sociale et les soumettre aux appétits des marchés, etc., représenterait le rempart de la paix et nous éviterait le retour de la guerre. Sous deux aspects différents, les articles de Ryszard Rauba sur le vote du 4 août 1914 et l'attitude de Rosa Luxemburg, et celui de Gérard Lorigny sur les comités de guerre éclairent certaines conséquences de l'Union sacrée et le comportement des sociaux-démocrates qui soutiennent la guerre impérialiste. L'article de Nicole Perron sur Marcel Martinet, dont la figure est aujourd'hui très injustement oubliée, et Romain Rolland évoque une autre facette de cette question, celle de la lutte contre la guerre, de ses méthodes, de l'engagement des uns et des autres. Si les différences entre les deux hommes à cette époque n'annonçaient pas nécessairement la suite de leur évolution, leur attitude face au stalinisme les distinguera encore plus fortement que face à la guerre. Cet article est particulièrement actuel au moment même où l'on publie le journal de Romain Rolland à la veille de la guerre de 1939 et pendant la guerre et l'Occupation. L'article sur Guingouin évoque un aspect de la politique du PCF soumis au diktat de Staline transmis à Maurice Thorez lors de sa rencontre avec lui le 17 novembre 1944 à Moscou : tout faire pour aider l'Etat bourgeois à se reconstruire. Le texte de Maurice Thorez sur l'empire colonial français se situe dans la même lignée.

Ce numéro publie deux documents des archives russes : le premier montre comment les nazis essaient un moment d'utiliser la différence entre Lénine et Staline pour attaquer ce dernier et, à travers lui, l'Union soviétique ; le second indique la répartition de voitures de luxe aux membres du bureau politique du PCUS au cours d'une année 1947 encore marquée par la famine pendant laquelle Staline n'a pas dépensé le moindre dollar pour acheter du blé, mais en trouve pour acheter des Packard et autres voitures américaines à sa bande bureaucrates, et pour lui au premier chef !

**L'article de Jean-Guillaume Lanuque sur les programmes d'histoire est bien évidemment une invitation à développer la discussion sur cette question capitale, invitation qui s'adresse d'abord aux enseignants d'histoire qui lisent cette revue, et plus largement au-delà, car l'histoire n'appartient pas à ceux qui l'enseignent.**

**Enfin, l'article de Jean-Marc Schiappa sur les racines vichyssoises de l'Union européenne démonte les mécanismes de la gigantesque et frauduleuse opération de propagande multiforme dont l'Union européenne est la bénéficiaire dans un consensus politique très large...**

**Il pourrait entrer dans la chronique des falsifications. Ces dernières prolifèrent tant qu'il serait peut-être un jour souhaitable de publier un numéro spécial des *Cahiers du mouvement ouvrier* sur les faussaires, les menteurs, les truqueurs et leur production de plus en plus abondante. Qu'en pensent les lecteurs de la revue ?**

**Jean-Jacques Marie**



# La Révolution française

## Les métamorphoses d'une légende noire

«Crac ! Une tête est montrée au peuple et les tricoteuses comptent : une !»  
Charles Dickens (1)

« En 1793, et pour quelques mois... la jacobinisme sous la fiction du "peuple", se substitue à la fois à la société civile et à l'Etat. A travers la volonté générale, le peuple-roi coïncide désormais mythiquement avec le pouvoir ; cette croyance est la matrice du totalitarisme. »  
François Furet (2)

Version « populaire », version « savante »... la légende noire de la Révolution a manifestement évolué, du moins quant à sa forme. La mue s'est opérée dans les années qui ont précédé le bicentenaire. Ce qui aurait dû être la digne commémoration de l'événement fondateur de la République et de la démocratie a été l'occasion, au contraire, d'un déchaînement sans précédent depuis le régime de Vichy. La doctrine de François Furet qui faisait de la Révolution française « la matrice de tous les totalitarismes » devenait vérité officielle, des historiens de renom comme Pierre Chaunu et Emmanuel Le Roy Ladurie appuyaient de leur autorité une thèse délirante sur un prétendu « génocide franco-français » (3), un ancien ministre de la Culture adressait une « lettre ouverte aux coupeurs de têtes du bicentenaire » (4)... Les plus modérés isolaient prudemment un bon 89 du sanglant 93.

Il ne s'agissait pas, bien entendu, d'un aimable débat historiographique, mais d'un retour en force de la contre-révolution, dans un contexte marqué par une diabolisation de la « centralisation jacobine », plus généralement de l'Etat-nation, et par une volonté largement partagée par la droite et la gauche de discréditer

l'idée même de révolution. Pour comprendre quel type d'équation idéologique était en train de se mettre en place, il convient de relier cette offensive aux polémiques d'outre-Rhin où les thèses d'Ernst Nolte (5), qui affirmait que le nazisme n'était qu'une copie du bolchevisme et Auschwitz une réponse au goulag, avaient déchaîné, en 1986, la salubre « querelle des historiens ». Ce révisionnisme, rejeté en Allemagne, allait, en France, se connecter aux thèses de François Furet. Le but de cette réécriture de l'histoire était transparent : accréditer que les révolutions engendrent toujours des régimes pires que ceux qu'elles ont abattus. En France, elle mettait plus précisément en cause la légitimité historique de la Révolution et visait à marquer la République d'un stigmate infamant.

### Genèse d'une légende noire

Cette réécriture, indéniablement liée au contexte, n'en plongeait pas moins ses racines dans une légende noire forgée, dès l'événement, par la contre-révolution. Dès ses débuts, la Révolution fut dénoncée par ses ennemis, à travers des pamphlets, des articles, puis, dans le cadre de l'émigration et de la Restauration, dans des Mémoires, un corpus de textes souvent marqués par la rancœur et

(1) Charles Dickens, *Un conte de deux villes*, Gallimard Folio, 1989. Première édition : 1858.

(2) François Furet, *Penser la Révolution française*, Gallimard Folio Histoire, 1978.

(3) Reynald Sécher, *La Vendée-Vengé - Le génocide franco-français*, PUF, 1986.

(4) Philippe de Villiers, *Lettre ouverte aux coupeurs de tête et aux menteurs du Bicentenaire*, Albin Michel, 1989.

(5) L'ensemble des textes d'Ernst Nolte est regroupé dans l'ouvrage *Fascisme et totalitarisme*, édité et présenté par Stéphane Courtois, Robert Laffont, 2008.

la haine, parfois par les traumatismes subis lors des massacres de Septembre ou pendant la Terreur.

## La faiblesse d'un roi trop humain

Pour la période révolutionnaire, émergent deux signatures : celle du journaliste Antoine Rivarol (6) et celle du député anglo-irlandais Edmund Burke (7). Dans les nombreux articles qu'il publie, au cours de l'année 1789-1790, dans le *Journal politique national* puis dans les *Actes des apôtres*, Rivarol forge les stéréotypes du sans-culotte brutal, aviné et cruel, et des poissardes hystériques, « harpies et monstres à visage humain » qui, pour ne citer que cet exemple, auraient marché sur Versailles en traînant derrière elles des barriques d'eau de vie.

Le contraste avec cette « canaille qui ne sait qu'égorger » fait ressortir la figure admirable de Marie-Antoinette, qui, dans cette tourmente, a « le caractère qui manque au roi ». Ce « manque de caractère » de Louis XVI restera une constante de la légende noire : la Révolution ne se serait développée qu'en raison de la faiblesse d'un roi trop humain pour faire tirer sur la populace et trop porté au compromis.

Comme la plupart des futurs contre-révolutionnaires, Rivarol ne défend pas, au départ, l'Ancien Régime. Il n'est pas hostile à l'abolition des privilèges. A une condition toutefois : que le roi en prenne l'initiative et que le peuple sache rester à sa place.

En consultant les états généraux, Louis XVI aurait commis une faute impardonnable : « Dès le jour où le monarque consulte ses sujets... ceux-ci cessent d'estimer et d'obéir. » La manipulation a fait le reste. Les passions populaires ont été exploitées par des démagogues, en particulier, pour la période que couvrent les écrits de Rivarol, le duc d'Orléans qui arrose de son or une populace avide et corrompt l'armée avec le concours « de nuées de filles perdues ».

Les *Réflexions sur la révolution de France*, d'Edmund Burke, publiées en novembre 1790 sous la forme d'une

lettre à un jeune parisien, sont un pamphlet contre la Révolution, « cahot étrange de légèreté et de férocité », « mélange de toutes sortes de crimes mêlés à toutes sortes de folies ». On y retrouve, comme chez Rivarol, cette « canaille d'hommes féroces et de femmes perdues pour toute espèce de honte » qui contraste avec une Marie-Antoinette « brillante comme l'étoile du matin ». Les « horreurs inexprimables des furies de l'enfer incarnées par les femmes les plus viles » donnent le ton !

Cependant l'ouvrage, qui fait grand bruit en Europe, a une tout autre portée : il fournit à la contre-révolution une doctrine cohérente. Burke siège sur les bancs du parti whig, c'est-à-dire à la gauche des Communes, mais à la différence de Charles James Fox et d'autres libéraux britanniques, il condamne la Révolution française dès ses premiers développements.

Une telle prise de position s'explique sans aucun doute par son conservatisme social et par sa crainte de voir les idées révolutionnaires traverser la Manche. Il polémiqua longuement et de manière virulente contre le pasteur Price, qui, au cours d'une réunion publique, a pris fait et cause pour la Révolution française. Son rejet de cette révolution, dès ses débuts, a néanmoins des raisons plus profondes. Burke a toujours été un ennemi déclaré des Lumières. Il a toujours condamné le rationalisme, particulièrement en politique.

A ses yeux, une institution qui naît d'abstractions n'est pas viable. Contre la rupture, il défend la tradition. A la Révolution française, œuvre d'une génération d'idéologues totalement déconnectés des réalités, il oppose la « Glorieuse Révolution » de 1688, qui a « consacré le principe sacré de l'hérédité de la couronne » (Marie étant couronnée en tant que fille du roi déchu, Jacques II), restauré les vieux principes bafoués par ce dernier et

(6) Rivarol, *Journal politique et autres textes*, 10/18, 1964. L'ensemble des écrits de Rivarol fut publié sous forme de mémoires en 1824.

(7) Edmund Burke, *Réflexions sur la révolution de France et sur les procédés de certaines sociétés à Londres relatifs à cet événement*, Laurent fils, 1791.

garanti, en se fondant sur la tradition, l'Etat, l'Eglise et les droits des citoyens. « *Toutes les réformes que nous avons faites, écrit Burke, ont été fondées sur le rapport qu'elles avaient avec l'Anti-quité.* »

Les droits de l'homme ne sont, au contraire, que des « *principes métaphysiques* » propres à inciter la « *masse* » à revendiquer le pouvoir et à instaurer la démocratie qui est une loi du nombre antinaturelle. L'égalité est contraire à la nature et la liberté doit rester un bien aristocratique.

## Une tradition anglo-saxonne hostile à la Révolution française

Outre l'influence qu'il a pu avoir à l'époque, Burke est à l'origine d'une tradition anglo-saxonne hostile à la Révolution française. Tout en condamnant un Ancien Régime corrompu, Thomas Carlyle (8) fixera l'image d'une foule exaltée et sanguinaire. Cette condamnation tout à la fois de l'Ancien Régime et de la Révolution sera popularisée par Charles Dickens dans *Un conte de deux villes* : à Londres, le calme et les affaires ; à Paris, la misère et la barbarie. Ce roman très populaire formera l'opinion de générations d'écoliers et de lecteurs anglais et américains.

A cette première strate d'écrits hostiles à la Révolution s'en ajoute une seconde, d'origine républicaine : celle que forgent, à partir de 1794, les thermidoriens. Après l'élimination de la Gironde en juin 1793, la Plaine, composée des députés modérés, avait totalement soutenu les mesures de salut public adoptées à l'initiative de la Montagne.

D'autre part, certains députés, envoyés en mission, avaient commis les pires excès. Après la chute de Robespierre, Carrier est guillotiné, mais Fréron, Barras, Tallien, Fouché et bien d'autres se refont une virginité en forgeant le mythe d'un Robespierre assoiffé de sang, dont Napoléon, interrogé à Sainte-Hélène, dira qu'« *il a été le bouc émissaire* ».

## La haine de la bourgeoisie thermidorienne envers les sans-culottes

Dans ce contexte de réaction, la haine de la bourgeoisie thermidorienne envers les sans-culottes conforte les stéréotypes. Les thermidoriens salissent, en particulier, le personnel sectionnaire, systématiquement présenté comme un ramassis d'illettrés, d'ivrognes et de filous. Les femmes du peuple deviennent des « *furies de guillotine* ». C'est alors que le mot « *tricoteuses* » acquiert le sens péjoratif que nous lui connaissons.

De cette époque datent également des légendes ou des fausses évidences qui ont encore aujourd'hui la vie dure. Condamné à mort, Lavoisier aurait demandé un sursis pour achever ses travaux. Il lui aurait été répondu que « *la République n'a pas besoin de savants* ». Nous savons, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, grâce aux travaux de James Guillaume (9) qui fut membre, à partir de 1887, d'une commission chargée de publier les documents d'archives de la Révolution, que cette phrase est apocryphe et que Lavoisier n'a jamais demandé de sursis. Cette réplique n'en est pas moins régulièrement brandie pour souligner l'esprit étroit et sanguinaire des révolutionnaires.

Le « *vandalisme révolutionnaire* » constitue une autre de ces « *vérités* » jamais démontrées mais toujours invoquées (10). Pour preuve : les rapports de l'abbé Grégoire. En réalité, pour discréditer des adversaires politiques qui ne peuvent plus répondre, l'intouchable abbé amalgame délibérément trois choses bien différentes : le vandalisme au quotidien, des récupérations liées à la situation économique et militaire, et

(8) Thomas Carlyle, *Histoire de la Révolution française*, Germer Baillière, 1867. Première édition : 1837.

(9) Voir les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 49.

(10) Voir Serge Bianchi, *Les fausses évidences du "vandalisme révolutionnaire"*, in Michel Biard (dir), *La Révolution française, une histoire toujours vivante*, Taillandier, 2010.

l'iconoclasme consistant à détruire les symboles de l'Ancien Régime. Le vandalisme au quotidien est celui de particuliers qui, par intérêt ou par stupidité, volent un objet d'art ou dégradent un monument. Les études conduites depuis une trentaine d'années ont montré que cette forme de vandalisme n'a pas eu l'ampleur qu'on lui a donnée, la Convention montagnarde ayant pris d'ailleurs toutes les mesures nécessaires pour préserver ce que nous appelons aujourd'hui le patrimoine. Les récupérations ont été dictées par la situation économique et militaire. Ainsi de la fonte des cloches pour en faire des canons, des boulets ou du billon. L'iconoclasme, enfin, a été pleinement assumé par les conventionnels, à commencer par Grégoire, qui, en l'an III, cherche à le faire oublier.

## Anciens émigrés et rescapés de la Révolution

Dès la fin du Directoire, anciens émigrés et rescapés de la Révolution multiplient les livres de souvenirs, les mémoires et les ouvrages à caractère historique. S'ils n'ont rien oublié, ils ont parfois appris, mais tous livrent, avec l'autorité du témoin, une vision négative de la Révolution. L'ancien muscadin Charles de Lacretelle (11), le journaliste Claude-François Beaulieu (12), qui ont échappé de peu à la déportation après le coup d'Etat antimonarchiste de fructidor, décrivent les affres de la proscription et leur expérience des prisons. Afin de « *détruire les imputations atroces qui ont été faites* » contre lui concernant l'affaire de Nancy (qui s'est soldée, pour plusieurs dizaines de suisses, par la roue ou par la pendaison), le marquis de Bouillé (13) décrit une ville livrée aux « *excès des soldats* », à la « *licence effrénée* » d'une « *populace* » menée par des « *factieux* » et ne manque pas d'exprimer toute son « *horreur pour cette révolution* ». La marquise de La Rochejaquelein (14), veuve du chef vendéen Lescure et belle-sœur, en secondes noces, de feu « *Monsieur Henri* », décrit les tribulations de sa famille avant d'exalter la

lutte de l'Armée catholique et royale, cette « *armée remplie de charité chrétienne, de générosité et d'humanité* ». Pauline de Tourzel (15) et Madame Campan (16), dont la vie n'a tenu qu'à un fil en août 1792, n'ont pas besoin d'en rajouter pour émouvoir leurs lecteurs. La duchesse de Tourzel (17), mère de Pauline, qui fut de l'équipée de Varennes, a le bon goût de rappeler qu'elle doit la vie à Billaud-Varennes. Elle n'en décrit pas moins les cadavres sanglants amoncelés pendant les massacres de Septembre... Ultras ou modérés, sincères ou non, tous résument la Révolution à des « *crimes populaires* », aux « *atrocités des jacobins* » (Charles de Lacretelle). Beaulieu la compare à un « *monstrueux boa* ». Robespierre est « *le génie du mal* », « *un tigre* » aux « *doctrines homicides* » (Lacretelle), Saint-Just est « *perfide et machiavélique* ». Lorsqu'il fut fort heureusement poignardé, le « *monstre* » Marat expirait, dans sa baignoire, d'une « *maladie honteuse* » (Beaulieu). Les sans-culottes sont invariablement des « *brigands* », les « *janissaires de la terreur* » (Lacretelle), des « *barbares* », une « *troupe de cannibales* » (Madame Campan)... Même lorsque le propos se veut plus mesuré, il oppose les membres de la famille royale et leurs partisans, généralement présentés sous des dehors très humains, à une « *populace* » menaçante aux motivations irrationnelles. Si Louis XVI apparaît comme un personnage instruit, mais faible, Marie-Antoinette est parée de toutes les vertus. Chez Madame Campan, qui fut sa « *première femme de chambre* », « *l'infortunée princesse* » est

(11) Charles de Lacretelle, *Dix ans d'épreuves pendant la Révolution – Mémoires*, Tallandier, 2011. Première édition : 1842.

(12) Claude-François Beaulieu, *Essai historique sur les causes et les effets de la révolution de France*, Maradan, 1801.

(13) Marquis de Bouillé, *Mémoires*, Firmin Didot, 1859. Premières parutions : Londres, 1797 ; Paris, 1803.

(14) Marie-Louis-Victoire de Donnissan, marquise de La Rochejaquelein, *Mémoires*, Bauloton, 1889. Première édition : 1814.

(15) Pauline de Tourzel, *Souvenirs de quarante ans – Récits d'une dame de Madame la Dauphine*, Lecoffre, 1861.

(16) Madame Campan, *Mémoires sur la vie privée de Marie-Antoinette, reine de France et de Navarre*, Baudouin frères, 1826.

(17) *Mémoires de M<sup>me</sup> de Tourzel*, Plon et Cie, 1883.

bonne, simple de goûts et de caractère, ménagère des deniers de l'Etat, mais sans cesse calomniée et victime des intrigants et des factieux. Privé de « l'autorité paternelle » de son roi, le peuple manipulé « se laisse aller à des sentiments atroces ». Extraites de leur contexte, les violences révolutionnaires apparaissent comme l'œuvre gratuite de furieux et de sadiques. La description des manifestants de juin 1792 annonce déjà certains films : « *Tous avaient les figures les plus effrayantes ; leur émanation infectait l'air.* »

## Un complot ourdi de longue date par les philosophes et la franc-maçonnerie

Certains auteurs cherchent avant tout, à la Révolution, une explication. L'abbé Barruel (18) recherche les origines de la Révolution dans un complot ourdi de longue date par les philosophes et la franc-maçonnerie, contre Dieu, les rois et la société. Pêle-mêle au banc des accusés : Voltaire, qui appelait à « *écraser l'infâme* », Diderot et d'Alembert, auteurs de l'Encyclopédie, Montesquieu, dont les Français auraient retenu que la monarchie faisait d'eux des esclaves, Rousseau, père de « *l'idée insensée* » suivant laquelle la puissance législative ne peut appartenir qu'au peuple, Condorcet, dangereux rebelle qui a voulu « *tracer la marche de l'esprit humain à l'école de la raison* », et, pour faire bonne mesure, Frédéric II, Turgot, le marquis d'Argenson et même Madame de Pompadour ! Les clubs affiliés aux jacobins n'étaient que « *des arrière-loges maçonniques* », les députés leurs exécutants dociles. La franc-maçonnerie aurait ainsi programmé, quasiment à l'heure près, la prise de la Bastille, le 10 août et autres événements funestes. Etrange hommage du vice à la vertu, la conspiration communiste des Egaux serait l'aboutissement logique de ce vaste complot « *contre tout gouvernement* » et « *toute forme de propriété* » ! En affectant de sourire de cette « *conspiration de mélodrame* », l'historien monarchiste

Augustin Cochin en retiendra le rôle subversif et liberticide des « *sociétés de pensée* », thème qui inspirera François Furet...

## La vérité de la légende noire

Dans un registre totalement différent, Joseph de Maistre (19) et Louis de Bonald (20) développent des théories qui ne feront pas école, mais qui livrent la vérité de la légende noire. L'un est aussi brillant que l'autre est austère, ils se sont connus tardivement, mais leurs noms sont généralement associés tant leurs idées sont convergentes. Convaincus que la Révolution est un châtement divin et la République une œuvre satanique, ils aspirent à une monarchie absolue et théocratique. D'où le nom de « *théocrates* » que leur donne Jacques Godechot (21). Les droits de l'homme sont, à leurs yeux, un « *défi satanique lancé à Dieu* ». « *L'homme n'a qu'un droit, écrit le vicomte de Bonald, celui d'être gouverné* », sinon, il n'a que des devoirs envers la société et envers Dieu. Corollaire de cette négation des droits de l'homme : celle de l'universalité du genre humain. « *Je connais des Français, des Russes, des Italiens, écrit de Maistre ; je sais même grâce à Monsieur de Montesquieu qu'on peut-être Persan, mais l'Homme, je ne l'ai jamais rencontré ; s'il existe, c'est bien à mon insu.* »

## Hippolyte Taine : du déterminisme à la haine sociale

Les stéréotypes du féroce sans-culotte et de la poissarde hurlante sont parvenus

(18) Augustin Barruel, *Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme*, Fauche, 1797-1799.

(19) Joseph de Maistre, *Considérations sur la France*, Pélagard et Cie, imprimeur libraire de N.S.P. le Pape, 1857. Première édition : 1796.

(20) Louis de Bonald, *Théorie du pouvoir politique et religieux dans la société civile démontrée par le raisonnement et par l'histoire*, Adrien Leclère, 1854. Première édition : 1796.

(21) Jacques Godechot, *La Contre-Révolution. 1789-1804*, PUF Quadrige, 1961.

jusqu'à nous, repris par le roman populaire, puis par le cinéma, et réactivés par le climat de réaction des trente dernières années. Pour le reste, l'influence de cette littérature est restée confinée aux cercles monarchistes, puis, plus précisément, légitimistes. Le XIX<sup>e</sup> siècle étant tout à la fois celui des révolutions, celui de l'histoire et celui du scientisme, la contre-révolution allait devoir chercher des arguments plus « *scientifiques* ».

Cette tâche devait échoir à l'une des figures de proue du positivisme, Hippolyte Taine, qui, dès l'été 1871, allait s'attaquer à ce qui devait être son œuvre majeure : *Les Origines de la France contemporaine* (22). A première vue, Taine n'a pas le profil d'un réactionnaire : il est athée, matérialiste et libre-penseur, ce qui lui a valu les foudres de monseigneur Dupanloup. Il a, de surcroît, refusé de prêter serment à Napoléon III. Mais il est par ailleurs libéral en économie, monarchiste en politique, et conservateur d'un point de vue social. La direction de l'économie, la politique doivent être laissées aux élites. La « *populace* » ne peut que « *ravaler la politique au rang du cabaret et du corps de garde* ». Ce mépris est renforcé par un déterminisme à prétentions scientifiques : tout fait de l'histoire humaine serait, écrit-il dans son *Histoire de la littérature anglaise* (23), déterminé par « *la race, c'est-à-dire ici l'hérédité, le milieu et le moment* ». Chez les hommes, en effet, comme chez les insectes, les mêmes ingrédients, dans le même creuset, dans les mêmes conditions, produisent des phénomènes identiques. L'historien doit donc « *agir en naturaliste* », analyser l'évolution des sociétés comme un entomologiste observe la métamorphose des insectes ou un botaniste les végétaux. Une telle régression vers le matérialisme biologique a deux conséquences. En premier lieu, elle débouche, sous couvert de décrire le « *vrai* » peuple, ses conditions de vie et ses réactions, sur une vision partielle, voire délibérément partielle, des événements. A regarder l'histoire au microscope, on ne voit que ce que l'on veut bien voir. Mais surtout, elle induit une naturalisation des hiérarchies sociales dont elle garantit,

génération après génération, la reproduction immuable. Taine, qui raffole des métaphores, compare ainsi la société à une forêt où les arbres de haute futaie seraient les élites sociales et le taillis la vile multitude. « *Les qualités permanentes de leur race et de leur classe* » assignent ainsi les individus des milieux populaires à une condition qui les rend inaccessibles à toute idée abstraite sous peine de devenir « *des cerveaux fêlés* ». On peut comprendre que les prétentions scientifiques de Taine n'aient guère séduit les historiens de l'école dite « *méthodique* ». Aulard (24), historien républicain et radical, se livrera, au contraire, à une critique impitoyable, référence par référence, de la manière hâtive, cursive et sélective dont il a traité ses sources.

## Le conservatisme de Taine devient haine sociale

Au lendemain de la Commune de Paris, le conservatisme de Taine devient haine sociale. Il ne trouve pas de termes assez dégradants pour décrire cette « *plèbe aboyante* », cette « *canaille* », cette « *bête populaire* », ce « *dogue* », cette « *brute colossale* », à qui les métiers manuels mêmes sont imputés à charge. Plus encore que le peuple lui-même, Taine hait les jacobins, terme qui englobe chez lui tous ceux qui, à un moment donné, ont été portés à la tête de la Révolution, et ceux qui les ont soutenus. Marat est un « *monomane homicide* », « *crasseux et répugnant* », Robespierre « *un charlatan obtus* », Saint-Just un « *monstre* », Sieyès « *un pourri* », Cambon un « *fou furieux* », Condorcet « *le plus chimérique des esprits faux* »... Il en a autant au service de Brissot, de Roland et de bien d'autres... En revanche, Danton est relativement épargné : c'est un « *chef de bande digne de Mandrin* »,

(22) Hippolyte Taine, *Les Origines de la France contemporaine*, Hachette, 1890-1893.

(23) Hippolyte Taine, *Histoire de la littérature anglaise*, Hachette, 1871.

(24) Alphonse Aulard, *Taine historien de la Révolution française*, Armand Colin, 1907.

mais c'est un « *instinctif* » qui n'a pas « *sur les yeux le voile gris de la théorie* », ce qui, de la part de Taine, est un compliment ! Les clubs sont des « *bandes armées* », des « *bouges d'énergumènes* », des ramassis de « *voleurs* », de « *coupe-jarrets* », de « *piliers de cabaret* », de « *suppôts de maisons de tolérance* », de « *parasites de l'armée sociale* », c'est la « *fange sociale* », une « *tourbe de déclassés* », etc. L'administration révolutionnaire se compose de « *toute la vermine antisociale, mâle et femelle* ». Et ainsi à longueur de pages !

Au-delà du peuple et des jacobins, la cible principale est la souveraineté du peuple, dont découle logiquement, selon Taine, la terreur populaire, puis la terreur d'Etat. Faut-il s'étonner qu'il soit devenu la référence obligée de tous les destructeurs de la Révolution et de la République, parmi lesquels, évidemment, les historiens monarchistes ?

## L'historiographie monarchiste

Avec Augustin Cochin, formé à l'Ecole des chartes, la réaction trouve son premier historien véritable. Légitimiste, catholique traditionaliste, ultra-conservateur, il a défendu Taine contre Aulard (25). Il en retient l'idée que le « *peuple libre* », c'est « *la masse déchaînée* », livrée à ses instincts, qui, « *sans frein, sans chef* », devient le « *monstre énorme, inconscient et hurlant qui a effaré la France pendant cinq ans* ». Influencé par la sociologie, il affirme s'intéresser moins aux faits qu'à la « *dynamique* » de la Révolution, au cœur de laquelle il trouve les « *sociétés de pensée* », en particulier les sociétés philosophiques, les loges maçonniques et les clubs patriotiques, dont les adhérents se dépouillent, selon lui, de toute existence sociale autre que l'appartenance à la société, se définissent uniquement par l'adhésion aux idées de liberté et d'égalité et sont liés par un *consensus* obligatoire qui s'impose progressivement au tissu social jusqu'à ce que les jacobins prennent le contrôle de l'Etat. Dans la logique de Rousseau, tenu pour le grand

coupable, une faction toujours plus convaincue d'être la dépositaire exclusive de la « *volonté générale* » élimine les opposants, d'où la Terreur, qui est, selon Cochin, « *la vérité ultime de la démocratie* ».

Autre grande figure de l'historiographie monarchiste, Pierre Gaxotte (26) reprend la thèse contre-révolutionnaire classique suivant laquelle l'Ancien Régime serait mort d'avoir manqué d'autorité. Quelles raisons, en effet, les Français auraient-ils eu de se révolter ? Seuls étaient pauvres la noblesse rurale et l'Etat, chacun s'efforçant de frauder le fisc, les paysans s'ingéniant à paraître pauvres, alors qu'ils vivaient dans l'aisance, pour ne pas payer la taille. Les droits féodaux n'étaient plus que des vestiges. Tout cela dans un pays que la monarchie avait conduit « *à son plein épanouissement* ».

## Une étonnante inversion des rôles

Ce modèle d'équilibre aurait été miné par l'esprit philosophique véhiculé par les « *sociétés de pensée* » — Gaxotte se réfère explicitement à Cochin — qui a sapé la religion, corrompu la noblesse et exercé un véritable despotisme. Par une étonnante inversion des rôles, en effet, l'Eglise devient la victime et ce sont les encyclopédistes qui sont intolérants ! Aux agissements des philosophes s'ajoute l'opposition systématique des Parlements. A tolérer les uns et à composer avec les autres, Louis XVI aurait ouvert la voie à « *l'anarchie* ». Gaxotte n'est tendre ni avec ce roi trop faible, ni avec Malesherbes, coupable d'avoir assoupli la censure, ni avec Loménie de Brienne, qui n'a pas osé réprimer, avec toute l'énergie qu'autorisait la force armée, l'agitation de 1788. D'une manière générale, le reproche que Gaxotte adresse à Louis XVI, à chaque étape de la Révolu-

(25) Augustin Cochin, *La Crise de l'histoire révolutionnaire - Taine et M. Aulard*, Honoré Champion, 1909.

(26) Pierre Gaxotte, *La Révolution française*, Fayard, 1975. Première édition : 1928.

tion, est de ne pas avoir fait tirer. Pour le reste, il reprend le schéma de Taine : l'anarchie a engendré une terreur de masse, devenue, en 1793, une terreur d'Etat que Gaxotte définit — référence évidente à la révolution russe — comme une « *terreur communiste* ». On retrouve une thèse voisine chez Jacques Bainville (27), à ceci près que ce dernier tient la Terreur, liée à la guerre, pour une « *folie atroce* », mais « *nationale* » et « *nécessaire* ».

Cette tradition hostile à la Révolution a été relayée auprès du grand public par des académiciens comme Louis Madelin (28) et Gaston Lenôtre, qui, à l'Académie française, côtoient Charles Maurras. Leurs ouvrages de vulgarisation, publiés dans ces belles collections reliées cuir que l'on offre pour les anniversaires, ont largement contribué à populariser les stéréotypes de la brute et de la poissarde, et l'idée que la Révolution, c'est « *le sang au service de l'ambition* » (Madelin).

## La légende noire à l'écran

Cette vision réactionnaire a été véhiculée plus efficacement encore par le 7<sup>e</sup> Art, puis par la télévision. La majeure partie de la filmographie de la Révolution française est longtemps venue des pays anglo-saxons où elle a eu pour matrices littéraires *Un conte de deux villes* de Dickens et *Le Mouron rouge* de la baronne Orczy (29), qui donne du Paris révolutionnaire une vision terrifiante.

Mais l'Allemagne, l'Italie et bien sûr la France ont également produit leur contingent de films popularisant une Marie-Antoinette admirable confrontée à une populace inquiétante.

Des multiples versions des *Deux orphelins* (D. W. Griffith, lecteur assidu de Gaston Lenôtre, Maurice Tourneur, Riccardo Freda...) aux *Marie-Antoinette* de Griffith encore (1924), de Woody Van Dyke (1938), de Jean Delannoy (1956), pour ne citer que les plus célèbres, en passant par *Caroline Chérie* de Richard Pottier (1950) et ce *Madame Récamier* des années 1930 (Gaston Ravel) où le

personnage de Marat est calqué sur Mussolini, ce sont des centaines de films qui façonnent, des décennies durant, les représentations du public. Le *Napoléon* d'Abel Gance (1927) ne donne pas du peuple une vision plus flatteuse. *La Marseillaise* de Jean Renoir (1937) fait exception.

Il faut attendre les années 1970 pour que la Révolution soit abordée de manière plus distanciée... et plus honnête. Le *1788* de Maurice Failevic et Jean-Dominique de La Rochefoucauld et *La Grande Peur de 1789*, téléfilm de Marc Sator et Michel Favard, sont à marquer d'une pierre blanche. Parallèlement continuent cependant à se multiplier films et téléfilms réhabilitant ou excusant Marie-Antoinette (une dizaine depuis le bicentenaire).

La valeur esthétique des films, la qualité de la réalisation, voire le contenu factuel ne sont pas en cause. *L'été de la Révolution*, téléfilm de Lazare Iglésis (1989), ou, tout récemment, *Les Adieux à la reine* de Benoît Jacquot sont même excellents.

Cependant, sortis de leur contexte, les faits ne disent pas nécessairement la même chose suivant la manière dont ils sont mis en scène, joués... et par qui (Emmanuelle Béart, Jane Seymour, Ute Lemper, Caroline Sihol, Diane Kruger [30]..., excusez du peu !).

Qu'elle soit présentée, selon les choix du scénariste et du réalisateur, comme une jeune espiègle rétive à l'étiquette,

(27) Jacques Bainville, *Histoire de France*, Arthème Fayard, 1924.

(28) Exemple de titres : Louis Madelin : *Les hommes de la Révolution* (Plon, 1928), Gaston Lenôtre : *Les massacres de Septembre* (Perrin Librairie académique, 1947), puis avec André Castelot : *La Terreur*, Perrin Librairie académique, 1962).

(29) Baronne Orczy, *Le Mouron rouge*, Marabout. Première édition : 1905. Le succès sera phénoménal. Huit autres volumes suivront... On a pu recenser huit adaptations entre 1911 et 1950, sans compter les multiples films qui en reprennent la trame et l'idéologie.

(30) Respectivement dans *Marie-Antoinette*, de Caroline Huppert (1988), *Les Années lumières*, de Robert Enrico, et *Les Années terribles*, de Richard Heffron (1989), *L'Autrichienne*, de Pierre Granier-Deferre (1990), *Je m'appelais Marie-Antoinette*, pièce mise en scène par Robert Hossein et retransmise à la télévision (1993), *Les Adieux à la reine*, de Benoît Jacquot (2011). Sofia Coppola a également réalisé un *Marie-Antoinette, les jeunes années d'une reine*.

une femme inconsciente et dépensière, une absolutiste endurcie ou une reine dépassée par les événements, Marie-Antoinette apparaît toujours comme une victime, victime d'une condition qu'elle n'a pas choisie, de ses propres penchants, de la situation historique... et, finalement, de révolutionnaires implacables. Sa dignité dans l'adversité est toujours soulignée, son exécution devenant une cruauté inutile. Gageons que la veine est loin d'être épuisée.

## Des historiens qui défendent la Révolution

La légende noire de la Révolution se heurte néanmoins à l'histoire républicaine diffusée par l'enseignement public, une histoire républicaine qui s'adosse à l'historiographie dite « classique », forgée depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle dans le sillage des travaux des historiens libéraux, républicains et socialistes. Dès le Directoire s'affirment, en effet, des courants qui insistent, au contraire, sur les apports démocratiques, à tout le moins libéraux, de la Révolution.

Les « *inconstances de Benjamin* », comme on dit à l'époque, ne s'expliquent pas uniquement par l'opportunisme et l'ambition. Benjamin Constant dénoncera la Constitution de l'an III avant de se rallier au Directoire, puis de faire parallèlement des avances à Sieyès et à Bonaparte, ce qui lui vaudra un siège au Tribunal où il jouera les opposants.

Pendant les Cent-Jours, il rédigera l'acte additionnel aux Constitutions de l'Empire en attendant une nouvelle volte-face au lendemain de Waterloo ! Si l'on y regarde de plus près, ces fluctuations s'ordonnent autour de la recherche d'un « *juste milieu* » fondé sur les principes et les acquis de la Révolution bourgeoise, que Constant (31) et Germaine de Staël (32) vont s'employer à défendre en la dissociant soigneusement de la Terreur.

Dans leur sillage, vont se développer, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, trois pôles : celui des libéraux, celui des républicains et celui des socialistes.

## L'engagement politique des historiens

Le XIX<sup>e</sup> siècle est marqué par l'engagement politique des historiens, en premier lieu des libéraux, qui, sans mettre en cause la forme monarchique de l'Etat, militent pour la reconnaissance de ce que Thiers appelle « *les libertés nécessaires* » et s'appuient pour cela sur les acquis d'une Révolution qu'ils cherchent à réinsérer dans la longue durée de l'histoire de la France. Une Révolution qu'à la différence de Madame de Staël et de Benjamin Constant, ils tiennent pour globale et nécessaire : *globale* en ce sens qu'elle est un processus d'ensemble dont on ne peut dissocier la Terreur (c'est déjà la théorie du « *bloc* » que défendra Clemencau) ; *nécessaire* pour libérer l'entreprise, pour établir l'égalité civile et le gouvernement représentatif. Dès la restauration, François-Auguste Mignet (33), Adolphe Thiers (34) et François Guizot (35) justifient ainsi la Terreur et la violence par les blocages imposés par l'aristocratie et la monarchie absolue, et par les circonstances (guerre, guerre civile, crise économique). Alexis de Tocqueville (36), qui écrit, lui, dans les années 1850, repart du même point de vue : la Révolution est née des contradictions de l'Ancien Régime et de son incapacité à se réformer. La monarchie s'était rendue odieuse à cause des impôts et de la répression des écrits contraires à la religion et à l'ordre établi, dans un pays où « *la liberté restait encore féconde* ». La noblesse était honnie du peuple, par-

(31) Benjamin Constant, *De la force du gouvernement actuel de la France et de la nécessité de s'y rallier*, Flammarion, 1988. Première édition : 1796.

(32) Germaine de Staël, *Considération sur les principaux événements de la Révolution française, depuis son origine jusques et y compris le 8 juillet 1815*, Charpentier, 1843. Première édition (posthume) en 1818.

(33) François-Auguste Mignet, *Histoire de la Révolution française depuis 1789 jusqu'en 1814*, Firmin Didot, 1836. Première édition : 1824.

(34) Adolphe Thiers, *Histoire de la Révolution*, Fume et Cie, 1865. Première édition : 1823-1827.

(35) Voir Christian Delacroix, François Dosse et Patrick Garcia, *Les Courants historiques en France*, Armand Colin, 1999.

(36) Alexis de Tocqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution*, Folio Histoire, 1967. Première édition : 1856.

ticulièrement des paysans, qu'ils soient propriétaires ou misérables, mais aussi des bourgeois qui, en dépit du rapprochement des modes de vie, des goûts et des idées, en restaient séparés par le privilège. Faute de réformes, les Français ont réclamé des droits, puis ont cherché à administrer eux-mêmes leurs propres affaires. Cependant, si la Révolution marque une rupture, Tocqueville l'inscrit aussi dans une continuité, celle de la centralisation progressive de l'Etat. En déposant la noblesse de son pouvoir politique, la centralisation monarchique a rendu insupportable son pouvoir social et civil. Nous touchons là à l'idée directrice de Tocqueville : le « *centralisme jacobin* » n'est qu'un prolongement de celui de la monarchie.

## Le pôle républicain

On peut ranger dans le pôle républicain Alphonse de Lamartine (37), Edgar Quinet (38) et Alphonse Aulard (39), qui, le premier, occupera, à la fin du siècle, la chaire d'histoire de la Révolution française créée à la Sorbonne, et surtout celui qui occupe la place centrale dans cette historiographie républicaine, Jules Michelet (40), qui — chose nouvelle — fait du peuple le véritable héros collectif de son œuvre. Chez Thiers, les sans-culottes restaient des « *brigands à piques* », les femmes des « *furies hystériques* ». Michelet leur rend leur dignité et s'efforce, en s'appuyant sur des archives — il dirige, jusqu'en 1852, les Archives nationales —, de leur restituer leur humanité et de sortir des stéréotypes. En revanche, il n'éprouve aucune sympathie pour les jacobins, qu'il tient pour une secte, ni pour « *la papauté de Robespierre* » dont la « *dictature* » préfigure à ses yeux celle de Bonaparte.

Cette hostilité est largement partagée par d'autres historiens républicains. Dans la « *querelle des héros* » qui traverse le XIX<sup>e</sup> siècle, le radical-socialiste Aulard tient Robespierre pour un « *démagogue hypocrite* » et un « *dictateur de la vérité* » auquel il préfère Danton, « *opportuniste* » (au sens où l'on entend ce mot sous la III<sup>e</sup> République) dont « *procédera Gambetta* ». Edgar Quinet condamne la Ter-

reur, « *éclat de colère* » érigé en « *principe de gouvernement* ». « *Robespierre, Saint-Just, les jacobins voulaient une république dans laquelle il ne devait y avoir aucun parti, aucun dissentiment, aucune nuance ; toute dissidence était à leurs yeux un crime qu'il fallait punir de mort.* » En « *régénérant* » ainsi la France non par la liberté, mais « *par la méthode de l'Ancien Régime* », les montagnards auraient « *ajourné la Révolution* » et « *préparé la voie à la servitude* ». Pour autant, Edgar Quinet ne montre aucune complaisance à l'égard de « *la légende de l'infâme Robespierre* », forgée en thermidor.

## Les historiens socialistes

Ce sont les historiens socialistes qui assument le mieux l'héritage jacobin. Lorsqu'en 1865, l'ouvrage de Quinet fracture le camp républicain, Louis Blanc, auteur d'une monumentale *Histoire de la Révolution française* (41), monte en première ligne pour défendre son héros. Quarante ans plus tard, dans sa volumineuse et très complète *Histoire socialiste de la Révolution française* (42), Jean Jaurès ira, suivant sa propre expression, s'asseoir aux côtés des jacobins, dont la dictature lui semble justifiée par des circonstances exceptionnelles.

L'*Histoire* de Jaurès marque un tournant dans l'historiographie de la Révolution. En quoi est-elle *socialiste* ? L'idée que la Révolution française est une révolution bourgeoise dont le moteur est la

(37) Alphonse de Lamartine, *Histoire des girondins*, Plon, 1858. Première édition : 1847.

(38) Edgar Quinet, *La Révolution*, Lacroix, Verboeckhoven et Cie, 1865.

(39) Alphonse Aulard, *Histoire politique de la Révolution française. Origines et développement de la démocratie et de la République (1789-1804)*, Armand Colin, 1913. Première édition : 1901.

(40) Jules Michelet, *Histoire de la Révolution française*, Laffont Bouquins, 1979. Première édition : 1847-1853.

(41) Louis Blanc, *Histoire de la Révolution française*, Librairie du progrès, 1869. Première édition : 1847-1862.

(42) Jean Jaurès, *Histoire socialiste de la Révolution française*, Editions sociales, 1968. Première édition : 1903-1908.

lutte des classes est déjà présente chez Guizot. L'épithète socialiste se justifie autrement. En premier lieu, parce que Jaurès aurait souhaité que cette *Histoire* soit un outil d'éducation de la classe ouvrière. Seconde raison : la place reconvenue à l'économie, étudiée de manière extrêmement précise, ainsi qu'aux rapports et aux transferts de propriété. Jaurès consacre en particulier — ce qui, pour l'époque, est sans précédent — une longue étude à la vente des biens nationaux. Ce qui est devenu, depuis, d'une grande banalité classait alors un auteur comme socialiste. L'étude des contradictions sociales, enfin, ouvre des perspectives particulièrement fécondes.

## L'historiographie "classique"

Avec Alphonse Aulard et Albert Mathiez, dans le cadre des sociétés créées à l'occasion du centenaire de la Révolution ou dans son prolongement (*Société d'histoire de la Révolution française*, *Société des études robespierristes*), naît l'école « classique » proprement dite. Les failles sociales ouvertes dans le bloc canonique clergé/noblesse/tiers-état, vont être mises plus encore en exergue par la révolution russe et frayer la voie à un renouvellement des problématiques sociales et économiques. Albert Mathiez (43) met en évidence le lien étroit entre la vie chère, les insurrections populaires et les mesures de réglementation et de taxation auxquelles se voient contraints des révolutionnaires pourtant attachés majoritairement à la liberté du commerce. Georges Lefebvre (44) s'intéresse aux structures sociales et au mouvement populaire, et particulièrement à un monde qui, à l'époque, est pratiquement, pour les historiens, une terre inconnue : celui des paysans. L'apport d'Albert Soboul (45) sera essentiel pour ce qui est de la connaissance de la sans-culotterie, des sections parisiennes et du gouvernement révolutionnaire.

Les problématiques révolutionnaires ont été renouvelées également par l'école « atlantiste », dont la figure de proue était Jacques Godechot (46), qui inscri-

vait la Révolution française dans une « révolution atlantique » née avec l'indépendance des Provinces Unies, poursuivie avec la « Grande Révolte » et la « Glorieuse Révolution » anglaises, puis avec la guerre d'Indépendance américaine. Cette thèse nouvelle a donné lieu, avec l'école « classique », attachée à la « spécificité » de la Révolution française, particulièrement avec Albert Soboul, à une polémique qui nous semble devoir plus aux tensions Est-Ouest qu'à la recherche historique.

Il convient enfin de citer des auteurs dont les travaux découlent de leur engagement politique, mais qui montrent une connaissance remarquable de la Révolution. *La Grande Révolution* (47) de Pierre Kropotkine, le « prince anarchiste », est une mine d'informations sur les mouvements populaires avant et pendant la Révolution. Kropotkine veut voir dans cette révolution une promesse libératoire qui n'a pas été accomplie. Le syndicaliste révolutionnaire Maurice Dommanget (48) s'est particulièrement intéressé aux Enragés et aux Egaux. Daniel Guérin (49), militant, dans les années 1930, de la Gauche révolutionnaire de la SFIO, a voulu voir, dans les contradictions entre le mouvement populaire et le gouvernement révolutionnaire les prémices de la révolution permanente.

Ces historiens (à l'exception des trois derniers, dont les œuvres se diffuseront plus largement après 1968) sont des piliers de l'histoire universitaire : Mathiez, Lefebvre, Soboul vont se succéder après Aulard à la chaire d'histoire de la Révolution française de la Sorbonne. Or leurs

(43) Albert Mathiez, *La vie chère et le mouvement social sous la Terreur*, Payot, 1927.

(44) Georges Lefebvre, *Les paysans du nord pendant la Révolution française*, Laterza, 1959. Première édition : 1924.

(45) Albert Soboul, *Mouvement populaire et gouvernement révolutionnaire en l'An II, 1793-1794*, Science Flammarion, 1958. *Les Sans-culottes*, Seuil, 1968.

(46) Jacques Godechot, *Les révolutions 1770-1799*, PUF Nouvelle Cléo, 1963.

(47) Pierre Kropotkine, *La Grande Révolution, 1789-1793*, P. V. Stock, 1909.

(48) Maurice Dommanget, *Des Enragés aux Egaux*, Spartacus, 1972. Première édition : 1922.

(49) Daniel Guérin, *Bourgeois et bras nus*, Gallimard, 1973. Condensé de *La lutte des classes sous la Première République*, 1946.

problématiques, parfaitement scientifiques, s'inscrivent — ce qui ne peut plaire à tout le monde — dans le cadre de pensée hérité des historiens libéraux, républicains et socialistes du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce qui va amener les auteurs contre ou antirévolutionnaires à parler d'habits neufs une légende noire qui ne parvient pas à s'imposer dans un pays qui, comme le chante Jean Ferrat dans les années 1970, « *répond toujours du nom de Robespierre* ».

## Les habits neufs de la légende noire

Sans doute est-il de mauvais ton de classer François Furet parmi les auteurs contre-révolutionnaires. Son libéralisme affiché, sa référence appuyée à Benjamin Constant et à Alexis de Tocqueville l'ont crédité d'une position de novateur entre deux traditions. Qu'en est-il ?

L'*Histoire de la Révolution française* (50), publiée en 1965 avec Denis Richet, prend le contre-pied systématique des analyses de l'école « *classique* », commodément rebaptisée « *marxo-jacobine* ». La Révolution française ne serait pas une révolution bourgeoise, mais un « *télescopage* » entre trois révolutions de nature différente : une « *révolution des lumières* », « *libérale* », conduite par les éléments éclairés de la noblesse, du clergé et de la bourgeoisie, une révolution populaire urbaine et une révolution paysanne. Dès 1789, l'essentiel de la révolution libérale aurait été accompli. L'année 1790-1791 aurait été une « *année heureuse* ». Le 10 août — donc la République — et la Terreur résulteraient d'un « *dérapiage* » dû à la crise, à l'attitude du roi et, bien sûr, à la guerre. Cette déconstruction méthodique, par deux staliniens repentis, d'une thèse présentée comme « *marxiste* » avait, d'évidence, une fonction idéologique : invalider le « *catéchisme marxo-jacobin* ». Dans une édition commentée des écrits de Marx sur la Révolution, Furet s'efforcera d'ailleurs, vingt ans plus tard, en traquant les imprécisions et les contradictions réelles ou apparentes, d'en « *démontrer* » le caractère de

« *prestidigitation rhétorique* » et de « *sophistique péremptoire* » (51).

## Parcours d'un certain nombre d'intellectuels

Furet et Richet accompagnaient, en 1965, le parcours d'un certain nombre d'intellectuels qui, ayant rompu, dans les années 1950, avec le Parti communiste, brûlaient ce qu'ils avaient adoré sur l'autel de l'« *antitotalitarisme* ». Un nouveau cap est franchi dans les années 1970. Inquiets de la signature du *Programme commun* parce que convaincus que « *l'Union de la gauche* » ne peut profiter qu'au Parti communiste et favoriser l'avènement, en France, d'un régime totalitaire, ces mêmes intellectuels font de « *l'antitotalitarisme* » une véritable doctrine de combat. Leur objectif est double : dissuader le nouveau Parti socialiste de s'allier avec le PCF et l'amener, d'une profession de foi « *antitotalitaire* » à l'autre, à rompre les dernières amarres qui le relient encore au mouvement ouvrier. Furet tient, dans ce concert, une partition que l'universitaire américain Mickaël Christofferson (52) a remarquablement cernée : impliquer la Révolution française dans la genèse des totalitarismes ; établir le caractère potentiellement totalitaire de toute révolution. Dans l'essai intitulé *Penser la Révolution française*, paru en 1978, Furet tire de l'oubli le monarchiste Augustin Cochin, dont il reprend les thèses : le *Contrat social*, les « *sociétés de pensée* » et l'idée du « *peuple-roi* », c'est-à-dire souverain, seraient par nature liberticides. Il enrichit, de surcroît, cette thèse classiquement contre-révolutionnaire d'un concept emprunté à l'historien américain Robert Palmer (53) : le caractè-

(50) François Furet et Denis Richet, *La Révolution française*, Fayard, 1973. Première édition : Hachette, 1965.

(51) François Furet, *Marx et la Révolution française*, Flammarion *Nouvelle bibliothèque scientifique*, 1986.

(52) Michael Christofferson, *Les intellectuels contre la gauche. L'idéologie antitotalitaire en France*, Agone, 2009.

(53) Robert Palmer, *Le gouvernement de la Terreur. L'année du Comité de salut public*. Préface de François Furet, Armand Colin, 1989. Première édition : 1940.

tère totalitaire de la Révolution. Palmer n'allait pas aussi loin : « *Au cours de l'An II, la République française devint pendant quelque temps un Etat totalitaire.* » En clair : confrontée aux impératifs de la guerre et de la crise économique, la Convention fut amenée à recourir à des pratiques autoritaires. Dans l'esprit de Robespierre et d'autres responsables politiques, ajoute Palmer, « *la victoire militaire ne représentait qu'une étape nécessaire à la consolidation du régime républicain* ». Le vocabulaire des historiens est tributaire du contexte dans lequel ils écrivent. Au lendemain de la Commune, Taine voyait dans le pouvoir jacobin un régime « *socialiste* ». Dix ans après la révolution russe, Gaxotte parlait de « *terreur communiste* ». Au lendemain du désastre de 1940, Palmer emploie l'adjectif « *totalitaire* » pour désigner une dictature de salut public, mais il n'assimile en aucun cas l'Etat jacobin à un Etat totalitaire au sens où nous l'entendons depuis Hannah Arendt (54). Furet se livre, lui, à une généralisation audacieuse. 93 était contenu dans 89. La Terreur n'est plus, cette fois, le fruit d'un « *dérapiage* » de la Révolution. Elle en est l'essence même. Ses causes sont à rechercher dans une « *dynamique* » qui est celle de toutes les révolutions contemporaines. La Révolution française devient ainsi « *la matrice de tous les totalitarismes* ».

La même idée est développée, quoi qu'en termes plus prudents, à la veille du bicentenaire, dans le *Dictionnaire critique de la Révolution française* (55) : la Terreur serait le fruit, non des circonstances, mais d'une « *culture révolutionnaire française* » fondée sur les idées de « *régénération de l'homme* » (projection sur la Révolution française d'une lubie stalinienne à laquelle Furet a jadis adhéré), de volontarisme politique et de souveraineté du peuple (ce qu'il s'agit effectivement de discréditer).

## La légende noire a fait peau neuve

À l'évidence, la légende noire a fait peau neuve. Furet nous en offre une ver-

sion plus « savante ». Le totalitarisme a remplacé la virago haineuse. Le concept s'est substitué aux invectives vengeuses. Furet a, de surcroît, l'originalité de métisser certains aspects de la pensée libérale à une tradition contre-révolutionnaire repensée. Cela ne le dédouane en rien de sa filiation avec Burke et Cochin. On peut toujours arguer qu'il n'est pas partisan d'un retour à l'Ancien Régime. Taine non plus. Rivarol lui-même souhaitait des réformes, Mallet du Pan a d'abord été monarchien et si l'on y regarde de près la plupart des auteurs réactionnaires ont critiqué le régime déchu.

La contre-révolution se définit donc moins par une nostalgie de la monarchie absolue et des privilèges que par une volonté de discréditer la Révolution pour en remettre en cause les acquis démocratiques et les promesses politiques et sociales. A ce titre, Furet nous livre bien une version actualisée de la contre-révolution et de la légende noire.

Il ne s'en tient pas là comme on essaie parfois de le faire croire.

« *Si la guerre a été impitoyable de part et d'autre, écrit-il à propos de la guerre de Vendée, ce qui commence (entre février et avril 1794) est d'une nature différente. C'est une répression de masse organisée d'en haut, sur ordre de la Convention, dans l'intention de détruire non seulement les rebelles, mais la population... C'est à partir de janvier qu'entre en action l'idée avancée par Barère et qui consiste à "détruire la Vendée" : les troupes républicaines se divisent en plusieurs colonnes... avec mission explicite de brûler tout l'habitat et d'exterminer les populations, femmes et enfants compris* » (56).

Furet n'a jamais employé le terme génocide, mais il donne ici crédit aux affirmations de Pierre Chaunu et de Reynald Sécher.

(54) Hannah Arendt, *Les Origines du totalitarisme - Le Système totalitaire*, Seuil, 1971. Première édition : 1949.

(55) François Furet et Mona Ozouf (dir), *Dictionnaire critique de la Révolution française*, article *Terreur*, Flammarion, 1988.

(56) *Dictionnaire critique*.

## Totalement aveuglé par sa haine de la Révolution

Sur la foi, en effet, du chiffre invraisemblable de 600 000 morts avancé, pour des raisons diamétralement opposées, par Hoche, puis par Chateaubriand, Pierre Chaunu, grand historien moderniste mais totalement aveuglé par sa haine de la Révolution — il se vantait de cracher à chaque fois qu'il passait devant le lycée Carnot ! —, a avancé, en 1984, l'hypothèse d'un « *génocide franco-français* » commis en Vendée par les armées de la République.

Jean Tulard l'a assenée comme une vérité définitive dans son *Histoire et dictionnaire de la Révolution française* (57).

Reynald Sécher (58) en a fait son fonds de commerce.

Le contexte était doublement favorable : non seulement la criminalisation des révolutions était dans l'air du temps, mais le champ de la réflexion historique était, de surcroît, parasité par les questions mémorielles.

Pratiquement tous les peuples victimes de massacres et de déportations de masse, de la Lituanie aux Antilles en passant par l'Ukraine et l'Arménie, voulaient absolument être reconnus, à l'égal des juifs, comme victimes d'un génocide.

Ce terme s'est ainsi trouvé banalisé au point de désigner n'importe quel massacre de masse.

Les chiffres avancés par Reynald Sécher — 117 257 *disparus* pour une population de 800 000 âmes — démentent à eux seuls le génocide et soulignent le caractère purement idéologique de son invention.

Même si l'on admet, en effet, la fourchette beaucoup plus élevée de Jean-Clément Martin (59), qui récuse, lui, l'idée d'un génocide — entre 170 000 et 200 000 *morts* —, on reste dans les limites des carnages qui accompagnent toute guerre civile.

On est très loin d'une *extermination* de la population vendéenne.

## Prendre au pied de la lettre un vocabulaire de guerre civile

Le deuxième critère d'un génocide est l'intentionnalité. Furet, nous venons de le voir, ne s'embarrassait pas d'une démonstration. Sécher s'emploie à la fabriquer en sollicitant les textes, en interprétant les mots à sa convenance et en affectant de prendre au pied de la lettre un vocabulaire de guerre civile. Les consignes d'extermination des « *brigands* » (60), c'est-à-dire des insurgés, sont systématiquement interprétées comme des ordres d'extermination de la totalité de la population vendéenne. Le décret du 19 mars 1793 qui prévoit la peine de mort pour les rebelles pris les armes à la main, Marat demandant qu'on exécute seulement les chefs, la loi du 1<sup>er</sup> août qui prescrit l'incendie des bois et des taillis, et la saisie des biens des rebelles, celle du 1<sup>er</sup> octobre qui ordonne « *l'extermination des brigands* », c'est-à-dire des combattants, s'inscriraient dans un « *plan d'extermination* ». L'article VIII de la loi du 1<sup>er</sup> août ordonne-t-il de « *faire sortir les femmes et les enfants de la Vendée militaire, de pourvoir à leur subsistance et de les traiter avec tous les égards dus à l'humanité* », c'est bien la preuve que la Convention fait « *déporter* » les femmes et les enfants !

Sécher n'a pas plus de chance avec le troisième critère retenu dans la définition d'un génocide : les caractères du groupe visé. Les Vendéens, en effet, n'ont jamais constitué un groupe ethnique, racial

(57) Jean Tulard, *Histoire et dictionnaire de la Révolution française*, article *Vendée*, Laffont Bouquins, 1987.

(58) Ouvrage cité plus haut. Plus récemment : *Vendée. Du génocide au mémoricide*, Cerf Politique, 2011.

(59) Jean-Clément Martin (dir), *Dictionnaire de la Contre-Révolution*, Perrin, 2011.

(60) Terme que Rivarol, la marquise de La Rochejaquelein, Charles de Lacretelle et bien d'autres utilisent pour désigner les sans-culottes et les jacobins. Le mot *brigand*, couramment employé, à l'époque, pour désigner des ennemis politiques, n'implique évidemment aucune volonté d'extermination, contrairement aux affirmations de Reynald Sécher et de Stéphane Courtois.

ou religieux homogène. Il n'y a jamais eu d'intention de les exterminer en tant que tels. Il s'agissait de mettre la Vendée hors d'Etat de menacer à nouveau une République toujours en guerre.

Enfin et surtout, appliquer rétrospectivement et hors contexte à des événements vieux de deux siècles une notion à laquelle nous avons donné au XX<sup>e</sup> siècle un fondement juridique, mais qui reste dépourvue de fondement scientifique, relève de l'idéologie, non de l'histoire.

## Une légende noire "de gauche" ?

Jusqu'au bicentenaire, cette légende noire restait un thème de droite, voire d'extrême droite. En l'actualisant, Furet l'a rendue acceptable par la gauche décentralisatrice et antijacobine. Il y a beau temps que les tenants de la décentralisation avaient rompu avec l'héritage jacobin, mais il eût été de mauvais ton, en un temps où la gauche prétendait encore représenter « le peuple », de ridiculiser les sans-culottes avinés et les « tricoteuses » du Faubourg Saint-Antoine.

La prégnance de l'histoire républicaine diffusée par l'école publique était encore trop forte, par ailleurs, pour que les socialistes s'en prennent ouvertement à la Convention. La thèse de Furet qui enrichissait la légende noire d'un label « démocratique » tombait à point nommé au moment où la République une, indivisible et souveraine devenait incompatible avec la décentralisation et l'intégration européenne. Quoi de plus progressiste, en effet, que de lutter contre toute tentation « totalitaire » et d'en prémunir les jeunes générations !

## Rupture ouverte avec la tradition républicaine

Cette rupture ouverte avec la tradition républicaine se cristallise sur le personnage de Robespierre, symbole encombrant de la défense intransigeante de la Révolution, fût-ce au prix de tous les sacrifices, et de la fidélité à un idéal. Le re-

fus de la municipalité de Paris de donner son nom à une rue de la capitale est particulièrement révélateur d'une volonté de laver la tache révolutionnaire originelle.

Cette dérive contre-révolutionnaire « de gauche » peut prendre des accents délirants. Dans un numéro hors série de la revue *Mouvements* consacré à *La France en situation post-coloniale* (61), une brillante universitaire, par ailleurs sénatrice verte, écrivait, en septembre 2011 :

« *La France n'a jamais cessé d'être nationaliste, d'un nationalisme directement lié à l'essence du jacobinisme, qui, s'il se présente sous le label d'un universalisme, entend d'abord assurer la domination d'une couleur, d'une religion et d'un genre. Un "universalisme" blanc, masculin et catholique.* »

En d'autres termes, non seulement la Révolution était « *par essence* » sexiste et raciste, mais elle était, par avance, responsable du colonialisme des siècles suivants.

## Une projection anachronique

La référence au catholicisme est trop extravagante pour qu'on s'y arrête. Les accusations de sexisme et de racisme méritent, en revanche, quelques commentaires. Il est indéniable que les femmes n'ont pas obtenu le droit de vote, mais elles ont formé des clubs et pris une part active à la Révolution. En tout état de cause, elles ont été victimes non de la Révolution, mais d'un héritage chrétien qui les désignait comme inférieures et source du péché. Les accusations de sexisme ne sont donc qu'une projection anachronique de revendications féministes postérieures.

A supposer que le maintien de l'esclavage par la Constituante soit dû au préjugé de couleur, celui-ci n'est pas né

(61) *Mouvements* hors série, septembre 2011, *La France en situation post-coloniale*, Esther Benbassa (dir), La Découverte. Voir également les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 53 : Nicole Perron, *Les délires antijacobins de la sénatrice Esther Benbassa*.

de la Révolution, mais de préjugés antérieurs et, de toute façon, ce qui a été décisif, c'est l'influence du Club Massiac, c'est-à-dire du lobby des planteurs, et l'intérêt des négociants de Nantes et de Bordeaux. C'est le mérite de cette Convention tant décriée que d'avoir aboli l'esclavage, à la suite des initiatives des représentants Sonthonax et Polvérel. Faut-il rappeler que c'est Bonaparte qui l'a rétabli ? Accuser « la Révolution », prise dans son ensemble, de racisme, dans un dossier à tonalité anticolonialiste, a plus à voir avec des complaisances à l'égard de certains communautarismes qu'avec l'histoire.

## “Faire son marché dans la Révolution”

D'une manière générale, l'expression utilisée, à l'occasion du bicentenaire, par Mona Ozouf, « faire son marché dans la Révolution », résume bien l'attitude de la gauche à l'égard de la Révolution. On pourrait ainsi se féliciter des Droits de l'homme — encore sont-ils à géométrie variable — en regrettant les violences qui ont accompagné la prise de la Bastille, vouloir l'abolition des privilèges sans la jacquerie, et la République sans le 10 août et la Terreur. Tout cela en affectant d'ignorer que l'abolition des privilèges, les Droits de l'homme, l'avènement de la République et sa défense militaire auraient été impossibles sans le mouvement des masses et sans l'alliance des jacobins et des sans-culottes, avec, effectivement, toutes les contraintes et toutes les violences que cela a impliqué. On ne peut, pour reprendre une formule de Robespierre, « vouloir une révolution sans révolution » ; on ne peut se dire républicain en condamnant les mesures qui ont permis à la République de s'établir et de se défendre.

## Retour sur quelques questions essentielles

A un tel degré de confusion — le mot est faible —, il est nécessaire de revenir sur quelques questions élémentaires. En

premier lieu, tout simplement : qu'est-ce qu'une révolution ? Une révolution ne se déroule pas selon un plan conçu par les révolutionnaires et, même si les sans-culottes ne sont pas les brutes épaisses de Rivarol ou de Taine, elle n'est pas faite par des gens aimables et bien polis, nourris de Tite-Live et de Plutarque : c'est l'irruption sur la scène politique de paysans humiliés par dix ans de réaction nobiliaire, d'artisans et d'ouvriers excédés par la crise et la disette, par une fiscalité injuste, de gens que la pratique du « dégât » lorsqu'ils étaient soldats et les supplices en place publique n'ont pas pétris de douceur et d'humanité. Tocqueville a donné avec beaucoup d'intelligence son explication des violences populaires :

« Si l'on songe à la manière dont ce peuple avait vécu sous l'Ancien Régime, on n'aura pas de peine à imaginer ce qui allait être » (62).

## Un torrent qui balaie ceux qui veulent l'arrêter

C'est une vision totalement erronée que de croire que la Révolution est sous contrôle. Il suffit de suivre les événements pour se rendre compte qu'il n'en est rien. La Révolution est un torrent qui balaie ceux qui veulent l'arrêter et qui, comme Chronos — la formule est bien connue —, semble dévorer ses propres enfants : Mirabeau, Barnave, les girondins deviennent des traîtres après avoir incarné la Révolution en marche ; Robespierre est lui-même débordé par les Enragés avant d'être abandonné par une sans-culotterie qui s'estime trahie... C'est le durcissement de la révolution populaire qui explique ces luttes implacables et non une épuration voulue d'en haut en application du *Contrat Social* de Rousseau !

(62) *L'Ancien Régime et la Révolution.*

## La Révolution amplifie les problèmes qui l'ont fait naître

Par ailleurs, née d'un contexte économique catastrophique, la Révolution amplifie les problèmes qui l'ont fait naître : les impôts ne rentrent plus, l'activité économique se ralentit... Il faut prendre des mesures énergiques qui heurtent les intérêts de telle ou telle classe de la population, et pas seulement les possédants. Les modalités de la vente des biens nationaux, conçue pour éteindre la dette publique, lèsent incontestablement les paysans. La Constitution civile qui en est le corollaire fait aussi des mécontents, parfois les mêmes, en particulier dans l'ouest. L'alliance de la Montagne avec les sans-culottes nécessite que l'on nourrisse la population des villes, donc la loi du maximum et les réquisitions. Il faut réprimer les soulèvements royalistes même lorsqu'ils ont, comme en Vendée, une base populaire... On voit ainsi comment s'enclenche un processus qui fait de la Révolution une lutte à mort qui n'a que deux issues possibles : la victoire de la contre-révolution (il s'en est fallu de peu à l'été 1793) ou celle de la Révolution. La victoire sera aux plus déterminés et aux plus implacables. Sans les jacobins, la République aurait succombé. Sans l'exécution de Louis XVI, le « *marais* » aurait cherché un terrain d'entente avec les monarchistes. Ce qui pose un problème inhérent à toute révolution : pour vaincre, elle est amenée à violer ses principes fondateurs...

On peut prendre acte qu'aujourd'hui personne ne récusé plus — du moins officiellement — les droits de l'homme, y compris ceux qui, à l'instar de l'Eglise et de la contre-révolution, les ont ouvertement combattus au moins jusqu'à Vichy. Il n'est cependant pas inutile de rappeler que ces droits font bien partie du bilan des révolutions des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, et que c'est la Révolution française qui leur a donné leur caractère universel. Ces droits, trop souvent invoqués sur le mode de l'incantation, ne sont pas de simples abstractions. Ils se déclinent en libertés individuelles (de

conscience, de circulation, d'expression, de choix privés) et collectives (d'association, de réunion, de presse). La souveraineté populaire et la séparation des pouvoirs sont à la base de toute démocratie. Et n'oublions pas la rupture avec l'Ancien Régime en matière judiciaire : la présomption d'innocence, la non-rétroactivité des lois, la proportionnalité des peines. A ces droits fondamentaux s'ajoutent ceux qui ont été énoncés dans la déclaration de 1793 et qui sont, encore aujourd'hui, occultés, peut-être précisément en raison de leur actualité : le droit à l'instruction, le droit au travail ou, en cas d'incapacité de travailler, à des moyens d'existence, le droit de résistance à l'oppression pouvant se traduire par le devoir d'insurrection, des conditions généreuses d'accès à la citoyenneté pour les étrangers résidant en France, sans oublier le droit d'asile accordé à ceux qui sont persécutés, mais refusé aux tyrans, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et l'abolition de l'esclavage.

Nous venons de voir pourquoi ces droits ne se sont pas appliqués immédiatement dans toute leur plénitude, qu'il a fallu parfois paradoxalement les violer pour les faire triompher. Faut-il conclure pour autant de la suspension des libertés en temps de guerre que la Révolution était totalitaire ? Reprocher à la Révolution de n'avoir été que ce qu'elle pouvait être et non ce que nous aimerions qu'elle ait été n'est pas une démarche historique. Les hommes qui font les révolutions sont eux-mêmes les produits de la société qui leur a transmis sa culture. Ils ne choisissent pas les conditions dans lesquelles ils agissent et, à la différence des historiens, ils ne connaissent pas la suite !

## L'histoire de la Révolution reste un enjeu

La Révolution reste, à l'évidence, aujourd'hui comme hier, un enjeu idéologique et politique. D'une certaine manière, elle est un baromètre d'une lutte, jamais terminée, dont l'issue ne dépend pas, malheureusement, de la seule qua-

lité des travaux universitaires. Il semble même que plus la contre-révolution recule à l'Université, plus elle s'avance menaçante sur le terrain journalistique et politique. Les médias banalisent complaisamment la légende noire. Après le *Livre noir du communisme*, la Révolution n'a pas échappé au sien (63).

L'offensive peut également venir d'où l'on n'est pas censé l'attendre. La « *toinettomania* » est aussi vieille, nous l'avons vu, que le cinéma et la télévision. Ce qui est nouveau, c'est qu'elle devienne le point d'appui d'une falsification prise en charge par une institution théoriquement garante du contenu scientifique de l'enseignement.

Que la télévision, y compris une chaîne publique, en l'occurrence France 2, programme un « *docufiction* » (64) mettant en scène un couple royal sympathique en diable, des paysannes innocentes profondément attachées à leur bon roi et des sans-culottes tout droit sortis des délires de Taine n'a rien pour nous surprendre. Nous sommes habitués à pire (65).

## Ce navet élevé au rang de support pédagogique

Que ce navet — car de surcroît, c'en était un ! — ait été élevé au rang de support pédagogique et que les inspecteurs régionaux de Paris aient enjoint aux enseignants d'emmener leurs élèves à sa présentation quasi officielle est infiniment plus grave, sans parler de la morgue avec laquelle ils ont répondu à ceux qui s'en indignaient.

C'était plus qu'un « dysfonctionnement » dû à une information défailante : cette utilisation officielle d'un téléfilm puisé dans la légende noire de la Révolution en dit long des complaisances dont bénéficient en haut lieu ceux qui souhaitent ouvertement revenir sur deux siècles de conquêtes démocratiques.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, un groupe de députés de droite et d'extrême droite, menés par l'inévitable Lionel Luca et Marion Maréchal-Le Pen, vient de déposer une énième proposition de loi « *reconnaisant le génocide vendéen* ».

L'exposé des motifs est truffé des falsifications habituelles. La référence à Sécher est explicite (66). Ce besoin même de défigurer la Révolution atteste qu'elle n'est pas finie, quoi qu'en ait dit François Furet, qu'elle n'est pas le « *monstre froid* » auquel il voulait la réduire. Il appartient non seulement aux chercheurs professionnels, mais à tous ceux qui aiment l'histoire et s'efforcent de la faire vivre, de la montrer « *toujours vivante* ».

Rémy Janneau

(63) Sous la direction du frère dominicain Renaud Escande, *Le Livre noir de la Révolution française*, Cerf, 2008. On ne sera pas surpris d'y rencontrer les signatures de Reynald Sécher et de Stéphane Courtois.

(64) *L'évasion de Louis XVI*, diffusé le 24 février 2009 dans la série *Ce jour-là, tout a changé*.

(65) Ainsi de l'émission *Robespierre : bourreau de la Vendée ?* diffusée le 7 mars 2012 sur France 3 dans la série *L'ombre d'un doute*. Voir les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 54.

(66) Voir les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 53 : Remy Janneau, *La croisade de Reynald Sécher*

# Rosa Luxemburg et la discipline du parti

## Le prélude du carnage

**L**e 28 juin 1914, à Sarajevo, capitale de la Bosnie, qui, depuis 1918, faisait partie de la monarchie austro-hongroise multinationale, le prince héritier du trône de l'Autriche-Hongrie, Franciszek Ferdinand de Habsbourg, fut abattu par le Bosniaque Gavrilo Prinkipa.

Aussitôt, le gouvernement austro-hongrois, sans un moment d'hésitation, accusa le gouvernement de la Serbie voisine d'avoir été, et lui seul, l'instigateur de l'attentat.

A la suite de cela, un mois environ après l'attentat tragique de Sarajevo, le 28 juillet 1914, les Austro-Hongrois déclaraient la guerre au royaume de Serbie. Quelques jours plus tard, le 1<sup>er</sup> août 1914, l'Empire allemand, lié alors par une étroite alliance politique et militaire avec l'Autriche-Hongrie, déclarait la guerre à la Russie tsariste, allié traditionnel de la Serbie. Le jour suivant, le 2 août 1914, les Allemands faisaient entrer leurs divisions d'élite au Luxembourg et, le lendemain, le 3 août, déclaraient la guerre à la France, alliée à la Russie.

A la suite de ces décisions, le 4 août, l'Angleterre, alliée militaire et politique de la France républicaine et de la Russie tsariste, déclarait la guerre à l'Empire allemand qu'elle détestait vigoureusement.

Commençait alors le carnage destiné à durer quatre ans et qu'il est difficile d'appréhender rationnellement et de décrire.

Dès les premiers jours d'août 1914, l'attention de tous les militants et partisans du mouvement socialiste se concentra sur la question fondamentale, la question clé pour eux : comment se comporter face à l'incendie guerrier qui ravageait l'Europe, quelle position allait prendre face à elle la direction du SPD, « *le parti socialiste le*

*plus grand, le plus puissant et le mieux organisé à cette époque, l'orgueil de l'Internationale socialiste* » ?

## Un seul mot : trahison !

On peut affirmer d'emblée : la position que prit alors la direction du SPD face à la guerre qui s'engageait à cette heure de grande épreuve historique décisive ébranla profondément un assez large cercle de sociaux-démocrates aux convictions idéologiques sincères, non seulement en théorie, mais aussi dans la pratique, en particulier Rosa Luxemburg, étroitement liée à l'aile gauche révolutionnaire de la social-démocratie allemande. De leurs lèvres tombait inlassablement un seul mot : trahison !

Quelle position prit la direction du SPD dans ces premiers jours mémorables d'août 1914 ?

## Les réunions des 2 et 3 août

Le 2 août 1914, très tôt le matin, une partie de la direction du SPD (en majorité des députés sociaux-démocrates) engage des discussions confidentielles avec le chancelier Theobald Bethmann-Hollweg. Ce dernier obtient d'eux l'assurance que « *les sociaux-démocrates allemands rempliront leur devoir à l'égard de la patrie, en s'opposant aux grèves, aux sabotages et autres manifestations de masse* ». La commission centrale des syndicats rend publique une interdiction des grèves et appelle à soutenir le gouvernement.

Le 3 août se tient une réunion interne très agitée de la fraction parlementaire du SPD, qui comportait 110 députés. Le résultat de cette réunion fut bouleversant,

surtout pour ceux qui étaient jusqu'alors profondément convaincus que la social-démocratie allemande, dans le domaine idéologique, n'avait et ne pouvait avoir rien de commun avec le nationalisme et moins encore avec le chauvinisme.

## Quatorze en tout et pour tout

Quatorze députés en tout et pour tout, avec Karl Liebknecht à leur tête, votèrent lors de cette réunion contre les crédits de guerre réclamés par le gouvernement. De plus, il fut décidé à une écrasante majorité, ce qui était en soi-même tragique, que « *la fraction social-démocrate tout entière soutiendra la loi sur les crédits de guerre* ». Tous les députés du SPD siégeant au Reichstag étaient « *appelés (...) à respecter (...) la discipline du parti et à ne manifester aucune divergence* ».

Le 4 août, se tint la réunion solennelle du Reichstag. L'un des dirigeants de la social-démocratie allemande, Hugo Haase, y fit au nom de la fraction sociale-démocrate une déclaration affirmant :

« *Le SPD approuve les crédits de guerre et appelle la classe ouvrière allemande au calme.* »

Il ajouta une note nettement nationaliste dans son fond : « *Une victoire du despotisme russe, qui s'est souillé du sang des meilleurs fils de la Russie, menace notre peuple et son avenir.* »

## Discipline imposée pour "l'union nationale"

Le 4 août, la discipline du parti imposée la veille par la direction du SPD infectée par le nationalisme, contrairement aux résolutions de la Deuxième Internationale, obligeait donc tous les parlementaires du SPD sans exception à voter la loi sur les crédits de guerre. Et, fait caractéristique, même Karl Liebknecht, connu pour son enthousiasme révolutionnaire, alors même qu'il considérait la décision de la direction du parti sur cette question comme complètement inacceptable : le principe de la discipline du parti instrumentalisé par la direction du SPD eut sur

lui et ses collègues une influence paralysante. Et soudain, comme par un coup de baguette magique, le 4 août 1914, la lutte de classe qui existait jusqu'alors s'éteignit et céda la place, conformément aux intentions de l'un des provocateurs de la Première Guerre mondiale, le kaiser Guillaume II, à « *l'union nationale* », « *Burgfrieden* ».

Il faut le souligner ici, l'historien soviétique Eugène Tarlé avait raison de souligner dans son ouvrage *L'Histoire de l'Europe* : « *La direction du parti, même si elle ne voulait pas la guerre, d'un autre côté ne s'en effrayait guère surtout pendant les quatre premiers jours d'août, considérant qu'il n'y aurait à combattre que la France et la Russie. Bien sûr, la guerre allait apporter le mal, mais tout cela serait fini dans huit semaines, comme le prévoyait le plan Schieffen, et puis un futur lumineux serait le lot de la classe ouvrière allemande.* »

Eugène Tarlé ajoute : « *Une partie (et une partie significative) de la classe ouvrière, ainsi que le parti qui la représentait, était alors politiquement passive et absolument incapable d'arrêter le cours des événements, elle ne voulait même pas essayer de le faire.* »

## Le 2 décembre 1914, Liebknecht vote contre

Un peu moins de quatre mois plus tard, le 2 décembre 1914, se déroulait au Reichstag le vote suivant sur les nouveaux crédits de guerre. La machine guerrière débridée était épouvantablement insatiable.

Karl Liebknecht restant, malgré des circonstances extrêmement peu favorables, fidèle à ses convictions radicalement à gauche et voulant en quelque sorte se réhabiliter de son vote compromettant d'août, et, en même temps, en signe de protestation contre la politique belliciste de la direction du SPD infectée par le nationalisme, ignore ouvertement cette fois la discipline du parti imposée à tous les parlementaires du SPD, et, seul, vota contre les nouveaux crédits de guerre. Le reste des députés du SPD (moins 19 qui s'abstinrent) se soumit une nouvelle fois

sans sourciller à la majorité nationaliste et vota pour les nouveaux crédits de guerre.

## L'article de Rosa Luxemburg

Le 4 décembre 1914, Rosa Luxemburg, sous la forte impression de la position courageuse, non conformiste, et, elle en était convaincue, pertinente, prise deux jours plus tôt par Karl Liebknecht au Reichstag, publia un article dans les colonnes de la revue *Sozialdemokratische Korrespondenz*, fondée en décembre 1913 par elle-même, Julian Marchlewski et Franz Mehring, et qui représentait l'aile gauche radicale du SPD. Cette revue avait une position anti-guerre et antinationaliste conséquente. L'article portait le titre court, quoique extrêmement éloquent dans le contexte des votes d'août et de décembre : « *Parteidisziplin* » (« Discipline du parti ») (1).

On peut affirmer que Rosa Luxemburg, avec cet article, voulait donner clairement à comprendre qu'elle en avait vraiment assez de ce que la direction du SPD avait fait du principe de la discipline du parti. En particulier, qu'elle en avait vraiment assez de l'instrumentalisation dangereuse, aux conséquences déplorables et par là fatales, de ce principe.

Rosa Luxemburg ne pouvait et ne voulait pas se taire. Cela ne correspondait pas à sa nature combative. Elle devait ressentir le besoin de présenter sa position sur une question aussi importante à une classe ouvrière allemande désorientée, trompée et manipulée.

« *La séance du Reichstag du 2 décembre a mis à nouveau en avant la question de la discipline du parti : les camarades du parti doivent (...) prendre cette question au sérieux* », affirme-t-elle au début de son article, en ajoutant : « *Il faut l'étudier profondément et ne pas s'arrêter à la surface.* »

Rosa Luxemburg part d'un postulat pour elle évident : « *Chaque corps collectif, chaque grande communauté s'appuyant sur la collaboration d'une grande quantité d'individus exige la discipline, c'est-à-dire la subordination de l'individu, sans laquelle l'action commune est impossible.* »

Il est tout aussi évident pour elle que « *sans discipline ne peut exister aucun établissement industriel, aucun enseignement à l'école, aucune armée et aucun Etat.* »

Rosa Luxemburg en déduisait une question tout à fait essentielle : « *Est-ce que le parti social-démocrate s'appuie sur cette même discipline ?* »

La réponse, pour elle, allait de soi : « *En aucun cas ! Entre notre discipline sociale-démocrate et la discipline de la fabrique, ou la discipline militaire, existe une contradiction de principe, qui touche aussi bien sa nature que les sources de sa formation. La discipline militaire, tout comme la discipline qui règne dans l'entreprise capitaliste, s'appuie sur la contrainte extérieure, alors que la discipline sociale-démocrate repose sur la subordination volontaire* », souligne-t-elle avec insistance. Et elle ajoute :

« *La discipline de la première catégorie sert le despotisme de la minorité sur les masses populaires, alors que la discipline de la deuxième sorte sert celle de la démocratie, c'est-à-dire de la volonté des masses populaires consciente par rapport à l'individu.* »

S'adressant alors à l'ensemble des membres du SPD, Rosa Luxemburg rappelle à tous ses membres oublieux des choses naturelles, à ses yeux indubitables : « *On entre dans le parti social-démocrate volontairement, en se soumettant volontairement à la volonté collective de ce parti, afin, dans l'action politique et sociale, de la transformer en actes. Sur quoi cette volonté s'appuie-t-elle à chaque moment ? Elle s'appuie sur ce que le programme du parti indique sans équivoque, sur les résolutions des congrès du parti et des congrès internationaux auxquels le parti a participé.* »

## La discipline vis-à-vis du programme du parti

Elle rappelle en plus à tous les membres du SPD : « *C'est cela et seulement cela qui devient le fondement spéci-*

(1) Publié dans *Rosa Luxemburg*, tome 2, Wybor Pism, Varsovie, 1959, pages 251 et suivantes.

fique, le bien-fondé intérieur et le sens historique de la discipline sociale-démocrate. Elle est l'outil historique et le moyen indispensable qui aide à transformer sans cesse en acte politique la volonté exprimée dans le programme du parti ouvrier, dans les résolutions des congrès du parti et les congrès internationaux. »

Etant donné que Karl Liebknecht était membre de la fraction parlementaire du SPD au Reichstag, Rosa Luxemburg ne manque pas de souligner que « la discipline de la fraction parlementaire (...) n'a comme but que le respect de la discipline du parti, c'est-à-dire la réalisation du programme du parti et des résolutions du parti ».

Rosa Luxemburg consacre un fragment de son article aux parlementaires du SPD — moins évidemment Karl Liebknecht, qui s'était pleinement réhabilité — qui n'avaient pas compris ou avaient oublié sous l'influence de la psychose militaire nationaliste ambiante sur quoi reposait la réalité ou la signification de la discipline du parti : « Plus existe pour chaque citoyen et pour chaque soldat la contrainte de la loi, plus chaque social-démocrate doit être lié par la puissance du programme du parti. Aucun groupe de 100 camarades — et peu importe qu'il s'agisse d'une réunion locale, d'un groupe de consommateurs ou de la fraction parlementaire — n'a dans le parti démocratique qu'est la social-démocratie le droit de contraindre un individu à trahir le parti. La discipline de tout le parti, c'est-à-dire la soumission au programme du parti, l'emporte sur la discipline de tout corps élu, et elle seule peut en être le fondement et en définir les frontières naturelles », affirme carrément et sans détour Rosa Luxemburg, habituée à ne dissimuler devant personne son attachement à ses principes idéologiques.

## Et non aux "opinions de 110 députés"

A tous les membres oublieux du SPD, Rosa Luxemburg rappelait aussi, en relation avec la question des prétendus avis compétents : « Dans le parti démocratique qu'est notre parti, sont compétents les avis et la volonté non pas d'une poi-

gnée de littérateurs, de fonctionnaires du parti ou de parlementaires, mais de la majorité prédominante du prolétariat, des millions qui adoptent leurs résolutions après mûre considération, à la suite d'une discussion ouverte et exhaustive. »

Elle ajoutait que « les opinions de 110 députés au Reichstag et de trois ou quatre douzaines de journalistes » n'étaient pas pour elle compétentes.

En conclusion de son article, Rosa Luxemburg, parfaitement consciente que sa voix peut être uniquement « une voix criant dans le désert (...) aujourd'hui dans les conditions de l'état de siège, sans liberté de la presse, sans droit de rassemblement, sans vie du parti libre et non garrottée, et sans opinion publique », en appelait néanmoins aux « larges masses de camarades du parti » qui n'avaient « aucune possibilité d'exprimer leur avis ».

Pour elle, marxiste et sociale-démocrate orthodoxe, ces camarades constituaient tout le temps le point de départ principal dans ses activités politique et journalistique, afin qu'en prenant appui sur la « puissance de la discipline personnelle » qui prend racine en elles, sans se soucier des circonstances, ceux-ci servent avant tout fidèlement et de façon rigoureusement conséquente « la volonté collective, c'est-à-dire le programme du parti », et non « des organes particuliers du parti » qui « bafouent de leur propre main cette volonté collective ».

Rosa Luxemburg est restée fidèle jusqu'au bout à cette position, jusqu'au jour même de sa fin tragique. Jusqu'à la fin, elle a cru que « lorsque la discipline de fer de l'état de siège sera liquidée, les larges masses des camarades du parti (...) pourront demander des comptes à ceux qui ont été coupables (...) de briser la discipline du parti ».

Ryszard Rauba

(Les intertitres sont de la rédaction.)

# Les comités secrets pendant la guerre de 14-18

**B**eaucoup de livres ont été consacrés à cette guerre, à cette boucherie d'hommes qu'elle fut, aux mutineries... mais les comités secrets sont encore largement inconnus. Pourtant, il suffit de taper sur un moteur de recherche « comités secrets 1916 » pour accéder au site de l'Assemblée nationale et pouvoir lire les comptes rendus — maintenant publics — de ces séances à huis clos de la Chambre des députés ou du Sénat.

Le site les présente ainsi :

*« La Chambre peut décider qu'elle se formera en comité secret, conformément à l'article 5 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875. Les demandes de comité secret, signées de vingt membres, sont remises au président. La décision est prise sans débat. »*

*Alors que la Première Guerre se prolonge, des critiques sont adressées à l'encontre du Grand quartier général (CQG), composé du grand état-major général assurant la conduite des opérations et de la direction de l'arrière chargée de la logistique et du soutien, avec, à sa tête, le général Joffre. Les parlementaires souhaitent une meilleure information.*

*La Chambre siégeant pendant la Grande Guerre a été renouvelée lors des élections législatives des 26 avril et 1<sup>er</sup> mai 1914. Sous la XI<sup>e</sup> législature, la Chambre à majorité de gauche comprend 172 membres du groupe radical socialiste, 102 députés socialistes, 24 républicains socialistes, et d'autre part 120 députés de droite (...) ainsi que 177 députés du centre (...).*

*Le Parlement, ajourné en août 1914, sous le gouvernement d'union sacrée de Viviani (1), est convoqué en décembre 1914. A partir de janvier 1915, il siège sans interruption jusqu'à la fin de la législature, en octobre 1919 (...).*

*Des critiques (sur la conduite de la guerre — NDLR) sont de plus en plus développées en commission au fur et à mesure du déroulement du conflit. En séance publique, le gouvernement est interpellé sur son rôle dans la conduite de la guerre. Le 13 octobre 1915, une demande de réunion en comité secret est déposée par Renaudel, au nom du groupe socialiste, et repoussée, de même qu'une autre le 15 décembre 1915, sur la situation de l'armée d'Orient. Au mois de juin 1916, presque tous les groupes demandent la réunion en comité secret sur les événements de Verdun. La demande (...), votée par 401 voix contre 120, est acceptée par Aristide Briand. »*

Pourquoi un tel revirement de la droite en six mois ? C'est ce que va révéler la discussion en comité secret, qui se réunit pendant sept jours et aborde notamment « la bataille de Verdun (...) les rapports entre le Gouvernement et le haut commandement ».

Le 16 juin 1916 donc, deux ans après le début d'une guerre qui a fait déjà des millions de victimes, pour la première fois, toutes portes closes et les couloirs vidés de tout personnel (même la buvette !), la Chambre des députés allait délibérer en secret.

Le président, Paul Deschanel, rappelle à tous l'engagement d'honneur auquel ils ont souscrit : « *Je réponds au vœu exprimé par la commission du règlement en rappelant que nous sommes tous engagés d'honneur à ne rien révéler de ce qui sera dit au cours du "comité secret". La Chambre veut-elle décider, confor-*

(1) René Viviani : député socialiste de Paris de 1893 à 1902 ; participe à la fondation de *L'Humanité* de Jaurès puis passe de la SFIO au Parti républicain socialiste. Après la victoire des gauches en 1914, il est appelé à la présidence du Conseil par Poincaré (président de la République) jusqu'en octobre 1915.

*mément à l'avis de son bureau, qu'il sera établi une sténographie dont le texte, scellé séance tenante, demeurera déposé dans nos archives* » (assentiment).

Réfléchissons ! Les députés sont élus par le peuple. Ils sont leurs représentants. Et que décident-ils ?

Que le peuple n'a pas à savoir ce qui sera dit pendant ces séances sur une guerre où les hommes meurent quotidiennement ! Rien, ni sur les buts de cette guerre, ni sur sa conduite par le haut commandement. Les peuples qui les ont élus doivent rester soumis à la propagande officielle dont ils vont établir à quel point elle est mensongère.

## Tous ont prêté serment de taire ce qu'ils savent

Tous, y compris les députés socialistes, ont prêté serment de taire ce qu'ils savent. Tous : les Ferdinand Buisson, Marcel Cachin, Marcel Sembat, député socialiste du XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris dès 1893 et qui fut, avec Jaurès, le principal leader du parti à la Chambre. Rallié à l'union sacrée au début de la guerre, il est ministre des Travaux publics ; Louis Malvy, député radical socialiste, ministre de l'Intérieur de 1914 à 1917 au moment des mutineries réprimées par les exécutions sommaires des « fusillés pour l'exemple ». Sans oublier Pierre Laval, député socialiste d'Aubervilliers, tendance pacifiste et révolutionnaire.

J'ai consulté la « une » de *L'Humanité* (alors journal des socialistes), daté du 17 juin 1916 (au lendemain de la tenue de la première séance du comité secret). Certes, un article annonce qu'il y a eu un comité secret ; on cite même les noms des intervenants et les sujets abordés, mais dans un style où rien ne transparait des faits eux-mêmes. Par exemple : « *Insuffisance des moyens de défense et responsabilités.* » Rien de plus. Le peuple et les militants socialistes qui s'interrogent, les combattants qui meurent sur le front, par milliers, ne doivent pas savoir qui est responsable de l'insuffisance des moyens de défense.

Le premier à prendre la parole, ce 16 juin 1916, fut André Maginot. Elu dé-

puté de la gauche démocratique en 1910, sous-secrétaire d'Etat à la Guerre en 1913-1914, il partit au front en 1914 où il fut grièvement blessé. C'est donc auréolé de ce prestige qu'il prend la parole en premier. Suivons le compte rendu officiel rendu maintenant public.

M. Maginot :

*« Après 22 mois de guerre, au bout desquels nous enregistrons les résultats que vous savez, il n'est tout de même pas étonnant que des représentants du pays, qui ont accepté la mission de veiller à ses intérêts, éprouvent le besoin de s'expliquer avec le gouvernement sur la situation, de lui exposer leurs inquiétudes et de lui demander où il nous conduit. Ce qui pourrait paraître étonnant, c'est que jusqu'à présent, nous nous soyons tus.*

*Nous nous sommes tus par discipline, parce que nous estimions qu'il valait mieux ne pas aborder même certaines questions. Il n'est d'ailleurs pas démontré que le pays nous en ait su gré et qu'il ne nous demande pas compte, un jour, de ce grand silence. (Très bien ! très bien ! à gauche.)*

*Nous nous sommes tus aussi parce que jusqu'à ces derniers temps, trompés nous-mêmes comme l'opinion publique, par l'optimisme officiel de ceux qui nous gouvernent et qui nous commandent, nous faisons confiance à leur parole, à leurs déclarations, à ce que disaient leurs journaux. Il régnait une telle atmosphère de sérénité et de certitude dans les hautes sphères, qu'une parole qui n'eût pas été un acte de foi dans les événements ou une approbation de nos dirigeants, eût retenti comme une parole impie, exposant son auteur au reproche d'être un mauvais Français.*

*On nous disait que tout allait bien, que la guerre, telle que nous la menions, usait nos adversaires plus que nous numériquement, économiquement, financièrement, que nous n'avions qu'à persévérer dans ces méthodes et attendre avec confiance l'heure où l'affaiblissement de l'ennemi nous permettrait la percée et la victoire finale.*

*(...) On nous représentait les pertes de l'ennemi comme étant au moins le double des nôtres et on nous laissait en-*

*trevoir, dans un avenir qui ne pouvait qu'être prochain, la famine en Allemagne, la dégringolade du mark, l'insurrection de Berlin (...), dans une guerre qu'on nous a présentée jusqu'à présent comme une guerre d'usure. Sur la foi de ce que l'on nous disait, nous avons cru pendant longtemps que les pertes allemandes étaient le double des nôtres, les Allemands ayant à faire face sur deux fronts.*

*(...) Dans son numéro du 10 mars, L'Humanité, reprenant les chiffres produits par le gouvernement allemand (...), nous apprenait que les pertes de nos adversaires au 29 février 1916 ne dépassaient pas le total de 2 684 215 se décomposant de la façon suivante : tués, 667 833 ; blessés : 1 658 547 ; disparus : 357 835 (...).*

*Ces derniers étant tellement inférieurs à ce que nous supposions, à ce qu'on nous avait dit, que votre commission de l'armée, soucieuse d'être exactement renseignée sur un point aussi essentiel, demandait au gouvernement de bien vouloir lui fournir sur nos pertes et sur celles de l'ennemi toutes les indications susceptibles de l'éclairer.*

*Le 5 mai dernier, le ministère de la Guerre nous communiquait les renseignements suivants (...), soit un total de 2 048 992 hommes (pertes — NDLR) sur lesquels, il faut compter 625 323 tués, auxquels il convient d'ajouter, de l'avis du service lui-même chargé de dresser ces statistiques, le tiers des disparus, ce qui donnerait à peu près 760 000 tués. »*

## **La bêtise, l'impéritie, l'incapacité meurtrière du Haut Commandement**

Il poursuit par un long réquisitoire de la bêtise, l'impéritie, l'incapacité meurtrière du Haut Commandement, cette caste de vieilles ganaches incapables. On sait tous ces choses-là : les hommes envoyés sans scrupules, par vagues successives, sur des nids de mitrailleuses, etc. Je ne prendrai qu'un exemple, moins souvent cité : le sort réservé aux blessés.

Au comité secret du 29 juin, M. Guiraud — l'un des délégués de la commission de l'armée et de la commission de l'hygiène — traite ainsi du problème des hôpitaux d'évacuation. Que dit-il ? Leur emplacement est exclusivement choisi par l'état-major. Il les installe dans la région la plus rapprochée du front, souvent à côté des dépôts de munitions, d'essence, des batteries d'artillerie. Aussi sont-ils souvent bombardés !

*« Au moment où fut déclenchée l'offensive du 16 avril, comment était installé l'hôpital de Prouilly ? Le 16 avril, il n'était pas encore terminé. Les services chirurgicaux n'étaient pas installés. Les baraquements d'hospitalisation n'étaient pas édifiés. La literie, le matériel sanitaire n'étaient pas au complet. Le corps des infirmiers ne comptait pas l'effectif nécessaire. Le nombre des médecins et des chirurgiens était insuffisant. C'est dans ces conditions que, le 16 avril, les blessés affluèrent à Prouilly, par tous les moyens, les uns à pied, les autres par les ambulances automobiles. Ils attendirent pendant des heures, quelquefois des jours, leur relève et leur transport dans les hôpitaux d'évacuation les plus voisins.*

*Les organes de triage furent bientôt débordés. Le désordre régna. Les blessés valides prenaient d'assaut les baraquements et les trains. Dans la nuit du 16 au 17, les blessés arrivent par toutes les issues. Les voitures se succèdent en longues files. (...) De nombreux blessés restent sans soins, sans pansement pendant plusieurs jours. On voit apparaître la gangrène gazeuse », etc.*

Tous ceux qui prendront la parole dans ces comités secrets condamneront la même stupidité des plans de l'état-major et la saignée de prolétaires à laquelle elle conduit. Mais tous le feront dans la même logique que Maginot : si les alliés et la France, « à l'usure », « au tas de cadavres », l'emportait sur l'Allemagne, cela aurait été acceptable.

Mais, le problème, c'est que l'impéritie du Haut Commandement fait que la France, même victorieuse, risque de se retrouver exsangue à côté de ses alliés qui, eux, ne subissent pas les mêmes pertes.

## Quel est donc l'objectif de ces comités secrets ?

Quel est donc l'objectif de ces comités secrets ? C'est de faire la lumière sur l'incapacité des généraux à bien conduire la guerre pour en conclure que c'est au Parlement de reprendre le contrôle de la guerre pour la mener avec plus d'efficacité.

C'est ce que dit le socialiste Abel Ferry : « *La plus importante de toutes les questions de l'heure présente, c'est l'organisation défensive de notre front, qui — la preuve vient d'en être faite — est insuffisante pour notre armée. Eh bien ! prenons garde messieurs ! Le Parlement est, à l'heure présente, la dernière réserve de guerre de ce pays.* (Applaudissements sur les bancs du Parti socialiste. Rumeurs à droite. Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs. Interruptions à droite.)

(...) *et vous saurez (bruit sur divers bancs) que, chez les officiers de troupe, même dans les postes de commandement plus élevés, on espère dans le Parlement. Seulement, il faut qu'aujourd'hui il ose. Allez donc dire, quand on apprendra que, dans cette séance secrète, vous avez su, allez donc dire aux 60 divisions, aux 600 000 fantassins qui ont passé dans les tranchées sans abri de Verdun depuis trois mois, aux millions d'hommes de toute l'armée qui ont passé sur le front de Verdun, que vous avez su et que vous n'avez pas agi ! »*

Allez donc dire... mais ils n'iront pas dire, puisqu'ils ont prêté serment de tenir le secret de ces séances. On parle souvent en terme général, abstrait, de l'union sacrée. Ici, elle prend tout son véritable visage : nous, députés socialistes, savons que le gouvernement et le Haut Commandement organisent la boucherie. « *On croit mourir pour la patrie et on meurt pour les marchands de canons.* » Tant qu'on a cru que les Allemands perdaient autant d'hommes que nous, pas de problème, on s'est tu. Mais si, à la fin de la guerre, la France perd, ou si la puissance de sa bourgeoisie, son industrie, son commerce... sortent trop

affaiblis par rapport à ses alliés qui redeviendront ses concurrents économiques ? Voilà la gravité qui nécessite que le Parlement — socialistes en tête — dans l'union sacrée, nous nous occupions du Haut Commandement.

Dans une certaine mesure, les comités secrets révèlent à quel point ils ont pu oublier la cause des peuples et des prolétaires pour épouser celle des banquiers et capitalistes de leur propre pays. Est-ce la raison pour laquelle l'existence des comités secrets et leurs débats sont si peu connus, ni même enseignés ?

Sans revenir sur tous les débats, abordons deux questions débattues : le but de la guerre et la répression des mutineries de 1917 dans l'armée française.

## Les buts de la guerre

L'union sacrée s'est réalisée sur la promesse : nous défendons la patrie envahie mais nous n'irons pas plus loin. Ce ne sera pas une guerre d'annexion.

Le comité secret du 1<sup>er</sup> juin 1917 commence par le récit du voyage à Moscou de Marcel Cachin, député socialiste. Paul Allard, dans son ouvrage *Les dessous de la guerre révélés par les comités secrets*, écrit : « *Cachin proclame sa confiance dans la fidélité de la Russie à l'Alliance. Il explique dans son intervention au comité secret : "Ce sont ces soldats-là — élus par leurs compagnons et par leurs pairs — qui ont intimé l'ordre de revenir, de regagner leurs divisions ! Et ils obéirent aussitôt !"* (...) *Ce mouvement de loyalisme, Marcel Cachin y participe, par une campagne extrêmement énergique dans l'armée même (il s'agit de l'armée russe — NDLR).* »

La crainte des Alliés et de Cachin est en effet que la révolution russe en marche suive Lénine et le Parti bolchevique qui proclament le défaitisme révolutionnaire et le mot d'ordre : « *La paix, tout de suite.* »

Écoutons le discours de Cachin : « *Nous sommes allés voir ces hommes sur le front. Nous avons causé avec plusieurs armées. Nous avons interrogé les uns et les autres. Le résultat de notre enquête ? On vous a dit que l'armée russe était en débandade, qu'elle fraternisait*

avec l'ennemi ? qu'il y avait des déserteurs en grande quantité ? Tout cela n'est que trop vrai. Mais, à mesure que les jours passaient, on constatait une amélioration certaine de cette situation. (...) Avant la révolution, le gouvernement russe disait aux soldats : ce que la Russie poursuit dans cette guerre, c'est la mainmise sur Constantinople. Et, aujourd'hui, le nouveau gouvernement dit aux soldats : nous renonçons à Constantinople (...). Et ainsi, ils sont encore prêts à la bataille, à l'offensive, mais ils demandent certaines garanties (...). Ils ne veulent pas que sur nos nobles buts de guerre soient venues se greffer certaines exigences qui n'ont pas été soumises au peuple et qui sont encore à l'heure actuelle, inconnues d'eux, inconnues de nous, mais qu'ils soupçonnent (...). Ils savent qu'il y a entre la France et la Russie un traité, mais qu'à côté de ce traité initial, il y a eu des conversations qui ont fait l'objet de conférences. (...) Et alors, je demande à M. Briand quel mandat le gouvernement qu'il présidait a donné à M. Doumergue quand il est allé en Russie au mois de janvier dernier. (...) Je demande à M. Briand s'il n'a pas donné à M. Doumergue, le mandat de revendiquer, pour nous, la rive gauche du Rhin ! Je lui demande également si, (...) n'ont pas été débattues, en Asie Mineure, des ambitions territoriales que nous qualifions, nous, d'excessives ! » (Il s'agit de la rive gauche du Rhin ; c'est-à-dire la riche région industrielle et minière allemande de la Sarre — NDLR.)

Le socialiste Pierre Renaudel interpelle Ribaud, le nouveau président du Conseil :

« Lorsque Viviani, en décembre 1915, lorsque, plus tard, Briand, président du Conseil, ont pris la parole sur la question d'Alsace-Lorraine, nous sommes tombés d'accord sur le retour de l'Alsace-Lorraine à la France, mais on nous disait en même temps : rien au-delà ! Et naturellement, on ne nous parlait pas, non plus, du partage de l'Asie Mineure ! Depuis, jamais, à la tribune du Parlement — à la tribune publique ! — un mot n'a été dit sur ces choses ! Elles sont inconnues du pays ; inconnues

de nos soldats qui sont dans les tranchées. Or voilà la révolution russe : elle oblige les Alliés à rédiger une note sur leurs buts de guerre (...). Ne nous cachez plus la vérité. »

Ribaud répond en tournant autour du pot et c'est finalement Briand, ex-ministre des Affaires étrangères, lui qui a mené toute la diplomatie secrète, qui va parler.

Briand : « D'autres préoccupations ont surgi, parfaitement respectables. Notre amie fidèle : la Grande-Bretagne, qui a des aspirations traditionnelles en Orient, qui a toujours poursuivi le rêve d'unir le golfe Persique à la Méditerranée, ne pouvait pas admettre Bagdad entre les mains allemandes. »

Finalement, lecture est faite de la lettre adressée par Briand — alors ministre des Affaires étrangères — à Paul Doumergue pour ses tractations avec le tsar.

« Il doit être entendu que l'Alsace et la Lorraine doivent nous être restituées, non pas mutilées, comme elles l'ont été par le traité de 1815, mais délimitées comme elles l'étaient avant 1790. Nous aurions ainsi le bassin géographique et minier de la Sarre dont la possession est essentielle à notre industrie et le souvenir des mutilations successives de notre ancienne frontière doit être effacé. »

Mais alors, les ministres socialistes qui participaient au gouvernement, les Jules Guesde, Albert Thomas, Marcel Sembat, que savaient-ils qu'ils n'ont dit à personne ?

Briand répond : « Toujours ils ont dit : notre but, le voilà, nous n'allons pas au-delà. Mais ils reconnaissaient bien qu'il pouvait y avoir certaines suretés à prendre, certains gages à garder, des garanties indispensables à exiger. » Bref, les buts secrets et bien réels de la guerre, ils les connaissaient.

## La question des mutineries

Elles sont maintenant assez connues et je me concentrerai sur leur répression. Mais il faut quand même mesurer leur ampleur. D'avril à juin 1917, se sont mu-

tinées : 115 unités dont 75 régiments d'infanterie, 23 bataillons de chasseurs, 12 régiments d'artillerie, non seulement sur le front occidental mais aussi sur celui de l'armée de Salonique.

Les comités secrets, qui vont discuter de ces mutineries en juin 1917, se tiennent en même temps qu'elles se déroulent.

A cette date, les députés n'avaient pas eu connaissance, pas plus que la nation elle-même, d'un document extra-confidentiel que le général Pétain avait remis au gouvernement. Dans ce rapport du 28 mai, le généralissime retraçait l'histoire de la rébellion dont il situait les premières manifestations au 4 mai, la veille de la nouvelle offensive ordonnée par Nivelles.

A la tribune du Parlement, le socialiste Pierre Laval (il n'était pas encore pétainiste), sort une lettre et dit :

*« C'est une lettre, messieurs, qui a été lue au Conseil des ministres. Jamais je ne me permettrais de lire un tel document ou d'essayer de lire un tel document dans une séance publique ! Jamais je ne me permettrais de faire la révélation des faits auxquels se réfère cette correspondance.*

*Mais nous sommes en comité secret : il faut que les uns et les autres, en pleine connaissance, nous prenions nos responsabilités (...). Des actes d'indiscipline collectifs — écrit le général Pétain — se multiplient de façon inquiétante depuis quelques jours. Une compagnie qui doit participer aux nouvelles attaques sur le moulin de Laffaux, refuse de monter en ligne.*

*Dans les cantonnements, partout, sont posés des papillons "A bas la guerre ! Mort aux responsables." Les hommes déclarent hautement qu'ils ne veulent plus se battre tandis que, dans les usines, leurs camarades gagnent 15 et 20 francs par jour.*

*19 mai : un bataillon qui devait faire la relève, se disperse dans les bois. 20 mai : un dépôt divisionnaire désigné pour renforcer un régiment parcourt les rues au chant de L'Internationale, fouille la maison du commandant de dépôt, envoie trois délégués chargés de porter leurs réclamations. »*

## Comment furent réprimées les mutineries ?

M. Aristide Jobert, chargé par la Chambre de mener des enquêtes au front, explique :

*« On ne pouvait pas traduire en conseil de guerre, des régiments entiers ! On a dit qu'on avait choisi les mutins par tirage au sort ? C'eût déjà été effroyable. Mais ce n'est pas ainsi que les choses se sont passées. Lorsque les 700 mutins du 298<sup>e</sup> régiment d'infanterie sont venus à Soissons, on a fait une enquête. Les officiers (qui auparavant n'en menaient pas large) se sont retrouvés (...). Les commandants de compagnie, lorsque la cavalerie a ramené ces hommes, ont dit, sans enquête : "Untel ! Untel ! Sortez du rang." C'est ainsi qu'ils ont choisi les coupables. »*

Et il multiplie les exemples de cette répression aveugle, impitoyable. Il explique comment le général Franchet d'Esperey décida, de sa propre autorité, de supprimer les délais fixés par le Code de justice militaire, en exigeant qu'« entre le jugement du Conseil de guerre et l'exécution (...), il ne devra pas s'écouler un délai supérieur de vingt-quatre heures ». Le même jour, le général commandant en chef, supprime « l'instruction préalable » découlant pourtant d'une loi.

Ainsi, Paul Meunier explique que les soldats « n'avaient au lendemain de leur arrestation, aucune garantie légale de justice pour faire connaître leur innocence. (...) Aussi les affaires venaient devant le Conseil de guerre, sans enquête, sans pièces, sans témoin. »

Telle est la réalité d'une guerre d'une classe contre une autre, dans son propre pays. D'une guerre où l'ennemi est dans ton propre pays. Telle est aussi la réalité d'une politique, celle de l'union sacrée derrière sa propre bourgeoisie.

## Une dernière question

Pourquoi les gouvernements de gauche qui se sont, depuis, succédé au pouvoir n'ont-ils — pour l'instant —

jamais réhabilité les fusillés pour l'exemple ? On prend prétexte que, parmi ces fusillés, il y eut des violeurs, des droits communs (...) et qu'il faudrait étudier au cas par cas.

Et si c'était le contraire ? Si ceux qui posent problème n'étaient pas ceux-là mais ceux qui ont refusé la discipline de l'union sacrée dans la guerre ; ceux qui, à leur façon, en se tirant une balle dans le pied, en se mutinant ou en refusant de marcher sur « l'ennemi », ouvrier comme

lui, de l'autre côté de la frontière ? Si c'étaient ceux-là qui, à leurs yeux, ont commis le crime suprême, inexpiable ; celui d'avoir, à leur façon, exprimé l'indépendance de classe, l'internationalisme et le refus de l'union sacrée ?

On m'objectera que les partisans de l'union sacrée de 1914 sont maintenant tous morts ! Certes, mais il reste leurs héritiers politiques !

**Gérard Lorigny**



# Fiodor N. Dingelstedt

## Souvenirs d'un agitateur du comité de Petrograd du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (bolchevik) de septembre 1917 à mars 1918 (1)

### Retour à Petrograd...

**D**urant l'été 1917, j'ai participé à l'organisation du parti à Perm et à Motovilikha. Mais vers l'automne, j'éprouvai le besoin de revenir à Petrograd, car on sentait que de grands événements s'y préparaient. A la première occasion, à la mi-septembre, je quittai l'Oural et dès le 16 septembre je me présentai à G. I. Boki, le secrétaire du comité du parti de Petrograd, qui se trouvait à ce moment-là au-delà de la barrière Narvskaïa, pour lui demander à travailler pour le parti.

Le parti, qui venait tout juste de sortir de la clandestinité où il se trouvait pratiquement jusqu'à la fin août (c'est-à-dire jusqu'aux journées Kornilov), avait largement développé son travail d'agitation, en mettant à contribution au premier chef les membres du comité central et d'autres dirigeants de l'organisation de Saint-Pétersbourg : les camarades Kamenev, Trotsky, Volodarski, Lounatcharski, Evdokimov, Kollontaï et autres (parmi ces meilleurs orateurs du parti, les camarades Lénine et Zinoviev n'étaient pas disponibles, étant obligés de se cacher). On avait grand besoin d'agitateurs professionnels toujours disponibles et susceptibles d'être appelés en première urgence pour un meeting ou une réunion.

La commission exécutive du comité de Petrograd (CP) m'agréa comme agitateur officiel et, dès lors, je fus mis à sa disposition durant plus de cinq mois pour exercer différentes missions d'agitation et de propagande, présenter des rapports sur la situation, dans les meetings, les conférences et les réunions du parti, et intervenir dans les clubs et autres organismes culturels ou éducatifs.

### ... sans aucune directive

Le bureau d'agitation du comité de Petrograd était alors dirigé par la camarade Sarah Ravitch. C'est elle qui signait mes ordres de mission ; je trouvais tous les renseignements nécessaires sur la date et le lieu des meetings sur l'agenda du comité de Petrograd où l'on inscrivait toutes les revendications et les réclamations, ainsi que les noms des camarades chargés d'exécuter les tâches. On n'exigeait pas de rapport sur le travail, et les orateurs ne recevaient aucune directive : on supposait que chacun devait savoir tout seul comment intervenir et sur quoi. L'actualité bouillonnante et la pratique du combat constituaient de ce point de vue la meilleure école, même pour les communistes peu expérimentés. Personnellement, j'étais toujours au courant de

(1) Dans tout l'article, les dates sont données selon l'ancien calendrier.

toutes les dernières décisions des organes dirigeants car j'assistais régulièrement aux réunions du comité de Petrograd. Ce laboratoire vivant de l'activité révolutionnaire me fournissait une réserve inépuisable d'« énergie agitatrice ».

## Impuissance, arrogance et trahison

Les événements évoluaient très rapidement. L'impuissance des partis petit-bourgeois les poussait à collaborer toujours plus étroitement avec la réaction impérialiste. L'arrogance des capitalistes, qui menaçaient ouvertement le prolétariat de la « main squelettique de la famine », et la trahison des généraux qui organisaient des bains de sang et conduisaient sciemment l'armée à la défaite auraient ouvert les yeux à des aveugles. En outre, les journées de Kornilov (2) et le rôle ambigu de Kerenski avaient définitivement sapé la confiance envers le gouvernement provisoire. Sur ce terreau, la conscience de la masse des ouvriers et des soldats mûrissait littéralement d'heure en heure.

De plus en plus, l'intervention d'un orateur bolchevique et les mots d'ordre soviétiques devenaient des moments obligés de chaque meeting. La volonté croissante de combattre trouvait son expression dans des résolutions empreintes d'enthousiasme révolutionnaire.

Mon impression générale, après toute une série de meetings que j'ai tenus dans les fabriques, les usines et les casernes de Petrograd en septembre-octobre, est que nos résolutions bolcheviques étaient dans la plupart des cas adoptées sans restriction, et que bien souvent il n'y avait même pas besoin de résolutions : en quelque sorte, les gens prenaient acte des rapports sans faire la moindre objection. Les mencheviks et autres conciliateurs se montraient rarement, non pas, bien sûr, parce qu'ils ne voulaient pas intervenir, mais parce que les meetings se faisaient de plus en plus à l'initiative de camarades organisés avec nous ou de sympathisants, qui n'étaient donc pas enclins à inviter des orateurs indésirables.

Ceux qui ont vécu ces mois mémorables et qui ont vu les masses des ou-

vriers et des soldats s'éloigner toujours plus résolument des conciliateurs, et le prolétariat et la garnison de Pétersbourg abandonner leurs dernières illusions de coalition, ceux-là n'oublieront jamais la vitesse impressionnante à laquelle, même les couches les plus arriérées des masses travailleuses, ont tiré les leçons des journées Kornilov et du gouvernement de Kerenski.

Les nouvelles élections au soviét de Pétersbourg, qui avaient donné la majorité aux bolcheviks et, par voie de conséquence, l'échec honteux de Tchkhéidzé (3) et l'élection du camarade Trotsky comme président du soviét, avaient suffi à inciter les masses à aller de l'avant, à renforcer leur assurance dans leurs propres forces et dans la justesse de la voie proposée par les bolcheviks.

## La pitoyable comédie parlementaire

La convocation de l'assemblée démocratique, la pitoyable comédie parlementaire, la tentative ratée du gouvernement provisoire de s'installer à Moscou, le projet également avorté de faire sortir les armées révolutionnaires de la capitale et toutes ces choses qui révélaient la décomposition et le rôle traître de la clique dirigeante, tout cela fut remarquablement utilisé par nous dans le travail d'agitation pour saper les restes d'influence des partis conciliateurs.

Durant cette période, j'eus l'occasion de participer à des meetings dans des entreprises comme l'usine Oboukhov (près de 800 participants), la Cartoucherie (1 000 personnes), l'usine de la Société du Nord, les chantiers navals Poutilov, l'usine de Tuyauterie (1 000), la Poudrerie de l'Okhta (3 000), et je tins également quelques grands meetings d'ouvriers du chemin de fer, etc. Plusieurs milliers d'ouvrier passèrent devant mes yeux durant ces quelques semaines, et presque partout c'était le même tableau : aussi bien chez les ouvriers les plus or-

(2) Soulèvement avorté du général monarchiste Kornilov à la fin d'août 1917.

(3) Dirigeant menchevique.

ganisés de l'usine de tuyauterie où j'eus l'occasion le 19 septembre d'organiser, avec la regrettée camarade Véra Sloutskaïa, une magnifique réunion sur la situation en cours, que dans une quelconque typographie arriérée du Sénat (150 ouvriers), nous rencontrions la même attitude révolutionnaire, ferme et active de la masse prolétarienne.

## Difficultés ici et là

Parfois j'ai été confronté à des orateurs de partis hostiles. Aux chantiers navals Poutilov, par exemple, j'ai discuté avec des anarchistes, mais je n'eus pas grand peine à mettre en pièces leur démagogie bavarde. Par contre, le 26 septembre, à la station électrique « Société de 1886 », il m'a fallu surmonter l'opposition farouche du S.-R. Berg, qui avait le soutien d'une partie de l'auditoire. La réunion, consacrée au renouvellement du soviét, était plutôt surchauffée ; mais là aussi, les ouvriers ont tout de même choisi un bolchevik comme député en remplacement du S.-R. J'eus plus de facilité à venir à bout du S.-R. Zeïman, qui intervenait le 5 octobre sur cette même question devant les ouvriers de la Monnaie. L'impression sans doute la plus désagréable que j'aie gardée, c'est quand j'ai visité le 15 octobre l'usine V. Kreïton (Okhta), où les Cent-Noirs diffusaient massivement *Jivoïé Slovo*, journal qui appelait aux pogromes, mais là non plus il n'y eut pas de discours ouvertement contre-révolutionnaire. Seule une réunion des ouvriers et des employés du chemin de fer Moscou-Vindava-Rybïnsk donna encore un résultat incertain : le jour décisif du 24 octobre, j'ai dû user de toute la puissance de mes cordes vocales pour prouver la nécessité de renverser le pouvoir bourgeois.

Bien entendu, il serait injuste de faire retomber la mauvaise impression de cette réunion sur toute la masse des cheminots. Je me souviens d'une conférence que j'ai tenue avec le camarade I. M. Moskvine le 18 octobre dans le local du comité de Petrograd devant les cheminots bolcheviques de l'ensemble du réseau de Petrograd. Ce fut un exemple de fermeté et de conscience révolutionnaire

de l'avant-garde prolétarienne : les cheminots avaient leurs leaders, prêts à mener au combat la masse la plus importante, certes disparate et peu disciplinée, mais formant tout de même une réserve de combat très appréciable.

Les mencheviks et les S.-R. tinrent le plus longtemps, non pas parmi les cheminots où les conciliateurs qui opéraient parmi eux étaient plutôt de la tendance un peu moins dangereuse du *vikjel* (syndicat des cheminots), mais dans les entreprises arriérées, essentiellement chez les imprimeurs ; leur dernier bastion, je m'en souviens, resta longtemps le service d'expédition des imprimés d'Etat, où aimaient intervenir Tseretelli, Gots et Avksentiev (4).

Bien entendu, dans les meetings de cette période jusqu'au soulèvement d'Octobre, la nature et le contenu de nos discours étaient dictés par le cours des événements et les particularités du moment. Le plus souvent, nous partions d'une analyse de l'expérience des mois passés depuis la révolution de Février concernant la résolution des problèmes de la guerre, l'organisation de l'industrie, le ravitaillement, etc.

Nous partions du constat que le pouvoir révolutionnaire avait apporté peu de chose aux ouvriers et aux paysans. A partir de là, nous révélions le caractère désastreux de la politique de conciliation et la nécessité d'instaurer la dictature du prolétariat comme seul moyen de sauver la révolution.

## L'organisation de base du parti commençait seulement à se dessiner...

Notre organisation pétersbourgeoise constituait alors un collectif soudé d'agitateurs et d'organiseurs du parti, directement liés à la masse de la classe ouvrière. L'organisation de base du parti et des cellules d'entreprise commençait seulement à se dessiner. Chaque membre du parti était en relation constante avec la classe ouvrière à travers les comités d'usine,

(4) Tseretelli : dirigeant menchevik. Gots et Avksentiev : dirigeants socialistes-révolutionnaires (S-R).

les meetings et les assemblées dans les entreprises, et restait au plus près des besoins et des intérêts des masses. Le comité du parti ne représentait qu'un maillon de l'ensemble de la direction organisée et n'intervenait pas encore dans le détail de l'activité locale. Et pourtant, dans cette atmosphère d'intense lutte des classes, le parti était devenu, grâce à la sélection du matériel humain le plus solide et le plus discipliné, une armée monolithique, qui, dans l'unité et la solidarité, remportait victoire après victoire.

Toute la tactique, toutes les décisions et toutes les avancées du parti, jusqu'aux plus lourdes de conséquences, étaient jaugées et soumises à l'intelligence collective du prolétariat. Il en alla de même pour la question de la prise du pouvoir : on ne passa aux décisions pratiques que lorsque la classe ouvrière eut été préparée à la résolution de cette tâche, au bout d'une profonde réflexion suscitée au préalable dans les masses.

Quand je me remémore les premiers jours de la révolution de Février, j'ai la conviction que dès février-mars la masse des ouvriers et des soldats était totalement prête à appréhender le mot d'ordre de pouvoir des soviets et à le réaliser. Mais ensuite, il y eut toute une période de conciliation avec le pouvoir de la bourgeoisie qui avait pris la direction du pays après que les bolcheviks s'étaient trouvés incapables de prendre en charge cette direction. Mais cela n'avait pas effacé de la conscience des masses ouvrières leur détermination sur la question du pouvoir. En octobre 1917, après quelques mois d'atermoiements « coalitionnistes », une fois digérée l'expérience des journées de Kornilov, les masses ont pris une conscience encore plus aiguë de ce mot d'ordre qu'au printemps et ont aidé les agitateurs bolcheviques à développer cette question « du moment présent » précisément dans le sens de la prise du pouvoir.

## Les masses ne connaissaient pas ce genre de doute

Quand on se demande, en fouillant dans ses souvenirs, si à cette époque les masses

étaient prises de doute comme c'était souvent le cas au sein de notre équipe dirigeante, on peut pratiquement affirmer que, non, les masses ne connaissaient pas ce genre de doute, elles savaient qu'il n'existait pas d'autre issue pour elles ; remettre le pouvoir aux soviets était pour elles la seule façon réelle de résoudre la question de la guerre et de la paix, ainsi que tous les autres problèmes soulevés par la révolution.

Les conciliateurs prêchaient pour l'Assemblée constituante qui, disaient-ils, lèverait toutes les incertitudes. Mais le gouvernement faisait traîner les élections sous divers prétextes. Les masses des ouvriers et des soldats exigeaient en retour la convocation immédiate du congrès panrusse des soviets. Les mencheviks et les S.-R. employaient toutes leurs forces à saboter l'organisation du congrès et reniaient ouvertement les conseils, en les traitant dédaigneusement de « baraques provisoires » qui feraient place à « l'édifice en pierre » de la Constituante.

Mais il leur fallut tout de même céder à la pression des masses. Le prolétariat de Pétersbourg se prépara à l'ouverture du congrès en organisant ses forces et mit en ordre de combat les régiments révolutionnaires et sa propre garde rouge ouvrière. La création du Comité révolutionnaire des armées et l'envoi de commissaires dans les régiments, la tenue des « journées du soviets de Petrograd », tels sont les principaux faits qui ont préparé le « complot » et ont réalisé le transfert du pouvoir aux mains du soviets.

## Aucune révolution au monde...

Aucune révolution au monde n'a été aussi rapide que la révolution d'Octobre et, en même temps, aussi peu sanglante. Le 25 octobre, en prenant part à la première séance historique du congrès, je ressentis profondément qu'elle était déjà une réalité. Il semblait que la construction pacifique était déjà la seule tâche du jour. Et je saisis donc avec joie la proposition du secrétariat du comité de Petrograd de passer à cette nouvelle tâche ; je fus nommé commissaire adjoint de l'Agence télégraphique de Petrograd (ATP), qui fut dans la première période

de consolidation du pouvoir des soviets l'un des plus importants secteurs de notre front : naturellement, on mit au premier plan la question d'une information exacte dans notre presse et dans la presse étrangère sur le cours de la révolution et sur les premiers pas de la construction soviétique. Assumant les responsabilités de commissaire de l'ATP pendant trois jours, du 26 au 28 octobre, d'abord dans les conditions d'un sabotage insidieux puis d'une grève des employés, j'eus de la peine à mettre en œuvre la diffusion des décrets du congrès, entre autres informations. En même temps, je devais poursuivre mon travail d'agitation ; je me rappelle, par exemple, un grand meeting que j'ai organisé dans le régiment de Kexholm où je dus expliquer le décret sur la terre qui venait d'être voté.

## Un tour loin d'être pacifique

Mais les événements ont commencé à prendre un tour qui était loin d'être pacifique. C'est d'abord le soulèvement des junkers qui nous a alarmés. A peine avait-on réussi à le mater qu'il fallut creuser des tranchées dans les faubourgs de la ville, car les ouvriers envoyaient les premiers détachements de la Garde rouge à la rencontre de Kerenski et Krasnov qui s'étaient soulevés contre le pouvoir des soviets. Le 29 octobre au soir, je me suis rendu comme d'habitude au comité de Petrograd, à Smolny. On m'envoya aussitôt auprès du régiment de Volhynie, le seul qui hésitait encore et ne s'était pas soumis à l'ordre du Comité révolutionnaire des armées de se mettre en position de combat. Nous nous y rendîmes à trois : les camarades Zaloutski et Bobokov pour le Conseil, et moi, pour le comité de Petrograd.

## La bourgeoisie commence à bouger

La bourgeoisie, qui dans les premiers jours de la révolution n'avait pas donné signe de vie, a commencé à bouger. Des rumeurs ont commencé à se répandre, des bruits incroyables ont commencé à

s'insinuer dans la foule par le biais de journaux véreux. Le mensonge et la calomnie ont pris des proportions inouïes. C'est de cette façon que la contre-révolution qui relevait la tête pensait semer le trouble dans les rangs des combattants révolutionnaires. Des provocateurs agissaient également dans le régiment de Volhynie. Les officiers et les engagés faisaient campagne auprès des soldats contre l'intervention et répandaient des bruits sur les forces gigantesques dont aurait disposé Kerenski.

« *Nous n'irons pas verser le sang de la patrie contre nos frères cosaques. Allons plutôt vers une paix amiable* », voilà ce que chantaient les voix douces des menteurs. Mais il y avait parmi les soldats des camarades tenaces qui élevèrent la voix contre cette lâcheté honteuse que cherchaient à inspirer les agents de la bourgeoisie. Et ce sont ces camarades qui demandaient l'aide de Smolny.

Nous nous rendîmes à une réunion commune des comités du régiment et de ses unités pour essayer de convaincre les camarades de ne pas écouter les ennemis du pouvoir ouvrier et paysan et de ne pas céder à la panique.

« *Il suffit aux ouvriers et aux soldats de Petrograd de s'emparer de leurs fusils pour qu'il ne reste plus de trace de cette pitoyable armée de la contre-révolution* » : c'est ce que nous disions pour répondre aux hésitations exprimées par les deux cents soldats du régiment de Volhynie, en leur rappelant la défaite de Kornilov et en leur montrant la fermeté révolutionnaire des autres régiments.

Le président du comité du régiment, A. Khokhriakov, un engagé habile et rusé qui bombait le torse et arborait une médaille universitaire, essayait de nous contredire. Comme il présidait l'assemblée, il nous coupait la parole à chaque mot un peu vif : pour une expression tout à fait littéraire comme « crapule bourgeoise », il me rappela à l'ordre en me prévenant qu'il me retirerait la parole si je continuais à employer des gros mots. Après lui intervinrent des officiers qui s'efforçaient d'inspirer aux soldats des craintes sur l'issue des événements. Tout fut fait pour saper la confiance des

masses envers nous. Mais nous n'eûmes pas trop de mal à convaincre les Volhyniens de suivre l'exemple des autres régiments et de se porter à la défense de la révolution.

## Flottement provisoire

A l'aube du 30 octobre, le régiment de Volhynie arriva en rangs serrés aux sons d'une musique martiale et prit position à Pulkovo. Le lendemain, il est vrai, une partie du régiment influencée par la propagande des officiers rentra dans les casernes. Les journaux bourgeois se saisirent de ce fait et claironnèrent avec enthousiasme que le régiment de Volhynie s'était libéré de l'influence des bolcheviks et avait quitté ses positions. Mais les traîtres ne triomphèrent pas longtemps.

Les quelques soldats restés dans les casernes sous la direction d'auxiliaires firent honte aux rentrants, ils prirent tous un fusil et rejoignirent ensemble le régiment contre Kerenski. Le 2 novembre, je rendis visite au régiment qui était stationné en première ligne à Malyïé Kobozi, et avec les membres de son comité nous reçûmes la bonne nouvelle de la dispersion totale des détachements de Cosaques et de Junkers. Le soir, après avoir assisté à la réunion du comité, je pris congé du camarade Jouravliov et des autres soldats du comité et me rendis à Tsarskoïé Sélo qui venait d'être libéré des bandes de Krasnov. C'est d'ailleurs là que je vis pour la dernière fois mon camarade S. Rochal avec qui j'avais œuvré à Kronstadt. Quant au régiment de Volhynie, après avoir lavé son honneur, il rentra chez lui et nettoya ses rangs des provocateurs.

L'après-October commença, avec une situation nouvelle et de nouvelles tâches. Le travail d'agitation, qui avait gardé toute son importance, changea fortement de contenu. La tâche principale consistait toujours à éclairer les événements courants, mais moins sur le plan de la critique des opinions des autres partis, que, plus fondamentalement, dans le cadre d'une meilleure compréhension des grands défis de la construction socialiste qui se présentaient à nous.

Les ouvriers et les soldats avaient-ils eu tort ou raison de prendre le pouvoir entre leurs mains ? Allaient-ils venir à bout des problèmes ardu de la gestion de l'Etat ? Voilà les questions qui faisaient alors l'objet de nos rapports et auxquelles nous répondions à partir des exemples encore rares mais convaincants de la nouvelle réalité soviétique.

## Vives discussions dans les masses ouvrières

A côté de ces questions, l'attention des masses se portait, bien entendu, sur les difficultés internes et externes que rencontrait le nouveau pouvoir à chaque pas : notre tactique vis-à-vis des ennemis des soviets faisait l'objet de vives discussions dans les masses ouvrières ; et sur ce point il arrivait souvent que notre point de vue subisse les attaques haineuses de nos ennemis. C'est donc en défendant notre ligne de conduite que nous en testions la force et la solidité ; élaborée dans la forge de la conscience du prolétariat, elle devenait un rempart d'acier indestructible de toute notre activité pratique.

Pour le parti, dans cette nouvelle période de son existence, le travail d'agitation et d'organisation était encore plus soumis qu'auparavant à l'influence régulatrice de ses organes supérieurs. Les agitateurs du parti se réunissaient plus souvent pour entendre les rapports des camarades responsables. Smolny, état-major de combat de la révolution et centre organisationnel du nouveau pouvoir, devenait aussi, et de plus en plus, une école supérieure d'enseignement politique. Le Comité révolutionnaire de l'armée s'était installé dans plusieurs petites pièces du dernier étage ; c'est là qu'avaient lieu les séances du comité, que l'on recevait les délégués venus des provinces et les paysans mandatés, qu'on rédigeait les attestations pour les commissaires, etc. C'est là aussi, dans une mansarde exiguë, à une table encombrée de cartes, que tenaient permanence jour et nuit, les yeux rougis par le manque de sommeil, les membres de l'état-major de la défense révolution-

naire, en les personnes de plusieurs combattants audacieux tels que les camarades Antonov-Ovseenko, Podvoïski et autres. Au même moment, dans d'autres locaux de Smolny, se tenaient sans discontinuer des réunions et des rapports. C'est encore là que se réunissaient les associations locales *zemliatchestvo* (dont le rôle dans l'élargissement de l'arène de la révolution est encore mal apprécié), c'est là qu'on faisait des formations, comme on dit à présent, pour nos organisateurs et agitateurs qui se rendaient en province. J'ai gardé inscrit dans ma mémoire un rapport magnifique et puissant du camarade Lénine devant un groupe d'émissaires sur le point de partir en province ; après lui, le camarade Trotsky est également intervenu avec un discours brillant et enflammé. Les camarades émissaires puisèrent dans ces discours une puissante réserve d'énergie révolutionnaire qui leur a sans doute permis de remplir efficacement les directives données par les dirigeants de la révolution.

## Une résolution cinglante

Je me rappelle avec plaisir certains des plus mémorables meetings que j'ai organisés en novembre, décembre et janvier et qui m'ont donné une bonne appréciation de l'état d'esprit du prolétariat. Par exemple, le 6 novembre, lors d'une campagne contre l'irrésolution et les tergiversations qui s'étaient fait jour dans nos propres rangs, le meeting des ouvriers de l'usine Ijorski (1500 personnes), consacré à la question du « pouvoir des soviets » : les ouvriers insistèrent avec enthousiasme pour que le pouvoir reste aux mains des soviets et envoyèrent une résolution cinglante rappelant à l'ordre certains de nos dirigeants qui avaient présumé de leur force et abandonné leurs postes de responsabilité au moment décisif de la révolution (il s'agit entre autres des camarades Kamev et Zinoviev). Plus tard, je me souviens du meeting très caractéristique du chemin de fer de Varsovie, le 18 novembre, sur la question du « pouvoir des soviets et du *vikjel* » : les partisans du *vikjel* avaient mobilisé leurs meilleures forces mais ils ont tout de même échoué.

Les cheminots de la gare de triage se sont prononcés encore plus fermement en notre faveur lors du meeting amical que j'ai tenu le 7 décembre avec le camarade Zaloutski. Ce meeting et d'autres meetings des cheminots avaient montré avec certitude que s'était effondrée l'autorité du *vikjel*, cette organisation conciliatrice qui avait fait tant de tort à la cause de la révolution.

## Victoires difficiles

Se sont très bien passées également les assemblées dans l'usine Erikson où je me suis rendu avec le camarade N. F. Svechnikov, dans l'usine Meltzer, etc. Ce fut plus difficile pour nous, ces jours-là, dans des entreprises comme la fabrique Otto Kirchner, où on laissa le S.-D. internationaliste Spiridonov prononcer des paroles d'appel au meurtre contre les bolcheviks, ou comme à la manufacture de caoutchouc Tréougolnik où, le 8 novembre, j'ai été témoin de la façon dont Maria Spiridonova déversa des tombereaux d'infâmes calomnies sur les mêmes bolcheviks.

Le 20 novembre, nous n'avons pas non plus remporté facilement la victoire, le camarade Prokhorov et moi, à une réunion d'un millier de personnes à l'usine de préparations médicales des armées. Ces entreprises-là s'étaient remplies durant la guerre d'éléments petit-bourgeois qui n'avaient guère baigné en milieu prolétarien, et ont longtemps encore adopté une position hésitante, nous forçant à rester vigilants. Je me souviens que Serge Prokhorov s'indignait de l'attitude des « ouvriers » en tout genre et prédisait que la dictature du prolétariat devrait conquérir ce public-là à la force des baïonnettes.

## Le culot de proposer qu'on reprenne la guerre !

Outre des dizaines de meetings, je devais en même temps faire un travail assez important de propagande chez les ouvriers. En quatre mois, j'ai tenu jusqu'à vingt-six conférences dans les clubs

et les écoles du parti, le plus souvent sur des problèmes économiques, mais aussi sur des thèmes tels que « la Constituante », « la dictature du prolétariat », etc. J'ai gardé un souvenir particulier des discussions que j'ai eues sur la question agraire au club du comité de district de Peterhof, au-delà de la barrière Narvskaja.

Durant cette même période, j'intervins dans de nombreux meetings de soldats, dans les régiments de Petrograd, de Moscou et d'ailleurs. C'est seulement dans le régiment Semenovski que j'ai eu affaire, le 26 janvier, à quelques récidives des attitudes défensives. D'une manière générale, les unités militaires se tenaient fermement en faveur des bolcheviks, et nous recevions également un soutien amical sur des questions telles que la dissolution de l'Assemblée constituante ou sur les problèmes de politique internationale.

Particulièrement significatif, à mon avis, est le meeting que j'ai tenu le 9 décembre avec les soldats artilleurs qui rentraient des premières lignes du front (quatre batteries de la 36<sup>e</sup> compagnie). Au début, les soldats endurcis dans les combats écoutèrent attentivement les deux rapporteurs qui exposaient objectivement leurs programmes.

Mais quand mon contradicteur, le S.-R. Zeiman, tenta de critiquer violemment les thèses que je défendais contre la guerre impérialiste, contre la guerre révolutionnaire et pour la paix, les soldats l'empêchèrent de continuer et faillirent le chasser de la tribune. « Non, déclarèrent-ils, *personne n'aura le culot de proposer qu'on reprenne la guerre sous quelque forme que ce soit.* »

## Le comité de Petrograd contre la funeste paix de Brest-Litovsk

On débattait également à l'intérieur du parti du problème de la liquidation de la guerre, qui prit par la suite la forme concrète de la discussion autour de la funeste paix de Brest-Litovsk. A partir de la fin novembre, nos rapports sur les événements courants furent recentrés sur

la question « *du combat pour la paix et de la guerre révolutionnaire* ». A ce sujet, j'eus à faire une série de discours dans les assemblées du parti du I<sup>er</sup> district et des districts de Vyborg, de l'île Vassilievski et de Petrograd.

Au début, la position du comité de Petrograd s'établit nettement en faveur du point de vue des camarades Radek-Boukharine. Oui, on peut dire que la grande majorité des membres de l'organisation de Petrograd était sur cette position.

Je me souviens que le 28 décembre 1917, à l'une des réunions du comité de Petrograd, après un rapport du camarade Ia. G. Fenigstein sur la politique pacifique je me suis prononcé contre la possibilité d'une guerre révolutionnaire contre l'impérialisme (par la suite, sous la pression des arguments de mes camarades, j'ai également changé d'avis pendant un certain temps), mais je n'ai reçu l'assentiment de personne. Néanmoins, malgré la position prise par le comité de Petrograd sur cette question, les rapporteurs jouissaient là où ils intervenaient d'une totale liberté dans le choix de leur orientation.

## La majorité pour Boukharine

Le discours du camarade Boukharine du 18 janvier 1918 lors de la séance élargie du comité de Petrograd joua un grand rôle dans la diffusion du point de vue du communisme de gauche dans l'organisation de Petrograd ; l'assemblée adopta ses thèses sur « la guerre et le moment présent » (*O momente v svjazi s vojnoj*) qui défendaient l'idée que « *la signature d'une paix séparée, étant une capitulation indécente devant les éléments petit-bourgeois de notre pays, se solderait inmanquablement par l'effondrement total de la dictature du prolétariat* ».

Le point de vue de l'organisation de Petrograd évolua très rapidement. C'est dans le district de Petrograd que je pus observer au plus près cette évolution, ayant été élu membre de son comité à la mi-novembre. A la fin de janvier, les militants et les organisateurs du district dé-

fendaient déjà tous le point de vue de la guerre révolutionnaire. Mais au bout d'un certain temps, il se produisit un tournant auquel contribua fortement l'offensive des Allemands du 18 février sur la Dvina ; ce fait fut à la base de l'abandon progressif des idées partagées antérieurement par la majorité des militants du parti. Néanmoins, la quatrième conférence de l'ensemble des districts de la ville, réunie après cet événement, était encore sur la position « de gauche ».

Comme membre de la conférence, j'avais la possibilité d'observer l'état d'esprit général qui régnait ces jours-là parmi les militants de Petrograd, encore fermement accrochés à l'ancienne position intransigeante « *contre la paix et contre tout accord avec l'impérialisme* ».

Il est vrai que parmi les membres du comité de Petrograd lui-même, de nombreux camarades, par exemple les camarades Volodarski et Latsis, évoluaient de plus en plus résolument vers la position correcte « de Brest » ; mais la majorité du comité de Pétrograd et des militants des districts restèrent encore un certain temps, pour ainsi dire par inertie, sur l'ancienne position. Entre-temps, on sentait un changement dans les masses, qui ne pouvait pas ne pas conduire ultérieurement à une modification d'orientation des organes dirigeants, qui serait formalisée lors de la conférence extraordinaire de tous les districts réélue au comité de Petrograd.

## Le parti au bord de la scission

A ce sujet, il faut s'arrêter sur un événement décisif qui détermina définitivement notre point de vue et dont je fus témoin, au VII<sup>e</sup> Congrès du parti.

J'ai gardé un souvenir particulier de la séance du matin du 8 mars où eut lieu entre les camarades Boukharine et Lénine le combat final, au cours duquel la justesse des idées de celui-ci apparut avec une clarté stupéfiante aux yeux du parti. L'atmosphère de ce congrès est inoubliable, le parti était au bord d'une scission qui aurait été catastrophique, mais on voyait en même temps qu'une élaboration de trois mois, extraordinairement

intense dans la conscience collective du parti sur les problèmes qui devaient être résolus, avait surtout contribué à renforcer sa véritable unité et, sans détériorer les relations personnelles entre ses dirigeants, l'avait par là même armé pour combattre collectivement la contre-révolution.

## La conclusion oubliée du discours de Lénine

Je profite de l'occasion pour retransmettre ici, d'après mes notes fragmentaires, la fin du discours de Lénine qui manque curieusement dans le sténogramme du congrès et qui présente à mon sens un grand intérêt. Dans le rapport sténographique du VII<sup>e</sup> Congrès, édité par la Commission d'histoire de la révolution d'Octobre et du PCR(b), Editions d'Etat, 1923, le discours de clôture de Lénine se termine sur la phrase : « *Nos désaccords disparaîtront tous dès le moment où nous reconnâtrons cette tactique.* » Dans mes notes, il y a encore ceci : « *Au moment où l'armée est malade, il faut la soigner, même par la paix la plus infâme. Nous ne pourrions accepter la guerre que lorsque s'amélioreront ses conditions pour nous ou lorsque nous ne pourrions pas ne pas l'accepter... L'impérialisme allemand s'enlisera en Ukraine (la raspoutitsa, etc.), en Finlande et en France. L'impérialisme japonais est plus inquiétant. Et alors nous serons peut-être obligés de conclure une série de traités très déshonorants avec l'impérialisme franco-anglais, l'Amérique, le Japon, etc., partout pour respirer et gagner du temps.* »

Je me souviens de la curieuse conclusion de la séance, où tous les participants s'engagèrent à garder le secret sur la résolution adoptée qui envisageait la possibilité d'une lutte révolutionnaire avec l'impérialisme allemand.

Pour conclure, je m'arrêterai encore brièvement sur certains meetings que j'ai tenus en février. Il faut d'abord remarquer que la période des discussions sur la paix de Brest a eu des conséquences sur l'armement de la révolution. C'est la période où l'on a commencé à organiser nos forces militaires sur de nouvelles bases. Le 19 février, en tant qu'agitateur, j'ai eu l'occasion de mettre en valeur

cette grande cause, dans un discours de bienvenue, au nom du comité de Petrograd, lors de l'ouverture du premier club de l'Armée rouge qui réunissait les premiers volontaires, représentant la base de la puissante armée de l'Etat prolétarien.

## Murmures de mécontentement...

La date du 23 février 1918, anniversaire du début de la révolution de Février, est inscrite dans mon journal car je suis intervenu dans deux meetings à la maison du peuple. Le matin du même jour, j'ai participé à deux assemblées dans l'usine de tuyauterie ; la première était une réunion des militants du parti, particulièrement animée, la seconde, une réunion des ouvriers de l'usine montrant au contraire un grand découragement des masses sans-parti, qui se manifestait par des murmures de mécontentement dus, bien sûr, à la dégradation de la situation économique et aux difficultés extérieures (le risque d'une nouvelle guerre). Cet état d'esprit est à mon avis assez caracté-

ristique de la grande masse des ouvriers de Petrograd au cours de ces journées où les groupes les moins conscients du prolétariat étaient alors hésitants. J'ai gardé la même impression du meeting des ateliers des locomotives de l'usine Aleksandrovski le 27 février.

Lors de ces journées difficiles, le parti ne s'est jamais départi de sa tenue et de son énergie, mais il dut fournir beaucoup d'efforts pour restaurer la volonté et le courage des masses ouvrières qui étaient épuisées par la longue attente d'avant Octobre et qui manifestaient parfois leur impatience dans leur exigence d'une rapide amélioration de leur situation.

L'expérience ultérieure des privations et des luttes, des années de faim et de guerre montra cependant que les ouvriers de Petrograd étaient capables d'endurer des épreuves encore plus grandes. En réalité, ce n'est qu'au bout de plusieurs années que le prolétariat put définitivement passer à la construction pacifique et recueillir les fruits des épreuves révolutionnaires précédentes.

**Fiodor N. Dingelstedt**  
*Krasnaja Letopis*, 22(1), 1927

# **Le contrôle ouvrier vu par un adversaire**

## **(Notes d'un ingénieur, Kiev, juin 1918)**

**Ce document a été trouvé au hasard de recherches menées aux Archives d'Etat d'Ukraine. Il émane de la municipalité de Kiev, à un moment où l'Ukraine est occupée par les troupes allemandes et dirigée par leur fantoche, le très réactionnaire « hetman » Skoropadski. La municipalité a commandé un rapport sur l'approvisionnement en combustible des entreprises municipales (1). L'ingénieur qui le rédige — resté anonyme — s'étend surtout sur ce qu'il estime être la cause de la ruine économique du pays : le contrôle ouvrier. Si le dénigrement de la révolution auquel il se livre n'a rien d'original, il apparaît bien comme la conséquence directe de l'humiliation ressentie par un cadre dont l'autorité est contestée par les travailleurs dans l'entreprise même. Le texte donne aussi une idée des effets de la révolution dans le domaine du droit du travail, y compris dans des zones que les rouges ne contrôlaient plus.**

---

(1) TsDAVO Ukraïny, fonds 4164, inventaire 1, dossier 1 : « *Kievskaïa gorodskaiâ uprava, doklady po voprosu vykupa topliva predpriatiami Kievskoï gorodskoï upravı* », juin 1918, pp. 10-12.

En mai 1917, à l'instigation du présidium du Comité de répartition des matériaux (créé par le gouvernement au moment de la guerre [2]), se tint un congrès des représentants des industriels et des comités ouvriers qui établit pour la première fois un salaire minimum pour les différentes catégories professionnelles de personnel. Mais les représentants des ouvriers se dirent insatisfaits des augmentations proposées par les industriels et quittèrent la réunion. Dans certaines fonderies, des résolutions successives sur les salaires furent adoptées par les réunions d'ouvriers et prirent effet, mais elles furent rejetées à Ekaterinoslav (3) et à Khar'kov.

Au cours de l'été, les comités ouvriers prirent en main la direction des coopératives, dont l'importance avait sensiblement augmenté pendant la guerre car elles s'occupaient du ravitaillement des ouvriers. Les assemblées générales d'ouvriers manifestèrent leur désaccord avec l'administration mixte et mandatèrent leurs comités pour prendre en main eux-mêmes la direction des affaires. Des sommes allouées aux travaux (sommées importantes à certains endroits) furent perdues à cause d'une gestion imprudente et malhonnête.

Dans les faits, les ingénieurs et les contremaîtres étaient de plus en plus réduits au rôle de figurants. Tel, qui s'était autrefois créé une inimitié, devait quitter son poste. De même, une « orientation contre-révolutionnaire » était souvent un motif suffisant pour que l'assemblée des ouvriers renvoie un chef. Un employé récemment embauché devait solliciter l'approbation du comité ouvrier pour occuper sa fonction. Les plus petits incidents de production faisaient l'objet d'interminables discussions au comité ou en assemblée générale. Les décisions prises restaient lettre morte et la direction devait ensuite se justifier de nouveau. Les institutions nouvelles n'étaient pas capables de mettre en application leurs propres résolutions.

Sous le règne des bolcheviks, à partir du début novembre 1917, la démocratisation des entreprises franchit un pas supplémentaire. Un décret de Lénine or-

donnait la création de comités de surveillance dans les entreprises et les usines. Ces comités n'étaient composés que d'ouvriers, ils avaient compétence dans toutes les questions de production, ils avaient tout pouvoir sur les achats et les ventes et ils réclamèrent et obtinrent le droit de contester n'importe quel document émanant de l'entreprise. La lutte pour le contrôle de la caisse ouvrière (4) se poursuivit. Elle entraînait plus ou moins de conséquences en fonction de la personnalité du directeur et des conditions locales.

Un historien de l'avenir s'occupera de décrire la suite de la révolution russe. Un contemporain n'y voit quant à lui aucune idée élevée, aucune défense des véritables droits de l'homme. La révolution se présente uniquement et exclusivement par le mot d'ordre : « *Donne !* », « *Donne la terre aux paysans, donne l'usine aux ouvriers !* » Mais personne ne voulait rien savoir des nouvelles obligations liées à l'obtention de nouveaux droits. Les champs ne furent pas labourés et le travail s'arrêta dans les usines. Le salaire prévu était toujours versé et la perte de temps ne connut plus de limite. On créait de moins en moins de richesses alors qu'on imprimait de plus en plus de monnaie. Donc, comme dans un pays à l'arrêt, il y avait plus d'argent que de marchandises, la valeur de la monnaie a chuté et les prix ont augmenté toujours plus ; et on n'en verra pas la fin tant que la vie économique du pays n'aura pas repris son cours antérieur.

[L'auteur cite en exemple la production de charbon dans le Donbass. Alors qu'elle est tombée de 1 358 000 tonnes en septembre 1917 à 491 000 tonnes en janvier 1918, les organisations ouvrières ont continué à exiger le paiement des salaires, réclamant la nationalisation des entreprises en cas de cessation de paiement.]

Les assemblées générales ouvrières décidèrent donc dans chaque entreprise et chaque usine de déclarer la « nationa-

(2) Gouvernement tsariste à l'époque (NDT).

(3) Aujourd'hui Dnepropetrovsk (NDT).

(4) Il s'agit de la caisse d'assurance sociale, couvrant maladie et vieillesse (NDT).

lisation ». Mais dans la plupart des cas, il n'y avait personne de capable de mettre la décision en œuvre. Dans quelques entreprises, le comité de surveillance dirigeait de pair avec la véritable direction ; dans d'autres, des ouvriers avaient été proclamés membres du conseil d'inspection, mais ils n'y exerçaient pas la moindre influence. Il n'y eut véritablement de spoliation de propriété que là où le gouvernement de Petrograd (5) avait envoyé des représentants spéciaux.

Le pouvoir des bolcheviks laissa une convention collective interprofessionnelle comme cadeau d'adieu. Après une controverse de plusieurs mois entre la fédération des métallurgistes et le syndicat des industriels, cette convention fut signée sous la pression du gouvernement, à Petrograd le 16 mars 1918.

*[L'auteur reproche à cette convention d'avoir établi une grille salariale qui ne reconnaît pas et écrase les différents niveaux de responsabilité.]*

Lénine lui-même a reconnu que la négation des différences entre employés n'était pas juste et qu'il devait y avoir à la tête des entreprises industrielles des gens dont la formation correspondait à leur fonction. Dans son dernier décret, il

revient sur la situation de récession et ordonne de rétablir les anciens directeurs des organismes d'Etat et de l'industrie pour que « *l'économie ne perde pas de nouveaux milliards* » ; c'est significatif de l'ampleur du désordre que les conceptions bolcheviques ont semé dans le monde du travail.

Bien que la majorité des ouvriers se soit convaincue que l'affaiblissement des organismes de direction dans tout le pays avait conduit à la ruine et avait rendu la vie des ouvriers insupportable, la terreur de l'année précédente n'a pas disparu pour autant. Pour relancer la production et les usines, il faut avant tout remettre en ordre la législation ouvrière qui se décide actuellement au comité ouvrier composé de huit représentants du gouvernement ministériel (6), des industriels et des ouvriers. On ne pourra espérer un retour à des relations saines que lorsqu'une base juridique sera établie pour une répartition équitable des droits et devoirs.

(5) C'est-à-dire le Conseil des commissaires du peuple bolcheviques (NDT).

(6) C'est-à-dire le gouvernement « ukrainien » contre-révolutionnaire et pro-allemand (NDT).



## Marcel Martinet et Romain Rolland : deux écrivains pacifistes face à la révolution russe

# Itinéraires croisés

### Un recueil d'hommages à Marcel Martinet en 1936

**L**a revue animée par l'instituteur pacifiste Maurice Wullens, *Les Humbles*, a consacré au premier trimestre de 1936 un numéro spécial d'hommage au poète révolutionnaire Marcel Martinet, l'auteur des *Temps Maudits* (1).

On peut y lire des témoignages fort divers : pour le Hongrois Andréas Latzko, engagé sur le front autrichien, et Stefan Zweig, l'écrivain attaché à la fraternité européenne, ces poèmes antimilitaristes qui leur parvinrent dans la nuit de la Première Guerre mondiale étaient un signe d'espoir : la barbarie chauvine n'avait pas tout submergé.

Le surréaliste André Breton saluait en quelques mots la fermeté de caractère du poète. Il avait tenu bon face aux affaissements de l'intelligence et du courage qui avaient jalonné le demi-siècle écoulé : le ralliement de la plupart des intellectuels et des dirigeants du mouvement ouvrier aux gouvernements d'union sacrée, puis la marche irrésistible vers les fronts populaires qui paraissait devoir abolir tout esprit critique devant les réalités de l'URSS stalinienne.

On peut y lire aussi une page surprenante de Trotsky, habituellement plus prodigue de critiques que de jugements chaleureux. Il avait rencontré Martinet pour la première fois dans les locaux de *La Vie ouvrière* en novembre 1914 ; exilé à Paris, il découvrait, quai de Jemmapes, Martinet, Monatte, Rosmer, une poignée de syndicalistes révolutionnaires restés fidèles à l'internationalisme prolétarien. Il élargit leur vision de l'avenir, leur traça des perspectives révolutionnaires à l'échelle de l'Europe, seules susceptibles

d'en finir avec la guerre. Martinet écoutait, silencieux, par modestie ou parce qu'il était moins engagé que Monatte et Rosmer dans la bataille syndicale. Néanmoins, il a retenu dès cet instant l'attention de Trotsky : « *L'air contemplatif de l'artiste se réchauffait de la flamme cachée du rebelle [...]. Involontairement l'on avait envie de se faire plus proche de cet homme, de mériter sa confiance et son amitié.* »

Monatte, dans ce même numéro, confirme l'importance de cette rencontre : « *Pour résister à tous les vents, on se serre plus étroitement les uns contre les autres. Une première leur brille. Nous ne sommes pas seuls. Les partis socialistes russes se sont tous prononcés contre la guerre. Peu après, la grande voix de Romain Rolland. Ensuite la venue de Trotsky : "Tout fini, tout perdu ? Allons donc ! Derrière la guerre se profile la révolution. La guerre enfantera la révolution." En attendant, quelques mois plus tard, c'est Zimmerwald.* »

Cette mise en regard de Rolland avec Trotsky figurait déjà en 1918 sous la plume de Martinet lui-même. Le 13 avril, il écrivait dans *La Plèbe*, cet éphémère journal antimilitariste qui succomba sous les coups de la censure inspirée par Clemenceau : « *Au-dessus de la mêlée, c'est notre première lumière avant Zimmerwald ; ce sont ces deux-là, dans la nuit du monde, qui nous ont sauvés du désespoir [...]. La grande flamme russe de Gorki et de Trotsky est née d'eux et d'autres suivront.* » C'était écrit au lendemain d'Octobre 1917.

(1) *Les Temps maudits* ont été édités à Genève en 1917 grâce à la revue *Demain* que soutenait Romain Rolland, et réédités chez Agone en 2004. Ce numéro d'hommage des *Humbles* est consultable au Cermtri.

## Confrontation entre l'auteur d'*Au-dessus de la mêlée* et le poète antimilitariste

Pour nos lecteurs qui jugent incongru ce rapprochement entre le romancier (bien oublié aujourd'hui) et le premier des compagnons de Lénine, il est utile de revenir sur ces années sombres de la Première Guerre mondiale : c'est en 1915 que Martinet achève ses *Temps Maudits*, pour lesquels il sollicite une préface de Romain Rolland afin que son cri de révolte atteigne un public élargi. Rolland, l'auteur célèbre de *Jean Christophe*, reçoit le prix Nobel de littérature en 1916. Il vit en Suisse à l'abri de la censure française. Il publie *Au-dessus de la mêlée* en septembre 1914 dans le *Journal de Genève*, ce qui lui vaut une estime considérable chez ces hommes, fort peu nombreux, restés fidèles à leur engagement d'avant 1914, internationaliste ou pacifiste. A cette date, Martinet lui voue une admiration éperdue, et il l'exprime dans une correspondance que Rolland a partiellement publiée dans son *Journal de guerre*. Le 24 octobre 1914, il lui écrit : « Monsieur, je vous ai admiré ; vos livres ont été pour moi, dans les heures les plus troubles, les plus desséchées, un cordial toujours sûr [...].

*Tous les révolutionnaires, tous ceux qui parlent et écrivent ont, à l'heure des responsabilités, renié leur pensée et leur âme, déserté leur peuple déjà trahi par l'horreur inévitable des faits [...].*

*Vous seul, Monsieur, vous qui ne vous réclamez pas de la foi révolutionnaire, vous avez fait preuve de courage civique [...]. Il y a beaucoup d'hommes je le sais, j'en suis sûr, qui ne peuvent se joindre, qui sont épouvantés par leur isolement, qui sont désespérés, qui résistent à grand-peine à l'entraînement monstrueux, à qui, de vous avoir su fidèle, a fait du bien ; j'ai pensé qu'il fallait vous le dire. »*

Ces articles en effet rompent l'isolement et nourrissent la résistance au bellicisme : les instituteurs pacifistes les re-

copient et les envoient à leurs proches envoyés au front. C'est pourquoi Martinet minimise l'ampleur des divergences politiques qui les séparent :

*« Vous avez pour tant de nous, isolés, désespérés, presque à bout de colère, libéré notre conscience et la vôtre, confessé notre foi dans l'ensemble, dans sa valeur profonde (souligné par moi) vous m'avez bien aidé à cette reprise de moi [...]. Liebknecht a parlé (comme vous avez parlé, après, vous ; mais vous n'aviez pas les mêmes choses à dire). Et ici apparaît la valeur, la puissance de l'individu ; car cet homme fidèle sauve l'honneur de l'Allemagne, et l'honneur qui m'est plus cher, de l'Internationale » (2).*

Romain Rolland élevait avec courage la protestation d'une conscience individuelle contre la bêtise et la brutalité régnantes qui menaçaient de mort la civilisation européenne, sa littérature, sa musique. Il prenait le risque d'y perdre un nombre significatif de lecteurs (ce qu'il relève dans son journal) et d'attirer sur sa tête les foudres de nombreux intellectuels, et pas seulement de la droite nationaliste : l'historien républicain Aulard fustigera sa « germanophilie déplacée ».

## Un patronage public refusé par l'écrivain tolstoïen

Rolland refusa à plusieurs reprises d'écrire cette préface que Martinet jugeait nécessaire pour donner plus de poids aux vers d'un poète peu connu. Première dérobade le 10 novembre : « Je ne suis pas un homme d'action, je suis un contemplatif. » Il explique « l'inertie du socialisme actuel » par « le manque de fortes personnalités religieuses... apôtres... martyrs... âmes centrales... Il faut de grandes âmes de foi ». Confronté à cette métaphysique fumeuse, Martinet s'obstine, mais en 1916, il doit renoncer à obtenir cette préface tant désirée, et il le prie d'accepter au moins que ses vers lui soient dédiés. Nouveau refus exprimé au nom de Tolstoï, et bien qu'il juge *Les Temps maudits*

(2) Lettre du 20 décembre 1914.

« *l'œuvre la plus émouvante de la guerre* » : « *Pour la vérité de mon attitude qui, pas plus que celle de Tolstoï, n'est révolutionnaire par l'action, mais par l'esprit, non par la violence mais par la libération intérieure [...]. Si nous étions près l'un de l'autre, je vous dirais l'affection et la méfiance, également profondes, que j'ai pour le peuple... livré à ses passions, mais qui sont toujours les passions des autres.* »

Dans ce dialogue de sourds qui s'établit entre le romancier célèbre et le poète qui combat alors avec les instituteurs pacifistes de *l'Ecole de la fédération*, Martinet oppose en vain un appel à la responsabilité individuelle de l'humaniste qui devrait selon lui s'engager aux côtés des vaincus du jour : « *Votre nom, mon cher Rolland, n'est plus un nom individuel ; il est devenu le nom propre de la liberté et de l'humanité dans cette guerre, et c'est le nom vivant de ces grands vaincus invincibles qui sont les vrais héros de mon livre. En dehors de l'aspect de classe qui sans lui serait incomplet, répondrait inexactement de moi, il doit être là.* »

Martinet est-il aveuglé par l'admiration ? Paralysé par son statut de poète débutant ? Il s'obstine et s'attire un nouveau refus qui décrit avec justesse le fossé qui sépare les deux hommes : « *Votre plus beau poème (Tu vas te battre) a la violence d'une poudrière qui explose. Tous les chants brûlent d'indignation et de haine. Je comprends et j'admire en vous cette haine sacrée. Mais je ne la partage pas et je ne puis y souscrire. Toute mon œuvre, tout mon être y répugne. Mon internationalisme ferme, tenace, indestructible, est celui de l'amour et non pas de la haine. Il est sans doute impratique, et plus religieux que réaliste [...]. Le grand Tolstoï ou ses meilleurs disciples ne pourraient pas soussigner un appel à la guerre intérieure* (souligné par moi).

*Les Temps maudits* paraîtront avec cette dédicace si longtemps refusée (Rolland ne s'exprime pas dans son *Journal de guerre* sur les raisons de son revirement. Mais ce dialogue difficile de 1915-1916 donne la mesure exacte du fossé qui sépare, dès cette époque de confusion, l'intellectuel au-dessus de la

mêlée, au-dessus des classes, des nations, et le poète militant en prise avec la réalité des affrontements sociaux : avec les instituteurs pacifistes, Martinet diffuse *Au-dessus de la mêlée* et l'appel de Zimmerwald. Avec Trotsky, il a mesuré la faiblesse de la délégation française à cette première rencontre internationale tout en comprenant qu'il s'agissait d'un premier pas vers le ressaisissement des consciences et des courages.

## Un soutien inconditionnel à la révolution russe

Dès l'annonce de la révolution de février 1917, Martinet s'efforce d'établir pour *l'Ecole de la fédération* la chronique des événements russes, malgré la difficulté de recevoir une information fiable. Dans le magnifique poème *Russie chant de liberté*, daté du 17 mars et dédié au « proscrit » Trotsky, il évoque 1905 : dès cette date, le soulèvement russe a pour lui la dimension d'une révolution, celle qui établira « *la paix sans conquête et sans indemnités* » (3).

A cette date, les socialistes français ne songent qu'à défendre la bourgeoisie française et à conjurer le péril d'une paix séparée. Marcel Cachin et Marius Moutet vont en Russie pour convaincre le gouvernement provisoire d'honorer l'alliance passée entre le tzar et la République française.

A leur retour, ils se disent convertis à la révolution russe, mais Martinet doute de leur sincérité : « *Nous n'avons pas d'illusions sur la conversion de Cachin et de Moutet... sur la valeur de leur internationalisme* » (4). Pour lui, le soviétique de Petrograd (dont il ignore les ambiguïtés) personnifie la Russie révolution-

(3) *L'Ecole de la fédération*, 2 juin 1917. Cité par V. Chambarlhac, p. 302, thèse soutenue en 2000, Université de Bourgogne : *Marcel Martinet un parcours dans la gauche révolutionnaire 1910-1944*. Etude érudite à laquelle cet article doit beaucoup.

(4) Rappelons que Cachin, en 1915, avait convaincu Mussolini de faire campagne pour que l'Italie entre en guerre aux côtés de la France. Ce socialiste était devenu nationaliste ;

naire (5). Le souvenir des liens noués avec Trotsky en 1914-1915, des discussions sur Zimmerwald lui permet de s'orienter dans des événements que la censure et la guerre rendent opaques. C'est pourquoi il polémique le 6 octobre avec le social-démocrate Fritz Adler qui attaque les bolcheviks :

« *Le vrai courage n'est pas de s'incliner devant une majorité résignée à tout sacrifier au principe d'une illusoire unité ou devant les menaces de la majorité. Il s'agit d'oser tous les gestes que dicte la conscience* » (6).

Il se retrouve donc aux côtés des bolcheviks qui vont prendre le pouvoir et d'accord avec Rosa Luxemburg qui saluera le courage de ces hommes qui ont « osé ».

Il mesure l'importance des pourparlers de paix de Brest-Litovsk négociés par Trotsky et juge tous les gouvernements européens solidaires et « *secrètement alliés, non par des chiffons de papier, mais par la réalité de leur nature : mandataires de leurs bourgeoisies* » (7).

Il adhère donc au comité de la III<sup>e</sup> Internationale, né le 8 mai 1919 ; il est membre de sa commission exécutive. Il dénonce, dans *La Vie ouvrière*, l'intervention des Alliés contre la Russie nouvelle : « *Il s'agit d'être pour ou d'être contre... C'est en ce sens que dans la France de la contre-révolution nous sommes pour le bloc révolutionnaire de Russie* » (8).

## Du syndicalisme révolutionnaire à l'adhésion au jeune Parti communiste

Le 17 septembre 1920, il explique, dans *La Vie ouvrière*, que la fidélité à la charte d'Amiens adoptée en 1905, à son programme d'abolition de la propriété privée, implique aujourd'hui une alliance entre le syndicalisme révolutionnaire et le socialisme révolutionnaire afin de défendre la révolution russe et l'indépendance de la classe ouvrière que la majorité confédérale de la CGT, dirigée par Jouhaux, a trahie en France. Il

est pour la scission de la CGT, conformément à la perspective dessinée à Moscou en faveur de l'Internationale syndicale rouge. Le congrès de Tours décide à la majorité de fonder la section française de l'Internationale communiste (SFIC), appelée plus tard Parti communiste français. Dans l'article qu'il écrit le 21 janvier 1921, il répond positivement à la question posée dans le titre : « *Faut-il entrer au parti ?* » Il rejoint ainsi ces milliers de jeunes hommes dont la vie a été meurtrie par la guerre et qui tournent le dos à la « vieille maison » SFIO.

Pour un syndicaliste révolutionnaire viscéralement méfiant envers toute structure de parti, il s'agit d'un saut qualitatif que seul le prestige de la révolution russe, de ce jeune Etat qui a sacrifié le quart de son territoire pour répondre à l'attente de ses paysans-soldats, et, de façon plus personnalisée, la confiance en Trotsky peuvent expliquer. Il adhère à la SFIC en janvier 1921, tandis que son ami Monatte diffèrera son ralliement jusqu'en 1923. De 1921 à 1923, il dirige la chronique littéraire de *L'Humanité*, tâche aussi politique que proprement artistique.

## Premières polémiques avec Romain Rolland 1920-1922

Romain Rolland a sans doute rêvé de poursuivre au-delà de la guerre son rôle de mentor auprès de la nébuleuse pacifiste qui le vénérât depuis *Au-dessus de la mêlée*. Il conçoit le projet de créer une internationale de l'esprit qui rassemblerait l'élite intellectuelle européenne en dehors de toute préoccupation politique. Il signe donc en janvier 1920, dans le numéro 9 de la revue *Clarté* qu'anime Barbusse, un manifeste pour un rassemblement des écrivains sur un programme politique passablement flou : cette internationale d'un nouveau genre défendrait la liberté d'expression des intellectuels

(5) *L'Ecole de la fédération*, 23 juin 1917.

(6) *L'Ecole de la fédération*, 6 octobre 1917.

(7) *L'Ecole de la fédération* 16 février 1918.

(8) *La Vie ouvrière*, 24 septembre 1920, V. Chamberlhac, p. 306.

fidèles « au saint amour de la patrie » tout en préparant « l'union rêvée des peuples » (9).

Ce manifeste est signé par Georges Duhamel et par Raymond Lefebvre ; ce dernier joue les conciliateurs entre Rolland et un Barbusse réticent qui fait finalement capoter le projet. Le 20 février 1920, Martinet expose dans *La Vie ouvrière* les raisons de son propre refus d'adhérer à cette « internationale intellectuelle » : elle serait inutile sur le plan politique, car il revient à la III<sup>e</sup> Internationale, l'Internationale de l'action, de conduire ce combat en faveur des peuples et de la paix. Elle serait nuisible au plan intellectuel car la liberté de l'esprit se mesure à la qualité des œuvres, elle n'existe que « libre et sans lois »... et sans congrès (10).

Le désaccord s'approfondit en 1922 : Barbusse repose la question de l'engagement de l'intellectuel contre la civilisation capitaliste et ouvre dans *Clarté*, le 1<sup>er</sup> février 1922, une campagne contre le pacifisme idéaliste de Rolland (11).

Au même moment et depuis l'été 1921 jusqu'en mars 1922 à l'heure de son IV<sup>e</sup> Congrès, l'Internationale communiste mène pour son compte un vigoureux combat contre l'opportunisme et les ambiguïtés des dirigeants de sa section française, la SFIC. Elle obtient l'exclusion du journaliste indépendant Henri Fabre, Trotsky polémique contre les droitiers du Parti communiste tels que Georges Pioch, poète et journaliste, Victor Méric, qui dirige la section de la Seine : leur pacifisme sentimental, et leurs dénonciations du prétendu autoritarisme de Moscou (les oukases) et de Souvarine désarment les communistes face à la dictature bourgeoise qu'ils se proposent de renverser (12).

A la polémique de *Clarté* contre le pacifisme tolstoïen, Rolland réplique en interrogeant les intellectuels : la révolution implique-t-elle forcément et légitimement l'usage de la violence ? Il publie leurs réponses en mars 1922 dans une revue bruxelloise, *L'Art libre* (13).

Martinet se sépare alors rudement de ces écrivains dont certains furent ses amis à l'heure du pacifisme indifférencié : le 25 mars 1922, *L'Humanité* publie à la

une, sous le titre *Les intellectuels et la révolution*, un article assassin sur ces idéalistes qui refusent au jeune Etat soviétique le droit de recourir à la force pour défendre la nouvelle société née dans le chaos engendré par quatre années de guerre civile et de blocus. Ces lignes féroces, qui formellement ne visent par Romain Rolland, le frapperont au cœur et ne seront jamais oubliées.

« *Les intellectuels nous laissent en plan comme toujours et partout. Mieux vaut maintenant que plus tard, et tant pis pour eux. Il ne manquera jamais quelques enfants perdus pour demander une place dans les rangs ouvriers. Quant au gros de la troupe, cette internationale de l'esprit que vous vouliez fonder en 1920, Rolland, Duhamel et vous Barbusse, et qui ne prend corps que pour combattre au nom de la liberté les ouvriers luttant pour leur liberté, je n'arrive pas à prendre sa désertion au tragique. Eternels suiveurs mécontents, les intellectuels suivront en maugréant la révolution victorieuse comme ils servent aujourd'hui en grognant la tyrannie bourgeoise* » (14).

## La révolution du cœur contre la révolution pratique ?

Vincent Chamberlhac estime qu'à cette date, Martinet ménageait encore Rolland et ne visait que les « rollandistes ». Rolland se sent néanmoins visé et il publie dans *l'Art libre*, en avril 1922, sa *Lettre aux amis communistes*.

(9) Alain Cuénot, *Clarté 1919-1924*, tome I, p. 88.

(10) Alain Cuénot, *op. cit.*, p. 90.

(11) Alain Cuénot, p. 120.

(12) *Le mouvement communiste en France, 1919-1939*, textes de Trotsky présentés par Pierre Broué, Editions de minuit, 1967.

(13) *Clarté*, dans son n° 14, publiera en 1922 la contribution à ce débat de Mathiez, le grand historien de la révolution française, *L'élite européenne et la terreur*. Mathiez, alors proche du PCF, justifie l'usage de la terreur par les bolcheviks comme il justifie la Terreur organisée par les jacobins en 1793.

(14) V. Chamberlhac, p. 456.

Au nom de l'indépendance de l'esprit, il refuse de soutenir l'Etat issu d'Octobre 1917. « *Croyez-vous donc, mes amis communistes, que ce soit de gaieté de cœur que nous devons déclarer ce qui nous sépare — non de la Révolution (tout homme libre en porte en lui le souffle) — mais de votre révolution, sur laquelle reposaient de si grandes espérances ? [...] Nous défendons contre vous l'indépendance de l'esprit* » (15).

Le poète engagé qui se définit comme syndicaliste communiste depuis janvier 1921 n'est nullement ébranlé par cette rhétorique, il défend avec intransigeance l'Etat né en Octobre (« *il s'agit d'être pour ou d'être contre* ») ainsi que les perspectives tracées par l'Internationale communiste. Il mène alors à l'intérieur du jeune Parti communiste né à Tours un combat pratique contre la droite qui, il y a peu, défendait l'union sacrée et qui, désormais, refuse la tactique du front unique ouvrier adoptée par le IV<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste, à l'heure où toute perspective de révolution européenne immédiate s'éloigne. Avec Rosmer et Souvarine, il incarne la gauche dans la SFIC, totalement, sincèrement gagnée aux perspectives dessinées à Moscou. Il défend donc la tactique du front unique tout en retournant contre Rolland l'argument des « forces spirituelles » : « *La tactique du front unique est née précisément de l'observation des forces spirituelles du mouvement ouvrier dans les circonstances présentes !* » (16) »

Touché au vif, Rolland reviendra en 1935 sur cette polémique dans *Quinze ans de combat*. Loin d'en préciser l'enjeu politique, il la présentera comme un affrontement de caractères, saluera la maîtrise de soi de Barbusse qui sut mener la discussion avec sérénité.

Martinet, au contraire, « *cœur passionné... blessant, presque insultant pour l'adversaire... déprécie dédaigneusement les arguments des intellectuels... semble trouver une joie colérique à briser... régent rigide de la foi communiste, [il] est le plus énergique à soutenir l'acceptation absolue de la plus totale solidarité avec la Révolution, avec sa misère, avec ses fautes* » (17).

## Il n'est pas de guerre juste

A l'intellectuel qui campe au-dessus de la mêlée, Martinet oppose dès 1921-1922 les arguments d'un combattant révolutionnaire. Il a écrit dans *L'Humanité* (23 octobre 1921) : « *Les Russes ont fait ce qu'ils ont pu. Sur la manière dont ils l'ont fait, les révolutionnaires de tout autre pays seraient mal venus de leur donner des leçons tant qu'ils n'en auront pas fait autant. Nous pouvons au contraire demander des renseignements à leur expérience, et cela ne signifie nullement qu'il faille les copier* » (18).

L'homme qui a partagé un court moment le combat de Trotsky contre l'union sacrée se donne le droit de parler d'égal à égal aux dirigeants de la seule révolution victorieuse en Europe ; le syndicaliste révolutionnaire écoute attentivement comme Rosmer les arguments des bolcheviks, ce qui ne signifie nullement qu'il soit prêt à renier ses convictions de syndicaliste révolutionnaire afin d'exécuter des consignes formulées par des bureaucrates ou des ralliés de la dernière heure.

Comment concilier son pacifisme viscéral et la solidarité avec la révolution assiégée ? Dans *L'Humanité* (20 mars 1922), il réaffirme que « *la révolution peut seule tuer la guerre* », ce qui l'éloigne sans retour du pacifisme sentimental incarné par ceux qui, comme Georges Pioch ou Victor Méric, sont entrés à la SFIC et y incarnent le courant droitier. Dans ce même article, il met provisoirement un point final à ses réflexions sur les rapports entre guerre et révolution : « *Il n'est pas de guerre juste parce que la guerre tue. Nous savons aussi que dans la société contemporaine tout est guerre, le choix n'est pas entre la guerre et la paix, mais entre une guerre et une autre guerre, entre la guerre et la révolution* » (19).

(15) V. Chambarlhac, p. 456, lettre reproduite p. XIV de l'introduction à *Quinze ans de combat*, publié par Europe, en 1935.

(16) *L'Humanité*, 27 avril 1922.

(17) *Quinze ans de combat*, introduction, p. XXIV.

(18) V. Chambarlhac, p. 420.

(19) V. Chambarlhac, p. 434.

## Martinet a “dépassé moralement” Rolland

C'est en ces termes que Trotsky saluait dans *L'Humanité* (7 octobre 1922) la qualité littéraire et politique de *La Nuit*, cette pièce de théâtre que Martinet avait achevée en juillet 1919 (20). Elle fut jouée en Russie dès 1922 dans une « adaptation » russe propagandiste qui la dépouillait de son pessimisme initial, et mise en scène par Meyerhold.

Dans cet article, Trotsky saluait l'écrivain et le militant qui incarnait à ses yeux la greffe apparemment réussie du syndicalisme révolutionnaire sur le jeune Parti communiste français qu'il encourageait et morigénait depuis juillet 1921 afin qu'il dépouille le vieil homme opportuniste.

*« Il est un communiste formé à l'école du groupe syndicaliste de La Vie ouvrière, c'est-à-dire à bonne école. Comme artiste, Marcel Martinet est passé à l'école non moins bonne de Romain Rolland [...]. Mais si Martinet a été à l'école de Rolland, il a dépassé moralement cette école. C'est ce qui lui a permis de devenir communiste... Il ne se place pas au-dessus de la mêlée. »*

Revenant en conclusion sur la tonalité de la pièce de théâtre, il précisait : *la Nuit peut paraître inspirée par le pessimisme, presque par le désespoir... En réalité elle est dictée par une inquiétude profonde, par une légitime alarme. La France est vidée de son sang... En un temps comme celui-là, les mois comptent pour des années. »*

Cette oburgation à se hâter afin qu'une avant-garde se consolide avant d'affronter une situation révolutionnaire exprimait l'impatience des dirigeants bolcheviques : depuis 1919, ils attendaient avec anxiété l'éclatement de la révolution en Allemagne ou en France. Monatte allait entendre cet appel et adhérer à la SFIC en avril 1923 : la démission du secrétaire général, le droitier « social-patriote » Frossard, le 1<sup>er</sup> janvier 1923, lui paraissait annoncer un nouveau cours.

La France « vidée de son sang » n'avait pas de temps à perdre en rêveries sentimentales à la manière des Rolland

(qui va bientôt exalter la non-violence de Gandhi), des Méric ou des Georges Pioch nommément désignés dans l'article de Trotsky : ces pacifistes désertent le combat politique. Trotsky commentait la pièce de théâtre de Martinet en relation avec le combat qu'il avait mené avec l'exécutif de l'Internationale communiste contre la droite de la SFIC. Ce faisant, il donnait une tout autre ampleur à la polémique que Martinet avait menée en France contre Rolland et ses amis.

## Des années de retraite forcée

Dès 1923, Martinet subit les premières attaques du diabète qui l'obligent à de fréquentes hospitalisations ; il cesse de tenir la chronique littéraire de *L'Humanité* en décembre 1923. Fin 1924, il écrit à son ami Lacoste : *« Je suis loin de tout. »* La prétendue « bolchevisation » du PCF menée à la trique par le couple Treint-Girault sous la direction du président de l'Internationale communiste, Zinoviev, l'éloigne moralement du Parti communiste : il ne paie plus ses cotisations depuis 1923.

Il ne commente pas les exclusions qui frappent ses amis Monatte et Rosmer : ils ont dénoncé publiquement dans *La Vie ouvrière* (22 novembre 1924) la bureaucratisation qui s'opère sous la férule du « capitaine » Treint. Il ne participe pas aux efforts de ceux qui tentent de relayer en France les critiques de Trotsky à l'égard des méthodes bureaucratiques qui ravagent le parti russe passé aux mains des apparatchiks sélectionnés par le secrétaire général Staline.

On sait ce qu'il pense de cette dénaturation des partis communistes tant en France qu'en Russie, mais il ne l'exprime pas publiquement. Il écrit à Lacoste, le 8 décembre 1924 : *« Le parti russe a compris qu'il ne pouvait plus miser sur la révolution internationale et que pour longtemps il fallait une politique inté-*

(20) Ce « drame du prolétariat français » sera rejoué en URSS en 1923 à l'occasion du V<sup>e</sup> Congrès et dédié à Trotsky ainsi qu'à l'Armée rouge, il ne sera pas joué en France avant 1927...

rieure et extérieure d'attente. Lénine contre ses suiveurs s'était rapproché de Trotsky parce que la vraie grandeur attire la vraie grandeur... Trotsky est assez grand (esprit et caractère) pour avaler sans broncher tous les crapauds, mais le gâchis existe. Dans ces conditions, l'internationale a besoin à la tête des partis nationaux de *domestiques* (souligné par moi) disant toujours oui pourvu qu'on les flatte. Je n'ai plus rien à faire là » (21).

## Le temps d'Europe : un rapprochement entre Martinet et Romain Rolland ?

En 1925, Martinet est devenu lecteur chez Rieder ; il se replie sur le travail critique littéraire. Grâce à son ami Jean-Richard Bloch, il entre en relation avec la revue *Europe* et il renoue avec Romain Rolland une correspondance que la polémique de 1922 avait distendue. Il estime, comme Rolland qui patronne cette revue, qu'il faut ouvrir aux intellectuels antifascistes italiens les colonnes d'*Europe* « pour sauver les hommes qu'on tue, pour aider à sauver la civilisation et parce qu'il ne faut pas laisser la tâche aux seuls "hurluberlus du communisme" ».

Dans les *Cahiers de la fédération balkanique* qui publient un « appel contre la terreur blanche en Bulgarie et dans les Balkans », sa signature côtoie celles de Rolland et d'autres : Bazalgette, Duhamel, Barbusse, Longuet, Mathiez, Victor Basch.

Il signe en juillet 1925 comme pacifiste (et avec des réserves formulées en privé pour son ami Bloch) l'appel aux intellectuels lancé par Barbusse contre l'intervention française au Maroc rifain. Rolland, lui aussi signataire, exprime publiquement dans *Clarté* son inquiétude devant ces « forces déchaînées » en Asie et en Afrique par la « cupidité » des impérialismes européens ; il redoute que l'islam « dérive vers l'Occident la fureur du guépier » (22).

La page de son engagement communiste est-elle définitivement tournée ? Va-t-il se replier sur une position huma-

niste et pacifiste et se contenter de signer des pétitions ?

L'article « Contre le courant », d'abord publié dans *Europe* le 15 mai 1926 et repris dans *La Révolution prolétarienne* le 19 juillet suivant, prouve qu'il approfondit sa réflexion sur son expérience avec les « bolchevisateurs ». Il porte un jugement sévère sur la SFIC : les pacifistes de 1914 n'ont pas réussi à passer le relais à la génération suivante ; ils l'ont parée de toutes les vertus du seul fait qu'elle sortait des tranchées, et ils ont négligé les tâches d'organisation et d'éducation. La « violence verbale constamment tendue avec compromis et reculs constants », c'était une « contre-*façon de blanquisme avec des bases économiques apparentes* ». Il règne dans le mouvement ouvrier français un « esprit de caserne » et on y méprise le peuple.

Les premiers responsables de cette situation sont, à son avis, les Russes, « apprentis sorciers de la révolution » qui sont devenus ensuite des politiciens semblables aux autres, l'Internationale communiste ayant « une conception militaire de pions sur l'échiquier ». Il juge aussi sévèrement le rapprochement initié par Clarté entre révolutionnaires et surréalistes : l'homme qui a exalté le projet d'éducation populaire d'Albert Thierry ne voit que provocations et snobisme dans les expériences surréalistes, ces « casseurs de vaisselles littéraires » !

Sa première dénonciation publique de la SFIC s'inscrit aussi dans une rapide analyse de la situation internationale : « Persuadés que la partie était perdue » en Europe, les Soviétiques ont misé dans l'immédiat sur l'Orient, les colonies ; il était bon d'anticiper sur les évolutions futures ; « les plaies secrètes » peuvent offrir des possibilités d'expansion à la révolution. Mais « le corollaire était moins bon : rien à faire avec l'Occident donc l'abandonner » (23).

Il fustige avec esprit « la vanité mal-faisante des snobs de la révolution », mais il ne pousse pas plus loin l'ana-

(21) Cité par Nicole Racine, *Les Amis de Marcel Martinet*, bulletin n° 5.

(22) Alain Cuénot, *op. cit.*, pp. 39 et 34.

(23) Cité par V. Chambarlhac, p. 535.

lyse. Or *Europe* se veut alors strictement littéraire, et la diatribe passionnée de Martinet n'y suscitera aucun débat, tandis qu'elle lui attirera les commentaires venimeux de Gaston Monmousseau dans *La Vie ouvrière* et ceux de Marcel Fourier dans *Clarté*, qui pourfend sans le nommer, « *cette méprisable sorte de petits bourgeois révolutionnaires à bon compte* ». C'est donc un « *coup d'éclat avorté* », estime son biographe, Vincent Chamberlhac. Seule *La Révolution prolétarienne* l'accueille chaleureusement, comme si Monatte fêtait le retour de l'enfant prodigue !

Il ne paraît pas avoir été convaincu par les analyses de Trotsky sur le lien entre la bureaucratisation qui progresse à pas de géant en URSS et la politique extérieure qui sacrifie les opportunités révolutionnaires, par exemple en Chine. En octobre 1925, il jugeait « *droit, clair intelligent* » l'article de Maurice Paz consacré à la guerre du Rif publié par *L'Humanité* (17 octobre), mais il se tiendra à l'écart de la revue *Contre le courant* animée en 1927 par les époux Paz, Lucie Colliard et Fernand Loriot, qui tenteront de donner un écho français au combat de Trotsky contre la politique stalinienne.

Interrogé par Bloch en 1929 sur *La Vérité* (dont Rosmer est le rédacteur en chef), il répond qu'il s'est abonné à la revue, mais ajoute : « *Je reste beaucoup plus proche de Monatte et de La Révolution prolétarienne où bat le sang ouvrier dont je peux entendre les pulsations.* »

C'est donc la fin sans retour de son expérience de parti. De nouvelles attaques du diabète expliquent partiellement le silence de plusieurs années qui va suivre.

Mais remarquons que Martinet a fait un choix : tandis qu'il se tait sur les exclusions dont ses amis sont victimes, et sur le choix politique de Rosmer, il revient à son « *métier* » de poète, écrit *Eux et moi, chants de l'identité* (qui n'auront qu'une publication posthume), *Chants du passager* parus chez Corrèa en 1934, *Culture prolétarienne*, publié par la Librairie du travail en 1935.

## L'affaire Victor Serge 1933-1935 : où va la révolution russe ?

Victor Serge, ce militant anarchiste rallié au bolchevisme, a défendu à Leningrad les thèses de l'Opposition de gauche pour préserver la démocratie ouvrière, malgré Staline et ses féaux. Il a été arrêté en 1928, relâché, puis condamné à la relégation à Orenbourg, dans le lointain Oural, en 1933. C'est alors qu'il envoie à Martinet, Magdeleine et Maurice Paz, Jacques Mesnil une lettre-testament que publie *La Révolution prolétarienne* le 25 mai 1933. Il y dénonce l'Etat russe devenu « *totalitaire, castocratique, absolu, grisé de sa puissance dans lequel l'individu ne compte pas* » (24). C'est un appel à la solidarité ouvrière auquel Martinet répond par une brochure publiée la même année par la Librairie du travail et qui connut un retentissement notable : *Où va la révolution russe ? L'Affaire Victor Serge* fut vendue à 4 900 exemplaires — mais on aurait pu en vendre mille de plus si on avait pu la sortir avant le congrès des instituteurs d'août 1933, regrette Martinet. Malgré son demi-retrait de la vie militante, il reste une référence morale et politique dans certains milieux militants, instituteurs pacifistes, syndicalistes révolutionnaires, ou intellectuels : ceux parmi ces derniers qui vont l'aider dans sa campagne de défense de Victor Serge sont très divers, Henry Poulaille, du groupe des écrivains prolétariens, l'académicien Georges Duhamel, le poète diplomate Saint-John Perse.

Il est en France l'un des pôles majeurs de cette mobilisation qui a rassemblé des hommes « *dissemblables* » mais unis dans la solidarité révolutionnaire, ainsi que l'indiquera Victor Serge en 1936, une fois sorti d'URSS, dans sa lettre de remerciement à Magdeleine Paz (25) : « *Ma libération m'apparaît comme un succès de la solidarité ouvrière*

(24) Victor Serge, *Mémoires*, le club des éditeurs et le Seuil 1957, p. 272.

(25) Datée de Bruxelles, mai 1936.

*acquis par votre inlassable effort. Entre tous, [...] je veux nommer ici quelques hommes et quelques équipes de militants : Jacques Mesnil, avec qui, dès 1921, à Moscou, je partageai certaines inquiétudes ; Marcel Martinet, cher poète de La Nuit, si solide et si lucide sur sa couche de malade, si sûr en amitié, si sûr dans le combat ; les camarades de la Fédération unitaire de l'enseignement, de La Révolution prolétarienne, des Humbles, de La Vérité, de La Critique sociale, du Combat marxiste, les écrivains prolétariens groupés autour de Poulaille. »*

On constate qu'il manque à l'appel, parmi les revues notoires d'intellectuels qui se piquent d'être à gauche, *Europe* alors dirigée par Guéhénno, et patronnée par Romain Rolland, et *Monde* que dirige Barbusse.

## Martinet, le poète et le ferme combattant

On observe aussi que Victor Serge salue en Martinet le poète et le ferme combattant. Les deux hommes ont correspondu depuis le début des années vingt (quand Serge, rallié à la révolution d'Octobre, exerçait des responsabilités dans l'Internationale communiste), jusqu'en 1941, date de son départ pour l'Amérique. Nicole Racine a étudié ces cent dix courriers expédiés par Serge ; on ne connaît pas les réponses de Martinet, détruites ou encore enfouies dans les archives russes. Un tiers de cette correspondance se rapporte à la période de la captivité à Orenbourg de 1933 à 1936 : la bureaucratie stalinienne lui faisait chèrement payer son engagement d'oppositional aux côtés de Trotsky. Malgré l'isolement et la censure, le déporté a eu de trois endroits différents un écho sur la brochure écrite par Martinet : « *On me dit qu'elle est remarquable* » (lettre du 30 octobre 1933)

Martinet a sûrement lu et apprécié les œuvres que Victor Serge a réussi à faire passer en France : *Les Hommes de la prison*, publié en 1930, *Naissance de notre force*, en 1931, et *Ville conquise*, en 1932, ce « roman d'une ville », Petro-

grad, toutes chez Rieder où Martinet est lecteur tandis que *L'An I de la révolution russe* a été édité par la Librairie du travail, *Littérature et révolution* par Valois. Il partage les analyses de Victor Serge et de Trotsky sur l'impossibilité de créer une littérature prolétarienne dans une société dominée par le capitalisme.

Dans sa brochure, il met l'accent sur les talents intellectuels de l'écrivain, de l'historien Victor Serge, évidemment pour mobiliser les réseaux littéraires, mais il souligne l'enjeu politique de son œuvre toute au service de « *la révolution vraie* », celle qui vise « *la libération et l'élévation de l'individu, le respect de la vérité et de la pensée* ». Présentation en termes humanistes, conforme à la lettre-testament de Victor Serge, mais qui n'occulte pas le sens profond de son engagement : « *Je conclurai par une défense contre vents et marées de la révolution russe. Hérétique, contre le courant, mais révolutionnaire qui n'a renoncé à rien et qui n'a rien renié. Défendre la révolution, c'est à nos yeux la seule manière honnête et sage de défendre Victor Serge. Et défendre Victor Serge, pour nous, c'est défendre la révolution.* »

## La raison d'Etat nouvelle, enfant illégitime d'Octobre

Or celle-ci se heurte à la raison d'Etat nouvelle, enfant illégitime d'Octobre. Martinet reconnaît les « *nécessités révolutionnaires* », ne se prononce pas sur l'utilité de tel compromis diplomatique, mais il s'interroge sur le sens de cette violence d'un Etat qui frappe après seize ans de pouvoir le « *non conformisme de la pensée chez des révolutionnaires* », tandis qu'il signe pactes et traités avec Mussolini, Hitler, Daladier, avec « *tous les gouvernements impérialistes* ». Ce même Etat, assez fort pour passer des accords avec ses puissants adversaires, serait si faible à l'intérieur qu'il n'aurait pas d'autre procédé de gouvernement que la déportation ? La contradiction est si grande que grandissent le « *trouble* »

et la « désaffection » parmi ceux qui s'étaient déclarés amis de l'URSS, même chez les syndicalistes unitaires de la CGTU.

Cette argumentation habile n'a pas convaincu ceux qui sont en train de renoncer à leur intelligence critique pour basculer dans le camp de l'Etat stalinien, quitte à garder par-devers soi critiques ou inquiétudes, au premier rang desquels Romain Rolland et Guéhenno.

Tous deux ont refusé de publier sa défense de Victor Serge dans *Europe*, ce qui vaut au premier ces lignes sévères, mais qui ménagent encore l'avenir d'une relation personnelle ancienne et profonde qui ne se rompra pas sans déchirement : « *Nous voyons avec tristesse un homme que nous aimons et que nous vénérons entre tous, un homme dont nous sommes devenus les amis alors qu'il perdait tous les siens, paraître sacrifier l'individu à la raison d'Etat alors que toute la signification de sa vie a été de défendre l'individu contre la raison d'Etat. Mais avec Rolland s'il le peut, sans Rolland s'il le faut, contre Rolland au besoin — avec Rolland toujours, car au fond son œuvre est là — nous crierons notre vérité, la vérité révolutionnaire et humaine* » (26).

## «Une machine de guerre contre l'URSS»

Mais ces ménagements de l'amitié ne seront d'aucun effet car la logique politique est plus forte. Dès mars 1933 Martinet connaît les réticences de Rolland qui seront publiquement exprimées dans une lettre à Jacques Mesnil que publie *L'Humanité* (25 juin 1933) : le comité de défense de Victor Serge est, selon Rolland, « *une machine de guerre contre l'URSS* ». Cela est dit dix jours après que le comité Pleyel a rejoint le comité Amsterdam dans une démarche de soutien à l'URSS qui ne va cesser de prendre de l'ampleur et de rallier des intellectuels en plus grand nombre.

Le triomphe durable de Hitler en Allemagne, le virage de la diplomatie russe manifestée par le pacte Laval-Staline de mai 1935 et la fameuse déclaration (Staline comprend et approuve l'effort de

guerre du gouvernement Laval), l'enthousiasme aveugle suscité par la mise en place progressive de l'alliance des partis communiste et socialiste avec le parti radical (le front populaire) bouleversent la donne dans les milieux intellectuels.

L'assassinat de Kirov, le 1<sup>er</sup> décembre 1934, donne le prétexte à Staline pour ordonner une première vague d'exécutions massives en URSS. Une campagne de presse invraisemblable accuse Victor Serge d'y être impliqué : or comment aurait-il pu préparer cet assassinat depuis son lointain exil kazakh ?

Cela n'empêche nullement les délégués soviétiques de colporter cette calomnie devant le congrès de la Fédération unitaire de l'enseignement réuni à Reims qui les hue copieusement. Le même scénario a eu lieu en juin 1935 au congrès international des écrivains pour la défense de la culture, où Ilya Ehrenbourg a repris l'accusation avec l'aide d'Aragon pour étouffer la voix des quelques courageux qui avaient soulevé le cas Serge, Magdeleine Paz, qui « *parla rudement en combattante* » (27), le Belge Charles Plisnier, André Breton, Henry Poulaille, qui interpella depuis la salle les écrivains soviétiques domestiqués et leurs amis français complaisants.

Martinet aiguillonne ses relations littéraires, demande à son collègue d'*Europe* Luc Durtain de mettre à profit son voyage en URSS pour se renseigner sur la nouvelle accusation qui pèse sur Serge, prie Duhamel d'intervenir en octobre 1935, ce qu'il fera en sollicitant le diplomate Alexis Léger (Saint-John Perse). Victor Serge sortira d'URSS en avril 1936.

## Romain Rolland devenu compagnon de route du PCF

Devenu la caution morale du Front populaire, Rolland a justifié sa position de compagnon de route du PCF dans l'introduction à *Quinze ans de combat*,

(26) Chambarlhac, pp. 601, 602, 606.

(27) Selon Victor Serge, p. 309 des *Mémoires*.

Europe (28). C'est l'heure de la rupture pour Martinet qui répond dans *La Révolution prolétarienne* (25 mars 1935) par une mise en lumière éclatante de ses contradictions et palinodies : « A Rolland 1935 qui découvre les nécessités de l'action révolutionnaire de répondre à Rolland 1922 qui les méconnaissait en pleine révolution. A Rolland 1922 qui défendait les vrais droits de l'homme — même contre la révolution aux abois — de répondre à Rolland 1935 qui sacrifie ces mêmes droits à la raison d'Etat — d'un Etat qui ne rappelle plus guère l'avant-garde de la révolution en bataille. »

Il règle ses comptes non seulement avec l'écrivain qui le sortit du désespoir en 1914 (et on devine combien cela lui fut douloureux), mais aussi avec ces intellectuels qui « pensent en chœur » : « Assurément Rolland, vous avez cessé d'être l'un contre tous. Vous avez avec vous Gide, Victor Margueritte, et plusieurs sous-Barbusse qui volent au secours de ce qu'ils prennent pour le succès. »

En réalité, ils ne voyaient pas d'autre solution politique pour combattre le fascisme que l'alliance avec la bourgeoisie radicale et avec l'Etat russe, quels que soient les crimes de ce dernier.

Le voyage de Rolland en URSS et sa rencontre avec Staline le 28 juin 1935 en administre la preuve : parti pour une mission d'information sur Victor Serge, l'écrivain, aveuglé ou volontairement candide, avale sans protester les explications de Staline (29).

D'emblée, il donne raison à celui qui a écrasé « les complices du complot dont Kirov a été la victime ». Quant à Serge, il ne le « connaît pas personnellement ». Curieuse entrée en matière pour qui se pose en défenseur de la vérité au-dessus des partis ! Néanmoins, car il vient du pays de l'affaire Calas et de l'affaire Dreyfus, il demande des faits qui puissent justifier ces condamnations.

Le persécute-t-on pour trotskysme ? Rolland s'attire cette réponse du dictateur : « Ce n'est pas simplement un trotskyste. C'est un trompeur. Ce n'est pas un homme honnête, il a creusé des sapes sous le gouvernement soviétique, mais cela n'a pas marché. » Un exilé contraint au silence et placé sous résidence surveillée au Kazakh-

stan sapan le gouvernement ? Ce roman ne souleva pas la moindre objection de Rolland !

## Il est minuit dans le siècle

Serge désignait ainsi la période ouverte par les « procès de Moscou » dont le premier, en août 1936, condamna à mort seize bolcheviks, parmi lesquels les premiers compagnons de Lénine, Zinoviev et Kamenev. Frapper les hommes d'Octobre, c'était vouloir terroriser la génération révolutionnaire et ouvrir un boulevard aux ambitieux à l'échine souple, uniquement préoccupés de défendre leurs privilèges de caste usurpatrice.

Cette infamie avait été préparée par une campagne de presse dans laquelle Rolland prit sa modeste place en France. On avait pu lire dans *L'Humanité* (26 octobre 1935), sa réponse à un pasteur suisse qui avait émis des critiques sur la politique de l'URSS : pour justifier la vague de persécutions qui avait suivi l'assassinat de Kirov, Rolland affirmait que ce meurtre avait été perpétré par « un fanatique qu'appuyaient en secret Kamenev et Zinoviev ». Ses informateurs staliniens préparaient ainsi le terrain pour le procès de Moscou d'août 1936 dont les deux hommes devaient être les plus éclatantes victimes. Le sombre avenir ainsi profilé, Trotsky proposa une commission d'enquête internationale sur les procès ayant un lien avec l'affaire Kirov ; Rolland, le socialiste britannique Shaw en seraient les membres « impartiaux ».

Il savait que Rolland refuserait sa proposition, tout comme Staline, car « la terreur sert à la défense de la bureaucratie ». A la période glorieuse de la révolution russe (qu'il appelait « jacobine » selon une analogie chère aux bolcheviks), allait succéder une période de reflux, sa période « thermidorienne » (30). Staline devait oc-

(28) Début 1935, quelques mois avant le congrès des écrivains.

(29) *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 54, avril-juin 2012, *Cinq lettres à Staline restées sans réponse*.

(30) Celle dont l'historien français Pierre Serna a étudié les « girouettes ».

culter cette dénaturation sociale et politique de l'Etat né en 1917. Rolland serait donc « *l'avocat de la terreur thermidorienne* » (31).

## Qu'avez-vous fait de la révolution d'Octobre ?

Le 10 septembre 1936, *La Révolution prolétarienne* publiait une interpellation véhémement de Marcel Martinet sous le titre : « *Le 30 juin de Staline. Qu'avez-vous fait de la révolution d'Octobre ?* » (32). Il établissait une analogie entre le massacre des SA en juin 1934 qui avait prélué à la consolidation du pouvoir hitlérien et le massacre des compagnons de Lénine qui devait ouvrir la voie à la terreur généralisée et consolider la dictature stalinienne.

Mais c'était pour en distinguer soigneusement les enjeux, fort différents (n'en déplaise à ceux qui amalgament les régimes hitlérien et stalinien sous le vocable de totalitarismes) : « *Devant le massacre des premiers compagnons de Hitler dans la nuit du 30 juin 1934, tous les révolutionnaires du monde ont été saisis de dégoût. Mais l'abjection fasciste ne les surprenait pas, surtout elle ne les atteignait pas : elle les justifiait. Devant l'affaire de Moscou, la réaction révolutionnaire est aussi de stupeur et de dégoût, mais elle s'accompagne de honte. Car cette sanglante bouffonnerie politicienne a été machinée au pays de la révolution d'Octobre, par des exécutants qui se donnent pour les pionniers du socialisme dans le monde. Tous les hommes sentent confusément qu'un pas de plus vient d'être fait dans l'avilissement où l'humanité risque de s'enfoncer depuis 1914.* »

Sans indulgence pour « *ces condamnés modèles qui, sans leur furieuse ardeur à se déshonorer eux-mêmes, auraient fait s'écrouler l'accusation* », qui ont « *longtemps pratiqué la politique manœuvrière à laquelle ils succombent en semblant l'approuver encore* », dont les aveux signent la lâcheté ou une « *lassitude suprême* », Martinet n'en dénonçait pas moins les étranges mystères qui enveloppaient ce procès expédié en vingt et un jours : cette accusation qui revenait sur le prétendu crime allégué

lors du procès de janvier 1935 et pour lequel Zinoviev et Kamenev avaient été déjà « *jugés* » pour « *complicité morale* » avec l'assassin de Kirov, cette « *entrée de clowns minutieusement réglée* », ces journalistes de *L'Humanité* qui « *crachent sur les cadavres* », mais qui « *n'expliquent rien parce qu'ils ne peuvent rien expliquer* », ce gouvernement russe qui dit et répète qu'il détient des preuves, mais qui n'allègue aucun fait nouveau, aucun document.

## “Rolland admire la grandeur d'âme” des juges de Moscou

Martinet reprenait avec l'acharnement d'une amitié trahie le procès qu'il instruisait depuis deux ans à l'encontre de son ex-ami Rolland : n'avait-il pas, au lendemain du procès Kirov, comparé la sentence de Moscou avec les guillotines de 1793 pour souligner « *la grandeur d'âme* » de ces dirigeants russes ? Avec une féroce ironie Martinet commentait : ceux-ci se contentaient en effet « *d'exécuter en vrac quelques douzaines de comparses, d'en expédier quelques milliers en Sibérie, et d'isoler pour un temps les principaux "coupables" — les coupables moraux* » ! Il rappelait à Rolland ce fait historique indiscutable qui disqualifiait sa comparaison : Danton était un « *aventurier* » qu'avait condamné le « *pur révolutionnaire Robespierre* », mais on ne lui avait arraché aucun « *aveu* », il était monté sur l'échafaud en écumant de rage et en appelant le peuple à le venger. Rien de tel à Moscou.

## “La seule question valable pour les révolutionnaires prolétariens”

A la question qui figurait dans le titre de son article : « *Qu'avez-vous fait de la*

(31) Léon Trotsky, Œuvres, tome VII, *Romain Rolland exécute une mission, La Vérité*, 20 novembre 1935.

(32) Réédité par Agone, n° 31-32, 2004.

*révolution d'Octobre ?* », Marcel Martinet répondait en réaffirmant sa conviction : les révolutionnaires authentiques ne renonceraient pas à l'espoir d'une révolution ouvrière. On peut discuter sa caractérisation de l'année 1936 comme « *une étape décisive vers la fascisation de l'Etat né de l'héroïsme des combattants d'Octobre* », mais on doit souligner la lucidité avec laquelle il annonçait l'étape suivante : l'assassinat de Trotsky.

Pourchassé, exilé, malade, celui-ci n'en demeurait pas moins le « *diable terriblement vivant* » qui incarnait la tradition d'Octobre. Avant de le tuer, il fallait l'annihiler moralement sous un monceau de calomnies grotesques (le chef de l'Armée rouge devenu agent de la Gestapo !) hurlées par tant de bouches et si fort qu'elles intimideraient les prolétaires ; ces chefs qui « chloroformaient » la classe ouvrière reprenaient « *l'ABC du fascisme* » (33). Ne demeurait d'Octobre que « *l'idolâtrie pétrifiée* ».

Sur le charnier ne restait debout que le seul Staline, « *le maître de l'Etat russe qui, six mois après le meurtre de Kirov, "comprendait et approuvait" les mesures de défense capitaliste du renégat Pierre Laval* » (34).

Ainsi, la dégénérescence politique intérieure de l'URSS était mise en relation avec le virage diplomatique de mai 1935 (le pacte Laval-Staline) opéré dans l'unique souci des intérêts de l'Etat russe, en ignorant ceux de la classe ouvrière française invitée à se soumettre à un « *renégat du socialisme* », en prélude à l'union sacrée avec la bourgeoisie radicale. Ainsi appelait-il à la lucidité et à la résistance ses amis pacifistes révolutionnaires contre les mirages du front populaire.

## L'appel aux hommes d'Octobre 1936

Ce texte, écrit à la demande de Léon Sedov (35), a été rédigé par Marcel Martinet en collaboration avec Marguerite Rosmer, Michel Alexandre, Monatte : des militants de sensibilités politiques différentes, mais qui sont tous hostiles au stalinisme et à l'union sacrée derrière

le parti radical. Il a été diffusé en tract par le POI trotskyste et publié par son organe *Lutte ouvrière* (20 octobre 1936). Il a reçu les signatures de plusieurs intellectuels connus, Alain, Georges Bataille, Paul Eluard, Giono, Daniel Guérin, Victor Margueritte, Benjamin Péret, Henry Poulaille, Jacques Prévert, Jules Romains ; des syndicalistes, Louis Bouet, M. Chambelland, M. Dommanget, Monatte ; parmi les politiques, Pierre Naville, trotskyste, le socialiste André Philip, Paul Rivet, qui a participé au comité de vigilance des intellectuels antifascistes créé au lendemain du coup de force du 6 février 1934, Magdeleine Paz, de la Gauche socialiste... (36). Romain Rolland manque toujours à l'appel, ainsi que Malraux.

Le fils de Trotsky avait recommandé de viser un public large, celui des intellectuels « *non pourris* », ce qui explique peut-être que la référence à la défense inconditionnelle de l'URSS demandée par Trotsky n'y soit pas. On y retrouve les arguments développés dans l'article précédemment cité, mais présentés dans une tonalité légèrement différente, comme l'illustre le titre : un appel aux *hommes*, pas seulement aux révolutionnaires. « *Tous ceux, ouvriers et intellectuels, pour qui la révolution d'Octobre a signifié une étape vers la justice sociale et déjà dans la nuit des nations une magnifique renaissance humaine* » exigent de savoir la vérité des faits, et comment ces « *aveux sordides et monotones* » furent extorqués aux seize fusillés de Moscou.

Cette exigence démocratique devait, pour être satisfaite, être portée par une commission d'enquête qui naquit péni-

(33) Martinet a consacré plusieurs articles au fascisme en janvier 1934 : dans *Esprit*, *Le chef contre l'homme, nécessité d'un nouvel individualisme*, et dans la revue confidentielle *Activités*, il le définit comme « *un sursaut militant du capitalisme* ».

(34) Rappelons que Laval a réduit de 10 % les salaires des fonctionnaires en 1935.

(35) Ce qui suit a été inspiré par l'excellent article de Gérard Roche paru dans les *Cahiers Léon Trotsky*, numéro spécial consacré aux « *procès de Moscou dans le monde* », juillet septembre 1979.

(36) Liste des signataires parue dans *Les Humbles* de janvier-mars 1937.

blement début novembre, mais avec vingt-deux participants seulement (dont Martinet, Victor Serge, Dommanget). L'énorme pression exercée par le gouvernement de Front populaire avait éclairci les rangs des combattants potentiels malgré l'activité déployée par André Breton, et malgré l'appui de Maurice Wullens qui publia dans sa revue *Les Humbles* un numéro spécial : « *Après le 30 juin de Staline. Le dossier des fusilliers. Pour une commission d'enquête.* »

La publication de *Retour de l'URSS* valut à Gide une volée de bois vert administrée dans *L'Humanité* (18 janvier 1937) par le complaisant Rolland qui jugea le livre « *médiocre, pauvre, superficiel, puéril et contradictoire* ».

Janvier 1937 : second procès de Moscou, le rouleau compresseur frappe cette fois-ci treize victimes, dont Piatakov, et Victor Serge prie Rolland d'user de son autorité morale auprès de Staline afin d'obtenir que le sang ne soit pas versé. Gérard Roche estime qu'il n'en a rien fait : pour Rolland, les aveux d'hommes discrédités valaient preuves.

Mais l'année 1937 signe pour Martinet le fin de son combat : la Seconde Guerre mondiale a commencé en Espagne, sa santé se dégrade encore, il traverse une crise morale grave, une dépression peut-être selon son biographe Chambarlhac. Son dernier roman, *Le Solitaire*, exprime ce repli sur soi, sur les souvenirs de sa ville natale et de la campagne bourguignonne.

Il meurt en février 1944 à Saumur, entouré de sa femme et de ses amis pacifistes de l'École émancipée. A la veille de sa mort il s'est réconcilié avec l'homme qu'il avait tant admiré (37). Celui-ci écrivit à sa veuve, Renée, une lettre qu'a publiée la revue dijonnaise *Le Pont de l'Épée* en 1959. Il y disait sa joie de cette réconciliation : « *Quel bonheur que notre vieille amitié aveuglément obscurcie par les égarements de ces temps de folie ait eu le temps de se rejoindre par-dessus tous les malentendus.* »

Mais avait-il connu vraiment cet homme qu'il évoquait en termes religieux ? « *Combien je pense à ce chemin de croix que vous avez monté ensemble.*

*Si jamais hommes font leur salut sur terre vous l'avez fait.* »

Ces images christiques brouillent le vrai visage de Martinet que restitue mieux l'anarchiste Jeanne Alexandre : « *Au premier signe de défaillance révolutionnaire il quitte avec ses meilleurs amis L'Humanité, réveillant autour de lui tant d'hommes endormis dans le rêve révolutionnaire, comme naguère il avait réveillé les rêveurs de la guerre du droit [...]. Il était là non en flatteur, mais en veilleur et n'a jamais servi la révolution que maigre et misérable.* »

Concluons sur ces fortes paroles que Trotsky a écrites depuis son exil norvégien en décembre 1935 et qui résonnent comme le plus juste hommage au poète obstinément pacifiste et fidèle au souvenir d'Octobre : « *Comme il est bon que Marcel Martinet ne ressemble en rien à ces messieurs qui expriment leur dévouement aux soviets d'autant plus bruyamment qu'ils se sont découverts avec un grand retard une âme révolutionnaire ! Martinet [...] était l'ami de la révolution d'Octobre bien avant qu'elle ne naquît. Et présentement il lui garde indéfectiblement une fidélité plus profonde et plus sûre que ne le sauraient tous les "amis" du Kremlin bureaucratique... et des éditions d'Etat de Moscou. [...] Le prolétariat français sortira de "la nuit" et trouvera son chemin vers la victoire. Et dans la liste de ceux qui préparaient cette victoire, il biffera beaucoup de noms redondants et arrogants, mais il inscrira à la place d'honneur le nom de Marcel Martinet* » (38).

**Nicole Perron**

(37) Selon la notice du dictionnaire Maitron sur Martinet signée Jean Prugnot.

(38) *Salut à Marcel Martinet, Les Humbles*, numéro d'hommage à Marcel Martinet, janvier-mars 1936.

# Annexe

Le n° 54 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a publié (pp. 59-61) un échange entre Staline et Romain Rolland qui soulignait toute la servilité du « grand » écrivain devant le secrétaire général du Parti communiste russe. Jean-Pierre Doujon nous communique deux notes du journal de Romain Rolland, publié au début de l'année 2013, qui complètent l'éclairage de cette figure.

## 1. Pages 718 et 719, en date du 25 ou 26 janvier 1942.

Romain Rolland, alors installé dans sa commune natale de Vézelay, reçoit la visite de Paul Eluard. Romain Rolland note :

« *Ce qu'il m'apprend des trotskistes est bien significatif. Un Martinet, arrêté momentanément et interrogé par une Kommandantur allemande, dit : "Je suis communiste... mais trotskiste, et je hais Staline et le stalinisme." On lui rouvre les portes et on le laisse sans l'inquiéter. Est-il meilleure preuve de l'argumentation des procès de Moscou ? Et de la collaboration du trotskisme avec l'hitlérisme ? Bénéficient de la même indulgence tous les trotskistes français et les pacifistes qui se disaient contre l'armée et le fascisme, mais furieusement ennemis de la Russie stalinienne jusqu'à lui préférer l'hitlérisme, comme Félicien Challaye, Les Alexandre (1) (arrêtés puis relâchés), Jean Giono, etc. Inscrivons-le dans l'histoire.* »

### Quatre brèves remarques :

a. Marcel Martinet n'est pas trotskyste. Son crime, pour les staliniens, est d'avoir fait partie des rares intellectuels qui ont dénoncé les procès de Moscou. Il a toujours été un homme indépendant, et l'accuser de collusion avec les nazis est une petite saloperie qui en dit long sur le bonhomme Eluard, d'abord, et sur Rolland ensuite.

b. Romain Rolland ne juge même pas nécessaire de demander à Paul Eluard d'où il tient cette histoire grotesque... où il voit pourtant une « preuve » ! Il aurait pu lui demander : tu la tiens d'où ? Même pas. Or il est clair qu'Eluard ne pourrait prétendre la tenir de Marcel Martinet, homme à ne pas converser avec le poète rallié au stalinisme, ni bien entendu de la Gestapo, avec laquelle Eluard n'a certainement pas de relations. Eluard ne fait que répéter une des innombrables calomnies répandues par l'appareil du PCF contre quiconque peut être par lui qualifié à tort ou à raison de « trotskyste ».

c. Si Challaye s'est laissé entraîner par pacifisme dans les eaux troubles de la collaboration, Jean Giono n'a guère plus collaboré que Romain Rolland lui-même, tranquillement installé à Vézelay, sa collaboration se limitant à peu près à la publication de quelques romans dans le journal *La Gerbe*. Or Aragon publie *Le Crève-Cœur*, chez Gallimard à Paris, en avril 1941 ! La censure de Vichy et la censure nazie l'ont laissé passer sans y voir malice... Un peu plus tard, sa femme, Elsa Triolet, publie chez Denoël (l'éditeur de Céline et de Rebatet) *Le Cheval blanc*. Au même moment, Jean-Paul Sartre fait jouer ses pièces à Paris, après avoir accepté d'occuper au lycée Condorcet la chaire d'un professeur de philosophie rayé des cadres parce que juif, Dreyfus-Lefoyer... Le crime de Giono stigmatisé par Rolland ne paraît donc pas si grand, au regard du comportement à peu près général des écrivains !

d. Rappelons enfin que Paul Eluard est l'auteur d'un des poèmes les plus ignobles à la gloire de Staline, où l'on peut lire :

« *Et Staline dissipe aujourd'hui le malheur  
La confiance est le fruit de son cerveau d'amour...  
Grâce à lui nous vivons sans connaître d'automne...  
Staline récompense les meilleurs des hommes  
Et rend à leurs travaux la vertu du plaisir  
Car la vie et les hommes ont élu Staline  
Pour figurer sur terre leur espoir sans borne.* »

**2. Page 901, entre le 15 avril et le 12 mai 1943.**

« *Réconciliation franche avec Marcel Martinet. Echange de lettres qui mettent fin à un pénible conflit d'idées, aggravé par des propos inconsiderés et que les "bons amis" avaient déformés. Pendant tout ce long éloignement de cinq ou six ans (peut-être davantage) sa femme Renée avait gardé intacte la petite flamme de l'amitié, et elle a beaucoup fait pour la rallumer.* »

Très courageusement Romain Rolland attribue le « conflit d'idées » (dans lequel il range la calomnie contre Martinet qu'il a acceptée dans sourciller)... à Martinet (« *propos inconsiderés* ») et à ceux qui lui ont parlé de Martinet (« *que les "bons amis" avaient déformés* »). Le brave homme en vérité.

Les responsables sont bien entendu les autres, dont ces « bons amis », dont Rolland ne précise pas l'identité. Peut-être le même Eluard...

**Jean-Jacques Marie**

---

(1) Couple de philosophes de gauche antistaliniens.



## Pas de cession de colonies à Hitler

Ces lignes de Maurice Thorez sont extraites d'un article publié dans le livre IV du seizième tome des œuvres complètes de ce dernier qui couvre la période d'octobre 1938 à février 1939.

Elles y figurent pages 69 à 71.

Pour les apprécier à leur juste valeur, il faut rappeler brièvement dans quelles circonstances cette défense de l'empire colonial français est prononcée.

Alors que la grève générale a secoué la France pendant des semaines depuis mai et a dressé la classe ouvrière face à la bourgeoisie et au capital, Jacques Duclos explique dans *L'Humanité* (27 juin 1936) : « *Les radicaux ont raison quand ils déclarent avoir voulu en adhérant au Front populaire réaliser une union nationale capable de faire face à la menace que fait peser sur nous l'ardeur guerrière des dirigeants d'un grand pays voisin, (...) quand ils déclarent n'accepter aucune menace contre la propriété privée.* »

Le Front populaire part ainsi des besoins du Kremlin, désireux de forger une alliance contre le danger allemand.

Pour se concilier Londres et Paris, Staline s'engage, à travers les partis communistes, à interdire toute atteinte à la propriété privée des moyens de production et aux banques.

C'est pourquoi il fait tous ses efforts pour interdire à la révolution espagnole de renverser la domination du capital.

C'est pourquoi, dans ce texte de la fin de 1938, Thorez, rompant — depuis longtemps — avec les traditions anticolonialistes de l'Internationale communiste traduites dans la lutte menée par le Parti communiste contre la guerre coloniale au Maroc en 1925, affirme ici la nécessité de défendre l'empire colonial français... contre les appétits hitlériens.

**La bourgeoisie française n'en saura nul gré ni à Thorez ni à Staline. Elle voit en Hitler un meilleur défenseur du capital et des banques... et s'empressera de dissoudre le Parti communiste français au lendemain de la signature du pacte germano-soviétique (23 août 1939).**

**Pour les mêmes besoins, le Parti communiste italien a fait la cour aux fascistes italiens. Dans un appel du 1<sup>er</sup> août 1936, signé par son secrétaire général, Palmiro Togliatti, alors à Moscou, et qui organisera la chasse aux « trotskystes » en Espagne, il appelle les « fascistes de la vieille garde » et « de la jeune garde » à appliquer en commun avec lui le programme fasciste de 1919, qualifié de « programme de progrès social, de paix et de liberté » (1). Vu la rivalité entre l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie sur le Tyrol et l'Autriche, Staline croit possible de se concilier Mussolini face à Hitler...**

**Mais la nature de classe du fascisme l'emporte sur ses rivalités nationales...**

**Jean-Jacques Marie**

(1) *Stato Operaio*, n° 8, août 1936, p. 9, *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 4, décembre 1998, p. 112.

**L**e Parti a pris position très nettement contre toute cession à Hitler de colonies françaises ou de territoires placés sous mandat français. « *N'est-ce pas en contradictions avec vos principes ?* », s'interrogeant de bons apôtres, dont les « principes » semblent être : « Il ne faut jamais rien refuser à Hitler. »

Tranquillisez-vous, répondrons-nous à ceux qui s'inquiètent de façon « trop désintéressée pour être honnête », comme on dit dans mon village, à la pureté de notre doctrine.

La question nationale — qui est l'essence de la question coloniale — fait partie de la question générale de la révolution prolétarienne. « *Un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple*

*libre* », mais si le prolétaire de la nation qui opprime doit mettre dans sa propagande l'accent sur le droit à séparation du peuple opprimé, et si le travailleur de la nation opprimée a le droit de réclamer, indifféremment, ou l'union, ou la séparation, il a le devoir « dans tous les cas de *lutter contre l'étroitesse, l'isolement, le particularisme*, de réclamer *que l'on tienne compte des intérêts généraux des nations, que les intérêts particuliers soient subordonnés à ceux de l'ensemble* » (1).

(1) Lénine : *Œuvres*, « Bilan de la discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », publié en octobre 1916, T. XXII, p. 332 (4<sup>e</sup> édit. En russe). (NR.)

A l'heure actuelle, l'intérêt supérieur du mouvement ouvrier français et du mouvement ouvrier international — prolétaires allemands en premier lieu —, c'est de faire échec partout au fascisme hitlérien, de lui refuser partout de nouveaux moyens de puissance et de domination. L'intérêt non moins évident des peuples des colonies françaises — considéré sous l'angle de leur émancipation nationale et sociale —, c'est de rester unis à un peuple chez lequel subsistent encore heureusement les notions de liberté et d'égalité des races.

Déjà, à Arles, nous avons rappelé *que le droit au divorce ne signifie pas l'obligation du divorce, que le droit de libre disposition n'implique pas l'obligation de la séparation d'avec la France*. Déjà, à Arles, nous avons fait valoir toutes les raisons qui militent en faveur d'une union confiante et fraternelle de la France républicaine et de ces peuples coloniaux qui ne demandent rien de pus que de nouveaux motifs d'aimer notre peuple et de pouvoir lui manifester fidélité et reconnaissance. Déjà, à Arles, nous avons insisté sur le devoir qui incombe à notre pays de faire droit aux revendications légitimes, de caractère démocratique, politique et social, des peuples de l'Afrique du Nord, de la Syrie et du Liban, de l'Indochine et de l'ensemble des possessions françaises d'outre-mer. C'est une question de justice pour les intéressés ; c'est une question de sagesse politique pour notre pays qui préserverait les colonies contre l'agitation pernicieuse des agents de Hitler, de Mussolini et du Mikado.

Soit dit en passant, un même esprit de compréhension et de tolérance doit inspirer l'action des gouvernements, dans les deux départements alsaciens et en Moselle, où se posent des questions complexes de réadaptation, en de nombreux domaines, économique, fiscal, linguistique, administratif, scolaire. Il faut accorder satisfaction aux revendications des populations d'Alsace et de Lorraine pour qui le député communiste de Strasbourg a réclamé très justement un crédit spécial d'un milliard de francs. Tout semblant de prétexte serait, en outre, retiré aux prohitlériens qui s'agitent en Alsace.

Pour en revenir à la question coloniale, disons encore qu'il ferait beau voir justifier par le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes l'abandon à Hitler de populations qu'il méprise et qu'il traiterait comme des troupeaux d'esclaves. Les violences odieuses exercées contre les Juifs en Allemagne n'indiquent pas que Hitler ait renoncé aux théories racistes exposées dans *Mein Kampf*. Il serait bien de faire connaître aux Noirs d'Afrique ce que Hitler pense d'eux. Et en même temps, leur dire que des hommes de leur couleur siègent sur les bancs du Parlement français, en vertu des principes de 1789, tant honnis par les dictateurs fascistes. On pourrait même ajouté que Hitler prétend avec bêtise et insolence que le peuple de France est « un peuple abâtardi par la race nègre... un peuple négroïde, contaminé par la race juive ».

La question de la défense nationale et le problème colonial auraient pu permettre à un adversaire de bonne foi, avant qu'il n'ait réfléchi suffisamment, de parler de contradictions dans notre politique. Je viens sans aucune gêne — et pour cause — de répondre à de telles objections.

**Maurice Thorez, Œuvres, livre quatrième, tome seizième (octobre 1938-février 1939), éditions sociales.**



**Deux affiches  
de la propagande nazie  
en URSS**

En haut (en russe) :  
*“Soldat de l’armée rouge :  
choisis la mort ou la vie...”*

En bas (en ukrainien) :  
*“Le youpin est l’infection  
du peuple.”*

## **Un rapport du NKVD à Staline sur la propagande nazie... opposant Staline à Lénine !**

**Le 22 juillet 1941, le commissaire-adjoint  
aux Affaires intérieures de l'URSS  
(le NKVD — la police politique — alors dirigé  
par Beria) envoie un rapport à Staline citant le contenu  
des tracts en russe lâchés par l'aviation allemande sur Moscou  
et quelques autres villes qu'elle peut survoler  
sans grande difficulté après avoir cloué au sol  
près d'un millier d'avions soviétiques.**

**Le contenu des tracts ainsi résumé insiste,  
on le verra, sur l'opposition entre ce que Lénine  
avait annoncé et ce que Staline a fait.**

**La propagande allemande essaie d'utiliser cette opposition à  
son profit. On remarquera l'absence totale du motif qui sera  
bientôt l'un des motifs dominants de la propagande nazie :  
la dénonciation du « judéo-bolchevisme ». Le mot « juif »  
ne figure jamais dans cette énumération et le mot bolchevisme  
n'y figure que dans la première ligne de l'appel à combattre  
Staline que représentent ces tracts, de façon contradictoire avec  
tout ce qui suit, puisque, jusqu'à plus ample informé, Lénine est  
le père du bolchevisme ! On peut en déduire que ces tracts n'ont  
pas été rédigés par les services de Goebbels mais par un service  
de l'état-major dont les membres devaient avoir une certaine**

connaissance de l'URSS, et où figuraient peut-être un ou des émigrés soviétiques récents.

On peut certes contester la façon dont telle ou telle promesse ou annonce de Lénine est présentée dans ces tracts, que Merkoulov cite sans doute très fidèlement : il ne se serait pas risqué à tromper Staline sur un point que ce dernier aurait pu faire vérifier par ses propres services. Mais ce point est tout à fait secondaire pour apprécier l'axe sur lequel se développe cette propagande qui repose sur l'idée que la révolution est restée profondément populaire.

Cette communication de Merkoulov met involontairement en lumière un aspect souligné par Trotsky dans *La Révolution trahie*, aspect que les historiens officiels ont effacé depuis longtemps : « *La révolution sociale, trahie par le parti gouvernant, vit encore dans les rapports de propriété et dans la conscience des travailleurs* » (p. 257).

C'est cette réalité qui explique en partie la mobilisation de masse des Soviétiques pour résister à l'agression allemande malgré toute la démoralisation que la politique de Staline ne pouvait que semer. On explique de toute part que cette réaction a d'abord été nationaliste.

C'est oublier, entre autres, que près de la moitié des soldats de l'Armée rouge n'étaient pas des Russes !

La propagande allemande cherche alors à utiliser cette survie des rapports d'Octobre dans la conscience des masses pour la retourner contre Staline. Mais il est assez cocasse de voir cette propagande dénoncer le syndicat unique d'Etat imposé en Allemagne depuis 1933 ou l'agression contre un peuple pacifique (en l'occurrence la Finlande attaquée par Moscou en décembre 1940) après l'agression de la Tchécoslovaquie et de la Pologne par Hitler.

La tentative ne pouvait évidemment que faire long feu. Elle ne durera d'ailleurs pas et sera bientôt remplacée par des massacres de masse et par une propagande anticommuniste simpliste et grossière dont nous donnons ici quelques exemples.

Jean-Jacques Marie



10. Lénine avait promis la liberté d'association et les syndicats. Staline a liquidé les syndicats, les transformant en organes exécutifs de son parti et n'autorise aucune association autre que communistes ou acquise aux communistes.

11. Lénine avait promis la liberté de choisir sa profession. Staline arrache les enfants à leurs parents pour les envoyer dans les casernes de l'enseignement professionnel et en faire d'éternels condamnés aux travaux forcés, dans les mines, à la chaîne ou en chaufferie.

12. Lénine avait promis le pouvoir du peuple dans les soviets de députés des travailleurs. Staline a accaparé tout le pouvoir pour lui-même et transformé le Soviet suprême en théâtre de marionnettes où l'on approuve « à l'unanimité » toutes les lois et tous les décrets de Staline qui asservissent toujours plus le peuple soviétique.

13. Lénine avait promis de raccourcir la journée de travail. Staline l'a allongée.

14. Lénine avait promis l'augmentation des salaires. Staline ne les pas augmentés, en augmentant la durée du travail et les normes de production, il les a diminués.

15. Lénine avait promis des marchandises en abondance et une vie prospère pour tous. Staline a réalisé la disparition totale des marchandises les plus indispensables, chaussures, tissus, vêtements, etc. et assuré aux travailleurs soviétiques une existence de quasi-mendiants à demi affamés. Mais c'est sans compter qu'il prodigue argent et nomination à ceux sur qui il s'appuie, tchékistes, responsables du parti, commandants d'armée.

16. Lénine avait promis l'inviolabilité de la personne. Staline fait vivre les So-

viétiques dans la peur permanente d'être arrêtés et fusillés.

17. Lénine avait promis une justice populaire équitable. Staline arrête sans aucun jugement des millions de Soviétiques sans défense, soupçonnés d'« état d'esprit antisoviétique » et les jette dans les camps et les zones spéciales (en 1940, il y avait plus de dix millions de Soviétiques innocents dans les camps et les prisons).

18. Lénine avait promis la liquidation de l'armée et l'organisation d'une milice ouvrière de volontaires. Staline a constitué une armée de cinq millions d'hommes dont l'entretien pèse lourdement sur les épaules des travailleurs.

19. Lénine avait promis d'établir des relations de bon voisinage avec tous les pays. Staline attaque des pays pacifiques et s'en empare, risquant la vie de millions de ses concitoyens et dressant le monde entier contre le peuple russe.

### **Camarades soldats de l'Armée rouge !**

Ne voyez-vous pas aujourd'hui clairement que l'homme qui a commis tous les crimes énumérés ci-dessus contre le peuple russe n'est pas « le plus grand, le plus sage, le plus génial et le mieux aimé des dirigeants ouvriers et le père des peuple », comme il se fait appeler, mais le plus grand des criminels devant l'humanité toute entière, le véritable ennemi des travailleurs, le bandit en chef et l'ennemi des peuples.

### **A bas le pouvoir de Staline**

RGASPI, fonds 158, inventaire 11, dossier 181, feuillet 1,11.

# Les racines vichysoises de l'Union européenne

## A propos du livre d'Antonin Cohen

Il s'agit d'un livre (1) que tous ceux qui veulent comprendre le monde dans lequel ils vivent devraient lire, non sans une certaine impatience mais avec un grand profit.

Les origines de l'Union européenne ! Rien de moins. Combien de balivernes pontifiantes, journalistes, experts, politiques ont-ils déversé à ce sujet.

« L'Europe, facteur de paix », nous a-t-on dit ; passons sur l'amalgame régulier entre l'Europe politique et le continent européen ; passons sur les bombes déversées par la grande nation fondatrice de l'Europe politique qu'est la France : Indochine, Algérie, Suez, Cameroun, Congo, Biafra, Côte d'Ivoire, Liban, Afghanistan, ex-Yougoslavie, etc. La paix, c'est pour soi. La guerre, c'est chez les autres.

— « L'Europe, née du refus de la guerre. » C'est cette construction, cette mystification que Antonin Cohen démonte. Minutieusement, précisément, implacablement. L'auteur va à contre-courant de cette vulgate à partir d'un constat : dans la biographie de nombre des protagonistes, il y a continuité remarquable entre l'avant-guerre, Vichy et la Libération ; continuité idéologique s'entend, et Antonin Cohen cherche à dégager la continuité politique — souvent personnelle — qui va des années 1930 aux premières années de l'Europe politique.

### Que se passe-t-il le 9 mai 1950 ?

Le ministre des Affaires étrangères, Robert Schuman, démocrate-chrétien, fait à la presse une déclaration proposant une étroite collaboration franco-allemande sur le charbon et l'acier.

Jour fondateur de ce monstre froid appelé faussement « l'Europe » ? C'est ce que des décennies de propagande voulaient nous faire accroire.

En fait, quelques techniciens regroupés autour de Jean Monnet, dirigeant du commissariat général du Plan, ont réussi un 18 Brumaire politico-institutionnel.

Comme tout 18 Brumaire, bien plus qu'un Bonaparte, il faut une volonté sociale et politique.

En ce qui concerne l'Europe politique, il s'agit d'une création politique de ceux qui ne veulent pas de la révolution mais qui cherchent un meilleur fonctionnement — rationnel, organisé, concentré — de l'économie (jamais qualifiée, mais qui exclut **toujours** l'abolition de la propriété privée).

Cette déclaration était en soi peu de chose et c'est rétrospectivement qu'on l'a dotée de pouvoirs surnaturels.

Malgré ce que dit André Fontaine, dans son *Histoire de la guerre froide*, Guerre froide qu'il fait commencer en 1917, avec la Révolution russe, il n'y a aucune « assemblée parlementaire » mentionnée dans le plan Schuman (1950) (2).

L'institution s'appelait l'Assemblée parlementaire européenne à partir de 1958, et elle avait été créée en 1952 sous le nom d'Assemblée commune de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), non élue. Ses membres étaient les porte-parole des Parlements qui les avaient choisis pour les représenter au niveau européen, et leur mandat était d'un an. L'Assemblée commune tint sa première réunion à

(1) Antonin Cohen, *De Vichy à la Communauté européenne*, PUF, 416 pages, 25 euros.

(2) André Fontaine, *Histoire de la Guerre froide*, 2, rééd. 1983, p. 50.

Strasbourg le 10 septembre 1952, donc dix-huit mois après la déclaration et, comme le note Antonin Cohen, en citant un acteur des faits, « pour atténuer les craintes » des parlementaires.

En revanche, il s'agit bien de déposer les nations : cela « n'aboutissait pas qu'à retirer aux Etats la libre disposition des moyens matériels de se faire la guerre » (3). « Pas qu'à » cela mais aussi à cela. Car, pour Jean Monnet, Robert Schuman et André Fontaine, l'acier et le charbon ne sont que des moyens de faire la guerre et, sous ce prétexte commode, la dépossession des Etats est en marche.

De même, André Fontaine tord quelque peu la vérité en affirmant que le « gouvernement français s'était rallié à l'unanimité » (4). Une telle formulation laisse entendre un vote (qui n'est pas de mise) ; Antonin Cohen relève que nous n'avons aucun procès-verbal (cela est de mise, au contraire) et que les témoignages montrent une profonde réticence, au moins, quant à ses prérogatives de président du Conseil, de Georges Bidault, ulcéré d'être grillé par son ministre des Affaires étrangères, Robert Schuman. Pis, au témoignage de Pierre-Henri Teitgen, ministre de l'Information, le Conseil n'a pas « mesuré la portée » de la déclaration Schuman (Antonin Cohen le rappelle page 53).

Et si le texte ne parle pas d'Assemblée, il mentionne une « Haute Autorité », « terme américain » explicitement repris de la Tennessee Valley Authority (p. 60) composée de « personnalités indépendantes », ce qui veut dire non élues.

La déclaration, en fait, est « un coup dans une série de coups » pendant la guerre froide, notamment en 1950 où la France, empêtrée dans la guerre d'Indochine, a besoin du soutien américain ; et c'est en contacts étroits avec les officiels américains (pp. 52-53 et p. 396, entre autres) que la déclaration se prépare. N'oublions pas que le gouvernement Bidault est le premier gouvernement sans ministres SFIO (p. 388) et qu'il sort de l'affrontement que fut la grève du 25 novembre 1949, lancée par FO et à laquelle se sont jointes la CGT et la FEN, pour

la libération des salaires et la défense des conventions collectives nationales (qui va aboutir à la loi du 11 février 1950). Il a besoin d'un « coup ». Mais ce coup correspond à une conception et à un besoin politiques.

## Les années 1930

Respectant les règles antiques du récit, Antonin Cohen prend l'affaire *in medias res*. Et il s'intéresse au groupe autour de Jean Monnet au commissariat général du Plan, Pierre Uri, Paul Reuter, Étienne Hirsch (moins), Robert Marjolin, Pascal Fontaine, à la trajectoire collective, à la formation, aux influences (celle de François Perroux, par exemple), aux croisements de ses membres.

Car il faut remonter aux origines. Et la coupure 1940-1945 est très relative dans le domaine des idées.

On peut imaginer la terreur des possédants face à la vague révolutionnaire issue de la guerre (révolution victorieuse en Russie, révolution en Hongrie, en Autriche, grèves généralisées, révolutions successives en Autriche, en Chine, etc.). La réponse répressive ne peut suffire.

La condamnation par le pape de l'Action française fin 1926 est un événement dont on néglige trop souvent la portée : le Vatican a besoin d'une autre stratégie, d'autres moyens donc d'autres hommes pour combattre non seulement le mouvement ouvrier mais toute forme d'émancipation. Si les textes fondateurs, corporatistes, tels *Rerum novarum* sont toujours présents et accentués avec *Quadragesimo anno* (quarantième année) en 1931, si le Vatican signe avec Mussolini les accords du Latran (1929), les moyens doivent être adaptés. L'Eglise ne peut travailler avec « une forme donnée de gouvernement » à l'exclusion des autres. La prétention de l'Action française à l'exclusivité est rejetée.

On retrouvera tout au long de l'ouvrage de Cohen la présence de nombre d'anciens de l'Action française ou de

(3) *Ibidem*.

(4) *Ibidem*.

proches des dominicains, parfois — souvent — membres des deux catégories.

## Une "idéologie de "troisième voie"

Cette recherche d'une « idéologie de "troisième voie" entre libéralisme et socialisme » (p. 64) conceptualisée par Pierre Uri et Paul Reuter en 1950 prend sa source à la fin des années 1920 et surtout dans les années 1930.

C'est l'époque de la création de la Jeunesse ouvrière chrétienne en 1926, de la Jeunesse agricole chrétienne en 1929, de la Jeunesse étudiante chrétienne en 1930 (p. 69). Antonin Cohen cite un certain nombre de ces institutions, écoles, ouvrages, etc. Mentionnons deux qui ne tirent pas leurs origines du renouveau catholique (quoique...) mais qui ont leur place dans ce foisonnement d'idées : *Au-delà du marxisme*, d'Henri de Man, en 1927, et les néosocialistes en France autour de Marcel Déat.

Bien plus significatives sont la personnalité et la pensée d'Emmanuel Mounier (pp. 127 et sq). Elles s'inscrivent dans la recherche de la troisième voie et du slogan « ni gauche ni droite », en mettant au centre la notion de « personne » et de « communauté ». Ce penseur chrétien, revendiqué comme tel et assumé comme tel, a beaucoup écrit, notamment son *Révolution personaliste et communautaire* en 1935 (5). Livre religieux, tourmenté, aux accents souvent accusateurs, voire imprécateurs, toujours en quête de salut.

Il faudrait en citer beaucoup plus que ce qu'en dit Antonin Cohen (et que nous en disons ici), même si la tâche n'est pas toujours simple, compte tenu du style contradictoire de l'auteur.

Relevons sa définition d'une classe : « une classe, c'est-à-dire un groupe d'hommes qui se replie sur son égoïsme de groupe ». Relevons : « *Le spirituel commande le politique et l'économique* » ; le refus du suffrage universel, de la démocratie, de la révolution : « *Le salut vient d'en haut* » ; « *la démocratie politique n'est plus que le masque d'une oligarchie économique* ».

Il propose d'« établir une démocratie industrielle, non pas parlementaire et quantitative, mais fonctionnelle et organique, la responsabilité personnelle étant toujours à tous les degrés la contrepartie de l'autorité » ; « le pouvoir sera arraché aux oligarchies économiques pour être donné non pas à l'Etat mais aux communautés économiques organisées ».

Cohen cite Emmanuel Mounier : « *Sans la misère du langage, il serait superflu de parler de philosophie personaliste et communautaire* », « *le lien de la personne à la communauté est si organique que l'on peut dire des vraies communautés qu'elles sont réellement et non par figure, des personnes collectives, des personnes de personnes* » (p. 139).

En 1949, Emmanuel Mounier écrit dans *Le Personalisme* : « *L'adversaire n'est pas le marché mais l'individualisme marchand.* »

## Le marché n'est pas un adversaire

La seconde partie de la proposition est tellement vague qu'elle ne signifie rien, mais elle a comme objet de faire passer, par profits et pertes, la première : le marché n'est pas un adversaire.

La force, la spécificité de cette philosophie est, certainement, la mieux caractérisée par Pierre Uri (pseudonyme R. Prieur) pour les *Cahiers d'Uriage* en août 1941 : « *La révolution cherchée ou combattue semblait s'attacher à la propriété des moyens de production ; mais propriété capitaliste ou Etat socialiste, c'est "société" de part et d'autre.* » Le changement radical, ce serait de passer à la « communauté » (p. 95). C'est, malgré tout, et en négatif, clair : la communauté permet de ne pas parler de la propriété des moyens de production. Il faut donc construire des « communautés modernes » (p. 104).

Bien plus qu'au centre, Mounier est l'un des initiateurs du collectif de « non

(5) Consultable sur le remarquable site de l'UQAC.

conformistes » cherchant cette mythique troisième voie. Il ne fait pas partie des planètes, il en est le Soleil, et les autres ne peuvent agir qu'en référence à lui, comme des satellites. Il en a le tempérament, à la différence d'un autre grand personnaliste, Alexandre Marc, relativement rétif à la politique.

Recherche éperdue qui va conduire Mounier, à un congrès d'intellectuels fascistes à Rome en 1935, à rendre visite à des dignitaires nazis, à saluer en 1941 l'invasion de l'URSS (6).

Imprécateur, certes, comme nous l'avons dit plus haut, mais à imprécations sélectives.

## Uriage : place à la révolution nationale et au maréchal Pétain

Ce collectif politique, avec Mounier en son centre, trépigait dans les années 1930. L'effondrement de 1940, assimilé à l'effondrement du parlementarisme, de la République, du socialisme, du libéralisme, du suffrage universel, la revanche sur les grèves de 1936 est une bénédiction. Mounier s'enthousiasme au nom de la « *nécessité d'une révolution totale* ».

Dans tout ce débat, l'école d'Uriage occupe une place éminente et complexe. Elle fait partie d'un ensemble, à la fois institutionnel et politique, visant à la renaissance nationale conçue comme nécessaire après la débâcle de 1940.

Relisons Robert Paxton, une fois de plus :

*« A un niveau plus élevé, Vichy crée des écoles de cadres, dont la plus célèbre est celle d'Uriage, près de Grenoble, dirigée par le commandant Pierre Dunoyer de Segonzac. L'élite des jeunes fonctionnaires et intellectuels s'imprègne, autour de feux de camp et dans une atmosphère exaltée, du personnalisme d'Emmanuel Mounier, qui veut rendre à l'homme la valeur que lui a fait perdre la révolution industrielle. On les y prépare à diriger les mouvements de jeunesse de Vichy, non par un savoir livresque, mais par une "expérience vécut". L'école d'Uriage passe à la Résistance active quand toute la France est*

*occupée, en novembre 1942 ; elle n'en est pas moins rattachée, à sa manière, à la révolution nationale. »*

Neutre, apolitique, cette école ? Prémonition de la Résistance ?

L'école d'Uriage est officiellement fermée le 1<sup>er</sup> janvier 1943 par application d'un décret signé par Pierre Laval le 27 décembre 1942. Cette décision clôt une série d'incidents : l'école d'Uriage est en dissidence plus ou moins forte avant d'être fermée ; bien plus que le « *quand* » (non secondaire), la question du « *pourquoi* » est essentielle, car sa fermeture est symptomatique de la rupture entre Vichy et certains corporatistes.

Précisons : le régime de Vichy est réactionnaire, globalement réactionnaire. Pourtant, en raison des circonstances de son origine (l'effondrement de 1940), il n'a pu éviter des contradictions, des rivalités profondes. La succession de gouvernements, tous réactionnaires mais avec des formes différentes (Laval, Darlan, Flandin, à nouveau Laval) en est une illustration. Et le fait d'avoir été limogé pendant le régime de Vichy n'est pas, en soi, une preuve de résistance.

D'autre part, pour qu'une rupture soit effective, il fallait qu'il y ait une unité préalable. Tel est le cas d'Uriage. Les exemples de cette unité programmatique et, encore plus, de la reconnaissance de Pétain comme chef, et de la révolution nationale, comme objectif abondent. Si Vichy a rompu avec Uriage, ce n'est pas la responsabilité d'Uriage.

Relisons encore Robert Paxton : Uriage est « *rattaché* », « *à sa manière* » à la révolution nationale.

Mais cette situation (« *rattachement* » « *à sa manière* », puis rupture) n'est pas l'exclusivité de l'école d'Uriage. C'est le cas de Henri Frenay, cité par Antoni Cohen (7). Mais aussi de l'Organisation civile et militaire dont un des chefs, le co-

(6) Zeev Steernhell, « Emmanuel Mounier et la contestation de la démocratie libérale dans la France des années trente », in *Revue française de science politique*, 1984, n° 6. Nous n'entrerons pas dans les débats suscités par les travaux de cet auteur.

(7) « *A l'œuvre du maréchal Pétain, nous sommes passionnément attachés* », p. 117, par exemple, ou p. 288.

lonel Rémy, demande en 1950 la réhabilitation du maréchal Pétain. C'est le cas — bien connu — de François Mitterrand (8). C'est le cas du général — futur Maréchal — de Lattre ; c'est le cas de toute une partie de la hiérarchie militaire, notamment en Afrique du Nord, qui, après avoir refusé de rallier la France libre en 1940 (au grand dam de De Gaulle) quitte Vichy quasiment à reculons (les généraux Béthouart, Giraud, Juin, Noguès, etc.).

L'entrée en guerre des Etats-Unis, accompagnée des premiers échecs des nazis devant Moscou en décembre 1941, les premiers désarroi devant les actions de la Résistance, les conflits intérieurs : Vichy patine. La « révolution nationale », l'ordre corporatiste et la volonté — au moins affichée — de faire « quelque chose » en proclamant une distance avec l'Allemagne nazie, sont en difficulté.

Le retour de Laval (mai 1942), la mise en place du Service du travail obligatoire (septembre) en témoignent : la machine est grippée.

## Les frontières entre “la “gauche” de Vichy” et “la “droite” de la Résistance” sont ténues

Dans ce dispositif général, Uriage, qui essaye de concilier les inconciliables, est passée de mode. Les cadres sont « *plus nationalistes... que les nationalistes de compromis* » (9). Or les frontières entre « la “gauche” de Vichy » et « la “droite” de la Résistance » sont ténues (p. 287). Insistons sur ces guillemets utilisés — à juste titre — par Cohen : la « gauche » de Vichy, c'est encore Vichy et, ici, le terme « gauche » ne doit pas être pris du tout au pied de la lettre ; il est très peu représentatif du sens politique habituel. Cette « gauche » est composée de gens pour qui Vichy doit mener une politique autonome ; c'est le Vichy qui cherche le « génie français » et non la transposition du modèle nazi (même s'il le considère avec intérêt comme correspondant au « génie allemand »).

Mais les idées d'Uriage sont les mêmes, avant et après la fermeture de l'école. Comme dit très justement Eugen Weber à propos de l'Action française : « *Les idées... progressent par leurs échecs... la pure idée est stérile ; c'est quand les hommes en tirent quelque chose à leur gré, pour en faire ce qu'ils peuvent, que l'idée affecte non seulement la pensée mais la vie* » (10).

## Les idées d'Emmanuel Mounier

Et ces idées, ici, ce sont essentiellement celles d'Emmanuel Mounier.

Et si la participation d'Emmanuel Mounier et de Hubert Beuve-Méry, futur directeur du *Monde*, à l'encadrement de l'école d'Uriage a été signalée (11), c'est aussi en raison de leur notoriété ultérieure et de leur réputation virginale.

Mais Antonin Cohen attire, à ma connaissance comme jamais, l'attention sur Paul Reuter, éminent juriste dès l'avant-guerre. Paul Reuter et Hubert Beuve-Méry « *liés au milieu dominicain* » (p. 68) « *deviennent les piliers intellectuels de l'Ecole* » (p. 67). Cohen dénombre onze conférences sur soixante-douze tenues par Reuter, de loin le plus prolifique (p. 75).

Notons l'expression « *communauté européenne* » sous la plume de Paul Reuter (p. 81), qui est l'objet de tout un cycle de conférences, précisées (p. 101) ; Cohen peut commenter ainsi : « *L'expression “communauté européenne” n'a pas été choisie au hasard en 1950 [par le même P. Reuter], pas plus qu'elle n'a été inventée par Jean Monnet* » (p. 123). Elle vient d'Uriage et de 1942.

Il ne s'agit pas d'une expression mais d'une politique globale : disparition des nations, mise à l'écart du suffrage universel, organisation du corporatisme, mise en avant du « bien commun ».

(8) Pierre Péan, *Une jeunesse française : François Mitterrand 1934-1947*, 1994.

(9) Eugen Weber, *L'Action française*, rééd. 1985, p. 488.

(10) Eugen Weber, *op. cit.*, p. 584.

(11) Robert Paxton, *op. cit.*, p. 163, Eugen Weber, *op. cit.*, p. 488, Cohen.

Le nombre d'ecclésiastiques à Uriage est impressionnant et, plus que leur nombre, c'est leur qualité : Pierre Denoyer de Ségonzac écrit dans ses *Mémoires* : « Enfin plusieurs religieux participaient aux travaux d'Uriage et non des moindres puisqu'ils s'appelaient M<sup>sr</sup> de Solages, le père Maydiou, le père Dubarge, le père de Lubac, le père Dillard, le père Chenu, par exemple » (12).

Mentionnons aussi Maurice Bouvier-Ajam, théoricien du corporatisme sous Pétain et membre en vue du PCF après guerre (13). Nommons également Jean Lacroix, pas tellement parce qu'il œuvra ensuite au *Monde*, célébrant le marxisme d'Althusser, mais surtout pour sa préface à *Communisme, anarchie et personnalisme* (1966) dans laquelle il parle, comme évident et sans détail, de l'emprisonnement de Mounier par Vichy (14).

Si *Esprit* fut fermé en août 1941 (malgré son soutien à l'invasion de l'URSS), cela signifie qu'il approuva Vichy de juillet-août 1940 à août 1941. Une année certes, mais quelle année !

## Quelle année !

Le premier statut des juifs (3 octobre 1940) affirme dans son article premier : « Est regardé comme juif, pour l'application de la présente loi, toute personne issue de trois grands-parents de race juive ou de deux grands-parents de la même race, si son conjoint lui-même est juif. »

Quel est le sentiment de Mounier ? Dans ses carnets, il parle du « honteux statut des juifs », et il ajoute : « Je me sens vieilli comme par une maladie. » Aucune ambiguïté.

Où est la protestation de Mounier ? Non seulement, elle reste dans ses carnets personnels, mais il va demander — et obtenir — la parution de sa revue à Vichy.

Quant à la légende d'un Mounier « rejoignant la Résistance », que l'on peut lire ici ou là, le mieux est de se reporter au site de *Esprit* : « Arrestation en janvier 1942. Emprisonné jusqu'au procès de Combat à Lyon, il est acquitté le 30 octobre et se réfugie avec sa

famille à Dieulefit sous un faux nom jusqu'à la Libération. »

Notons que Mounier décède quelques semaines avant la déclaration Schuman.

## Corporatisme

Revenons à Paul Reuter, à Uriage et à leurs idées : « Sur bien des points en effet, les réflexions de Paul Reuter rejoignent celles de Pierre Uri, tous deux proches du milieu des dominicains » (p. 82), mais Pierre Uri, économiste de talent, ne peut signer ses contributions de son nom à cause de ses origines, et prend le pseudonyme de Rémy Prieur, entre autres.

Pierre Uri est le plus proche disciple du professeur François Perroux, « très actif dans la formalisation idéologique de la révolution nationale prônée par le régime de Vichy » (p. 89), notamment sur la « communauté » (pp. 85 et sq.). Il essaye, au travers d'une œuvre prolifique, largement entamée avant guerre, de présenter une « synthèse novatrice du corporatisme... et du personnalisme » (p. 143), ayant au centre la question de « la collaboration du capital et du travail » (p. 144). Mais Perroux distingue la corporation médiévale « dispersée » de la corporation moderne « concentrée » (p. 145), ce qui différencie son « école » des traditionalistes vichystes. Logiquement, il se prononce — comme tous les corporatistes, peu importe leur nuance — pour une seconde Chambre représentant tous les corps économiques (donc non élue, pas même indirectement) (p. 149). C'est le programme de De Gaulle en 1969. Il se prononce également pour le suffrage familial, et donc contre le suffrage universel (p. 149). La fascination de Perroux pour les doctrines et les systèmes corporatistes

(12) Pierre Dunoyer de Segonzac, *Le vieux chef, mémoires et pages choisies*, 1971, p. 94.

(13) Steven L. Kaplan, « Un laboratoire de la doctrine corporatiste sous le régime de Vichy : l'institut d'études corporatives et sociales », *Le Mouvement social*, n° 195, pp. 35-77 ; Jean-Jacques Marie, « Un itinéraire significatif : Bouvier-Ajam, du corporatisme pétainiste au stalinisme », in *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 29.

(14) Jean Lacroix, *Préface*, p. 4, à E. Mounier, *Communisme, anarchie et personnalisme*, 1966.

va lui faire écrire que « race » « est à peu près synonyme de peuple » en allemand et qu'il ne faut pas s'inquiéter de ces nuances (p. 154). Antonin Cohen présente assez longuement les idées de Perroux, et c'est accablant, notamment quand il prétend articuler « révolution communautaire et réforme corporative » (p. 185). C'est ce que préconise Hubert Beuve-Méry, « une tierce solution, une véritable communauté de travail, un corporatisme si l'on veut » (p. 190). Et c'est aussi ce qu'écrivit le sociologue Maurice Duverger dans une envolée de 1977 qui aurait dû confondre, ou, pour le moins, inquiéter les tenants de l'auto-gestion : « *Le corporatisme m'attire... comme mécanisme politique d'une organisation démocratique à la base, dans le cadre de la profession, du métier, de l'entreprise, de la communauté proche. Cela ressemble à ce que l'on appelle aujourd'hui l'autogestion* » (p. 403).

On lit les références à la société organisée comme une famille, comme un corps humain, à « la solidarité organique », mais, soyons lucides, « les organes du corps humains ne sont pas égaux entre eux » (p. 211). Sans même parler d'abolition des classes, la simple égalité des droits est rejetée. Dans ce milieu intellectuel, foisonnant (« *étonnante floraison de groupes, d'équipes* », p. 267), on prépare l'avenir : « *Demain, lorsque la paix sera revenue, il s'agira de construire l'Europe* » (p. 218). On s'interroge : « *Y a-t-il une communauté européenne ? (...) Peut-on concevoir, dans une Europe renouvelée, une coopération des nations à ce Bien commun* » (pp. 221-222). « *De ce Bien commun, ne pas négliger "le ferment chrétien"* » (p. 222). Bref, « *la notion de communauté est fondamentale dans l'ordre nouveau voulu et préparé par le maréchal* » (p. 240). Nous pourrions multiplier citations et références, mais cette note, déjà trop longue, perdrait son utilité.

## Ensemble idéologique, cohérent, prolifique, homogène

Cet ensemble idéologique, cohérent, prolifique, homogène devient un enjeu et « *c'est une grande partie du corpus in-*

*tellectuel de la révolution nationale personnaliste et communautaire, patiemment élaboré sous le régime de Vichy, que prennent en héritage les anciens d'Uriage, emportant ainsi avec, dans la Résistance, le bagage intellectuel* » (p. 119) qui va servir ultérieurement. Phrase qui est certainement le cœur de l'ouvrage d'Antonin Cohen.

Si Etienne Hirsch, adjoint de Monnet au Plan à la Libération, a un autre point de départ politique (il rejoint la France libre dès 1940), il va travailler avec Monnet à partir de 1943, et ses idées, notamment antiparlementaires, « modernistes », en un mot corporatistes, formulées dès décembre 1940, sont les mêmes que celles de Reuter, Uri, Monnet (et Perroux, bien sûr) comme le Sénat « professionnel » non élu et le « suffrage familial » (p. 400).

L'*Encyclopedia universalis* note : « *Les deux hommes [Monnet et Hirsch] sont désormais inséparables. A leur retour à Paris, ils rédigent en 1945, avec Robert Marjolin, les Propositions au sujet du plan de modernisation et d'équipement. Le texte est remis le 4 décembre au général de Gaulle qui, dès le 3 janvier décide de créer par décret le commissariat du Plan* »... avant de démissionner le 20.

Voici encore un personnage clé du commissariat au Plan et de la déclaration Schuman

Si on sait facilement le rôle de Robert Marjolin comme animateur du courant « planiste » dans la SFIO (inspiré de De Man et du « dépassement » du marxisme), avant-guerre, repéré (comme Marcel Déat !) par le sociologue Célestin Bouglé, puis comme responsable du plan après-guerre, on découvre ici sa participation aux stages corporatistes de Vichy (p. 362). La continuité est patente.

## Les ennemis

A travers ces pages, on dessine en creux les ennemis de ce groupe : la nation...voilà l'ennemi.

Pascal Fontaine, proche collaborateur de Jean Monnet au Plan, écrit en 1956 un ouvrage, *La Nation frein*, dont le titre est un programme (p. 11). Paul Reuter, en

1941, souhaite « *entre ces Etats [européens] un début de fédéralisme politique* » (p. 108). Et « *ce fédéralisme dépouillera donc les Etats de leur souveraineté* » (p. 111). Quelle continuité avec le Reuter, premier rédacteur de la déclaration Schuman en 1950 !

Le suffrage universel fait évidemment partie des structures à rejeter, on l'a vu, mais aussi de la lutte des classes.

Comme l'écrit Antonin Cohen, à la Libération, il y a « *une rapide dévaluation du référentiel corporatiste* » (p. 353). Ainsi, Pierre Rosanvallon regrette que « *les idées corporatives sont identifiées à un moment honteux* » et « *le mot de corporatisme [est] désormais imprononçable* » (15).

Il faut réinvestir dans le « *fédéralisme* » (pp. 292 et sq). Le Manifeste fédéraliste de 1947 se réclame d'une « *société organique* » avec « *la communauté des peuples européens* », « *une Europe solidaire retrouvant sa fierté de berceau de la civilisation gréco-latine et chrétienne* » (p. 306). 1947 et non 2012...

Le fond est le même, seul l'emballage a changé : on passe « *du corporatisme à la planification* » par la réaffectation de « *nombre de thématiques mises en circulation par François Perroux entre la fin des années 1930 et le début des années 1940 comme la communauté de travail ou l'intégration du prolétariat à la nation vont être remises au goût du jour* » (p. 366).

## Monnet

C'est ici, enfin, qu'il faut dire un mot de Jean Monnet, le « père de l'Europe ».

A l'époque où le prononcé du nom de Monnet ne provoquait pas encore des Hosannah multipliés, Paxton le qualifiait de « *seul homme d'affaires en vue qui fut opposé à Vichy, Jean Monnet, gros négociant en cognacs* » (16), ce qui n'est pas obligatoirement louangeur en termes politiques, mais qui peut être une allusion à l'installation de Jean Monnet à Saint-Pierre-et-Miquelon, en pleine prohibition états-unienne...

Influent homme d'affaires et homme de liaison, *Mister Jean Monnet of Cognac* participe à la création de la Bank of America, et il est un peu plus tard conseiller du

gouvernement chinois de Tchang Kaï-Chek. En août 1940, il ne rallie pas la France libre, et il est officiellement chargé par le gouvernement Churchill d'acheter du matériel de guerre. Il est explicitement un agent américain, notamment en Afrique du Nord à partir de fin 1942, où il est envoyé par Roosevelt, avec John Mc Cloy pour régler le conflit entre Giroud et de Gaulle (p. 380).

On a connaissance de ses sentiments à propos de De Gaulle à travers une note qu'il envoie aux officiels américains : « *Il faut se résoudre à conclure que l'entente est impossible avec lui [de Gaulle] ; qu'il est un ennemi du peuple français et de ses libertés ; qu'il est un ennemi de la construction européenne, qu'en conséquence il doit être détruit dans l'intérêt des Français.* » Rien de moins !

Quels sont les principaux interlocuteurs de Jean Monnet à la fin des années 1940. « *Le secrétaire d'Etat américain, Dean Acheson, l'ambassadeur des Etats-Unis en France, David Bruce, et haut commissaire américain en Allemagne, John Mc Cloy* » (p. 373) ; il s'agit bien des « *réseaux de la politique extérieure américaine* » (p. 31). « *Le pouvoir de Monnet prend sa source dans la position exceptionnelle qu'il occupe à l'intersection des champs du pouvoir français et américain* » (p. 387).

Mais si le rôle et l'influence de Monnet sont incontestables, on ne peut pas en faire la mesure de toutes choses, en bien comme en mal (Jean-Pierre Chevènement a écrit un ouvrage dont le titre, mal imité de Zola, est *La faute de M. Monnet*, négligeant l'analyse au profit d'une « *simple inversion de signe* », d'une responsabilité personnelle, p. 39). Cohen choisit, à juste titre, une autre explication : le collectif politique.

## L'appel à des vichystes

En mai 1950, où sont Jean Monnet, Robert Marjolin, Etienne Hirsch, Pierre Uri, Paul Reuter ? Les trois premiers

(15) Pierre Rosanvallon, *Le modèle politique français, la société civile contre le jacobinisme de 1789 à nos jours*, rééd., 2006, p. 415.

(16) Robert Paxton, *op. cit.*, p. 53.

sont au Plan, ils en sont les responsables. Uri est professeur d'économie, et Reuter juriste de haut niveau. C'est Monnet qui structure le groupe ; on notera que ce sont des « résistants » qui sont aux commandes du Plan (pouvoir non élu, rappelons-le) et qui font appel à des « vichystes » qui ne sont pas dans les circuits du pouvoir.

Pierre Uri est devenu par la suite un des proches experts de François Mitterrand pour les questions économiques. Parlaient-ils de leur passé vichyste ?

\*  
\* \*

Au passage, on est stupéfait de certaines naïvetés chez des protagonistes de première importance : John Mc Cloy croit voir une contradiction entre le génie de Franklin Delano Roosevelt vendant des destroyers à l'Angleterre et un discours « à la Blum » qu'il tient au congrès syndical des camionneurs. Tout au contraire, la force de Roosevelt à l'intérieur du pays fut de pouvoir s'appuyer sur les dirigeants syndicaux. Un des syndicats les plus importants était celui des teamsters (camionneurs) et son principal dirigeant, Daniel J. Tobin, s'était lancé dans une guerre frontale contre les syndicalistes partisans de la lutte de classe comme les animateurs des grèves de Minneapolis en 1934, parmi lesquels des trotskystes tels Farrel Dobbs. En juin 1940, Tobin devint le conseiller spécial de Roosevelt pour les questions syndicales. Pendant la guerre, Farrel Dobbs et ses amis furent emprisonnés. Voilà pourquoi Roosevelt devait tenir un discours « gauche » devant les teamsters. Equilibre et non contradiction.

\*  
\* \*

## Tout proteste contre une telle assertion...

Il est donc faux de parler de « déficit démocratique » à propos de l'Europe politique, démocratie que l'on instillerait peu à peu au sein de ces institutions qui, au bout d'un processus, seraient enfin

démocratiques. Toute l'histoire, ses origines, ses initiateurs, leurs conceptions, leurs relations, leurs formations protestent contre une telle assertion.

On comprendra qu'une note de lecture, même un peu étoffée, ne peut rendre compte pleinement de toute la richesse de l'argumentation de cet ouvrage, et, d'ailleurs, certains aspects n'ont pas été abordés ici (le rôle du keynésianisme, celui des officiels américains, par exemple). De même, des débats historiographiques (Zeev Sternhell, par exemple) ont été négligés. Nous serions sortis de notre objet : expliquer que rien ne remplace la lecture de l'ouvrage d'Antonin Cohen.

**Jean-Marc Schiappa**

P. S. : Au moment où ces lignes étaient rédigées, le journal *La Croix*, daté du 20 décembre 2012, informait que « plusieurs députés socialistes ont décidé la création d'un mouvement "de réflexion et d'action" qui veut agir au sein du Parlement. (...) Officiellement présenté à l'Assemblée nationale en début d'année prochaine, il revendique notamment l'héritage d'Emmanuel Mounier et du "personnalisme" ».



# Stalingrad et sa signification

## 1. Introduction

**L**e 70<sup>e</sup> anniversaire de la bataille de Stalingrad ne suscite en France que peu de réactions. En dehors de quelques revues spécialisées (1), le souvenir n'en est évoqué que de façon marginale dans la presse (2).

Stalingrad n'en reste pas moins le symbole d'une guerre qui entraîna en quatre ans la mort de plus de 26 millions de Soviétiques — civils et militaires confondus — et dans laquelle se concentrèrent les trois quarts des pertes terrestres allemandes de la Seconde Guerre mondiale. La bataille incarne également la résistance finalement victorieuse des peuples de l'Union soviétique face à une invasion d'une violence sans précédent dans l'histoire, et ce malgré l'incurie de la bureaucratie stalinienne. Certes, la victoire de l'Armée rouge à Stalingrad doit être replacée dans un contexte marqué par le recul de l'axe sur l'ensemble des fronts en 1942-1944, et par les progrès de l'armée soviétique annoncés dès la défense victorieuse de Moscou en décembre 1941. Il n'en reste pas moins qu'à l'époque des événements, tous les belligérants perçurent l'importance de la défaite du Reich face à la classe ouvrière soviétique, après des années de victoires de la contre-révolution et de déchaînement d'une guerre atroce sur l'ensemble de la planète.

Cet article n'a pour ambition que de retracer brièvement les événements qui conduisirent, à partir de l'invasion de l'Union soviétique par l'Allemagne nazie en juin 1941, au succès de l'Armée rouge à Stalingrad. Il s'agit ici de comprendre non seulement pourquoi l'URSS a vaincu, mais également les raisons du coût exorbitant de cette victoire payée par des millions de morts et des souffrances inimaginables pour une grande partie des populations d'Europe.

Alors que le silence et la réhabilitation du stalinisme semblent être les seules alternatives offertes au public pour les soixante-dix ans de la bataille, ces éléments d'explications ne peuvent pas être inutiles (3).

## 2. La situation européenne à la veille de l'invasion

### a) L'URSS en 1941

Pour comprendre Stalingrad, il est indispensable de brosser un tableau rapide de l'Europe en 1941. En deux décennies, la succession de crises révolutionnaires engendrées par la Première Guerre mondiale et la révolution d'Octobre se sont — provisoirement — achevées par des défaites effroyables de la classe ouvrière dans la plupart des pays européens. La victoire de la contre-révolution en Italie, en Allemagne, en Autriche puis en Espagne, suivie de la défaite de l'armée française en juin 1940, met pratiquement fin à toute forme d'organisation indépendante dans l'ensemble des pays industrialisés, tandis que la marche à la guerre

(1) Sur le plan strictement militaire, voir le dossier consacré à ce sujet dans le dernier numéro de *Guerres & Histoire*, n° 11, février 2013.

(2) La palme revient au *Figaro* (1<sup>er</sup> février 2013) qui n'évoque la célébration de l'événement en Russie que pour déplorer « l'affront à la mémoire des 200 descendants de familles allemandes vivant aujourd'hui à Sarepta » constitué par la rebaptisation de la ville en Stalingrad pour la durée des cérémonies !

(3) Sur le déroulé des opérations militaires, je m'appuie essentiellement sur les deux principaux ouvrages parus en français ces dernières années, consacrés à la bataille de Stalingrad : Antony Beevor, *Stalingrad*, Flammarion, 1998 (1999) et Jean Lopez, *Stalingrad : la bataille au bord du gouffre*, Economica, 2008.

emporte peu à peu l'ensemble des nations de la planète.

Rappelons ce fait : la bureaucratie stalinienne et l'ensemble des partis qui lui sont inféodés portent une responsabilité écrasante dans la défaite de la classe ouvrière. Responsabilité incarnée notamment par les épisodes de la capitulation du Parti communiste d'Allemagne (KPD) face au nazisme en 1933 et de la participation directe de l'appareil stalinien à la répression de la révolution espagnole en 1936-1939, prélude à la victoire du franquisme.

Contrecoup de la victoire de la contre-révolution, l'Union soviétique apparaît de plus en plus isolée et menacée à la fin des années 1930. Dirigée par la bureaucratie, l'URSS n'en reste pas moins le premier pays où la bourgeoisie a été expropriée. Pour les puissances impérialistes, elle demeure l'incarnation de la menace d'une révolution mondiale, donc la bête à abattre. Certes, la mise en place de l'économie planifiée a permis de hisser en vingt ans l'Union soviétique au rang de troisième puissance industrielle mondiale. Mais le caractère chaotique de cette industrialisation aussi bien que le traumatisme de la société engendré par les famines de 1931-1933 et la Grande Terreur de 1937, ont rendu cet édifice extrêmement fragile. En 1940, lors de la guerre d'hiver contre la Finlande, la pitoyable prestation d'une Armée rouge désorganisée par les purges sanglantes de son encadrement finit de convaincre Hitler de la faiblesse de l'URSS. Le Troisième Reich prépare dès alors un plan d'invasion sans précédent du territoire soviétique : l'opération Barbarossa.

#### **b) La nature du projet d'invasion nazie : une guerre d'extermination**

La guerre à l'est, telle qu'elle est conçue par les dirigeants nazis, est d'une tout autre nature que les campagnes militaires menées depuis 1939. Le but de l'invasion est non seulement de mettre la main sur les ressources des territoires capturés, mais aussi d'anéantir l'Union soviétique et tout ce qu'elle représente, en dépit de sa dégénérescence bureaucratique. En mars 1941, Hitler présente à

ses généraux la lutte à venir comme une « guerre d'extermination » contre le communisme. L'extermination des populations juives, associées au communisme jusque dans la notion de « judéo-bolchevisme », est l'un des buts de la guerre, tout autant que la mise en esclavage des populations slaves, jugées inférieures à l'occupant allemand (4).

A de rares exceptions près, il est à noter que l'état-major allemand partage dès le début des opérations les objectifs politiques et idéologiques de la guerre formulés par les nazis. Ainsi, le 2 mai 1941, le général Erich Hoepner, commandant du groupe de Panzers IV et futur membre du complot de juillet 1944 fomenté contre Hitler, écrit-il en 1941 que « la guerre contre la Russie est un élément essentiel de la lutte pour l'existence du plan allemand. C'est la vieille lutte des Germains contre les Slaves, la défense de la culture européenne contre l'invasion moscovito-asiatique, la résistance contre le bolchevisme juif. Cette lutte doit avoir pour but la démolition de la Russie actuelle et doit donc être menée avec une rigueur sans précédent. Chaque opération, dans sa conception et son exécution, doit être guidée par une volonté absolue d'anéantissement total et impitoyable de l'ennemi. Il n'y a en particulier aucune pitié à avoir pour les représentants de l'actuel système russo-bolchevique » (5).

Au printemps 1941 une série de décrets, conformes à cette vision de la guerre contre le bolchevisme, est diffusée auprès des soldats de la Wehrmacht en préparation de l'invasion. Le décret « Barbarossa » (13 mai 1941) exempte les soldats de toute poursuite en cas d'exaction contre les civils si celle-ci n'enfreint pas la discipline militaire. Le décret sur « la conduite des troupes en Russie » donne toute latitude aux officiers pour prendre les mesures de répression nécessaires à la lutte contre « les

(4) Sur ce dernier point, voir l'intéressant ouvrage d'Enzo Traverso, *La violence nazie. Une généalogie européenne*, La Fabrique, Paris, 2002.

(5) Cité dans Omer Bartov, *L'Armée d'Hitler. La Wehrmacht, les nazis et la guerre*, Hachette, 1999, p. 187.

*partisans, les saboteurs et les juifs* ». Enfin, le fameux « *ordre des commissaires* » du 8 juin 1941 décrète l'exécution immédiate des commissaires politiques et responsables communistes capturés par l'armée allemande (6).

### c) Grandeur et démesure du plan d'invasion allemand

L'opération Barbarossa est l'une des plus grandes opérations militaires de l'histoire, mobilisant près de quatre millions d'hommes, 3 600 chars, 2 800 avions et plus de 600 000 véhicules divers. Enhardi par les succès rapides rencontrés en Pologne et en France, l'état-major allemand prévoit une campagne extrêmement courte de six mois, qui verrait la Wehrmacht parcourir jusqu'à 2 000 kilomètres, prendre Moscou et anéantir l'essentiel des forces armées soviétiques ! Dans ce plan délirant, l'adversaire est largement sous-estimé, tant du point de vue de ses réserves que de sa capacité à encaisser les défaites initiales. L'absence de priorités opérationnelles entre les fronts centre et sud (qui bénéficient de moyens équivalents) comme de moyens logistiques destinés à faire face à une prolongation des combats pendant l'hiver témoignent de ce mépris qui sera fatal à l'armée allemande.

## 3. Juin-novembre 1941 : de l'opération Barbarossa à la bataille de Moscou

### a) Une effrayante série de défaites

L'opération Barbarossa débute dans la nuit du 22 juin 1941. Dès les premiers jours des opérations, les combats prennent la tournure d'un désastre majeur pour l'Armée rouge.

Les bombardements surprises opérés par la Luftwaffe dans les premières heures de l'invasion aboutissent à la destruction de près de 1 500 avions soviétiques, alignés sans défense sur les aérodromes. En trois jours, ce seront près de 4 000 avions de la force aérienne de l'Armée rouge (VVS) qui seront détruits

pour des pertes minimes du côté allemand. Mais le pire est à venir. Dès le 16 juillet, après moins d'un mois de combat, le groupe d'armées centre de la Wehrmacht s'empare de Smolensk, distante de plus de 600 kilomètres de la ligne de front initial. Au nord, l'armée allemande atteint Leningrad début septembre, et débute le siège le plus long et le plus atroce de l'histoire moderne. En Ukraine, les troupes du général Kirponos résistent initialement à l'agression, mais, contournées au nord du fait de la rapidité de la progression allemande, s'effondrent fin août. L'enfoncement du front sud entraîne à son tour les chutes successives de Kiev (19 septembre), de Kharkov (24 octobre) et de l'ensemble de la Crimée, à l'exception de Sébastopol (novembre). Le 5 décembre, les Allemands sont à 30 kilomètres de Moscou.

L'effondrement de l'Armée rouge est incroyable. En cinq mois de combats, près de trois millions de soldats ont été tués, plus de 20 000 chars et 21 000 avions détruits. L'armée allemande a avancé de 1 300 kilomètres. Dans sa progression, elle est parvenue à faire prisonniers 3,3 millions de soldats soviétiques à travers une série d'encerclements géants — celui de Kiev entraîne la capture de 600 000 soldats en septembre 1941 !

### b) Les causes du désastre soviétique

Comment expliquer une telle série de défaites ? Sur le papier, la victoire allemande n'avait pourtant rien d'acquis. L'Armée rouge compte, en juin 1941, 2,9 millions de hommes — plus deux millions de réservistes — face aux 3,1 millions alignés par la Wehrmacht, auxquels il faut ajouter 660 000 soldats de pays engagés dans la « croisade » contre le bolchevisme (Italiens, Roumains, Hongrois, Finnois, etc.). Ses arsenaux comprennent 14 200 chars, 8 500 avions et 33 000 canons, contre respectivement 3 700, 2 900 et 9 000 côté allemand. Certes, une partie de ce matériel est obsolète, mais, on l'oublie souvent, l'ar-

(6) Omer Bartov, *L'Armée d'Hitler...*, op. cit., p. 108.

mée allemande est au même régime. En matière de chars, l'Armée rouge aligne ainsi 2 800 BT-7, engins comparables aux 979 panzers III qui constituent alors l'ossature des divisions blindées allemandes. Les 900 T-34 soviétiques déployés dans le premier mois des combats ne disposent quant à eux d'équivalent dans aucune armée du monde à cette époque. De même, si les avions soviétiques sont encore inférieurs à leurs équivalents allemands, la VVS dispose de 1 800 chasseurs modernes capables en théorie d'affronter les Messerschmitt 109 qui équipent la Luftwaffe.

En réalité, la défaite initiale de l'Union soviétique est le produit inévitable d'une série de facteurs aujourd'hui bien connus :

— Staline a conclu en 1939 une alliance avec Hitler en espérant que l'Allemagne et la France s'épuiseront dans une guerre longue. La défaite rapide de l'armée française en mai 1940 ruine tous ces espoirs. Pourtant, jusqu'à la veille de l'opération Barbarossa, Staline reste sourd aux multiples avertissements qui lui sont envoyés aussi bien par ses réseaux d'espionnage que par les vols de reconnaissance qui repèrent d'importantes concentrations de troupes allemandes à la frontière. Au contraire, les termes du pacte passé avec Hitler sont respectés par la bureaucratie qui continue à livrer à l'Allemagne pétrole et caoutchouc jusqu'en juin 1941. L'impréparation totale de l'armée soviétique se paiera cher dans les premiers jours de la guerre.

— Les purges de 1937-1938 ont décapité le commandement soviétique et bloqué pendant un temps le processus d'innovations stratégiques et techniques qui avaient fait de l'Armée rouge l'une des plus modernes du monde au début des années 1930 (7). Au terme des purges, trois maréchaux sur cinq ont été liquidés, de même que l'ensemble des commissaires adjoints à la Défense, 14 commandants d'armée sur 16, 136 généraux de division sur 199 et les deux tiers des chefs de brigades. En juin 1941, 75 % des officiers d'active et 70 % des commissaires politiques aux Armées occupent leurs postes depuis moins d'un an (8). Ces cadres in-

expérimentés, terrorisés par un appareil répressif qui ne leur laisse aucune marge d'autonomie, seront souvent incapables de prendre les initiatives nécessaires pour faire face à l'invasion. Au cours des premiers mois du conflit, l'incompétence de l'état-major (Staline au premier chef) l'empêchera d'envisager la possibilité de replis tactiques, conduisant aux grands encerclements allemands à Minsk, Smolensk, Kiev et Briansk. En juin 1941, l'Armée rouge (et notamment ses corps blindés) est de plus en plein processus de réorganisation. Cette situation aggravera la crise de commandement dans les mois suivants.

— Enfin, en dépit de son industrialisation rapide dans les deux décennies précédentes, l'Union soviétique reste en 1941 une société largement paysanne, en retard sur bien des plans vis-à-vis de l'Allemagne et des autres grandes nations industrialisées. Il n'y a pas 150 camions par division, les armes blindées et aériennes sont, à la différence de leurs homologues allemandes, presque entièrement privées de moyens radios. L'immense armée de conscrits est mal entraînée, manque d'officiers et de sous-officiers, ce qui la distingue clairement — en mal — de la Wehrmacht.

Staline et le stalinisme portent donc une lourde responsabilité dans les défaites de juin-décembre 1941. Dans un texte fameux, écrit en URSS alors que la bureaucratie de Brejnev tentait de remettre en cause les concessions qu'elle avait dû lâcher sous Khrouchtchev, le général et dissident soviétique Piotr Grigorenko explique : « *Ce qui s'accomplit à la veille de la Seconde Guerre mondiale fut réellement effrayant. On aurait cru que quelqu'un veillait avec une patience, un entêtement, une cohérence extrême à faciliter la victoire des fascistes, à faire passer sous leur joug notre peuple tout entier.* » Et de désigner les coupables,

(7) Sur le développement de la pensée militaire soviétique, voir Jacques Sapir, *La Mandchourie oubliée, grandeur et démesure de l'art de la guerre soviétique*, Editions du Rocher, 1996.

(8) Moshe Lewin, *Le Siècle soviétique*, Fayard, 2003, p. 145.

« *Staline et le gouvernement qu'il dirigeait* » (9).

### c) Massacres et mise en œuvre des opérations d'extermination

En arrière des combats, l'occupation des territoires soviétiques est d'emblée marquée par une féroce exploitation économique et accompagnée d'une longue série de massacres atroces.

Conformément aux objectifs de guerre explicitement formulés par Hitler, les cibles principales de la barbarie nazie sont les juifs, assimilés au bolchevisme. De fait, l'invasion de l'Union soviétique marque une rupture importante dans le processus de destruction des juifs d'Europe, rupture marquée par l'assassinat systématique des populations juives à travers les opérations mobiles de tueries (10).

Des bataillons de tueurs placés sous la responsabilité de l'Office central de la sécurité du Reich (RSHA), les *Einsatzgruppen*, suivent la progression de la Wehrmacht, recherchent et abattent systématiquement les juifs (11). A Babi Yar, en Ukraine, 33 370 personnes sont ainsi abattues les 29 et 30 septembre. Au total, en cinq mois, 550 000 juifs seront massacrés sur les arrières de l'armée allemande (12).

Au-delà des seuls juifs, l'ensemble de la population est victime de la barbarie nazie. D'innombrables tueries ont lieu dans les territoires occupés, justifiées *a posteriori* par les objectifs de répression des mouvements de partisans. Près de quatre millions de civils sont déportés vers le Reich et soumis au travail forcé dans des conditions souvent abominables. Un quart d'entre eux en mourront. Le sort des prisonniers de guerre, parqués à l'air libre sans nourriture pendant des mois, est particulièrement atroce.

Sur les 3,3 millions de soldats soviétiques capturés pendant l'opération Barbarossa, 60 % mourront avant la fin de l'année 1941 (13).

Cette politique aliène rapidement à l'occupant les populations locales, souvent initialement peu hostiles aux arrivants allemands après des années de terreur stalinienne. Très vite, les groupes de partisans vont se multiplier dans les campagnes, faisant de l'arrière-pays un

territoire dangereux pour l'armée allemande.

### d) L'enlèvement de l'armée allemande et la résistance du peuple soviétique

En dépit de l'étonnant succès de la Wehrmacht, les plans de guerre allemands sont loin d'être remplis à la fin 1941. Moscou devait être atteinte à la mi-octobre, or l'armée allemande piétine depuis la mi-novembre et n'approche de la capitale que le 5 décembre.

La rapidité de l'offensive n'a pas permis d'éviter de lourdes pertes : 350 000 tués, 3 900 chars et 2 505 avions détruits. L'hiver surprend une troupe mal équipée, touchée de plein fouet par l'allongement des lignes logistiques. Ce problème, talon d'Achille de la Wehrmacht pendant toute la guerre, est accentué par l'extrême faiblesse des réseaux ferrés et routiers de l'Union soviétique. De plus, l'armée allemande fait face à un intense mouvement de guérilla qui paralyse ses arrières.

Surtout, les dirigeants allemands ont considérablement sous-estimé leurs adversaires. En dépit des millions de morts et de prisonniers, l'Armée rouge n'est pas anéantie et se bat de plus en plus fa-

(9) Piotr Grigorenko, *Staline et la Deuxième Guerre mondiale*, Editions de l'Herne, 1967 (1969 pour l'édition française), pp. 130 et 133.

(10) Raul Hilberg, « Les opérations mobiles de tueries », in *La Destruction des juifs d'Europe*, t. 1, Gallimard, Coll. Folio, 1961 (2006), pp. 488-709.

(11) Les Einsatzgruppen avaient déjà été déployés en Pologne en 1940, mais les massacres avaient pris une moindre ampleur et avaient essentiellement concerné la population adulte masculine. Voir Christian Ingrao, « *Violence de guerre et génocide. Le cas des Einsatzgruppen en Russie* », *Les Cahiers de la Shoah*, 2003/1, n° 7, pp. 21-22.

(12) Nicolas Werth, « *La société soviétique dans la grande guerre patriotique* », in *La Terre et le désarroi. Staline et son système*, Perrin, collection « Tempus », 2007, p. 354.

(13) Nicolas Werth, « *La société soviétique dans la grande guerre patriotique* », *op. cit.*, p. 355. En comparaison, le taux de mortalité des soldats allemands internés dans le Goulag soviétique — pourtant dans des conditions extrêmement dures — ne sera « que » de 20 %. Seul 1 % à 2 % des soldats anglais et français capturés par l'Allemagne mourront pendant la guerre.

rouchement. Les services de renseignement du haut commandement de l'armée de terre allemande à l'est (OKH) ont estimé en juin 1941 que l'union soviétique serait en mesure d'aligner 213 divisions. En réalité, ce sont 390 divisions, plus 140 en réserve, que les Allemands trouvent en face d'eux lors des opérations !

La capacité de résistance de l'Union soviétique est également illustrée par l'évacuation, à partir du 29 juin 1941, d'une quantité phénoménale d'équipements et d'infrastructures industrielles, essentiellement vers l'Oural et la Sibérie. Cette prouesse logistique inégalée pendant toute la Seconde Guerre mondiale permet à l'URSS de conserver l'essentiel de son potentiel militaire malgré la débâcle et la perte d'immenses territoires. Plus de 1 500 usines, soit 13 % des capacités industrielles de l'Union soviétique, sont démontées, transférées à l'arrière puis remontées entre juillet et décembre 1941. De même, des millions de personnes — ingénieurs, cadres, ouvriers et leurs familles — sont évacuées vers l'est, limitant ainsi le processus « d'attrition biologique » voulu par l'armée allemande.

#### e) La contre-offensive de décembre 1941

Affaiblie et confrontée à une résistance de plus en plus tenace, l'attaque allemande est complètement enlisée dès la fin novembre. Les Soviétiques ont quant à eux rameuté 58 divisions de réserve, notamment des troupes stationnées à la frontière sibérienne, et alignent plus d'un million d'hommes autour de Moscou. Le 5, la contre-offensive de l'Armée rouge débute par  $-30^{\circ}\text{C}$ . En raison du froid, la Luftwaffe est paralysée au sol, un grand nombre de chars incapables de se déplacer. En un mois de combat, les soldats soviétiques progressent de 100 à 250 kilomètres et reprennent la ville de Kalinine.

Il s'agit du premier succès majeur de l'URSS depuis le début de la guerre. Pourtant, après sept mois de combat, l'Armée rouge est désorganisée et à cours de réserves. Une masse de recrues doivent être intégrées dans des divisions

décimées, les corps blindés doivent être restructurés. Staline n'en a cure et ordonne la poursuite de l'offensive tout en fixant au Noël 1942 la libération totale du territoire soviétique (14) ! La série de combats qui s'ensuivent de janvier à avril 1942 se traduit par des échecs sanglants pour les forces soviétiques. La deuxième armée de choc du général Vlassov est même encerclée et anéantie en tentant de débloquer le siège de Leningrad (15). Ces échecs ne doivent pas masquer l'essentiel : le rêve de Hitler d'en finir avec le bolchevisme au terme d'une campagne de quelques mois a fait long feu.

## 4. L'offensive de l'été 1942 : l'Union soviétique au bord du gouffre

### a) La prise de la Crimée et la ruée vers le Caucase

Après la contre-offensive soviétique de l'hiver 1941, le Reich n'a plus les moyens, au début de l'été 1942, de mener une opération aussi ambitieuse que Barbarossa. Le plan Blau conçu par Hitler et ses généraux doit, après la conquête définitive de l'Ukraine et de la Crimée, voir les armées allemandes se ruer sur les champs du Caucase et capturer les puits de pétrole de Bakou. Derrière ces objectifs, la volonté de l'Allemagne est à la fois de porter un coup décisif au potentiel industriel et militaire soviétique, et de mettre la main sur les ressources nécessaires à la poursuite de la guerre contre les Alliés. Au lancement du plan Blau, en mai 1942, la ville de Stalingrad n'est même pas mentionnée dans les plans de l'état-major allemand.

(14) Jean Lopez, *Stalingrad*, op. cit., p. 48.

(15) Vlassov, capturé au terme de cet épisode dont le dénouement incombe à l'irresponsabilité du haut commandement soviétique, passera du côté de Hitler et formera l'armée de libération russe, supplétive des forces allemandes. Il sera pendu par Staline à l'issue de la guerre.

Une habile opération d'intoxication — l'opération *Kreml* — laisse croire à Staline que l'offensive principale sera dirigée contre Moscou par l'exploitation du saillant de Rjev, qui laisse l'armée allemande à 150 kilomètres de la capitale. Trompée, la Stavka (état-major de l'Armée rouge) masse ses forces principales au nord et prépare une offensive de diversion vers Kharkov, en Ukraine. Les 765 000 hommes participant à cette offensive tomberont en fait, lors de leur attaque du 12 mai 1942, face à l'essentiel des forces allemandes en plein préparatif d'invasion du Caucase, appuyées par les redoutables divisions blindées de la Wehrmacht (16) !

Les combats sanglants qui se déroulent ensuite en Ukraine en mai-juin 1942 se traduisent par un nouveau massacre abominable de l'Armée rouge, son refoulement au-delà du Donets et la chute finale de la Crimée. La poursuite du plan *Bau* en juillet et août marque une nouvelle série de victoires pour la Wehrmacht, néanmoins confrontée à une résistance croissante. Voronej est prise le 7 juillet, Rostov le 23. Le 20 juillet, Hitler déclare à Hadler que « *le Russe est fini* » (17) et la directive n° 45 du 23 juillet assure que « *les objectifs généraux assignés au flanc sud du front oriental ont été pour l'essentiel atteints* ».

#### b) L'URSS au bord de l'effondrement

En cette fin d'été 1942, un peu plus d'un an après le lancement de l'opération Barbarossa, l'Union soviétique semble en effet se trouver dans une situation inextricable. Les victoires remportées au cours de l'offensive d'hiver 1941-1942 ont été brutalement éclipsées par la chute de la Crimée, de Voronej et de Rostov. Alors que la Wehrmacht se rue vers la Volga et les territoires du Caucase, l'effondrement rapide de l'Armée rouge apparaît envisageable, voire probable.

L'économie soviétique est exsangue. Après les retraits de 1941 à 1942, l'URSS a été amputée de territoires essentiels aux productions agricoles et industrielles. La population active du pays est passée de 87 à 55 millions d'individus entre 1940 et 1942, son PNB de 417 à 274

milliards de dollars (18) ! Sur cette même période, la production de grain passe de 95 à 30 millions de tonnes, celle d'acier de 18 à 8 millions ! Pour la plupart des ressources vitales au maintien de l'économie (charbon, pétrole, aluminium), on observe une chute de la production du même ordre de grandeur.

La réduction de la base industrielle de l'Union soviétique doit, de plus, être analysée au regard du contexte de mobilisation totale du pays. La défense devient la priorité absolue de la mobilisation économique, au détriment de l'industrie civile et de l'agriculture, qui constitue pourtant les points faibles de l'économie soviétique depuis la révolution d'Octobre. L'évaluation du PNB de l'URSS par secteur faite par l'historien britannique Mark Harrison (*tableau 1*) permet de se rendre compte de l'importance de ces tendances. Encore sous-estime-t-elle l'impact de la mobilisation sur l'économie civile, dans la mesure où une bonne partie des industries « civiles » — comme de l'agriculture — est en fait totalement orientée vers l'effort de guerre. La guerre appelle quatorze millions de mobilisés dans les forces armées et les industries de défense. Couplée à la perte des territoires occidentaux, cette mobilisation conduit à une diminution de la population active employée dans l'économie civile de 46 millions de personnes !

**Tableau 1 : évolution du PNB de l'Union soviétique par secteur en 1941 et 1942, base 100 en 1940**

Secteur	1941	1942
PNB Total	93	71
Agriculture	63	39
Industrie militaire	160	369
Industrie civile	88	40
Construction	65	30
Transports et communications	92	53
Commerces	84	34
Services civils	91	61
Services militaires	141	220

(16) Jean Lopez, *Stalingrad*, op. cit., p. 68.

(17) Jean Lopez, *Stalingrad*, op. cit., p. 117.

(18) Mark Harrison, *The Economics of World War II, an overview*, 1998, <http://www2.warwick.ac.uk/fac/soc/economics/staff/academic/harrison/public/ww2overview1998.pdf>

D'après Mark Harrison, *Accounting for war : Soviet production, employment, and the defense burden, 1940-1945*, Cambridge, 1996, p. 98.

Cette situation a un impact dévastateur sur le niveau de vie de la population. La famine s'étend, tandis que les campagnes sont ramenées, selon l'historien Jean Lopez, « *au cœur du Moyen Âge* » (19). Pour le travail des champs, la traction humaine remplace les chevaux et les moyens motorisés, utilisés pour le front. La mortalité infantile quintuple en deux ans et atteint 500 à 600 pour mille. Le pays, dévoré par la misère et la faim, voit s'accumuler les défaites encaissées par l'Armée rouge. Le risque d'un effondrement de la résistance soviétique n'est pas à exclure au moment où débute la bataille de Stalingrad.

C'est dans ce contexte que l'ordre 227, publié le 28 juillet et signé par Staline, est lu par les officiers à toutes les unités de l'Armée rouge. Faisant du mot d'ordre « *ni shagu nazad !* » (« plus un pas en arrière ») le slogan principal du front, le texte dénonce « *les paniquards et les lâches* » qui doivent être exécutés sur le champ. Il décrète une série de mesures de coercition extrêmement dures destinées à rétablir la discipline. L'ensemble des officiers coupables de « faiblesse » doivent être versés dans des bataillons pénaux afin « *qu'ils puissent racheter de leur sang leur crime contre la patrie* ». Des détachements d'arrêt sont constitués à l'arrière des divisions afin d'exécuter les fuyards « *en cas de panique ou de retraite désordonnée* » (20).

### c) La lente évolution de l'Armée rouge

Cette situation terrible ne doit pas masquer les réels progrès de l'Armée rouge depuis 1941. L'offensive allemande de 1942 a permis de faire environ 500 000 prisonniers russes. C'est un chiffre énorme, et pourtant peu élevé en comparaison des 3,3 millions de soldats soviétiques capturés entre juin et décembre 1941.

Après les terribles revers encaissés autour de Kharkov et en Crimée, le commandement soviétique a enfin intégré la nécessité tactique d'opérer des retraites

coordonnées. En juillet, le gigantesque encerclement tenté par les divisions blindées allemandes autour des XXI<sup>e</sup> et XXIX<sup>e</sup> Armées soviétiques massées contre le Don s'est refermé sur le vide. Ces troupes ont pu traverser le fleuve, protégées par un intense combat d'arrêt de la 13<sup>e</sup> division de la garde (21). Il y a mieux : la prise du port de Sébastopol a pris trois semaines (2-27 juin) à la Wehrmacht et a occasionné la perte de 75 000 hommes, l'utilisation de 50 000 tonnes de munitions et 20 000 tonnes de bombes (22). Les Soviétiques y ont démontré leur ténacité et leur relative supériorité aux troupes allemandes dans les combats urbains.

Entre août et septembre 1942, l'offensive engagée dans le Caucase par la Wehrmacht s'affaiblit progressivement et ne parvient pas à atteindre son objectif stratégique : la prise des champs pétroliers soviétiques. Les quarante divisions (autant qu'à Stalingrad) engagées dans la conquête du Caucase doivent contrôler un territoire de 600 kilomètres de côté, montagneux et densément boisé. Elles s'y empêtrent et ne parviennent plus à progresser à partir de septembre, confrontées à la résistance acharnée d'un ennemi qui organise d'incessantes embuscades et contre-attaques. Le 9 août, Maïkop, premier objectif pétrolier, est prise. Avant de se retirer, l'Armée rouge a démonté tout ce qui pouvait l'être et détruit de fond en comble le reste des installations. La brigade technique de 10 400 hommes envoyés sur place pour réparer les installations estime à un an le délai de remise en état — partielle — de l'exploitation pétrolière (23). Quant aux champs pétroliers de Grozny et de Bakou, ils ne seront jamais pris.

Compte tenu de ces graves échecs, la traversée de la Volga, et donc la prise de Stalingrad, s'impose peu à peu comme l'objectif stratégique principal de la campagne de l'été 1942. Seule cette vic-

(19) Jean Lopez, *Stalingrad...*, op. cit., p. 125.

(20) Jean Lopez, *Stalingrad...*, op. cit., pp. 129-136.

(21) Jean Lopez, *Stalingrad*, op. cit., p. 110.

(22) Jean Lopez, *Stalingrad*, op. cit., pp. 87-92.

(23) Jean Lopez, *Stalingrad*, op. cit., p. 141

toire permettra à l'armée allemande d'isoler définitivement les troupes soviétiques bloquées dans le sud du Caucase. C'est pourquoi Jodl, chef d'état-major dans le commandement supérieur de la Wehrmacht, déclare, dès le 30 juillet, que « *le destin du Caucase se joue à Stalingrad* » (24).

#### d) Les troupes allemandes devant Stalingrad

Tout au long du mois d'août, la VI<sup>e</sup> Armée de Paulus et la IV<sup>e</sup> Armée Panzer de Hoth progressent difficilement vers le sud de la ville, bloquées par la résistance tenace de la LXIV<sup>e</sup> Armée soviétique. Le 26 août, le général Joukov, nommé par Staline commandant suprême adjoint de l'Armée rouge, engage une série d'offensives à partir du nord-ouest de Stalingrad afin d'éviter son encerclement. En vain. Le 3 septembre, Hoth et Paulus réalisent enfin leur jonction à Gontchara, après avoir refoulé — sans toutefois parvenir à les encercler — les débris de la LXIV<sup>e</sup> Armée d'Erenko.

A cette date, Stalingrad est encerclé. Le 23 août, un gigantesque raid aérien regroupant plus de 600 appareils, tous équipés de bombes explosives ou incendiaires, a entièrement détruit la ville et causé la mort de 40 000 civils. A partir du 13 septembre, l'assaut de la ville commence (25).

## 5. La bataille

#### a) La situation des armées en présence

Quelles sont les forces combattant à Stalingrad ? L'attaque allemande est menée par la VI<sup>e</sup> Armée du général Paulus. Celle-ci est la plus puissante et la mieux équipée de la Wehrmacht. Elle aligne 285 000 hommes expérimentés, dont deux divisions motorisées et deux divisions panzers (soit environ 60 000 hommes). Elle bénéficie de l'appui aérien des 1 600 avions de la Luftflotte 4, qui ne sera cependant pas ou peu renforcée pendant les prochains mois.

En face d'elle, la VI<sup>e</sup> Armée allemande ne trouve initialement dans Stalingrad

que la LXII<sup>e</sup> Armée soviétique commandée par le général Tchouïkov. Cette force, qui a participé aux combats des derniers mois, est saignée à blanc. Elle ne compte que 60 000 hommes, 60 chars et 400 canons (26). Plusieurs unités sont démoralisées, une brigade de chars ne compte qu'un seul tank, contre un effectif théorique de cinquante-trois ! Elle n'est pas équipée en DCA et ne peut compter, au début du siège, que sur un soutien extrêmement limité de la force aérienne.

Ce déséquilibre flagrant entre les protagonistes semble condamner Stalingrad à brève échéance. Plusieurs éléments viennent pourtant nuancer ce constat. Tout d'abord, les soldats de la LXII<sup>e</sup> Armée bénéficieront, tout au long du siège, d'un appui constant de l'artillerie soviétique, massée de l'autre côté de la Volga. Ensuite, du 15 septembre au 2 novembre, Tchouïkov recevra des renforts réguliers, totalisant plus de 100 000 hommes. Ces recrues, traversant le fleuve sous le feu intense de la Luftwaffe et de l'artillerie allemande, sont envoyées directement dans la fournaise de Stalingrad une fois la ville atteinte. L'espérance de vie moyenne d'un soldat soviétique dans la ville n'atteint pas quarante-huit heures. Tchouïkov confie d'ailleurs au correspondant de guerre Vassili Grossman que chaque combattant survivant plus de trois jours est considéré comme un vétéran. Mais ce flot incessant de renforts permettra tant bien que mal aux défenseurs de tenir.

A l'inverse, Paulus ne bénéficiera que de peu de soutien pour remplacer les pertes de plus en plus lourdes de la VI<sup>e</sup> Armée. Seuls 6 000 pionniers spécialement équipés pour le combat urbain seront envoyés à Stalingrad en novembre pour en finir avec le siège de la ville. La VI<sup>e</sup> Armée est de plus handicapée par l'exacerbation des problèmes logistiques rencontrés depuis le début de l'invasion du territoire soviétique. Avant même la contre-offensive soviétique, les troupes

(24) Cité par Jean Lopez, *Stalingrad, op. cit.*, p. 148.

(25) Antony Beevor, *Stalingrad, op. cit.*, pp. 114-115.

(26) Jean Lopez, *Stalingrad, op. cit.*, p. 197.

allemandes manqueront de tout : essence, nourritures, vêtements d'hiver... Mais il y a pire encore. La VI<sup>e</sup> Armée combattant à Stalingrad est placée dans une situation extrêmement fragile, du fait de la faiblesse de ses flancs, protégés essentiellement par des troupes roumaines sous-équipées et mal commandées. Cette faiblesse la met à portée d'un gigantesque piège, rendant plus que jamais nécessaire une prise rapide de la ville.

#### **b) La bataille pour le centre et le nord de la ville (septembre)**

La ville de Stalingrad s'étire sur une trentaine de kilomètres, tout le long de la rive occidentale de la Volga. La vieille ville, constituée de maisons et de petits immeubles, en forme la partie sud. Le centre de la ville, construit après la révolution, est composé de larges avenues. C'est ici que se trouve la gare principale. Au nord, les quartiers ouvriers et les trois principales usines de la ville (Barricades, Octobre rouge et usine de tracteurs) occupent l'essentiel du terrain.

De septembre jusqu'à début octobre, les offensives allemandes vont se traduire par la prise successive des quartiers sud et centre de la ville.

D'emblée, les affrontements sont extrêmement durs. Les Soviétiques compensent leur infériorité numérique par une résistance acharnée, la mobilisation de tous les individus capables de combattre (27) et l'utilisation de méthodes de guérilla urbaine.

Chaque point de défense est aménagé et placé sous la responsabilité d'un groupe autonome de combat chargé de le tenir jusqu'au bout et de le piéger au dernier moment. Les soldats russes profitent de la nuit pour réinvestir des points enlevés la veille par l'ennemi, en exploitant notamment à cette fin les réseaux d'égouts. Des centaines de snipers sont déployés derrière les lignes allemandes, de sorte qu'aucune zone ne peut être considérée comme sûre par les soldats allemands. Au sud de la ville, la bataille pour le contrôle d'un énorme silo à céréales qui forme le principal point d'appui de la défense soviétique dans cette zone dure sept jours.

#### **c) L'enlèvement allemand et l'âpreté des combats de rue (octobre-novembre)**

Tout au long du mois d'octobre, un combat sans merci oppose les soldats russes et allemands pour le contrôle des quartiers nord de la ville encore aux mains des Soviétiques. Les quartiers ouvriers surplombant les quelques usines qui forment le glacis de la défense russe sont enlevés le 7 octobre au terme de combats désespérés. La lutte se poursuit dans les usines les jours suivants.

Les 15 et 16 octobre, la tuilerie et l'usine de tracteurs tombent. C'est ensuite au tour des usines Barricades d'être conquises le 21 octobre (après sept jours de combats), mais une contre-attaque permet aux Soviétiques d'y reprendre pied. La VI<sup>e</sup> Armée allemande a perdu 39 000 hommes depuis le 21 août, soit 50 % de ses effectifs combattants ! A partir de la dernière semaine d'octobre, les officiers soviétiques notent une diminution de la combativité des soldats adverses, sans doute à bout de force.

A cette période, l'Armée rouge est coupée en deux, ses dernières forces massées autour des usines Barricades et Octobre rouge, ainsi que des rives qui les prolongent.

Fin octobre, les combats se concentrent sur ces derniers objectifs majeurs de la Wehrmacht. Les combats sont si durs qu'il faut plusieurs jours pour s'emparer d'un simple atelier, et même trois heures pour prendre un simple four de l'usine Octobre rouge le 24 octobre. Les derniers éléments de l'Armée rouge, surtout issus des divisions sibériennes, ne sont alors plus qu'à quelques centaines de mètres de la Volga. Le dernier embarcadère est sous le feu de l'artillerie allemande, tandis que l'acheminement des renforts est quasiment stoppé en raison du gel de la Volga. Le 31 octobre, une contre-attaque soviétique permet de regagner quelques centaines de mètres.

(27) Des comités ouvriers de défense de la ville sont formés dès l'approche des Allemands. Dans les moments les plus critiques, les femmes et les invalides travaillant à l'intendance seront armés et jetés au combat, de même que de nombreux enfants seront utilisés pour espionner les arrières allemands.

Les combats cessent alors pratiquement pendant quelques jours, en raison de l'épuisement des adversaires. Tchouïkov ne contrôle plus alors que 10 % de la ville et dix-huit kilomètres de rives (28).

#### d) Le dernier assaut (11-13 novembre)

Entre le 11 et le 13 novembre, la VI<sup>e</sup> Armée lance toutes ses forces dans un ultime assaut destiné à réduire les deux dernières poches de résistance soviétique. Une nouvelle fois, l'attaque est précédée d'un bombardement intense de la Luftwaffe.

La dernière ruade de la Wehrmacht, portée par les restes de cinq divisions, entraîne les assaillants jusqu'au bord de la Volga... avant d'être rejetés sur leur point de départ le lendemain.

Trois jours de combats confus permettent finalement aux Allemands de gagner 500 mètres et quelques immeubles, aux prix de pertes énormes. La VI<sup>e</sup> Armée n'a alors plus que pour quelques jours de valeur combative.

Du côté soviétique, il ne reste plus que 47 000 hommes dispersés et épuisés sur la rive occidentale de la Volga.

## 6. L'opération Uranus et l'encerclement de la VI<sup>e</sup> Armée allemande

### a) Le plan des quatre planètes

La grande contre-offensive russe lancée le matin du 19 novembre 1942 sous le nom de code « Uranus » est en fait une composante d'un vaste plan dit « des quatre planètes » élaboré par la Stavka à partir de septembre. Il se compose de deux séries d'encerclements majeurs destinés à anéantir les forces vives de l'armée allemande.

— Au nord du front, l'opération Mars menée par les fronts de Kalinine et de l'Ouest vise à piéger la IX<sup>e</sup> Armée allemande qui occupe le saillant de Rjev, non loin de Moscou. L'encerclement doit être suivi par une deuxième phase d'encerclement (opération Jupiter), avec pour objectif la reprise de Smolensk. L'opération Mars, qui mobilise 1,2 million d'hommes et 2 350 chars, est peu

connue. Débutée le 25 novembre, elle aboutira à un rude revers pour l'Armée rouge (100 000 tués) qui se heurte à une défense particulièrement dense et organisée (29). Elle aura pourtant pour grand mérite de drainer des réserves allemandes initialement destinées au front de Stalingrad.

— Au sud, l'opération Uranus dirigée par le général Vassilievski consiste à prendre au piège la VI<sup>e</sup> Armée de Paulus combattant à Stalingrad par un gigantesque mouvement de pinces parti du nord-ouest et du sud de la ville.

Elle rassemble 1,1 million de soldats et 894 chars (moins que Mars) et s'achève comme l'une des plus grandes réussites militaires de la Seconde Guerre mondiale. Les erreurs de commandements et la résistance inattendue de la VI<sup>e</sup> Armée empêcheront cependant l'achèvement de l'opération par un nouvel enveloppement visant Rostov (opération Saturne).

### b) Le déclenchement de l'opération Uranus

L'opération Uranus est initialement déclenchée à partir du front nord par un tir de barrage d'une heure réalisé par quelque 3 500 canons et mortiers lourds. Les premières lignes de défense, tenues par les divisions roumaines, sont enfoncées dès midi. Au Sud, l'attaque commence le 20 novembre et bouscule à son tour les trop faibles défenses germano-roumaines, étirées dans la steppe. Dans les trois jours suivants, l'Armée rouge parvient à exploiter ces percées. En à peu près cent heures, la pince nord de l'offensive a parcouru près de 130 kilomètres, la pince sud 80 ! Mais la percée ne permet pas de saisir dans l'immédiat l'aéroport de Pitomnik, échec qui permettra à Paulus de ravitailler tant bien que mal ses troupes par voie aérienne pendant deux mois. En tout, dès le 23 novembre, la VI<sup>e</sup> Armée allemande est piégée à Stalingrad.

(28) Jean Lopez, *Stalingrad*, op. cit., p. 197.

(29) David Glantz, *Zhukov's Greatest Defeat : The Red Army's Epic Disaster in Operation Mars, 1942*, University Press of Kansas, 1999.

### c) La constitution de la poche et les tentatives de dégagement

La masse de soldats piégés dans la poche ainsi formée totalise 260 000 hommes, 140 chars et 1 250 canons. Assaillie de toute part, elle parvient à former entre le 25 et le 30 novembre une zone de sécurité de soixante kilomètres sur trente. Ces combats épuisent d'emblée une bonne partie des réserves de carburant et de munitions.

Au cours des mois de décembre et de janvier, la Luftwaffe tentera de mettre en place un pont aérien pour secourir la VI<sup>e</sup> Armée assiégée, mais sans succès. Alors que les besoins vitaux de la troupe sont estimés à 600 tonnes par jour (vivres, essence et munitions), les aviateurs ne parviendront qu'à en acheminer quotidiennement 100 tonnes en moyenne. Tout concourt à l'échec du pont aérien : l'insuffisance du nombre des aérodromes et la faiblesse de leur infrastructure, les progrès croissants de l'aviation et de la flak ou DCA (défense antiaérienne) soviétiques qui abattent 195 avions pendant cette période, et enfin les offensives incessantes de l'armée russe aboutissant à la prise de l'aérodrome de Jitomir le 14 janvier 1943.

Une terrible famine ravage la troupe, soumise à une température de  $-25^{\circ}\text{C}$  le jour et  $-0^{\circ}\text{C}$  la nuit ! Cette situation met rapidement hors de combat l'essentiel des soldats de la poche, 30 000 d'entre eux étant jugés aptes à combattre début janvier.

Du 12 au 23 décembre, Manstein tente de dégager la VI<sup>e</sup> Armée lors de l'opération Wintergewitter. Après quelques succès initiaux, l'attaque s'enlise et ne progresse plus dès le 21 décembre. Manstein ne dispose que de deux divisions blindées pour effectuer sa percée au lieu de douze prévues initialement !

C'est que les revers rencontrés par l'Afrikakorps en Afrique du Nord ont conduit Hitler à détourner 50 000 soldats et 200 chars en Tunisie pour stopper l'avancée des alliés — en pure perte. Fin décembre, l'échec l'opération Wintergewitter scelle le sort de la VI<sup>e</sup> Armée.

### d) L'anéantissement de la VI<sup>e</sup> Armée

Du 9 janvier au 2 février 1943, une série d'assauts est organisée pour réduire les 210 000 survivants de la VI<sup>e</sup> Armée coincée dans la poche. La partie n'est pas facile et la VI<sup>e</sup> Armée, pourtant extrêmement affaiblie, continue à combattre de manière tenace jusqu'au 27 janvier, date à laquelle l'offensive soviétique se transforme en une série de combats isolés contre les différents points de résistance maintenus dans Stalingrad. Le 31 janvier, Paulus capitule, vingt-quatre heures après avoir été nommé Feldmarshall par Hitler.

Le 2 février, les 50 000 soldats du général Strecker, retranchés dans le nord de la poche, se rendent à leur tour.

Les soviétiques ont fait 160 000 prisonniers, dont 50 000 auxiliaires russes (les *hiwis*) qui sont tous exécutés. Quant aux 110 000 soldats allemands capturés, seuls 5 000 à 6 000 rentreront d'Union soviétique en 1955 (30).

## 7. Conclusion

L'annonce de la victoire de Stalingrad sonne comme un coup de tonnerre sur l'ensemble de la planète. Si la Wehrmacht avait connu son premier revers sérieux aux portes de Moscou en 1941, c'est ici à un désastre sans précédent que doit faire face Hitler : la meilleure armée allemande est anéantie et les rêves de conquête du pétrole caucasien ne sont plus qu'un lointain souvenir.

Certes, pour les historiens actuels, la défaite allemande s'inscrivait déjà en filigrane dans l'échec du plan Barbarossa qui avait mis fin aux espoirs d'une résolution rapide du conflit et contraint l'Allemagne à s'engager dans une guerre totale pour laquelle elle n'avait pas, à termes, les moyens de vaincre ses adversaires.

Il est également vrai que la bataille de Stalingrad est à resituer dans un contexte plus général marqué par le recul des forces de l'Axe sur les principaux fronts, après les batailles d'El Alamein (novembre 1942) en Egypte, de Midway

(30) Jean Lopez, *Stalingrad*, op. cit., p. 430.

(juin 1942) et de Guadalcanal (février 1943) dans le Pacifique.

Tout cela est indiscutable. Pourtant, dès sa conclusion, Stalingrad apparaît à tous comme un tournant. Après la bataille, le Reich ne peut plus espérer restaurer la confiance défaillante de ses alliés (Italie, Finlande, Hongrie, Roumanie) qui cherchent, sous une forme ou une autre, à se rapprocher des Alliés. Surtout, l'armée allemande n'a plus aucune perspective de victoire rapide contre l'Union soviétique et doit dès lors se préparer à une guerre d'usure contre un ennemi qui mobilise à plein son industrie, avec, en prime, la menace pressante d'un débarquement des Anglo-Saxons à l'Ouest.

En URSS, la victoire de Stalingrad redonne l'espoir à une société qui, quelques mois plus tôt, semblait en voie de désagrégation. La possibilité d'une victoire finale contre un ennemi apparemment invincible devient alors crédible aux yeux de la population comme des officiers de l'Armée rouge.

A Stalingrad, ceux-ci surmontent pour la première fois le complexe d'infériorité ressenti face à leurs homologues allemands à la suite des défaites de 1941 et 1942. Il faudra encore du temps pour que les forces armées soviétiques surmontent leurs défauts structurels.

Moins de deux semaines après la victoire de Stalingrad, le général Manstein rappellera durement la supériorité de l'armée allemande en rase campagne en écrasant les troupes engagées dans la reconquête de l'ouest de l'Ukraine. Ce n'est qu'à la bataille de Koursk, en juillet-août 1943, que l'Armée rouge prendra définitivement l'ascendant sur son adversaire.

Pourquoi l'Armée rouge a-t-elle tenu à Stalingrad ?

Cette question vient naturellement à l'esprit au vu des défaites précédemment rencontrées par les Soviétiques et la disproportion des forces engagées à Stalingrad.

Les historiens ont avancé plusieurs réponses de valeurs inégales : la haine de l'ennemi, le nationalisme russe, la répression impitoyable du NKVD contre les actes de désertion et de mutilation,

l'absence d'alternative offerte à une troupe combattant dos à la Volga...

## La réaction instinctive de la classe ouvrière et de la paysannerie soviétiques

En définitive, ces explications partielles reflètent la réaction instinctive de la classe ouvrière et de la paysannerie soviétiques à la sauvagerie incroyable de l'agression fasciste et aux projets qui la sous-tendent. Ce qui s'est exprimé dans la barbarie de la « guerre à l'Est », c'est l'objectif, pour les nazis comme pour les classes dirigeantes allemandes, d'effacer définitivement tout ce qui incarne la révolution d'Octobre 1917. Cet objectif ne laissait comme perspective aux habitants de l'Union soviétique en cas de défaite que la mort ou l'esclavage. Il ne pouvait que générer un profond mouvement de résistance dans l'ensemble de la société soviétique, résistance incarnée aussi bien par le soldat du front que par l'ouvrier(e) mobilisé dans les chaînes de production industrielle dans l'Oural ou en Sibérie.

Plaçant la victoire de Stalingrad dans la continuité du processus ouvert par la révolution de 1917, Vassili Grossman a décrit dans *Vie et Destin* l'importance de cette bataille dans la constitution du sentiment national russe, tout en percevant clairement l'enjeu de la récupération de cet héritage :

*« Stalingrad, l'offensive de Stalingrad, ont contribué à créer une nouvelle conscience de soi dans l'armée et la population. Les Soviétiques et les Russes avaient maintenant une autre vision d'eux-mêmes, une autre attitude à l'égard des autres nationalités. L'histoire de la Russie devenait l'histoire de la gloire russe au lieu d'être l'histoire des souffrances et des humiliations des ouvriers et paysans russes (...). Le sentiment national est une force puissante et merveilleuse quand un peuple est dans le malheur. Le sentiment national est merveilleux non pas parce qu'il est national, mais parce qu'il est humain. Il est la manifestation de la dignité humaine, de*

*l'amour de l'homme pour la liberté, de sa foi dans le bien. Mais après s'être éveillé dans les années de souffrance, le sentiment national peut par la suite prendre des formes bien diverses. Il est hors de doute que le sentiment national se manifeste différemment chez le chef de personnel qui protège son entreprise contre la contamination des "cosmopo-*

*lites" et des "nationalistes bourgeois" et chez le soldat qui défend Stalingrad (...). Ainsi, la logique des événements a fait que, au moment où la guerre populaire atteint son acmé pendant la défense de Stalingrad, cette guerre permit à Staline de proclamer ouvertement l'idéologie du nationalisme étatique. »*

**Charles Allain**



# A propos du film "Le Grand Georges" et de Georges Guingouin

## Quelques repères historiques

**C**ette fiction de François Marthouret, diffusée par FR3 le 8 janvier 2013, nous montre une partie de l'itinéraire de celui qui fut appelé « le premier maquisard de France » et qui, lors de la guerre de 1939-1945, fut l'initiateur et le chef du plus grand maquis de la Résistance, celui du Limousin. Avant d'en venir au film, quelques repères historiques.

A l'école normale d'instituteurs de Limoges, où il entre en 1931, fils d'une institutrice hussard noir de la République, le jeune Guingouin se tourne vers le communisme. Entre socialistes et communistes, il choisit ceux qu'il estime les moins portés au compromis, les « plus rouges », les héritiers de Robespierre, personnage qu'il a déjà étudié et dont il fera un brillant exposé devant ses camarades de promotion. Il a aussi déjà lu *Le Capital* de Marx et s'est passionné pour les écrits d'Engels, de Lénine de Rosa Luxemburg. Il a 20 ans, il adhère à la CGTU et, alors que les normaliens n'ont pas le droit de grève, risquant l'exclusion, il sera le seul élève à participer au meeting et à la manifestation unitaire du 12 février 1934 en riposte au coup de force des ligues factieuses six jours plus tôt à Paris.

## Secrétaire du rayon d'Eymoutiers du Parti communiste

En octobre 1935, le jeune instituteur est nommé à l'école à classe unique de la

petite bourgade de Saint-Gilles-les-Forêts dans la montagne limousine, à une quarantaine de kilomètres de Limoges, au cœur de ce limousin républicain et laïcisé, là où, sur une tombe du cimetière, la croix catholique traditionnelle est remplacée par la faucille et le marteau sculptés dans le granit. Il adhère au Parti communiste et devient vite secrétaire du rayon d'Eymoutiers qui regroupe les cellules de quatre cantons. Sous son impulsion, en un an les adhérents passent de 97 à 392 et le nombre de cellules de 5 à 14, avec une particularité tout à fait originale en France pour ce communisme formé en grande partie de petits paysans.

## Le premier noyau d'une armée de partisans rouges

Le 10 juillet 1940, les parlementaires, réunis en congrès à Vichy, ont massivement voté les pleins pouvoirs à Pétain. Fin juillet 1940, Guingouin passe de ferme en ferme chez les militants du rayon pour discuter et les convaincre de passer dans la lutte clandestine. Celui qui va prendre pour pseudonyme Raoul va réussir alors à organiser un premier noyau d'une vingtaine de membres ; c'est le tout début de ce qui va devenir une armée de « partisans rouges ».

Les premiers jours d'août, l'instituteur rédige son « appel à la lutte » qui, faute de stencil, sera tapé quinze fois à la machine à écrire. Un véritable manifeste qui, contrairement à l'orientation, à ce moment, de la direction du PCF, ne se limite pas à dénoncer la dictature fasciste de Pétain « *vieillard retombé en enfance* », mais situe la lutte dans un affrontement

global et international, « *la lutte entre le fascisme et les peuples* »

## Il prend le maquis en février 1941

Guinguoin ne reprendra le chemin de sa classe en octobre 1940 à l'école de Saint-Gilles que pour deux mois, il sera révoqué par le régime. Poursuivi pour avoir fourni des faux papiers aux militants de son parti, il « prend le maquis » en février 1941. Près d'Eymoutiers d'abord, en Haute-Corrèze, jusqu'en 1942, à nouveau et définitivement dans la Haute-Vienne ensuite, il reconstitue clandestinement le réseau du PC, forme le Front national, sélectionne les combattants et cadres de l'Organisation spéciale (OS), puis des FTP. Dès 1943, son autorité s'étend sur une vaste « zone libérée » et s'impose même dans les agglomérations pourtant contrôlées par les forces et autorités de Vichy et des occupants, ses affiches ; ses ordres de réquisition font force de loi. Celui qui était surnommé « *le préfet du maquis* » et « *lou grand* » par les paysans et ses partisans, fut jusqu'à la Libération, poursuivi par la police, la gendarmerie et la Gestapo qui mettra sa tête à prix trois millions de francs. En janvier 1942, il sera condamné par le tribunal militaire de Périgueux aux travaux forcés à perpétuité et sera également condamné par la section de Limoges, en juillet et octobre 1943, à vingt ans de baigne par contumace.

## Le refus d'obéir à l'apparatchik

Le film de FR3 débute par des images du printemps 1944 dans l'un des maquis de Guinguoin. Celui-ci reçoit un émissaire de l'appareil du PCF venu lui intimer l'ordre de prendre immédiatement la ville de Limoges tenue par une garnison de 1 400 soldats allemands, dont deux compagnies SS aguerries. Refus catégorique de Guinguoin face à cette exigence aventuriste. Et à l'apparatchik stalinien qui l'accuse de désobéir au parti, il dit : « *Si j'avais écouté le parti, il n'y aurait jamais eu de maquis. C'est toi que j'accuse ; la prochaine fois, je te fais fusiller après jugement.* »

Depuis trois ans où l'instituteur communiste Guinguoin a décidé de prendre le maquis et de constituer une résistance populaire armée, ce n'est pas le premier accrochage politique entre les dirigeants du PCF et celui qu'ils surnomment « *le fou qui vit dans les bois* ».

## Des doutes surmontés

Guinguoin, qui avait été chargé à partir de 1937 de la politique extérieure au sein du bureau régional du PCF, avait de solides et rares connaissances pour un jeune militant en milieu rural. Il a appris beaucoup sur les procès de Moscou, où tous les compagnons de Lénine sans exception sont des saboteurs, des traîtres, des « *trotskystes* », des « *agents hitlériens* ». Il lira, en 1938, le compte rendu sténographique du procès de Boukharine, celui que Lénine surnommait « *l'enfant chéri du parti* ». Il aura alors ses premiers doutes sur la réalité de l'URSS et de la politique stalinienne, mais il les surmontera.

Certes, à l'été 1940, il a jugé sévèrement la politique des dirigeants qui cherchaient à légaliser le PCF et sa presse sous le régime d'occupation hitlérienne, et il n'a pas diffusé les documents qui développaient cette politique. Qualifié d'« *indiscipliné* », de « *marginal* », allant même être suspecté d'être un « *agent de l'Intelligence service* » par les membres de l'appareil du parti, ces derniers envisageront à plusieurs reprises de le liquider dans le maquis.

## Pas conscience d'avoir de divergence majeure

Pourtant, durant cette période du maquis, Guinguoin ne fut pas à proprement parlé un opposant politique. Dans un de ses livres, *Quatre ans de lutte sur le sol Limousin*, publié en 1978, il raconte que pendant ces années de résistance, il n'a jamais eu conscience d'avoir de divergence politique majeure avec la politique de son parti, même si, ici ou là dans cet ouvrage, de brèves notations nous apprennent qu'il a découvert en partie le véritable visage du stalinisme en URSS.

Il attribue ses accrochages politiques avec certains bureaucrates de son parti au

fait que ceux-ci étaient coupés des réalités concrètes de la lutte de résistance du peuple, et il ne manque pas de rappeler à leur intention ces paroles de Montesquieu : « *Il ne faut pas être un homme au-dessus des autres hommes, il faut être parmi eux.* »

## La méfiance à l'égard des permanents

Instituteur, il était un militant ouvrier qui n'avait que méfiance pour ceux de ses « collègues » qui avaient abandonné leur métier pour devenir permanents du parti. Il faisait confiance aux travailleurs, aux ouvriers, aux paysans, prenait appui sur leur conscience de classe, leurs aspirations, leurs revendications d'opprimés. « *Le communisme pour moi, disait-il, c'est un idéal pas un parti. C'est l'idéal d'une société plus juste pour les hommes.* »

## Chef départemental des FFI

Nommé, le 3 août 1944, chef départemental des FFI, le communiste et néanmoins colonel Guingouin a réuni toutes les organisations militaires de résistance (FTP, AS, ORA...) et se retrouve à la tête de 20 000 hommes, dont 500 Soviétiques et 300 républicains espagnols combattants de la guerre civile, réfugiés en Limousin. Guingouin est le chef d'un corps d'armée, avec ses régiments, ses grades et sa discipline, représentant alors près de 10 % de la population de la Haute-Vienne. Dans un rapport à la direction du PCF de la zone sud, le responsable pour l'interrégional, écrivait en 1944 :

« *Il est très populaire et aimé des masses. Tous ses hommes et subordonnés l'écoutent et ont en lui une grande confiance. Tout seul, il a armé une population qui est prête à donner sa vie pour "le Grand".* » En le montrant pour ce qu'il était, un homme lié aux masses, plaçant sa confiance dans le peuple en armes, ce responsable signait sans le savoir la condamnation du militant Guingouin qu'il entendait défendre. Car ce type d'homme qu'il décrivait n'a jamais trouvé grâce aux

yeux de Staline et de ceux à son service, pas plus en France qu'à Prague ou Budapest où on les perdit.

## La dissolution des milices patriotiques

Le 6 novembre 1944, de Gaulle annule par décret la condamnation pour désertion prononcée cinq ans plus tôt contre Maurice Thorez, secrétaire général du PCF, qui aura passé toute la guerre à Moscou. En échange, le PCF acceptera la dissolution des milices patriotiques.

Alors que de Gaulle, fin novembre 1944, ira signer avec Staline un pacte d'amitié franco-soviétique, Thorez rentre d'exil. Le film de FR3 nous le montre participant à sa première réunion du bureau politique du PCF et prononçant ces phrases célèbres qui vont déterminer toute la politique à venir de ce parti : « *Le camarade Staline nous dit que la révolution n'est pas à l'ordre du jour, ni en France, ni en Italie, ni ailleurs. Les partis communistes doivent se fonder dans les institutions. Le temps n'est pas aux bavardages révolutionnaires. Il ne doit y avoir qu'un seul Etat, une seule police, une seule armée.* »

Mais aux yeux des masses, le Parti communiste, à ce moment, est identifié aux chefs maquisards du centre et du sud de la France, ceux qui ont libéré leurs départements à la tête de dizaines de milliers d'hommes en armes. Ceux-ci ont acquis une autorité autrement supérieure à celle des apparatchiks.

De tous les chefs de la Résistance intérieure, Georges Guingouin apparaît comme le plus incontrôlable. Il est auréolé par ses faits d'armes, adulé par la population limousine, il ne doit rien au parti. Ses « soldats » ne sont pas ceux d'une armée bourgeoise : ils s'opposaient aux réquisitions, soutenaient les fermiers et métayers menacés d'expulsion, taxaient les profiteurs du marché noir, et, pendant quelques semaines, ils imposèrent leur « pouvoir » à Limoges, en jetant en prison les patrons pétainistes et en remettant leurs usines aux travailleurs.

## La victoire de la résistance doit déboucher sur la révolution sociale

Georges Guingouin fait partie de ces chefs intègres qui ont pour objectif la défaite du fascisme, la libération nationale et la construction d'un monde socialiste. Pour eux, pour l'instituteur devenu colonel mais toujours communiste et internationaliste, la victoire de la Résistance doit déboucher sur la révolution sociale. Mais le choc, sur ce plan, est inévitable avec l'appareil dirigeant du PCF qui va, lui, s'évertuer à faire cesser toute velléité de prolonger la victoire sur le terrain de l'émancipation sociale et politique, inféodé qu'il est à Staline qui, lui, poursuit des buts inverses, au nom de la pseudo-théorie « du socialisme dans un seul pays » et de ce qui allait être à la fin de la guerre les accords de Yalta et Postdam entre les grandes puissances se partageant le monde.

## Les 206 communes dirigées par les comités locaux de Libération

Mais en Haute-Vienne, en ce mois d'août 1944, les comités locaux de libération, soutenus par les FFI, ont supplanté les « délégations spéciales » mises en place par le régime de Vichy. Rapidement, les 206 communes seront dirigées par les comités locaux de Libération (CLL), dans lesquels les hommes de droite sont rares, les socialistes minoritaires, mais où ceux qui se réclament du communisme, les hommes qui s'identifient à Guingouin et à la Résistance sont omniprésents. Le vent de la révolution sociale se lève et l'épuration économique prend spontanément un caractère anticapitaliste : le patron collabo d'une grande imprimerie de Limoges est jeté en prison, les ouvriers dirigent l'entreprise. A Montluçon, neuf autres patrons collabos sont déchus de leurs droits,

contraints d'aller scier du bois, tandis que les ouvriers élisent une nouvelle direction et font fonctionner l'entreprise.

Partout, c'est ce même mouvement qui va se généraliser dans les départements libérés, celui de l'épuration économique et de la prise de contrôle par les travailleurs des entreprises, de la mise en place de comités ouvriers, de conseils de gestion. La classe ouvrière et, au-delà, le peuple ne peuvent envisager alors un retour à l'ordre ancien.

## Tous derrière de Gaulle !

Et pourtant, tous les partis politiques seront derrière de Gaulle et tous l'aideront à remettre sur pied l'Etat bourgeois en miettes et à maintenir ce que Guingouin qualifie à juste titre de « régime fondé sur l'inégalité sociale ».

Le 17 mai 1945, Georges Guingouin est élu maire de Limoges en recueillant 43 % des 47 000 suffrages exprimés à la tête d'une liste républicaine et antifasciste, sans la SFIO ni le MRP. Il va siéger deux ans, avec, à son actif, des réalisations sociales très importantes dans le domaine du ravitaillement, du logement, de la santé, de l'instruction publique, des transports, du sport pour tous, des patronages laïques, des colonies de vacances, etc.

## La campagne conjointe de l'appareil du PCF, des socialistes et des vichyssois

C'est alors que Georges Guingouin va voir converger une campagne organisée en premier lieu par l'appareil dirigeant du PCF, qui va méthodiquement viser à le discréditer, le diffamer, campagne qui va déboucher sur son exclusion du PCF en 1952, à laquelle prirent part, sans état d'âme à cet époque, ceux qui, à la direction de la fédération de Haute-Vienne avaient été ou allaient devenir ministres :

Marcel Paul sous de Gaulle et Marcel Rigout sous Mitterrand en 1981.

Banni, vilipendé et exclu par son parti, le PCF, l'hallali et la curée peuvent alors être lancés contre le chef de la Résistance. Anciens vichystes et dirigeants socialistes, tels que les notables locaux Léon Betouille et Jean Le Bail, vont à leur tour lâcher les chiens. Les campagnes de dénigrement vont se succéder dans la presse bourgeoise, accusant Guingouin de meurtres et d'exécutions sommaires dans le maquis. *Le Populaire du Centre*, redevenu l'organe régional de la SFIO, fera un feuilleton sur le « *Limousin, terre d'épouvante* », et le député socialiste Jean Le Bail pourra triompher : « *Avec l'aide de tous les braves gens qui se décideront à parler et à rompre le silence de la terreur, nous espérons venir à bout des tueurs. Georges Guingouin, ancien préfet du maquis Limousin (...) a été conduit en prison menottes aux mains.* »

## Tentative d'assassinat

Nous sommes en 1953. Le film-fiction de FR3, qui veut se situer dans la période 1944-1959, montre ce terrible engrenage qui va amener le « premier maquisard de France » à être accusé, emprisonné et victime d'une nouvelle tentative d'assassinat perpétré dans sa cellule. Le 14 juin 1954, il quitte la maison d'arrêt de Brive. Il reprendra quelques temps plus tard son poste d'instituteur dans l'Aube, alors qu'autour de lui s'affère un « comité de défense » lancé à Limoges, mais qui va devenir national, avec des animateurs et des signatures célèbres : Claude Bourdet, Roland Dumas, Léo Hamon, Jean Rous, Yves Dechezelles, etc. En 1959, Georges Guingouin bénéficiera d'un non-lieu. Le film se termine sur cette image où le « préfet du maquis » apprend cette nouvelle par son avocat venu la lui annoncer, dans sa salle de classe, devant ses élèves.

Malgré quelques approximations historiques et des faits évoqués relevant de la pure fiction, ce film sur Guingouin fait néanmoins œuvre utile pour comprendre pourquoi le grand élan de 1944 ne fut, comme dit Guingouin, qu'un « *beau rêve* » et pourquoi « *la pâte est retombée* ». Ce film est également utile pour approcher la

vérité historique, car, comme se plaisait à le dire le premier maquisard de France paraphrasant Jean Jaurès : « *Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire.* »

Jean-Paul Gady,  
le 24 janvier 2013

## Bibliographie :

*Quatre ans de lutte sur le sol limousin*, Georges Guingouin, Hachette Littérature.

*Georges Guingouin, premier maquisard de France*, Georges Guingouin, Gérard Monédiaire, Editions Souny.

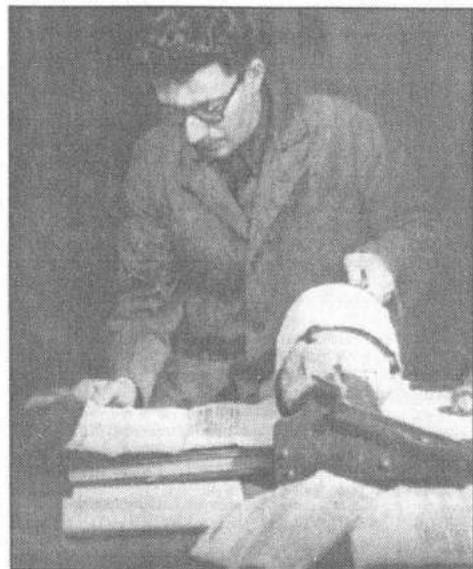
*Communisme et résistance de Georges Guingouin*, actes du colloque des Amis du musée de la Résistance du 24 mars 2007 à Limoges, éditions Le Temps des cerises.

*Georges Guingouin, les écrits et les actes*, Marcel Parent, éditions Le Temps des cerises.

*L'Affaire Guingouin*, Michel Taubmann, éditions Lucien Souny.



*Georges Guingouin, en tenue d'hiver  
(photo Izis)*



*Georges Guingouin tirant des tracts qui seront  
répandus sur les foires et les marchés*

# Un exemple de socialisme réalisé... en URSS

**L**e 19 décembre 1947, le mois même où il vote une réforme monétaire qui ruine une bonne partie de la paysannerie qui avait tiré quelques maigres profits de la vente de sa production individuelle pendant la guerre, le bureau politique du Parti communiste de l'URSS prend une décision politique d'une grande importance... pour ses membres. Comme on peut en juger ! Il vote l'attribution à ses propres membres titulaires et suppléants de voitures du parc de véhicules du garage spécial de la direction principale de la garde du ministère de l'Intérieur (MVD).

Staline : deux Packard, une Tatra.

Molotov : une Packard, une Chrysler, une ZIS-110.

Béria : une Packard, une Mercédès, une Zis-110.

Jdanov : deux Packard, une Zis-110.

Mikoiian : une Packard, deux Zis-110.

Kaganovitch : une Packard, une Zis-110, une Zis-110 découverte.

Malenkov : une Packard, une Packard découverte, une Zis-110.

Voznessenski : une Packard, deux Zis-110.

Vorochilov : une Packard, une Chevrolet, une Ford-8.

Andreiev : une Packard, une Chevrolet, une Pobeda M-20.

Chvernik : une Cadillac, une Zis-110, une Pobeda M-20.

Boulganine : une Packard, une Cadillac, une Pobeda M-20.

Kossyguine : une Packard, une Zis-110, une Pobeda M-20.

Kouznetsov : une Packard, une Zis-110, une Pobeda M-20.

Souslov : une Packard, une Zis-110, une Pobeda M-20.

Popov : une Cadillac, une Zis-110, une Pobeda M-20.

Le secrétaire personnel de Staline, Posbrebychev, se voit attribuer une Cadillac et une Buick.

(Source : RGASPI fonds 17, inventaire 162, dossier 39, feuillets 6 et 7.)

Précisons que la Packard est une voiture de luxe ; la Zis-110 aussi... mais de luxe soviétique lourd et aussi coûteux (Zis sont les initiales russes de Usine, du nom de Staline). Remarquons en passant, qu'en plein milieu d'un déchaînement de nationalisme russe (qui se traduit, entre autres, en 1947 par l'interdiction à ces soviétiques d'épouser des étrangers et étrangères), Staline se fait attribuer deux voitures américaines, et c'est le cas de la majorité de ses complices. Son secrétaire personnel n'utilise que deux voitures américaines. Il y voit peut-être une consolation au fait que, sept ans plus tôt, Staline a fait fusiller sa femme ! L'avidité des bureaucrates est aussi grande que leur nationalisme est frelaté. En ce sens, le clan de Poutine aujourd'hui, comme celui d'Eltsine hier, se situe dans cette continuité.

Rappelons enfin que l'année précédente, 1946, marquée par une très mauvaise récolte (40 millions de tonnes de blé) au lendemain des effroyables destructions de la guerre, a vu la famine ravager des régions entières de l'Ukraine et de la Moldavie en particulier. Des cas de cannibalisme son réapparus au pays du socialisme triomphant et la famine a fait plusieurs centaines de milliers de morts. Staline n'a pas importé un gramme de blé. En revanche, il a acheté des voitures américaines de luxe.

**Jean-Jacques Marie**



# Les Cahiers du Cermtri sur la grève des mineurs de 1963

Il y a cinquante ans, le 1<sup>er</sup> mars 1963, éclatait une grève des mineurs qui marque une date dans la lutte des classes en France.

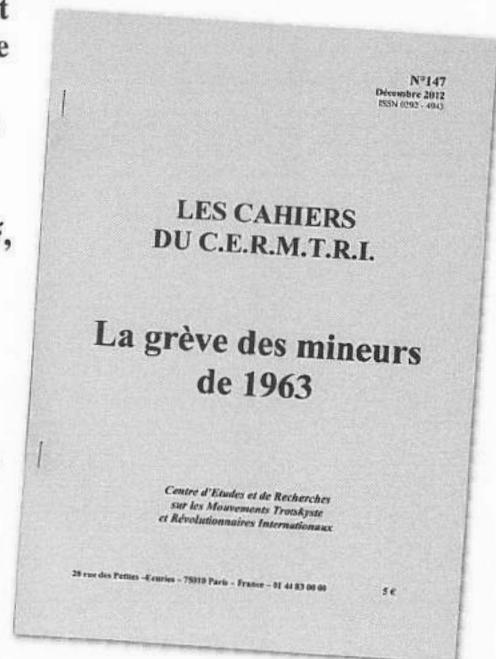
Le général de Gaulle y répondit en signant un décret de réquisition du personnel des houillères. Les mineurs y répondirent par la grève illimitée.

Le 12 mars, par solidarité avec eux, les dockers de la plupart des ports français refusent de charger ou décharger les bateaux transportant du charbon. Le 15 mars, les cheminots font grève à l'appel de toutes les fédérations.

Comme le souligne la présentation, « *la grève des mineurs, le défi qu'elle a constitué à l'échelle nationale pour le pouvoir bonapartiste, le fait qu'elle soit ressentie comme telle par de larges couches de la classe ouvrière pose bien dans les faits la question de la grève générale* », dont les dirigeants des diverses confédérations ne veulent pas.

Le 30 mars, une manifestation, à Lens rassemble près de 80 000 mineurs et travailleurs d'autres secteurs. Le 3 avril, les négociations avec la direction des charbonnages aboutissent à un accord. Le travail reprend dans les mines le 4 avril. Plus que le contenu de l'accord, le résultat premier de cette grève, c'est la puissance du mouvement et l'ampleur de l'échec brutal que constitue pour de Gaulle la réaction des mineurs qui a balayé son ordre de réquisition...

Ce Cahier du Cermtri contient une présentation des conditions du déclenchement et du déroulement de la grève, une chronologie détaillée et des articles d'*Informations ouvrières*, de *Voix ouvrières* (ancêtre de *Lutte ouvrière*) de *La Vérité*, de *la Révolution prolétarienne*, de *l'Internationale* et de *L'Humanité*, plus un extrait des *Echos* pour éclairer l'analyse que le porte-voix de la bourgeoisie donne de cet événement. Une bonne moitié de cette documentation comporte un récit de la grève, en même temps qu'elle permet à chacun de se faire un jugement sur la politique des diverses organisations ici représentées.





# L'histoire éclatée

## Retour critique sur les nouveaux programmes d'histoire en collège

L'année scolaire 2012-2013 est celle qui voit s'achever la finalisation de l'application des nouveaux programmes d'histoire de collège, avec leur concrétisation en classe de troisième, culminant dans la mise en place d'une nouvelle épreuve du brevet des collèges (1). Le recul dont bénéficie désormais les principaux acteurs de cette réforme, à savoir les enseignants de terrain, permet de juger avec davantage d'acuité le caractère discutable de ces programmes (2). Pour autant, nos critiques ne peuvent être rapprochées de celles de tout un courant à tendance réactionnaire, qui regrette la disparition supposée de l'histoire de France et de ses « grands hommes », cette même vision de l'histoire si bien médiatisée par le *Métronome* de Lorant Deutsch, faite d'images d'Épinal, de racines chrétiennes et de critiques négatives

à l'égard des révolutionnaires de 1793.

Les derniers programmes d'histoire en date, fruits de compromis entre les divers protagonistes de leur élaboration, nous semblent pouvoir être critiqués selon cinq fronts distincts : ils véhiculent l'image d'une histoire discontinue, excessivement politique, insuffisamment mondialisée, parfois historiographiquement partielle, et réductrice dans son approche méthodologique.

Si les quatre années de collège couvrent toute l'histoire, en débutant aux premiers âges de la civilisation et en s'achevant sur l'histoire du temps présent, elles le font via une succession de chapitres qui sont autant d'arrêts sur image dans le temps, sans que ces différents moments ne soient explicitement reliés entre eux. L'image qui en ressort est, du point de vue de l'élève, celle d'une histoire zap-

(1) Pour rappel, voici de façon sommaire les grands thèmes abordés en histoire au collège : en sixième, l'Orient ancien (Égypte ou Sumer), les civilisations grecque et romaine, les débuts du judaïsme et du christianisme, les empires chrétiens du Haut Moyen-Âge, regards sur des mondes lointains (Chine des Han ou Inde des Gupta) ; en cinquième, les débuts de l'islam, l'Occident féodal du XI<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècles, regards sur l'Afrique, vers la modernité du XV<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> siècles (incluant bouleversements culturels et intellectuels) et émergence du roi absolu en France ; en quatrième, l'Europe et le monde au XVIII<sup>e</sup> siècle (incluant les Lumières, les traites négrières et les difficultés de la monarchie sous Louis XVI), la Révolution et l'Empire, le XIX<sup>e</sup> siècle (incluant l'âge industriel, l'évolution politique de la France de 1815 à 1914, l'affirmation des nationalismes, les colonies et l'Europe en 1914) ; en troisième, un siècle de transformations scientifiques, technologiques, économiques et sociales, la

Première Guerre mondiale, les régimes totalitaires, la Deuxième Guerre mondiale, la guerre froide, des colonies aux États nouvellement indépendants, la construction européenne jusqu'au début des années 2000, le monde depuis le début des années 1990, la République (française) de l'entre-deux-guerres : victorieuse et fragilisée, effondrement et refondation républicaine (1940-1946), de Gaulle et le nouveau système républicain (1958-1969), la V<sup>e</sup> République à l'épreuve de la durée. Pour plus de détails, voir <http://eduscol.education.fr/cid48735/histoire-geographie-education-civique-6e-et-5e.html>.

(2) Cet article poursuit une réflexion entamée en particulier à l'occasion de la recension de l'ouvrage d'Odile Dauphin-Rémy Janneau-Nicole Perron (sdd), *L'enseignement de l'histoire-géographie de l'école élémentaire au lycée. Vecteur de propagande ou fondement de l'esprit critique ?*, Paris, L'Harmattan, 2009 ([http://www.dissidences.net/schumaines\\_historiographie.htm#dauphin](http://www.dissidences.net/schumaines_historiographie.htm#dauphin)).

ping, faite de quelques scènes, monuments ou récits marquants, sans qu'il lui soit possible de saisir ce qui fait la cohérence au moins partielle des principales périodes chronologiques.

## Tendance à l'éclatement

Cette tendance à l'éclatement se rencontre même au cœur de certains chapitres. Ainsi, l'histoire romaine doit débiter par les origines de Rome, avant d'évoquer très brièvement les conquêtes pour s'appesantir sur la crise vécue par la République lors du I<sup>er</sup> siècle avant Jésus ; par la suite, au-delà d'Auguste et d'un autre empereur du II<sup>e</sup> siècle, l'élève n'aura qu'un bref aperçu de Constantin à l'occasion de l'étude du christianisme en plein essor, sans pouvoir réellement appréhender la crise de l'Empire romain, le Bas Empire et la disparition de la partie occidentale, avec l'effondrement sociétal qu'elle représente. Les débuts du Moyen Âge en fin de sixième sont d'ailleurs symptomatiques de cette toile trouée que devient l'enseignement de l'histoire. L'Europe du V<sup>e</sup> au XI<sup>e</sup> siècles n'a ainsi droit qu'à des éclairages très ponctuels et extrêmement limités dans le temps sur l'Empire byzantin et Charlemagne, placés qui plus est en toute fin d'année, avec le risque de ne pouvoir être traités. En cinquième, les élèves n'auront, pour le Moyen Âge, qu'un ou deux souverains à mémoriser. Le pire étant probablement atteint en quatrième, puisque la Révolution française ne doit être étudiée que par quelques arrêts dans le temps, centrés sur 1789 et 1792 :

### **“Un petit nombre d'événements et de grandes figures à l'aide d'images au choix”**

« On renonce à un récit continu des événements de la Révolution et de l'Empire (qui était de mise dans les programmes antérieurs) ; l'étude se concentre sur un petit nombre d'événements et de grandes figures à l'aide

*d'images au choix* (souligné par eux) *pour mettre en évidence les ruptures avec l'ordre ancien.* »

La même année, le XIX<sup>e</sup> siècle présente la même approche superficielle, le thème « *Ouvriers et ouvrières à la Belle Époque* » étant seulement optionnel. Enfin, en troisième, les deux guerres mondiales apparaissent chroniquement tronquées (les origines de la Première Guerre mondiale passent littéralement à la trappe !), la guerre froide ne doit être abordée que via un exemple unique de crise (la guerre de Corée ou la crise de Cuba !) avec trois heures seulement, tandis que l'histoire de la République française s'accommode fort bien de la disparition totale de la IV<sup>e</sup> République. Les sauts dans le temps qui sont opérés ne permettent pas aux élèves de s'approprier pleinement un ensemble chronologique continu et cohérent, alors que la maîtrise minimale de la chronologie reste une condition pour comprendre l'enchaînement des évolutions et saisir l'histoire comme continue ouverture des possibles (3). On rejoint là la nécessité de former des acteurs de leur propre histoire, non de simples spectateurs du baranum économique et politicien.

## Centrée avant tout sur les institutions gouvernementales

L'histoire transmise aux collégiens actuels est par ailleurs excessivement politique, centrée avant tout sur les institutions gouvernementales. Cela débute avec l'apparition de l'Etat, se poursuit avec Athènes au V<sup>e</sup> siècle avant Jésus — le fonctionnement de la démocratie n'est aucunement complété par les progrès de l'esprit rationnel, les savants grecs n'étant d'ailleurs nullement obligatoires dans les programmes officiels. De même, l'approche de la civilisation romaine se concentre sur la République et ses ci-

(3) Voir par exemple Suzanne Citron, *Le mythe national. L'histoire de France revisitée*, Paris, éditions de l'Atelier, collection L'Atelier en poche, 2008.

toyens, ainsi que sur le Principat. En ce qui concerne l'étude de la Révolution française, réduite comme on l'a vu à trop peu de choses, l'essentiel reste de présenter les différents régimes qui se sont succédé, monarchie parlementaire, République, Consulat et Empire, pour l'essentiel déconnectés du substrat socio-économique. Il est d'ailleurs paradoxal de constater qu'à l'heure où des voix intéressées s'élèvent et plaident pour insérer davantage d'économie dans l'enseignement (sous une forme évidemment pro-patronale, vantant l'esprit d'entreprise et l'épanouissement promis par le monde du travail), l'histoire économique au collège devient moribonde. En cinquième, un tiers des horaires d'histoire de l'année est dévolu aux « *Bouleversements culturels et intellectuels (XV<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles)* » sans jamais prendre en compte à part entière l'émergence du capitalisme. Enfin, en classe de troisième, une large place est faite à l'étude de la vie politique en France au XX<sup>e</sup> siècle, comme pour ancrer encore davantage dans l'esprit des collégiens l'importance de la République réellement existante, la V<sup>e</sup> du nom, dans une optique finalement très « furetienne ».

## Place de l'histoire de France

Une des questions cruciales des récentes polémiques sur l'enseignement de l'histoire touche à la place de l'histoire de France. Toutefois, si les nouveaux programmes ouvrent quelques fenêtres sur l'ailleurs et l'altérité, ils ne le font que bien timidement, aboutissant à une histoire pour l'essentiel encore trop eurocentrée et insuffisamment mondialisée. Pourtant, comment espérer sans cela procurer aux collégiens des éléments de compréhension de leur monde devenu marché mondial et les inciter à adopter une vision internationaliste des choses, loin de tout esprit de clocher national ? L'ouverture du programme de sixième sur « *L'Orient ancien* » (le Croissant fertile) néglige par exemple le polycentrisme de l'apparition des agricultures ; l'insistance portée sur les Grecs et les Romains de l'Antiquité contraste furieuse-

ment avec le temps limité accordé à la Chine des Han, d'autant que cette dernière n'est qu'optionnelle, l'enseignant devant choisir entre elle et sa concurrente, l'Inde des Gupta. C'est d'autant plus regrettable que l'étude de la Chine entre moins de 200 et 200 permet d'aborder la route de la soie et les échanges entre civilisations d'un bout à l'autre de l'ancien Monde (4). L'introduction dans le programme de cinquième d'un chapitre dédié à une civilisation africaine subsaharienne entre les VIII<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles est également une nouveauté favorisant le décentrage de l'Europe, mais rien d'équivalent n'est proposé pour l'Asie (la Chine n'est plus jamais revue après le chapitre cité de sixième) ou l'Amérique (les civilisations — mal — dites précolombiennes).

## Ces programmes, œuvre de compromis, peinent à faire sens

Ces programmes apparaissent finalement comme une œuvre de compromis, ce qui explique en grande partie qu'ils peinent à faire sens. La place importante accordée aux traites négrières ou au génocide arménien, si elle reflète incontestablement des progrès historiographiques réels, laisse toutefois nettement subsister l'impression d'avoir voulu satisfaire des mémoires polysémiques qui ne cessent de s'affirmer dans l'espace public. D'autres questions posent problème. Il en est ainsi de l'étude des religions. Il va de soi qu'un minimum de connaissances sur les religions les plus pratiquées aujourd'hui est une nécessité incontestable pour comprendre le monde. Les nouveaux programmes le font toutefois de manière biaisée. Ils choisissent en effet de privilégier les monothéismes, sans jamais aborder l'hindouisme en tant que tel (il est simplement optionnel dans le chapitre sur l'Inde des Gupta), et surtout

(4) Sur cette thématique fructueuse, voir Jack Goody, *Le vol de l'histoire. Comment l'Europe a imposé le récit de son passé au reste du monde*, Paris, Gallimard, collection NRF essais, 2010 (édition originale 2006).

en se focalisant de manière bien trop exclusive sur textes et pratiques religieuses. La distance prise avec les évangiles canoniques dans « *Les débuts du christianisme* » est ainsi insuffisante, négligeant la grande dispersion des premiers christianismes et de leurs innombrables textes et courants, sans parler de la question sensible touchant à l'historicité de Jésus. Sur « *Les débuts du judaïsme* », la prise en compte de certaines avancées historiographiques (5) cohabite avec des manques regrettables (6). Pour l'islam, le chapitre qui lui est dédié en début de cinquième aboutit à ce que la religion phagocyte presque totalement les autres aspects de la civilisation arabomusulmane. Enfin, on ne peut que s'interroger sur la laïcité de programmes qui n'offrent que peu de contrepoint à ces religions, négligeant les autres options philosophiques, à de rares exceptions près (faut-il vraiment attendre les Lumières en quatrième pour initier les jeunes à des choix comme ceux de l'épicurisme ou d'un Montaigne ?).

Lorsque l'on aborde le XX<sup>e</sup> siècle, en classe de troisième, coexistent une large place laissée aux révolutions russes et à la vague révolutionnaire qu'elles ont initiée (ainsi que le Congrès de Tours comme moment important de l'histoire politique de la France, ce qu'il était moins dans les précédents programmes), et une approche de l'URSS qui demeure placée sous les fourches caudines du totalitarisme. Surtout, la tendance penche clairement du côté de l'école de Courtois, celle d'une vision purement criminogène du communisme et d'une équivalence directe entre Lénine et Staline, ce que transcrivent parfaitement les aides à la mise en œuvre des programmes disponibles sur le site du ministère de l'Éducation nationale (7). Il aurait au mieux été souhaitable de faire comprendre aux élèves que, sur certaines questions, il existe plusieurs interprétations divergentes, qu'ils puissent par là même saisir que l'histoire est aussi un champ de bataille (paraphrasant le titre d'un ouvrage d'Enzo Traverso [8]). Enfin, l'accent est clairement mis sur la violence, au risque de générer chez l'élève une simple sidération, voire un

certain fatalisme, devant des massacres successifs pour l'explicitation desquels il manque d'éléments. L'étude de la Deuxième Guerre mondiale se réduit en particulier à quatre heures de cours, négligeant la réalité plurielle du conflit et ses enchaînements logiques ; quasiment la moitié de ce temps est d'ailleurs dévolu au génocide des juifs et des tziganes.

## Systematisation dogmatique

De plus, le caractère systématique de l'étude de cas, qui implique une démarche inductive, allant parfois jusqu'à un certain artificialisme, laisse s'étioler toute une partie de la réflexion intellectuelle des élèves. On peut ici parler de systematisation dogmatique, le passage du particulier au général écartant toute réflexion plus déductive et posant la question de généralisations parfois insuffisantes au profit d'une focale trop serrée. L'introduction du programme de troisième, en particulier, dédiée aux grandes innovations scientifiques du XX<sup>e</sup> siècle, reste extrêmement partiel, voire partielle, négligeant l'importance croissante du complexe techno-scientifique (9). Plus grave, elle conduit à fournir des éclairages insuffisants, ce qui va jusqu'à une véritable castration de cer-

(5) Voir en particulier Israel Finkelstein-Neil Asher Silberman, *La Bible dévoilée : les nouvelles révélations de l'archéologie*, Paris, Folio Histoire, 2004.

(6) Je pense surtout à l'ouvrage majeur de l'historien israélien Shlomo Sand, *Comment le peuple juif fut inventé. De la Bible au sionisme*, Paris, Fayard, 2008, qui, entre autres apports, remet en cause l'existence de la diaspora consécutive à la guerre de 70 ou insiste sur l'importance de l'influence des religions perses dans la genèse de la Bible, nouvelle illustration des échanges entre civilisations.

(7) [http://cache.media.eduscol.education.fr/file/college/39/8/05Hist\\_coll\\_3\\_II\\_th\\_2\\_regimes\\_totalitairesVF\\_219398.pdf](http://cache.media.eduscol.education.fr/file/college/39/8/05Hist_coll_3_II_th_2_regimes_totalitairesVF_219398.pdf)

(8) Enzo Traverso, *L'histoire comme champ de bataille. Interpréter les violences du XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, La Découverte, 2011.

(9) Voir Clifford D. Conner, *Histoire populaire des sciences*, Montreuil, L'échappée, 2011 (édition originale 2005), chroniqué sur <http://dissidences.hypotheses.org/474>.

tains sujets. Ainsi, la Première Guerre mondiale est abordée à travers l'étude du génocide des Arméniens et de la bataille de Verdun, en passant totalement sous silence les causes du conflit ou la mobilisation des sociétés (une contradiction avec l'expression de guerre totale, qui semble davantage conservée comme une butte témoin des anciens programmes que comme correspondant à l'esprit des nouveaux, surtout axé sur une violence généralisée). Enfin, l'épreuve du brevet des collèges a également été remaniée. Mais si la précédente épreuve était discutable en ce qu'elle permettait trop facilement, par la simple étude sommaire de documents, de réussir sans réellement apprendre les leçons, la nouvelle met au contraire trop unilatéralement l'accent sur la mémorisation et la restitution qui en découle, sans suffisamment favoriser la réflexion critique. La réalisation d'un paragraphe argumenté, qui était en soi une gageure potentiellement constructive, véritable porte d'entrée à la méthode formatrice de la dissertation, se retrouve dans les faits abandonnée.

## Rétablir l'horaire existant il y a encore quinze ans

L'alternative doit être à la fois structurelle et conceptuelle. Au lieu d'un Haut Conseil national des programmes, il conviendrait d'inverser le sens de la conception, afin de rendre le processus authentiquement démocratique. On peut ainsi imaginer un tirage au sort sélectionnant un certain nombre d'enseignants en collège, parmi lesquels des représentants des organisations syndicales, afin d'élaborer un ou plusieurs projets de programmes. Chaque établissement pourrait alors désigner un représentant, afin de proposer des amendements à l'échelle académique lors d'une réunion plénière, avant une centralisation nationale des résultats ouvrant sur une consultation de l'ensemble des collègues visant à l'approbation des textes finalisés. Enfin, il est sans doute nécessaire de rétablir l'horaire qui était celui existant il y a encore quinze ans, à savoir trois

heures et demie hebdomadaires, temps qui ne subsiste désormais plus qu'en classe de troisième, alors qu'en parallèle, l'ampleur des programmes ne cessait de s'accroître, encore alourdie par l'introduction d'un surcroît d'histoire des arts décidée par simple volonté présidentielle (sous Nicolas Sarkozy) (10). En attendant une telle réforme structurelle, qui nécessiterait une vaste mobilisation de la profession ne se limitant pas à cette dernière, il est également indispensable de définir les contours de programmes d'histoire en collège plus conformes à l'objectif que l'on peut leur fixer : offrir à des adolescents d'embrasser l'histoire du monde dans ses grandes lignes, leur permettant de mieux comprendre d'où émerge leur réalité contemporaine, et s'arrêter en particulier régulièrement sur la vie des populations dans leurs grandes masses, ce qui favoriserait l'empathie et la mise en perspective de leur propre mode de vie, en plus de constituer un mode d'approche idéal de l'histoire économique et sociale. La discussion reste pour l'essentiel à mener.

**Jean-Guillaume Lanuque**

(10) Nous n'abordons pas dans cet article la problématique du socle commun de connaissances et de compétences, qui tend à appauvrir le capital cognitif transmis aux élèves et à le lire sous l'angle d'un utilitarisme strictement économique. Voir en particulier Angélique del Rey, *A l'école des compétences. De l'éducation à la fabrique de l'élève performant*, Paris, La Découverte, collection Cahiers libres, 2010 (que nous avons chroniqué sur <http://dissidences.hypotheses.org/2512>).



## NOTES DE LECTURE

### Philippe Buonarroti : *Sur la forme républicaine à donner au gouvernement belge*

**Philippe Buonarroti :**  
*Sur la forme républicaine  
à donner au gouvernement belge*  
Présenté par Bernard Dandois  
Edition Aden, 7 euros.

**S**urvivant des années robespierristes de la Révolution, puis organisateur de la conjuration babouviste (qualifiée par Marx de « *premier parti communiste agissant* »), le révolutionnaire Philippe Buonarroti est chassé de Suisse pour ses activités subversives.

Il s'installe en Belgique en 1824, où il reprend aussitôt ses activités clandestines. A la profonde différence des anciens conventionnels régicides, eux aussi contraints à l'exil, il ne se repaît pas du passé.

Il publie son *opus magnum* à Bruxelles sur la conspiration pour l'égalité, dite de

Babeuf (1828), mais il organise sa diffusion de telle manière qu'on ne peut pas concevoir son travail comme un seul témoignage historique (passionnant au demeurant).

Bernard Dandois vient de republier un texte peu connu du révolutionnaire.

Après la révolution belge de 1830, qui ouvre un débat sur la forme à donner au gouvernement du pays, Buonarroti donne ses arguments. Rappelons que ce débat a explosé à la Libération, eu égard à l'attitude antérieure de la monarchie et que la question de la République, comme structure garantissant l'unité de la nation n'est pas épuisée.

Un des crimes des dirigeants du Parti ouvrier belge est, aussi, d'avoir bien voulu devenir des ministres de « Sa majesté » et de renier les traditions révolutionnaires de leur propre passé.

**Jean-Marc Schiappa**

# La jacquerie entre mémoire et oubli

## A propos du colloque de 2008 organisé par la Libre Pensée de l'Oise (1)

Pour le 150<sup>e</sup> anniversaire de la Jacquerie de 1358, et cinquante ans après que Maurice Dommanget a écrit un petit livre qui fait toujours référence sur cette révolte née en Beauvaisis, la Libre Pensée de l'Oise a organisé, à Clermont, un colloque qui a fait le point de nos connaissances sur les acteurs de la jacquerie. Marc Blondel, président de la Fédération nationale de la Libre Pensée, et Loïc le Bars, auteur d'une thèse sur la Fédération unitaire de l'enseignement, docteur en histoire, se sont attachés à préciser la place de Maurice Dommanget dans le syndicalisme enseignant : il fut secrétaire fédéral de la Fédération unitaire, puis membre du conseil syndical de l'Oise dans le Syndicat national des instituteurs, auteur de nombreux articles donnés à la revue de l'École émancipée. Françoise Roszenweig a étudié l'historien de la jacquerie. Plusieurs intervenants ont replacé celle-ci dans la longue histoire des révoltes rurales : Ghislain Brunel a évoqué la révolte des paysans normands contre le duc Richard II vers 976 et celle des serfs du Laonnais contre l'évêque de Laon en 1328 ; Liliane Fraysse a écrit un chapitre dense sur la Hongrie du XIV<sup>e</sup> siècle au XVII<sup>e</sup> siècle, et Jean-Marc Schiappa, président de l'Institut de recherches et d'études de la Libre Pensée (IRELP) a évoqué les années picardes du futur communiste Babeuf.

Je ne commenterai ici que les pages consacrées à la jacquerie (l'histoire hongroise mériterait un volume à elle seule, et sur Babeuf je renvoie au numéro 49 des *Cahiers du mouvement ouvrier*) ainsi qu'à son historien, Maurice Dommanget.

Nous pouvons remercier les organisateurs du colloque d'avoir reproduit la première version de son travail telle que le syndicat de l'Oise l'a éditée en 1958. Les lecteurs pourront juger sur pièces si Dommanget mérite les critiques formulées par Emile Lambert du vivant de son ami et celles plus sévères exposées lors de ce colloque par Françoise Roszenweig.

Dans son introduction, Claire Grimaldi, l'infatigable animatrice de la Libre Pensée de l'Oise, donne les résultats d'une enquête menée pour savoir si la jacquerie était toujours présente dans les mémoires locales. Les résultats invitent à la réflexion : les jeunes en ignorent tout, tandis que la génération précédente a gardé quelques souvenirs d'une information reçue à l'école. C'est le signe de la profonde influence exercée par ces instituteurs formés sous la IV<sup>e</sup> République et lecteurs des ouvrages de Dommanget, mais signe aussi, hélas, de la profonde dégradation de l'enseignement de l'histoire durant les dernières décennies : voilà où mènent les contre-réformes de la V<sup>e</sup> République qui somme les enseignants d'oublier la chronologie et les personnages significatifs (qu'ils soient princes ou chefs de jacquerie), qui privilégie l'étude des « faits religieux » au détriment des grandes luttes sociales et qu'obsède « l'allègement des connaissances » !

Plus de cent cinquante personnes rassemblées à Clermont (où fut peut-être

(1) Edité par Engrage Editions Amiens, 2012. Diffusion : librairie Belles Lettres. Diffusion-distribution : 25, rue du Général-Leclerc, 94290 Le Kremlin-Bicêtre.

supplicié le chef des Jacques avant qu'ils soient tous exterminés à Mello) ont écouté avec attention des intervenants de formation diverse : un archéologue, Pierre Rigault, qui attribue aux carriers un rôle majeur dans la jacquerie, car ils étaient nombreux autour de Saint-Leu-d'Esserent où elle a surgi (le 28 mai 1358 ?) ; un archiviste, Ghislain Brunel, et une étudiante allemande, Bettina Bommersbach, doctorante à l'université de Bielefeld : tous deux reprennent à nouveaux frais l'étude des lettres de rémission.

Par ce moyen, la royauté accordait la rémission, le pardon à un auteur de crimes ou de dégradations matérielles. Seul détenteur de ce droit de grâce, le roi affirmait ainsi un pouvoir supérieur à celui des seigneurs locaux et des hommes de justice. C'est une source d'information doublement précieuse pour les historiens : elle permet de mieux cerner les révoltés, les comparses, alliés consentants ou forcés, les motivations, surtout les actes. Mais c'est aussi un éclairage sur les moyens par lesquels la royauté contestée en raison d'un problème de succession (j'y reviendrai) s'insérait dans un jeu de pouvoirs complexe entre châtelains, grands féodaux et ses propres agents de justice.

Que savons-nous de certain sur les Jacques ? L'état des archives permet-il de lever quelques incertitudes quant à l'interprétation des faits ?

## Une révolte de paysans, ou plutôt de ruraux

Ce que nous nommons jacquerie fut appelé *les effrois* par les contemporains, ce qui traduit l'intensité de la peur éprouvée devant le surgissement de cette révolte brutale qui affecta les terres les plus riches du royaume : partie du Beauvaisis, elle gagna la Picardie, le Valois, la plaine de France, une partie de la Brie, le Hurepoix jusqu'à Etampes et la Ferté Alais, voire une partie de la Normandie. Dommanget a estimé qu'elle atteignit quatorze de nos actuels départements.

*Les lettres de rémission* démontrent que les Jacques n'étaient pas seulement

des paysans mais des ruraux, ce qui englobe les artisans des villages, maçons, forgerons, petits marchands de poulet et de fromage, bouchers. Toutefois, on ne relève pas de carriers ni de carriers-paysans dans les documents cités dans les *Actes du colloque*, ce qui fragilise l'hypothèse de leur participation à la jacquerie formulée par Pierre Rigault. On note la présence de quelques prêtres, et, ce qui est plus surprenant, de quelques sergents à cheval du Châtelet : des hommes d'armes au service du roi, tel ce Philippe Poignant habitant de Porchon (arrondissement de Beauvais) qui fut capitaine des milices de quatre villages. Les Jacques ont assailli les châteaux mais respecté les forteresses royales, ils ont parfois repris le cri de guerre de la royauté « *Montjoie Saint-Denis* », ils ont arboré les bannières à fleurs de lys lors de l'ultime assaut. Nous sommes donc en présence d'une guerre sociale qui oppose les non nobles aux nobles et qui ménage la royauté ainsi que l'Eglise. Pour quels enjeux ?

## Une révolte sans direction ni programme

Dommanget attribuait le premier rôle à « *des paysans asservis et frustes, se relevant d'un coup comme des bêtes traquées [qui] devaient faire payer cher en quelques jours un arriéré de plusieurs siècles* ». Il soulignait aussi que les Jacques n'ont rien dit de leur programme revendicatif qu'ils étaient d'ailleurs trop « arriérés » pour concevoir et formuler. Mais il estimait qu'il s'agissait d'un combat contre le système féodal sans que les rustres en aient été conscients.

Il distinguait deux périodes dans ce bref soulèvement qui dura trois ou quatre semaines entre l'échauffourée de Saint-Leu-d'Esserent (28 mai ?) et le combat de Mello (seconde moitié de juin) : d'abord une brève explosion de fureur « hystérique », puis un temps court, lui aussi d'organisation embryonnaire, avec élection de chefs de milices, coiffés par Guillaume Calle « capitaine du peuple et commun du Beauvaisis ».

Calle, qui était peut-être un paysan aisé, s'efforça de canaliser l'exercice de la violence brute et de nouer alliance avec les bourgeois des villes, Senlis, mais surtout Paris dressée avec Etienne Marcel contre l'arbitraire et la corruption des conseillers du roi.

## Le contexte politique : une crise de succession

Il faut lire le chapitre réjouissant d'impertinence que Marie Guermont consacre à *la loi salique*. Invoquée par les clercs pour donner une apparence de légitimité successivement à tous ceux que leur âge, leur sexe, leur force militaire désignaient comme les mieux placés pour occuper un trône laissé vacant par les hasards de l'hérédité, cette loi ne figura jamais dans le Code des Francs saliens. Elaborée sur plusieurs siècles par des clercs à l'imagination fertile, experts en faux en écritures, toujours prompts à citer les Pères de l'Eglise et l'Evangile à l'appui des ambitions de leurs maîtres, cette loi servit à écarter du trône le roi d'Angleterre Edouard III, petit-fils du défunt Philippe IV le Bel, mais par sa mère Isabelle. La misogynie régnante et la falsification des textes ainsi que leur interprétation fautive permirent d'écarter ce candidat anglais qui ne se résigna pas, ce qui fournit le prétexte à ce qu'on appela plus tard la guerre de Cent ans. Cette séquence brillamment présentée par Marie Guermont donne un nouvel exemple de ces manipulations idéologiques de l'histoire analysées par Rémy Janneau (cf. *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 45, janvier-mars 2010).

## Crise aggravée par les défaites des chevaliers face aux archers anglais

Françoise Roszenweig rappelle le fameux schéma tripartite inventé par d'autres clercs pour justifier l'ordre féodal : la société est dirigée par ceux qui prient, défendue par ceux qui combattent

et nourrie par les autres voués par châtement divin au dur et infamant « labeur ». Cette construction idéologique qui rend mal compte de la réalité sociale fut mise à mal par les faits militaires qui ont marqué cette première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle : les chevaliers arrogants qui vivaient des redevances féodales furent battus à plate couture à Crécy en 1346, puis à Poitiers en 1357.

Cette dernière bataille se solda par la capture du roi Jean et la fuite des nobles à qui le code de « gentillesse » interdisait en principe un tel comportement ! Cette défaite ignominieuse eut de graves répercussions sur la vie et l'état d'esprit des « menues gens » de la campagne. L'énorme rançon exigée par le roi d'Angleterre pour libérer le roi Jean dut être payée par une fiscalité royale alourdie : perçue par des conseillers pas toujours compétents ni honnêtes, elle se superposa aux redevances dues aux seigneurs. Ceux-ci ayant lamentablement échoué à assurer le devoir de protection furent l'objet d'un discrédit qui nourrit la révolte parisienne ainsi que la colère paysanne.

On sait que la Jacquerie du Beauvaisis a démarré à Saint-Leu-d'Esserent, où neuf nobles furent tués par le menu peuple. Evènement inouï qui, suppose Dommanget, créa un choc psychologique : les Jacques découvraient que les maîtres n'étaient pas invulnérables, mais ils savaient que leur vengeance serait redoutable ; il fallait donc gagner à la rébellion de nouvelles recrues ou périr, d'où l'extension de la révolte, ce qui suppose un effort minimal d'organisation. Simple conjecture que n'atteste aucun texte évidemment — les Jacques n'écrivaient pas — mais hautement probable. Françoise Roszenweig n'en est pas convaincue, elle écrit : « *Dommanget tend vers une histoire romancée en essayant de décrire la mentalité et les conditions de vie des Jacques.* » Dommanget décrit effectivement longuement les redevances féodales, mais cela relève-t-il du roman ?

## Où sont les barbares ?

En relisant les lettres de rémission et les historiens du XIX<sup>e</sup> siècle, Bettina

Bommersbach examine la place de la violence dans la jacquerie et la contre-jacquerie : la répression nobiliaire fut à la mesure de la peur subie, et dépassa en férocité arbitraire celle qu'exercèrent les Jacques.

Leur chef, Guillaume Calle, mit en scène un supplice spectaculaire dont fut victime Jehan Bernier, nu-pieds, en chemise, battu à mort devant 200 à 300 personnes à Montataire. On reconnaît ici une pratique chère aux autorités judiciaires et qui aura longue vie.

Elle note que les lettres de rémission permettent de dénombrer trente homicides perpétrés par les Jacques, les neuf de Saint-Leu compris. Elle relève que les nobles se livrèrent à l'occasion à une battue sans discrimination (et sans enquête judiciaire) sur les rustres : villages champenois dévastés et têtes coupées dans la seigneurie de Saint-Dizier, jarrets coupés près de Montdidier...

## Un témoin partial : Froissart l'ami des nobles

Les Jacques ont-ils fait « *couler à plaisir le sang de seigneurs inoffensifs* » (Siméon Luce) ? S'agissait-il d'une « *abominable orgie* » ? (Flammermont) ? Bettina Bommersbach a relu ces synthèses anciennes du XIX<sup>e</sup> siècle fondées sur les vieilles chroniques et notamment celle du trop célèbre Froissart à qui nous devons ces images qui font penser à Goya : les Jacques violent les dames, tuent, dépècent...

Ont-ils poussé la barbarie jusqu'à rôti un chevalier sous les yeux de sa femme et de ses enfants ? Ont-ils forcé la dame dûment violée à manger le corps du chevalier mis en broche ?

Dommanget s'était interrogé sur la véracité de ce récit, et concluait par l'affirmative : « *La narration est sans aucun doute fidèle. Ces faits se sont produits. De telles saturnales se sont déroulées. Dans l'exaspération hystérique du moment, des hommes qui n'avaient plus rien d'humain ont certainement pratiqué ces raffinements de cruauté et sont tombés dans la pire des abjections.* »

## Le devoir de l'historien : honnêteté ou objectivité ? Un militant peut-il être historien ?

C'est au fond la question que soulevait l'historien Emile Lambert, ami et critique de Dommanget, et que paraît approuver Pierre Rigault. Dommanget n'a jamais prétendu raconter les grandes secousses historiques en adoptant le point de vue de Sirius, il s'est voulu historien engagé, militant, comme le rappelle à juste titre Françoise Roszenweig : il a voulu instruire les enfants du peuple et leurs instituteurs ; c'est pourquoi il a refusé d'occuper le poste à la Sorbonne que lui proposait Mathiez, fidèle en cela à la morale de l'École émancipée, « *le refus de parvenir* ».

Il n'est pas « objectif » (mais qui l'est jamais ?) ; il affiche sa sympathie pour ces damnés de la terre sans tomber pourtant dans l'hagiographie friande d'imagerie d'Épinal. Il ne cache pas les faits embarrassants, comme le prouve le jugement ci-dessus rapporté. Mais il pèse scrupuleusement le degré de fiabilité qu'on peut accorder aux chroniqueurs tels que Froissart : celui-ci n'est pas non plus un témoin objectif ! Sa plume si bavarde, si talentueuse, quand il veut mettre en scène le viol et le cannibalisme prêtés aux Jacques, se fait étonnamment légère et incolore quand elle aborde la séquence de la répression nobiliaire : « [Les gentilshommes] *commencèrent à tuer et découper ces méchantes gens sans pitié et sans merci et les pendaient partout aux arbres où ils les trouvaient.* »

Dommanget refuse de minimiser le nombre de victimes probables des Jacques et de s'en tenir aux trente répertoriées dans les lettres de rémission ; compte tenu du nombre de villages touchés par la jacquerie, il estime que les paysans ont dû mettre à mort plusieurs centaines de seigneurs : bel exemple de probité intellectuelle. Et c'est là tout ce que l'on doit exiger d'un historien : l'honnêteté.

## Toute révolte ne conduit pas à la révolution

Militant engagé dans les luttes sociales de son temps, historien des « curés rouges » de la Révolution française, de la Commune de 1871, il déplore que les Jacques n'aient pas formulé de revendications précises, qu'ils ne se soient pas organisés solidement. Mais l'émancipation sociale exige le lent travail des générations successives : il cite la première révolte rurale qui a formulé un programme précis en France, celle des « bonnets rouges » de Bretagne en 1675.

Est-ce ce lien entre analyse historique et « leçon militante » qui gênait l'ami de Dommanget, Emile Lambert ? Il lui reprochait de ne pas s'en tenir aux faits, de ne pas être « objectif » ; si bien que cinq ans après la publication de la brochure de Dommanget, il reprit l'étude de la jacquerie en 1963-64. Faudrait-il interdire aux militants d'écrire des études historiques ?

## Tuer ou détruire ?

La relecture des lettres de rémission permet à Bettina Bommersbach d'affirmer que les violences paysannes s'exercèrent bien davantage sur les choses que sur les hommes : destructions de châteaux, pillages de grains qui semblent « souvent avoir servi simplement à l'approvisionnement des révoltés ». Elle donne l'exemple d'une petite bande de douze hommes qui a dérobé à plusieurs écuyers et chevaliers quatre-vingts carpes, non pour les vendre à leur profit mais pour les manger ! Mais cette banale opération de pillage peut s'inscrire aussi dans la contestation séculaire du monopole seigneurial particulièrement haï, le monopole de la pêche dans les rivières et les étangs !

## Une « destruction systématique des châteaux »

Raymond Cazelles a dressé une carte particulièrement suggestive de ces des-

tructions de châteaux opérées entre le 28 mai et le 15 juin, date de l'affrontement final à Mello.

Ce resserrement dans le temps et l'espace (il couvre la zone d'approvisionnement en blé de Paris) n'est certainement pas le fruit du hasard. Le contrôle de ces forteresses est un enjeu capital dans une guerre complexe qui oppose Anglais, Paris rebelle, le régent Charles successeur légitime du roi prisonnier mais handicapé par son jeune âge — il a 20 ans en 1358 — sans oublier le candidat au trône écarté par la loi salique, Charles le Mauvais, roi de Navarre !

Etienne Marcel, le prévôt des marchands de Paris, a voulu démontrer sa force au régent ; il a laissé pénétrer dans son palais de la cité une foule furieuse qui a massacré sous ses yeux ses deux favoris. Charles veut se venger et reprendre le contrôle de la situation en affamant Paris. *L'ordonnance du 14 mai 1358* ordonne donc de mettre en défense les forteresses proches des trois rivières, Seine, Oise, Marne, qui commandent la circulation des grains. Il s'agit de réserver le blé disponible au régent et à ses alliés. Et sans doute aussi de l'ôter aux Anglais, dont une bande occupe et pille la vallée de l'Oise.

## Une ordonnance mal interprétée, brandon de la révolte ?

Ces travaux de remise en état requéraient la mobilisation de la main-d'œuvre paysanne sous forme de corvées. Or Saint-Leu-d'Esserent bénéficiait depuis 1176 d'une charte signée entre le comte de Clermont et les moines bénédictins : le comte renonçait à imposer aux serfs de l'abbaye des corvées de « construction et de réparation de ses châteaux ». Les *Actes du colloque* reproduisent cette charte qui illustre la façon dont les deux ordres dominants, celui qui prie et celui qui combat se partageaient les redevances et les prestations en travail.

Or le XIII<sup>e</sup> siècle a été une période de progrès agricoles mais aussi de progrès sociaux, acquis de haute lutte par des

paysans qui ont obtenu la reconnaissance de leurs communautés villageoises ; celles-ci ont pu réduire les redevances dues aux seigneurs, ainsi que les corvées ; elles ont défendu leur droit à utiliser les terres en friche comme pacage, résisté aux pillages des soldats licenciés après la bataille en s'organisant en milices.

La seigneurie est en crise au début du XIV<sup>e</sup> siècle, notamment en raison de la baisse du prix des grains (dont elle est vendeuse) mais aussi de cette résistance paysanne victorieuse.

On peut imaginer que les seigneurs aient tenté de rétablir leurs droits rognés d'un côté par les communautés paysannes, de l'autre par les barons. Il est possible que le menu peuple de Saint-Leu ait interprété l'ordonnance du 14 mai 1358 comme une tentative pour rétablir un type de corvée aboli en 1176. Hypothèse là encore mais vraisemblable.

## Révolte de la misère ou colère de paysans aisés des provinces les plus riches du royaume ?

Pour Dommanget, il s'agissait d'une révolte de serfs écrasés par la misère. Interprétation récusée par les historiens de la décennie suivant sa disparition, Georges Duby, Guy Fourquin notamment. Ils ont décrit les clivages sociaux que l'économie monétaire a introduits dans la société paysanne. Au sommet du village se sont enrichis les possesseurs d'instruments de labour, tandis que les petits tenanciers végétaient aux limites de la survie. Ces derniers seront les victimes privilégiées de la peste qui fut « prolétarienne et enfantine ». L'essor démographique ne s'est pas accompagné d'un développement comparable de la production, toujours amputée par les ponctions seigneuriales et désormais frappée par une fiscalité royale accrue pour payer l'énorme rançon du roi Jean. (Notons toutefois que ce thème de l'impôt n'apparaît pas dans les récits relatifs à la jacquerie.)

Dans l'*Histoire de la France* dirigée par Georges Duby, publiée en 1971 chez

Larousse et rééditée en 1975, Noël Coulet écrit : « *Les historiens les plus récents hésitent à réduire la jacquerie à une seule explosion de la misère.* » Fourquin a relevé que la carte des soulèvements recouvre celle des régions les plus riches du bassin parisien. Mais une région riche a ses pauvres !

A nouveau, on doit reposer la question lancinante : qui étaient les Jacques ? De riches laboureurs assez sûrs d'eux pour braver les seigneurs ou de très petits tenanciers rendus furieux par les malheurs du temps ? Les archives ne permettent pas de conclure et l'incertitude du vocabulaire n'aide pas : un « laboureur », sujet de Louis XIV dans ce même Beauvaisis qu'a étudié le grand historien, Pierre Goubert, c'est un paysan aisé. Mais en 1358 ? Pour les chroniqueurs du XIV<sup>e</sup> siècle les révoltés sont « *gens du plat pays* », ou encore « *les menues gens* » les « *gens de labour* » (pris au sens de travailleur), étant les plus nombreux, mais « *de riches hommes bourgeois et plus* » s'y sont joints. Une ordonnance de 1354 parle de « *voituriers et laboureurs par les rivières* » ; dans ce cas, il s'agit non de producteurs de blé mais de convoyeurs. Vocabulaire redoutablement imprécis qui peine à s'adapter à une réalité sociale mouvante que la circulation monétaire a rendue plus complexe.

## Pour conclure

Félicitons les auteurs de ces *Actes* d'avoir publié une carte des villes et des villages dont sont issus les Jacques, des plans des châteaux qu'ils ont attaqués, de la ville de Clermont et de la rue pentue où ils ont remporté une éphémère victoire sur les chevaliers. On apprécie aussi le choix des documents largement cités qui étayaient le discours des historiens.

Ce colloque se voulait un hommage au militant historien Dommanget. Hommage ne signifie pas idolâtrie ! Des points de vue différents voire opposés se sont côtoyés. Emile Lambert, largement cité par Pierre Rigault récusait l'engagement partisan de cet historien des révoltes paysannes au nom de l'objecti-

vité. Je crois plus judicieux de viser l'honnêteté, le sérieux du récit historique. Mais ce débat est légitime et n'a pas pu choquer des libres penseurs !

En revanche, certaines critiques formulées par Françoise Roszenweig surprennent : Dommanget aurait laissé la bride sur le cou à son imagination, décrit la mentalité paysanne sans éléments factuels pour étayer cette « histoire romancée ». Il aurait négligé de situer la jacquerie dans son contexte social politique et militaire, ce que la lecture du texte reproduit à la fin du volume des *Actes* ne confirme pas. Plus grave encore, il aurait « compilé des ouvrages déjà anciens à son époque ». Mais existe-t-il une étude de la Jacquerie du Beauvaisis qui soit postérieure à la synthèse proposée par Siméon Luce et qui la renouvelle en profondeur ? Elle n'en cite aucune.

Est-il interdit à un historien de relire les travaux de ses prédécesseurs ? Quitte à les critiquer ce dont ne s'est pas privé Dommanget ! Notamment au sujet du « patriotisme » que Siméon Luce prête aux Jacques, anachronisme dicté par l'air du temps (1890). Le terme « compiler » est injustement dépréciatif.

On est frappé au contraire par le sérieux avec lequel Dommanget examine, rectifie les conclusions de ceux qui ont travaillé avant lui.

Un exemple suffira, celui des estimations du nombre des victimes de chaque camp : « *Sur la base de ce qui a été évalué par les chroniqueurs et des meurtres enregistrés par les lettres de rémission, on a cru pouvoir opposer une trentaine de victimes des Jacques aux vingt mille et plus au compte des nobles... Cette comparaison n'est pas valable... Cette estimation relève de la dérision.* »

Il calcule que la jacquerie ayant sévi dans plus de sept mille communes, « *c'est par centaines qu'il convient de chiffrer les victimes des Jacques* », et si les lettres de rémission n'en mentionnent que trente (chiffre que reprend Bettina Bommersbach), cela prouve simplement que cette archive seule ne permet pas de donner la réponse exacte à la question que l'on se pose !

Dommanget fut un militant historien sérieux et d'autres poursuivront cette recherche inlassable.

**Nicole Perron**

# Des deux côtés de la barrière...

**Dimitri Vitkovski**

*Une Vie au Goulag*

Préface de Nicolas Werth

Traduit du russe par Véronique Meurgues.

Belin, 154 pages, 15 euros.

**Ivan Tchistiakov**

*Journal d'un gardien du Goulag*

Traduit du russe, préfacé et annoté par Luba Jurgenson.

Introduction de Irina Shcherbakova.

Denoël, 286 pages, 22 euros.

**E**ncore deux livres sur le Goulag ? Cela risque fort d'être la première réaction à la seule vue des titres de ces livres. Tout n'a-t-il pas été dit depuis Margoline, Olitskaïa, Chalamov, Guinzbourg, Soljenitsyne, Martchenko et tant d'autres ? Justement non.

Ces deux livres apportent quelque chose de neuf. Ils se complètent tout en se ressemblant parfois étrangement. Dimitri Vitkovski est un déporté à répétition. Ivan Tchistiakov, un gradé de la garde des camps, la VOKHR. En 1935, il est chargé d'assurer la garde des détenus chargés de construire un tronçon de la ligne de chemin de fer qui traverse la Sibérie, le BAM, tâche qu'il n'a jamais sollicitée. Ils se situent donc des deux côtés de la barrière. Et pourtant, l'existence des deux hommes se ressemble par plusieurs aspects, même si le journal de Tchistiakov ne porte que sur une année, alors qu'avec de brèves interruptions, Vitkovski a été une victime des persécutions policières du Guépéou et du Goulag pendant plus de vingt ans.

Leur vision du Goulag, ou plutôt de la façon dont ils le vivent ou le subissent, est par plusieurs aspects originale. Chose assez étrange, les deux hommes, malgré la situation dans laquelle ils se trouvent, passent de longues minutes à

contempler la nature qui les entoure et en subissent une sorte de fascination. Fascination quand Vitkovski décrit minutieusement la débâcle fantastique de l'Ienisseï au printemps, lorsque la fonte des glaces au sud provoque une sorte de tsunami vers le nord de ce fleuve qui débouche sur l'océan Arctique, lyrisme apaisé quand il évoque les nuits près de la mine de Ienisseïsk, ou le paysage des Solovki : « *Lentement des roches noires bien découpées émergent des lointains blanchâtres et fantomatiques, brumeux et indéfinissables. Leurs reflets sombres sur l'eau blanche disparaissent lentement derrière nous du côté de Ken. (...) L'air est rempli des cris angoissés de mouettes et, venant d'on ne sait d'où, des grèbes remplissent tout l'espace de leurs cris mystérieux et étranges. Nulle part ailleurs on ne ressent la même vacuité et la même beauté que dans cette nature si particulière des mers du Nord. Elle est légèrement mélancolique, nostalgique et fascinante, froide et tendre, pleine de nuances délicates, irisées de transparences à peine perceptibles.* »

On retrouve la même attitude contemplative chez Tchistiakov ; bien qu'harcelé par des tâches abrutissantes... ou par des supérieurs qui le sont tout autant, ou accablé par le froid glacial de son gourbi qui lui interdit de se laver pendant tout un mois, il s'attarde à décrire le crépuscule d'un jour de novembre avec le souci presque maniaque de noter toutes les variations de couleurs que la nuit produit en descendant :

« *Le jour s'éteint lentement. La journée de travail est interminable : je me lève à cinq heures du matin et me couche à onze heures du soir. Le vent d'ouest a amené dans le ciel de petits moutons blancs. Le soleil couchant dont les derniers rayons baignent dans ces nuages a créé un tableau fabuleux. (...) L'horizon bordé d'incarnat s'embrase de plus en plus, puis à l'apogée de son incandescence, inonde le ciel d'une lueur pourpre. Le soleil d'un rouge*

tice. Inutile de préciser que la censure ne frappait pas les socialistes patriotes comme Pierre Renaudel, Jules Guesde, longtemps ministre d'Etat, ou son ancien chef de cabinet, Léon Blum. L'Etat se mettait ainsi au service des « socialistes patriotes » d'union sacrée pour les aider à garder le contrôle du parti socialiste qu'ils avaient mis entièrement à son service pendant la guerre. Elle entravait en revanche très brutalement la liberté d'expression des internationalistes et celle de Lorient en particulier.

## Il faut préparer la troisième...

Chuzeville décrit avec précision le lent cheminement des internationalistes à la tête desquels se trouve Lorient, leur combat acharné, leur isolement qui n'est guère rompu que par des contacts avec les émigrés russes comme Trotsky ou Dridzo-Lozovski, et surtout avec les internationalistes étrangers. La trahison des socialistes qui bafouent ce qu'ils ont voté dans les congrès de l'Internationale l'amène à déclarer dès octobre 1915 : « *La Deuxième Internationale est morte, il faut préparer la Troisième.* »

A l'époque, il n'y a guère que Lénine pour l'affirmer nettement, et Trotsky un peu moins nettement. Il est l'un des fondateurs, en novembre 1915, du comité d'action internationale qui devient, en février 1916, le Comité pour la reprise des relations internationales, véritable noyau du futur Parti communiste, même si Souvarine appartient alors à la minorité pacifiste de Jean Longuet et Paul Faure, minorité pacifiste qui reste presque jusqu'à la fin de la guerre favorable au vote des crédits de guerre, ce qui réduit fortement l'envergure de son combat contre la guerre.

La Troisième Internationale est fondée à Moscou en mars 1919. Ses fondateurs indiquent la place de Lorient en invitant « *les groupes et les organisations du mouvement socialiste et syndicaliste de France, solidaires dans les questions fondamentales avec Lorient* ». Reprenant un vieil argument, Julien Chuzeville écrit : « *C'est en pratique une initiative*

*du seul Parti bolchevique.* » Certes... mais les gouvernements anglais et français qui ont décrété le blocus de la Russie soviétique depuis le 1<sup>er</sup> janvier soviétique ont rendu impossible la venue de délégués étrangers.

Ainsi, les cinq mandats promis à la tendance Lorient (autant qu'au Parti bolchevique et au Parti communiste allemand) sont remis à Henri Guilbeaux alors à Moscou... et qui travaille peut-être déjà pour les services secrets français...

Rien d'étonnant donc que Lorient soit à la pointe de la fondation du Parti communiste, mais dès le début, les révolutionnaires comme lui se heurtent à de nombreuses difficultés, dont la moindre n'est pas le ralliement massif de « socialistes patriotiques » comme l'opportuniste Ludovic-Olivier Frossard, qui finira ministre d'Etat de Pétain, et le très opportuniste Marcel Cachin, qui prépare une longue carrière de bateleur de meetings dans un parti bientôt « bolchevisé », c'est-à-dire, en réalité, caporalisé par Zinoviev, puis stalinisé et donc transformé en annexe du Kremlin.

## Contre la caporalisation

En attendant, Clemenceau poursuit son combat démocratique : le 6 mai 1920, Lorient est arrêté et accusé de complot. Sont arrêtés juste avant ou après lui Pierre Monatte et Boris Souvarine. Ils resteront dix mois en prison avant d'être jugés et acquittés faute du moindre élément susceptible de ressembler à un complot, même dans la France policière de l'époque.

Dès mars 1923, en URSS, Lénine est hors jeu. Staline forme avec Zinoviev et Kamenev un triumvirat. Zinoviev, président de l'Internationale depuis sa fondation et libéré de la présence de Lénine, engage la caporalisation des partis communistes.

A la fin de 1924, les oppositionnels Pierre Monatte, Alfred Rosmer et Victor Delagarde sont exclus du Parti communiste. « *En moins d'un an, commente Julien Chuzeville, sans qu'un nouveau congrès du PC n'ait lieu, l'organisation a déjà radicalement changé.* »

Loriot se bat avec acharnement contre la caporalisation zinovéviste et la stalinisation, à commencer par sa cellule, aux réunions desquelles il participe régulièrement au point de décourager l'un des dirigeants qui montent, Paul Marion. Ce dernier déserte bientôt ces réunions où Loriot est pourtant constamment minoritaire (le courageux Paul Marion finira sa carrière de bureaucrate comme membre du bureau politique du très fasciste PPF de Jacques Doriot, autre ancien du bureau politique du PC), mais Moscou a déjà de multiples moyens de faire pression sur les cadres dirigeants, de plus, le reflux de la vague révolutionnaire de 1918-1920 pousse certains à voir dans l'Union soviétique l'ultime conquête de la révolution battue ailleurs et se laissent persuader qu'il est possible de « construire le socialisme » dans la pénurie, les ruines, et même la misère. La multiplication des places de permanents et de juteuses prébendes conforte ce sentiment.

## Loriot oppositionnel

En 1926, Loriot, qui n'avait été permanent que quinze mois dans toute sa vie militante, reprend le poste d'instituteur d'où il avait été révoqué en 1920. La même année, il abandonne le Parti communiste tout en « restant communiste », souligne Julien Chuzeville. Il appartient d'abord un temps à des groupes oppositionnels, mais devenu réticent sur l'idée même de parti, il revient alors en fait au syndicalisme révolutionnaire de la CGT d'avant la guerre : dans cette conception, le syndicat a vocation à rassembler la masse des travailleurs pour les lancer à l'assaut de l'ordre bourgeois. Il doit jouer le rôle d'un parti sans en avoir pourtant ni les frontières ni le programme. En septembre 1932, Fernand Loriot accède à la retraite. Le mois suivant, une leucémie foudroyante l'emporte. Il tombe dans l'oubli au moment même où, selon les paroles de Victor Serge, « il est minuit dans le siècle ».

## Quelques faiblesses

L'ouvrage de Julien Chuzeville, malgré ses mérites, souffre de quelques fai-

blessees et raccourcis pour le moins rapides.

Ainsi, il qualifie l'Union soviétique de « *capitalisme d'Etat* », comme si cela allait de soi. Cette définition aurait mérité une tentative de démonstration que l'on attend en vain. Or, jusqu'à plus ample informé, le capitalisme d'Etat est une tentative de réguler par l'intervention de l'Etat le fonctionnement du capital privé, au prix éventuel de la nationalisation de certains secteurs, mais sans l'exproprier, sans abroger la propriété privée des moyens de production. Or, en URSS, elle a été abrogée, le capital a été entièrement exproprié... à tel point qu'il n'a même pas récupéré l'ensemble de ses positions dans la Russie d'aujourd'hui. La définition ne va donc pas de soi.

L'auteur n'aime pas les bolcheviks. C'est son droit. Mais cette antipathie débouche sur de curieuses affirmations. Ainsi, le 28 octobre 1919, Lénine écrit « *au camarade Loriot et à tous les amis français qui ont adhéré à la III<sup>e</sup> Internationale* ». Trotsky écrit lui aussi une lettre à quatre militants français, dont le premier cité est Loriot. Julien Chuzeville conclut : « *Cela confirme qu'aux yeux de bolcheviks, Loriot apparaît comme le principal communiste en France* », et commente finement cette affirmation : « *On reconnaît là un travers caractéristique des bolcheviks : avant même qu'un parti ne soit créé, ils veulent déjà lui désigner un dirigeant.* » Mais quatre pages plus loin, Chuzeville cite une phrase du journal *La Croix* qui constate le recul des pacifistes à la Longuet, liés à la majorité patriotique, au profit des internationalistes : « *L'influence de Longuet fait place à celle de Loriot.* »

Un peu plus tard, après l'arrestation de Loriot, Monatte, Souvarine et quelques autres accusés de complot contre la République, *Le Matin* écrit : « *Les militants arrêtés complotaient d'instaurer en France le régime des soviets. Loriot eût été notre Lénine national.* » Le journal *La Croix*, encore lui, affirme avec une onction toute ecclésiastique : « *si Loriot "régnait" en France, la France serait ce qu'est la Russie, Lénine et Trotsky y étant chefs.* » *La Croix*

et *Le Matin* n'obéissant sans doute pas aux injonctions de ces deux derniers, Lénine et Trotsky, loin de désigner eux-mêmes le dirigeant du futur Parti communiste, ne font qu'exprimer une situation de fait reconnue par tous... et qui sera effacée par les chefs staliniens et les journalistes si longtemp à leur botte.

## “Moralement condamnable” ?

Julien Chuzeville qualifie ensuite de « *moralement condamnable* » la décision prise en 1922 par l'Internationale communiste d'interdire aux dirigeants communistes d'appartenir à la franc-maçonnerie et à la Ligue des droits de l'homme. La morale est ici hors sujet. Les dirigeants de ces deux organisations s'étaient globalement rangés dans le camp des partisans de la guerre avec qui les communistes venaient de rompre : ils étaient aussi partisans de l'ordre colonial que les communistes voulaient alors renverser, certes d'un ordre colonial réformé, humanisé, voire humaniste, mais colonial

quand même. Quant à la Ligue des droits de l'homme, la relativité de sa rigueur morale se manifestera, entre autres, dans son impudique soutien au procès de Moscou de 1936 et d'après. La décision relève donc d'une appréciation politique et non de la morale.

D'ailleurs, Julien Chuzeville rappelle lui-même que le congrès de la SFIO avait, au congrès de Limoges en 1906, discuté de l'interdiction pour les socialistes d'appartenir à la franc-maçonnerie. L'interdiction n'avait été repoussée que par 150 voix contre 129 : une véritable division existait donc sur ce sujet. Et la guerre n'était pas encore passée par là ! La question n'était pas, on le voit, une invention de Lénine et de Trotsky, elle se discutait dans le mouvement ouvrier.

Ces remarques n'annulent en rien l'intérêt de cette première biographie de l'un des pères fondateurs de la Section française de l'Internationale communiste, dont Julien Chuzeville reproduit de longs extraits de textes peu à peu tombés dans l'oubli et d'accès difficile. On peut enfin les lire grâce à lui.

Jean-Jacques Marie

## Note de lecture de François Ferrette

Julien Chuzeville consacre une biographie à Fernand Lorient, le principal fondateur du Parti communiste français. Pour cette seule raison, cette biographie est la bienvenue. Le sous-titre indique d'emblée l'enjeu historico-politique, « *le fondateur oublié du parti communiste* ». Car il est vrai qu'il y a eu un oubli organisé par le Parti communiste stalinisé pendant plusieurs décennies. Il est utile de rappeler que le *Manuel d'histoire du PCF*, publié en 1964 et commandé par la direction du parti, ignorait jusqu'au nom de Fernand Lorient dans la galerie des fondateurs. En 1970, une timide reconnaissance du PCF allait se transformer en 1980, par le biais de l'historien Jacques Girault, en une réelle identification des protagonistes, sans oublier Boris Souvarine.

Car si « oubli » il y a, il est voulu et il faut en chercher les racines non dans des conflits de personnes mais dans les choix politiques au tournant de l'année 1924 puis du milieu des années 1930. Le PCF a pris des chemins qui ont pu apparaître comme des revirements à 180° pour les principaux fondateurs, d'où leur éloignement ou leur mise à l'écart.

## Convaincu de la nécessité d'un parti véritablement révolutionnaire

Julien Chuzeville a mené l'enquête pour en savoir plus sur ce personnage étonnant qu'était Fernand Lorient. Né en

1870, il ne fait guère parler de lui avant 1915. Employé de banque puis instituteur, trésorier national de la fédération des instituteurs, élu en 1918 à la direction nationale de la SFIO, la Section française de l'Internationale ouvrière (le PS de l'époque), il s'engage pleinement dans la lutte pacifiste durant la guerre de 1914-1918. De là, il rencontre Lénine et est convaincu de la nécessité d'un parti véritablement révolutionnaire en France et d'une internationale de même type. Lorient n'est pas une poupée docile que les bolcheviks manipulent à distance. Lorsque l'Internationale communiste est créée en mars 1919, il reçoit une correspondance lui enjoignant de constituer immédiatement un parti communiste. Mais il refuse de quitter le PS, préférant peser sur les socialistes et les gagner à sa cause. Sa tactique est la bonne et il sera à la tête du jeune PCF en 1921 avec plus de cent mille membres. Comparons ce chiffre avec les quelques centaines d'adhérents des groupes ultragauche de l'époque. Mais l'évolution du Parti bolchevique va influencer sur le jeune PC français. Alors que Lorient s'est retiré de la vie politique et des responsabilités, il réintervient de temps en temps jusqu'en 1926. Par la suite, il ne reprend pas sa carte et va renouer avec le syndicalisme révolutionnaire, preuve d'une personnalité détachée de tout carriérisme.

## **D'un statut d'obscur adhérent à celui de dirigeant de premier plan**

Son poids politique se limite donc à la période 1915-1926. C'est un militant socialiste du rang, plutôt classique (au début du siècle, il est membre de la franc-maçonnerie, comme tout bon socialiste) dont la personnalité s'affirme dans la SFIO et passe ainsi d'un statut d'obscur adhérent à celui de dirigeant de premier plan. Étudier Lorient, c'est étudier le passage d'un militant de la marge à celui d'un personnage incontournable. Il n'y avait rien d'inéluctable à ce que ceux qui se croyaient légitimes dans la

direction de la SFIO conservent leur influence sur les masses. Lorient en était la preuve vivante. Le plus intéressant tient évidemment dans le bilan qu'on peut tirer d'une expérience de ce type. C'est en effet une réelle prouesse politique que de passer de dirigeant d'un groupuscule pacifiste à la tête d'un parti de masse en peu d'années. Mais cet aspect n'est malheureusement peu évoqué car l'auteur se concentre sur les points négatifs qui vont faciliter la stalinisation du PC.

## **Le syndicalisme révolutionnaire**

Julien Chuzeville s'interroge sur les raisons du glissement d'un parti que rien ne semblait porter vers le stalinisme (le droit de tendance y est notamment reconnu). Il estime que l'absence de formation marxiste est de loin à l'origine de la stalinisation et accuse les bolcheviks d'être non marxistes. La création de l'Internationale communiste s'est donc faite sur un « malentendu », celle-ci ayant été avant tout propulsée par un Etat sur lequel le Parti bolchevique exerçait sa dictature. Les fondateurs du PC désiraient un parti et une Internationale communiste et non être la filiale d'un parti-Etat. Assurément, l'auteur s'inscrit dans la critique à la fois de Rosa Luxemburg sur les questions de démocratie, mais aussi des courants de gauche contre le capitalisme d'Etat que représenterait l'URSS. Pour Lorient, qui va au bout de ce raisonnement, ce n'est pas dans le bolchevisme que l'on doit chercher le marxisme, mais dans le syndicalisme révolutionnaire. D'où son intérêt après 1926 pour les amis de Monatte et de *la Révolution prolétarienne*. Logiquement, il sera favorable à l'indépendance syndicale, sera opposé à la forme parti, etc. On pourra s'interroger sur ce qu'aurait été une organisation formée uniquement de marxistes, si ce n'aurait pas plutôt été un groupe de cadres, forcément restreint, plutôt qu'un parti de masse.

L'auteur a par ailleurs consacré un texte (annexe 3) sur les rythmes politiques et sur la scission socialiste, à Tours, de décembre 1920 qui a vu la

naissance du PCF. Les communistes russes ont-ils été trop rapides dans la naissance de la III<sup>e</sup> Internationale ? N'ont-ils pas agi avec une certaine brutalité (télégramme de Zinoviev au congrès de Tours en 1920, exclusion des francs-maçons en 1922) dénuée de toute pédagogie en direction des socialistes ? Les causes de la scission de décembre 1920 ne sont-elles pas à rechercher aussi dans les débats antérieurs à la guerre et qui ont, aussi, préparé le terrain de la rupture organisationnelle ? La scission de 1920 s'est-elle faite sur de bonnes bases ? Ne fallait-il pas intégrer le courant centriste (les longuettistes) et isoler la droite du parti socialiste ? Autant de questions qui incitent à revoir l'attitude des bolcheviks dans leur volonté de scission des partis socialistes dans chaque pays.

## Des positions de principe

On aurait aimé une analyse plus fouillée sur ses positions exactes durant toutes ses années. Lorient semblait ainsi

peu intéressé aux questions d'actualité et se focalisait sur des positions de principes. Il avait été critiqué pour cela en 1920 par Souvarine qui le trouvait trop abstrait. Il lui reprochait de ne pas faire de démonstration pédagogique, pratique, expliquant nettement la différence entre réformiste, centriste et révolutionnaire.

La trajectoire politique de Fernand Lorient embrasse une des périodes les plus riches et controversées qui font encore débat, non seulement en ce qui concerne les interprétations historiques mais aussi parce que cela fait écho avec le temps présent. Les « temps courts » de l'histoire peuvent nous apporter bien plus que les « temps longs » sans profondeur historique. Pour cette raison, la biographie qui lui est consacrée est un stimulant pour ceux qui veulent réfléchir sur les origines du communisme français, son dévoiement et les points sur lesquels il faudra être attentif pour ne pas reproduire le passé.

François Ferrette

Les intertitres sont de la rédaction.

# Un roman vrai de la guerre civile en Espagne

Elsa Osorio,  
*La Capitana*, traduit de l'espagnol  
(Argentine) par François Gaudry,  
Metailié, 320 pages, 20 euros

**E**st-ce un roman ? Le mot ne figure pas sur la couverture ni sur la première page intérieure, mais dans sa postface. L'auteur évoque « l'écriture de ce roman » et précise : « J'insiste sur le mot "roman" bien qu'il s'appuie sur des documents historiques. Le choix des situations et des personnages répond aux exigences de la narration. »

## "Ma guerre d'Espagne à moi"

L'héroïne de ce récit en morceaux, re-flet d'un destin éclaté. Mika Etchebéhère, a en effet laissé une trace — trop peu connue — dans la guerre civile en Espagne. En 1976, Maurice Nadeau avait même publié ses souvenirs dans la collection « Lettres nouvelles » sous le titre *Ma guerre d'Espagne à moi*, sous-titré : « Une femme à la tête d'une colonne de combat ». Ce sous-titre ne précisait pas qu'il s'agissait d'une colonne du POUM, ce parti qualifié de trotskyste par Mos-

cou et le Komintern et dénoncé comme un repaire agents fascistes de Franco et de Hitler par eux, leurs agents et leurs folliculaires stipendiés, habitués à qualifier de traîtres quiconque osait n'être pas d'accord avec « *le plus grand génie de tous les peuples et de tous les temps* ».

Or ce sont ces derniers qui, pendant plus d'un demi-siècle, ont défini la vérité officielle et même officieuse sur la guerre d'Espagne. Ils sont même allés, à cette fin, jusqu'à faire décerner le titre de docteur en histoire sur travaux au correspondant de *L'Humanité* en Espagne, Georges Soria, vil auteur — ou du moins signataire — d'une histoire de la guerre d'Espagne, d'une orthodoxie toute stalinienne, qui lui fit, entre autres, mériter ce titre universitaire. Il est des jurys manifestement peu regardants ou mal informés...

## Un nom guère cité

On comprendra aisément dès lors que le nom de Mika Etchebéhère ne soit guère cité dans les innombrables ouvrages qui orchestrent avec une rare monotonie la version stalinienne — certes assouplie et modernisée au fil des ans — de la guerre d'Espagne. Le roman d'Elsa Osorio restitue son image et son action, avec celle de son mari Hipolito, tué au combat dès les premiers jours de son arrivée sur le front. C'est son premier mérite.

Elsa Osorio évoque la jeunesse de la jeune juive argentine Mika Feldman et sa rencontre avec le jeune militant Hipolito Etchebéhère, basque d'origine française, qu'elle épousera beaucoup plus tard en France par nécessité administrative : atteint par la tuberculose, Hipolito sera envoyé en sanatorium. En ces temps où régnait une morale exigeante, pas question d'autoriser Mika à lui rendre visite sans passage préalable devant monsieur le maire.

## Des internationalistes farouches...

Le second mérite d'Elsa Osorio est de donner une image vivante et chaleureuse de ce couple engagé dans une acti-

tivité trépidante, parfois fébrile, et internationalistes par principe. Ils vont partout où la révolution semble affleurer : en Allemagne au tout début des années trente, puis en France où ils participent à l'activité du groupe d'opposants communistes regroupés dans la revue *Que faire ?* par André Ferrat et Pierre Rimbert... qui finiront après la guerre à la SFIO de Guy Mollet. Ils vivent ensuite avec enthousiasme la grève générale de juin 1936 qui ébranle les fondements de l'ordre existant, puis en Espagne, où ce qu'ils découvrent, c'est « *la révolution à l'état pur* ». Pourtant, comme ils le rappellent, le gouvernement républicain a tout fait pour empêcher les ouvriers de s'armer afin de résister au coup d'Etat fasciste...

Au début des années vingt, ils ont d'abord décidé de descendre en Patagonie installer un cabinet de dentiste (Hipolito ayant le diplôme adéquat) pour y étudier une grève des péons de Patagonie. Ces derniers avaient eu le culot de créer une organisation pour se défendre. Les grands propriétaires terriens, effrayés, font appel à l'armée qui descend en Patagonie et abat 1 500 péons. Au hasard des récits qu'ils recueillent, Mika et Hipolito découvrent la férocité de la bourgeoisie argentine et la réalité sanglante de la lutte des classes. Ainsi, un commissaire de police annonce sa décision d'ouvrir le champagne si un leader ouvrier était liquidé. Sitôt dit sitôt fait : le leader ouvrier capturé est amené à Gran Hotel ; on lui enfonce le canon d'un revolver dans l'oreille ; on tire, puis, après lui avoir fait éclater la tête, on fête cette grande victoire de l'ordre moral et de la propriété privée au champagne. Dans un village, les soldats rassemblent vingt-cinq ouvriers, les alignent devant les péons du village, leur font creuser leur propre tombe, puis les abattent. Les péons doivent comprendre ce qui les attend s'ils n'obéissent pas au doigt et à l'œil.

Elsa Osorio suit les deux personnages dans leurs pérégrinations : en Allemagne où ils assistent, la rage au ventre, à la division entre ouvriers communistes et sociaux-démocrates organisée par leurs dirigeants et qui ouvre la porte du pouvoir à Hitler, puis en France et en Espagne.

Les pages qu'Elsa Osorio consacre à l'épisode allemand et au personnage de l'agent du Guépéou Jan Well sont peut-être parmi les plus réussies du livre.

On voit passer dans le roman une pléiade de militants révolutionnaires : l'autrichien Kurt Landau (abattu par les agents du Guépéou en Espagne) et sa femme Katia, Marguerite et Alfred Rosmer, mais aussi l'agent du Guépéou Jan Well infiltré dans le groupe trotskyste allemand, chargé d'y susciter divisions et querelles pour le désintégrer. Mika le retrouvera en Espagne sous le nom d'Andrei Kozlov, mais toujours avec le même rôle. Il la fera arrêter et jeter en prison et elle ne devra son salut qu'à l'intervention du dirigeant anarchiste Cipriano Mera. Elsa Osorio illustre avec beaucoup de finesse les rapports ambigus — du point de vue de l'agent du Guépéou — entre ce dernier et son héroïne qu'il désire à la fois posséder en tant que femme et détruire en tant que révolutionnaire.

## Un capitaine mal armé...

Le roman est enfin une vision d'un morceau de la guerre d'Espagne vécue par la capitaine d'une colonne du POUM mal armée — on pourrait dire désarmée — par le commandement officiel plus ou

moins soumis au Guépéou. On y partage un moment la vie de la colonne de combattants du POUM promise à l'extermination avant de l'être à la calomnie et à la diffamation. Elsa Osorio résume leur situation en trois phrases lapidaires : « *Les fascistes eux aussi entassent des pierres, mais derrière ils alignent de puissantes mitrailleuses. Eux qu'ont-ils ? Une poignée de fusils, quelques canons, de la dynamite et quelques bombes artisanales.* » Rien d'étonnant si la colonne du POUM qui remplace celle de Mika Etchebéhère, décimée, est à peu près entièrement anéantie... avant que les restes en soient dissous par le commandement militaire. Le fameux cinquième régiment chanté par la propagande et contrôlé par le NKVD, lui, était abondamment armé...

Malgré le destin de ces combattants, le roman a une allure lyrique. La comparaison du roman avec les souvenirs de Mika Etchebéhère permet d'apprécier à la fois le travail de recherche et de construction narrative d'Elsa Osorio. Les souvenirs de Mika Etchebéhère se concluaient sur la mort d'un jeune milicien de quinze ans, le roman sur un « *sourire complice vers le ciel* » provoqué par l'image d'Hipolito.

**Jean-Jacques Marie**

# Efraïm Wuzek :

## Combattants juifs dans la guerre d'Espagne. La compagnie Botwin

**Efraïm Wuzek : *Combattants juifs dans la guerre d'Espagne.***

***La compagnie Botwin.***

**Présenté et annoté**

**par Larissa Wozek-Gruszow,  
traduit du yiddish par J. Kott,  
éditions Syllepse, 22 euros.**

Six mois après le *Ma guerre d'Espagne* de Sygmunt Stein publié par Le Seuil, Syllepse édite les souvenirs d'un autre volontaire juif des Brigades internationales. Le seul second aspect commun à ces deux ouvrages de souvenirs est qu'ils paraissent en français plus d'un demi-siècle après leur publication en yiddish. Mais l'ouvrage de Wuzek a été publié en yiddish en 1964, à Varsovie, sous Gomulka. Même si la censure à Varsovie n'était pas aussi sourcilieuse que la censure à Moscou au même moment, on se doute bien qu'elle manifestait une vigilance attentive sur l'orthodoxie, même assez souple, voire relative, des ouvrages qu'elle laissait imprimer.

En particulier, bien entendu, pour les ouvrages portant sur l'épisode des Brigades internationales, où plusieurs hauts dignitaires des « démocraties populaires » avaient fait leurs premières armes, et sur cette période marquée par la dissolution du Parti communiste polonais décrit par Staline comme un repaire de trotskystes, de partisans de Rosa Luxemburg et d'agents de la Gestapo.

En réalité, la censure n'avait sans doute pas grand chose à craindre. Les souvenirs d'Efraïm Wuzek sont une longue énumération des exploits héroïques de la compagnie Botwin, formée de volontaires juifs, une sorte de chanson de gestes qui reflète sans aucun doute une partie de la réalité : la volonté farouche de ces volontaires de participer au combat contre le fascisme, au mépris de leur propre vie.

Mais cela n'est qu'une face de la réalité. L'autre face, que cette première sert à camoufler et à justifier à la fois, c'est la politique de Staline en Espagne, sa volonté d'écraser tout mouvement prétendant échapper à son contrôle et susceptible de menacer sa politique. Staline, soucieux de passer contre Hitler une alliance militaire avec l'Angleterre monarchiste de Baldwin, puis Chamberlain, et avec la bourgeoisie française, voulait étouffer par tous les moyens (le contrôle policier, la calomnie, la diffamation, l'assassinat de masse) la révolution espagnole en marche, pour leur démontrer qu'il était parfaitement capable de défendre la propriété privée, les banques, le règne du capital. Chamberlain et Daladier (qui n'était guère que l'ombre de ce dernier) jugèrent Hitler bien plus apte que Staline à remplir ce rôle. C'est pourquoi ils signèrent en septembre 1938, avec Hitler et Mussolini, les accords de Munich dirigés contre l'Union soviétique, et ce au moment même où, avec l'accord de Staline, les Brigades internationales étaient dissoutes.

Rien de tout cela ne transparait, même en filigrane, dans les souvenirs d'Efraïm Wuzek. Le récit passionnant de sa vie que donne sa fille et qui constitue — heureusement — une moitié du volume sous le titre *Les vies d'Efraïm Wuzek* permet de comprendre pourquoi. Il commence sa vie militante comme jeune sioniste de gauche en Pologne, part en Palestine en 1922, milite dans le mouvement des kibboutz, adhère au Parti communiste palestinien en 1927, en subit et en vit les convulsions multiples sous la férule de la direction du Komintern, retourne un moment en Pologne où le Parti communiste est très démocratiquement interdit, revient en Palestine, où il défend la politique fondée sur la vision « *une terre, deux peuples* ». Plusieurs fois emprisonné par les forces d'occupation anglaises, il part pour Paris en

1937, puis en Espagne dans les Brigades internationales. Il participe aux divers combats de la brigade Botwin, qui ne rassemble qu'une petite partie des quelque 5 000 volontaires juifs partis combattre en Espagne républicaine.

Après avoir connu les infects camps d'internement français organisés par le gouvernement d'Edouard Daladier, ancien dirigeant radical du Front populaire, il est transféré en Algérie, s'engage quelques mois dans les forces armées britanniques, rejoint ensuite Paris où il milite dans les rangs du PCF, avant de rejoindre la Pologne à la fin de 1948. Là, il fait carrière. Lorsque sa fille va le retrouver après sa journée de travail, elle le voit sortir soit du ministère de la Défense nationale soit du ministère de la Sécurité publique (c'est-à-dire de la police politique stalinienne). Efraïm Wuzek, devenu permanent, travaille pour les services de renseignements polonais et, manifestement au titre de ces derniers, part pour quelques années en poste diplomatique à Londres.

Bien qu'ébranlé par le rapport Khrouchtchev, il part à Vienne de 1957 à 1959 pour « accomplir, écrit sa fille, une nouvelle mission de renseignement ». Après quoi, on l'envoie sur un poste diplomatique en Roumanie — un pays frère ! — pendant deux ans et demi, jusqu'à l'âge de la retraite. C'est alors qu'il

publie ses *Souvenirs d'un Botwinnik*. On comprend aisément qu'au terme d'une telle carrière, la seule page critique que l'on trouve dans cet ouvrage soit celle consacrée à son unique rencontre avec Marty, où l'on voit, une fois de plus, ce dernier sous son vrai visage de bureaucrate plein de lui-même, borné, hurlant et menaçant.

La campagne antisémite déchaînée en 1967 en Pologne pousse Efraïm Wuzek à quitter ce pays pour Israël. Dès lors commence une nouvelle page dans la vie pour le moins mouvementée de cet homme, que sa fille qualifie d'« autodidacte auquel manquera peut-être la capacité d'analyse critique indispensable à une réflexion méthodique » et dont elle donne une vision chaleureuse et émouvante, dans ce qui constitue, à mon sens, la meilleure part du livre.

C'est plus pour *Les vies d'Efraïm Wuzek* que pour les souvenirs du Botwinnik qu'il vaut la peine d'être lu. Ces vies, à travers le portrait de l'ancien brigadiste, renvoient au destin de centaines de milliers d'hommes (ou de femmes) dont le stalinisme a utilisé et dévoyé l'aspiration à combattre l'exploitation, la misère et la guerre, pour instaurer le règne de son appareil policier et de sa nomenclatura parasitaire et vorace qui a finalement disloqué l'Union soviétique.

**Jean-Jacques Marie**

# CHRONIQUE DES FALSIFICATIONS

## Un scoop de Blanc et Lesnik : Beria proposait "le retour au pouvoir des soviets créés en février 1917"

Les deux journalistes Hélène Blanc et Renata Lesnik ont publié en 2009 un ouvrage intitulé : *Les prédateurs du Kremlin (1917-2009)*. La chronologie indiquée a évidemment un sens très clair : la révolution d'Octobre est un acte de pillage comme le pillage des oligarques sous Eltsine et Poutine qui n'en serait que la suite logique.

Il suffit de dépouiller une dizaine de pages de l'œuvre de ces deux journalistes pour juger de leur sérieux quelque peu relatif. Ainsi, dans un chapitre intitulé « Le mystère Beria » (1), elles reprennent à leur compte les divagations du fils de Beria, Sergo, présentant son père comme un adversaire de la violence et des répressions massives, « farouchement opposé à l'ordre les officiers polonais à Katyn » (p. 63), qu'il a pourtant soigneusement organisées, et autre balivernes. Elles procèdent à une véritable réhabilitation politique de Beria. Selon elles, au lendemain de la mort de Staline, « au lieu de s'approprier le pouvoir absolu et la gouvernance de l'URSS, il opte pour l'ouverture, un dégel progressif qui humaniserait le régime sans détruire l'empire pour autant. En un mot, il semble avoir eu la volonté de déstaliniser le pays tout en le "civilisant" » (p. 54). Et elles énumèrent une série de « mesures avant-gardistes » (p. 56) de Beria, dont certaines parfaitement imaginaires (« Il annule les déportations des Juifs dans des zones inhabitables du pays, tel le Birobidjan » (p. 54), décision d'autant plus facile à annuler qu'elle n'a jamais été prise, Staline, qui fit déporter une douzaine de peuples, n'ayant jamais envoyé de force des juifs au Birobidjan. « Il pense s'attaquer au fléau d'une bu-

reaucratie déjà corrompue, tâche prioritaire à ses yeux » (pp. 54-55), dont on attend en vain une décision qui matérialiserait cette noble intention.

... Ensuite, « il fait tout pour que le nom de Staline disparaisse peu à peu dans les moyens d'information » (c'est l'une des rarissimes affirmations vraies dans le torrent de niaiseries qu'elles déversent dans leur ouvrage) ; il procède à « une déstalinisation effective mais douce de la société » (p. 55).

Beaucoup plus surprenant encore, « il propose le retour au pouvoir des soviets, créés (...) après la révolution de février 1917 (et où les bolcheviks étaient minoritaires » (p. 55). Beria proposant le retour au pouvoir des soviets, c'est-à-dire prenant la tête d'une révolution antibureaucratique et préparant la révolution politique, ça, c'est un scoop ! En réalité, poursuivant d'ailleurs en cela la politique de Staline, Beria voulait assurer la suprématie de l'appareil du gouvernement sur celui du parti ou, en d'autres termes, la suprématie du Conseil des ministres sur le bureau politique et sur le secrétariat du comité central.

Blanc et Resnik ne peuvent évidemment citer aucun texte, aucune source pour fonder leurs divagations.

**Jean-Jacques Marie**

(1) Rappelons que Beria avait été le chef du NKVD de décembre 1938 à décembre 1945, et donc chef du Goulag pendant cette période, organisateur de la déportation des peuples du Caucase en 1943-1944, membre du bureau politique, chef du ministère de l'Intérieur après la mort de Staline, arrêté par ses pairs le 26 juin 1953, accusé d'être un agent de l'impérialisme britannique (!) depuis 1918 et exécuté le 23 décembre 1953.

# Perles

## Torah Torah !

Roger-Pol Droit est, paraît-il, philosophe. C'est lui qui, en tout cas, anime la rubrique philosophie du « Monde des livres ». Dans le numéro du 18 janvier 2013, il fait une critique très élogieuse du dernier livre de Shmuel Trigano, *Politique du peuple juif. Les Juifs, Israël et le monde*. Au détour des compliments qu'il déverse à flots sur cet ouvrage, il fait un résumé lapidaire assez audacieux de l'existence des juifs au cours des deux derniers millénaires. Selon lui, ce « *peuple, ni vraiment ethnique ni simplement communautaire religieuse, a traversé, sans se dissoudre durant deux millénaires, l'exil et la dispersion en s'ancrant dans une langue, l'hébreu et une loi, la Torah* ». On attendrait pour conforter une telle vision, pour le moins simplificatrice, que R. P. Droit nous donne un pourcentage des juifs français et américains, par exemple, qui parlent l'hébreu et se reconnaissent dans la torah... Cette vision culmine dans une phrase grandiose : « *La loi juive, nous affirme R. P. Droit, représente effectivement la voix divine.* » « Effectivement » ne laisse subsister aucun doute. Jeanne d'Arc n'est manifestement pas la seule à entendre des voix, d'autant qu'ici, il n'y en a plus qu'une.

## Simplement le meilleur

« *Staline a gagné parce qu'il était meilleur en politique que Trotsky* » (Marcel Gauchet, *Télérama*, 11-17 décembre 2010).

A propos des procès de Moscou : « *Le comportement des victimes de ces purges, comme celui de Zinoviev reconnaissant sa culpabilité, reste très étrange* » (*Ibid.*, p. 15).

## Socialisme moderne

« *Ce ne sont pas les indemnités d'élu qui me permettraient de payer mes pensions alimentaires, d'entretenir mon vignoble et de m'acheter des tableaux* » (déclaration de Christophe Girard, responsable socialiste à la culture de la mairie de Paris, in *VSD* (cité dans *Résistances communistes*, janvier-février 2011, p. 4).

## Quand Marc Ferro déraile...

Marc Ferro, qui avait jadis publié une *Histoire de la révolution russe* sérieuse et honnête, vient de publier un ouvrage sur le sort de la famille impériale.

Il y affirme qu'en juillet 1918, les bolcheviks n'ont abattu que le tsar lui-même et sa domesticité, mais que la tsarine, princesse allemande, et ses filles, princesses à demi allemandes, ont survécu, les dirigeants bolcheviques ayant négocié avec le gouvernement impérial allemand.

Lorsqu'il évoque ces négociations — bien entendu si ultra secrètes qu'aucun document n'en atteste ! — il précise dans une interview à *Ouest-France Dimanche* (16 décembre 2012, p. 7) : « *Tout se joue entre une nébuleuse de princes car les principaux dirigeants du Parti bolchevique sont tous — sauf un — des nobles et des aristocrates.* »

Tous les dirigeants du Parti bolchevique, sauf un, étaient donc « des nobles et des aristocrates » ! Alors là pour un scoop, c'est un scoop ! Mais, comme nombre de scoops, il est totalement imaginaire.

Prenons la liste des principaux dirigeants du Parti bolchevique en 1917-1918.

Lénine est noble, son père inspecteur des écoles primaires ayant été anobli ; mais c'est le seul...

Trotsky est fils d'un paysan très aisé.

Léon Kamenev est le fils d'un ingénieur des chemins de fer.

Grigori Zinoviev est le fils d'un paysan plutôt aisé.

Joseph Staline est fils d'un savetier et d'une femme de ménage. Certaines rumeurs fantaisistes l'ont bien présenté comme le fils d'un prince, Egnatachavili, mais pas un seul historien sérieux ne prend cette fable pour autre chose qu'une de ces rumeurs dignes de la pouille ou de la presse dite people.

Jacob Sverdlov est le fils d'un artisan graveur, propriétaire d'un petit atelier de typographie et d'imprimerie

Nicolas Boukharine est fils d'un couple d'instituteurs.

Grigori Sokolnikov est le fils d'un médecin.

Ivar Smilga est le fils de propriétaires terriens aisés.

On pourrait ajouter à ces noms ceux des autres membres du comité central de 1917 et 1918 (Artiom-Sergueïev, fils de paysans, Nicolas Krestinski, fils d'un professeur de lycée, etc.), on ne trouvera de trace d'appartenance à la noblesse et à l'aristocrate chez aucun d'eux. On pourrait tout juste, à la rigueur, si on veut, y ranger Felix Dzerjinski, fils de petits hobereaux polonais ; mais la petite noblesse polonaise ou « szlachta », souvent pauvre, ne saurait, malgré ses prétentions dérisoires à y figurer, relever de l'aristocratie : en Pologne, les aristocrates sont les « magnaty »... caste à laquelle étaient fort loin d'appartenir les parents de Felix Dzerjinski.

L'affirmation pour le moins surprenante, sinon délirante, de Marc Ferro ne plaide pas par ailleurs en faveur du sérieux de la thèse qu'il développe.

## Après Rimbaud... le "nabot sanglant" lejov homosexuel

Une certaine Najat Vallaud-Belkacem, ministre des Droits de la femme, a, dans une interview au magazine *Têtu* d'octobre 2012, écrit les

lignes aériennes suivantes : « *Aujourd'hui nos manuels* (scolaires — NDA) *s'obstinent à passer sous silence l'orientation LGBT (lesbiennes, gay, bi et trans) de certains personnages historiques ou auteurs même quand elle explique une grande partie de leur œuvre.* » Et, à l'appui de son affirmation, elle a cité Arthur Rimbaud, mais aucun personnage historique. Choisir Rimbaud pour illustrer l'idée que l'homosexualité expliquerait « *une grande partie de son œuvre* » prouve l'étendue de l'ignorance (ou de la stupidité ou des deux réunies) de la dame Najat Vallaud-Belkacem... qui a sans doute, comme beaucoup de lycéens et lycéennes, appris la brève aventure et le conflit violent entre Rimbaud et Verlaine dans un manuel scolaire.

A titre de personnage historique, puisqu'elle a omis d'en citer un, on pourrait lui suggérer de prendre l'exemple de Nicolas Iejov, chef du NKVD de 1936 à 1938, arrêté en mars 1939, et exécuté en mars 1940. Les enquêteurs de Beria, qui lui succéda, s'acharnèrent à lui faire avouer qu'il était « pédéraste » (et, bien entendu, à la tête d'un « complot trotskyste » à la tête du NKVD) et ce depuis son incorporation dans l'armée en 1917 ! Plusieurs témoignages semblent confirmer l'homosexualité (au moins intermittente) de Iejov et certains ouvrages d'historiens en Russie y font clairement allusion. Je n'en ai encore trouvé aucun qui explique sa politique et les massacres sanglants qu'il a organisés sur ordre de Staline par cette homosexualité. Peut-être M<sup>me</sup> Vallaud-Belkacem pourrait-elle leur faire la leçon sur les insuffisances criantes de leur méthode de travail historique ?

## Situationnisme... et liquidités

Guy Debord avait fondé dans les années 1960 une Internationale situationniste dont il était le grand penseur. Auteur, entre autres, de *La Société du spectacle*, il n'avait pas de mots assez durs pour le mouvement ouvrier. Dans *Le Monde diplomatique* (août 2006), un auteur du nom de Guy Scarpetta soulignait « *la prodigieuse co-*

hérence de sa pensée qui, parce qu'elle n'a jamais renié sa dimension révolutionnaire, offre les meilleures clés pour comprendre notre temps. » Précisons que qui feuilletterait les deux mille et quelques pages des œuvres de Guy Debord serait bien en peine d'y trouver une explication de la crise qui secoue le monde et en particulier l'Europe depuis 2006.

Une information publiée dans *Le Nouvel Observateur* (n° 2508, 8 novembre 2012) en page 14 attire l'attention du lecteur sur la valeur des idées de Guy Debord. On y lit : « *Jusqu' alors, les archives des grands penseurs étaient données. C'est le cas des archives de Claude Lévi-Strauss, Roland Barthes ou Jacques Derrida. La veuve de Guy Debord est la première à avoir vendu les fonds de son mari : en 2010, pour contrer une offre de Yale et garder en France les cartons du pape des Situs, la BNF avait déboursé 2,7 millions d'euros.* »

Certes, feu Guy Debord n'est pas responsable de la décision de sa veuve... Mais que l'œuvre du dénonciateur de la « société du spectacle » acquière une telle valeur marchande pousse néanmoins à réfléchir sur la fonction réelle qu'on voudrait lui faire remplir dans la société d'aujourd'hui, même si en réalité tout le monde se fout du pseudo-révolutionnarisme de Guy Debord.

## Vanitas vanitatum...

Depuis novembre 2012, *Le Nouvel Observateur* présente une série de dix biographies des « géants du XX<sup>e</sup> siècle » sous-titrée : « *Une collection des meilleures biographies dirigée par Laurent Joffrin* », par ailleurs directeur du *Nouvel Observateur* et dont la photographie orne sur la droite la reproduction de la couverture des dites biographies.

En réalité, Laurent Joffrin propose aux lecteurs de son hebdomadaire dix biographies publiées depuis plus ou moins longtemps par les éditions Fayard sans qu'il ait apporté le moindre concours à ces publications, qui ne portent aucune indication d'un directeur de collection, mais dont la responsabilité incombait soit au directeur de Fayard soit au responsable de l'histoire dans cette maison d'édition. Pour Laurent Joffrin, il suffit donc d'acheter dix volumes édités sous la responsabilité d'autres que lui pour se donner le titre de directeur de collection. Cette vanité puérile est certes plus grotesque que révoltante... mais quand même, il faut le faire.

**Jean-Jacques Marie**



# Comité international contre la répression

(pour la défense des droits syndicaux et politiques)

Président : Jean-Jacques Marie, secrétaire : Gérard Bauvert  
Cicr, 28 rue des Petites écuries, 75 010 Paris - [comiteintercontrolerepression@voila.fr](mailto:comiteintercontrolerepression@voila.fr)

Communiqué – 13 mars 2013

## Russie : le syndicaliste Valentin Ourousov va être libéré !

**L**e Comité international contre la répression (Cicr — pour la défense des droits syndicaux et politiques) a été saisi d'une information d'une extrême importance en provenance de Russie : le 6 mars dernier, le tribunal de l'arrondissement de Khangalasskii de la République de Sakha (Yakoutie) a ordonné la libération du syndicaliste emprisonné Valentin Ourousov. Début février, Valentin Ourousov avait envoyé au tribunal une demande visant à commuer la partie non encore effectuée de sa peine de six ans de prison (il en a déjà purgé quatre) en une condamnation moins lourde, possibilité prévue par le Code pénal de la Fédération de Russie. Après avoir examiné cette demande, le tribunal a décidé de commuer la partie non effectuée de la peine de prison en une peine de neuf mois et onze jours de travaux d'intérêt général.

La décision du tribunal devrait, à moins d'un nouveau retournement de situation, entrer en vigueur d'ici au 16 mars. La Confédération du travail de Russie (KTR), qui s'est félicité de la décision du tribunal, demande par ailleurs le réexamen complet du dossier et l'annulation de la condamnation et des charges contre le militant syndical.

Cette décision judiciaire est directement la conséquence de la recommandation du Comité de la liberté syndicale (LibSynd) de l'Organisation internationale du travail (OIT), recommandation adressée aux autorités de la Fédération de Russie en novembre 2012 qui, reprenant les termes d'une plainte de la KTR, se prononçait pour la libération d'Ourousov. Peu après cela, le « Conseil pour le développement de la société civile et des droits de l'homme auprès du président de la Fédération de Russie » envoyait à Vladimir Poutine une lettre soutenant la recommandation de l'OIT et invitant à tout mettre en œuvre pour la libération de Valentin Ourousov. Au plan international, l'annonce de la recommandation de l'OIT avait également suscité une lettre au président de la Fédération de Russie cosignée par Marina Vlady, Marc Blondel, Michel Deguy, Bernard Noël et Jean-Jacques Marie.

A l'issue de la décision du tribunal, Valentin Ourousov a déclaré pour sa part qu'il se félicitait de cette décision, et qu'il entendait bien poursuivre son activité syndicale et de défense des droits. Il a souffert en détention d'une aggravation de sa maladie chronique des reins, compte tenu qu'il n'a pu bénéficier d'une assistance médicale adéquate.

Le Cidr se félicite de ces informations en provenance de Russie, qui ne peuvent que satisfaire tous ceux qui, sous toutes les formes et depuis plus de quatre ans, agissent en Russie et dans le monde entier pour la libération du syndicaliste Valentin Ourousov.

Rappelons que Valentin Ourousov, mineur dans la compagnie d'extraction de diamant Alrosa (deuxième producteur mondial de diamants après la compagnie sud-africaine De Beers), à Oudatchny en Yakoutie, avait fondé le syndicat indépendant Profsvoboda, fort de plus de mille membres, qui, face au refus de négocier de la direction, avait déclenché un mouvement de grève. La direction avait alors procédé à de brutales mesures de répression, décimant le syndicat par des licenciements. C'est dans ces conditions que Valentin Ourousov a été arrêté et, victime d'un coup monté, accusé de « possession de stupéfiants », puis lourdement condamné et détenu pendant quatre longues années dans une colonie pénitentiaire de Yakoutie.

C'est dès l'année 2008 que le Comité international contre la répression, et sur leur propre plan nos amis de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, ont fait connaître les tenants et aboutissants de « l'affaire Ourousov ». Dès 2008, le Cidr a fait circuler un appel de militants et de personnalités à l'initiative de l'historien Jean-Jacques Marie (président du Cidr) et de la sociologue Carine Clément (Institut de l'action collective). Puis le Cidr fit connaître l'appel de dix organisations syndicales de Russie en faveur de la libération d'Ourousov.

Au cours de ces quatre années, des délégations aux ambassades russes à Paris, Madrid, Berlin, Belgrade, Bucarest, les prises de position de nombreuses organisations ouvrières à travers le monde (de l'Algérie à la Guadeloupe en passant par la Grande-Bretagne...), ont nourri une campagne qui a entraîné, plus récemment, des prises de position de la Confédération syndicale internationale (CSI) et la recommandation de l'OIT.

Le Cidr a pris sa place, aux côtés de bien d'autres, dans cette campagne, y compris en réunissant régulièrement les moyens indispensables à la solidarité financière avec Ourousov, sa mère et sa sœur, comme en 2011 par la diffusion d'une carte postale qui permet largement de faire connaître la cause de Valentin Ourousov.

« C'est notre victoire commune », a tenu à faire savoir Valentin Ourousov à tous ceux qui, dans le cadre du Cidr et de l'Entente internationale, ont participé à cette longue campagne, qui a contribué à l'arracher à sa colonie pénitentiaire de Sibérie. Une victoire qui ne sera complète qu'avec la remise en liberté définitive de Valentin Ourousov dans les jours qui viennent, conformément aux décisions du tribunal de l'arrondissement de Khangalasskii, ainsi qu'avec à l'annulation de la condamnation et des charges contre lui, comme le demande la KTR. D'ores et déjà, c'est un encouragement à poursuivre notre combat pour la défense des droits politiques et syndicaux partout dans le monde.

**Paris, le 13 mars 2013,  
Le bureau du Cidr**





